



L'image de l'Allemagne dans le journal Le Matin entre mars 1932 et août 1934, une impossible compréhension de l'altérité ?

Kévin Janin

► To cite this version:

Kévin Janin. L'image de l'Allemagne dans le journal Le Matin entre mars 1932 et août 1934, une impossible compréhension de l'altérité ?. Histoire. 2011. dumas-00610685

HAL Id: dumas-00610685

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-00610685>

Submitted on 23 Jul 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives| 4.0 International License

Kévin JANIN

***L'image de l'Allemagne dans le journal Le Matin
entre mars 1932 et août 1934,
une impossible compréhension de l'altérité ?***



Mémoire de Master 1 « Sciences humaines et sociales »

Mention : Histoire et Histoire de l'art
Spécialité : Sociétés et économies des mondes modernes et contemporains

sous la direction de M. Johann CHAPOUTOT

Année universitaire 2010-2011

Kévin JANIN

***L'image de l'Allemagne dans le journal Le Matin
entre mars 1932 et août 1934,
une impossible compréhension de l'altérité ?***

Mémoire de Master 1 « Sciences humaines et sociales »

Mention : Histoire et Histoire de l'art
Spécialité : Sociétés et économies des mondes modernes et contemporains

sous la direction de M. Johann CHAPOUTOT

Année universitaire 2010-2011

Remerciements :

Je tiens tout d'abord à exprimer ma gratitude à mon directeur de recherche, Johann Chapoutot, qui m'a orienté sur le choix de ce sujet et m'a guidé tout au long de mon étude en répondant à mes diverses questions.

Mes remerciements vont également à mes proches qui m'ont toujours encouragé et aidé dans l'élaboration de ce travail de recherche.

Je souhaite également remercier les diverses personnes qui m'ont soutenu dans le cadre de cette année qui s'est parfois avérée être très difficile mais en même temps tellement enrichissante.

Sommaire

PARTIE 1

CADRE DE COMPRÉHENSION DE L'ÉTUDE ET PANORAMA HISTORIOGRAPHIQUE.....14

CHAPITRE 1 DÉCADENCE DE LA GRANDE PRESSE, DES DIFFICULTÉS INSURMONTABLES ?.....15

A) Censure de guerre, la perte de confiance de l'opinion.....15

B) Une crise amplifiée par le développement d'une concurrence nouvelle : la presse hebdomadaire et les journaux provinciaux.....18

C) Les efforts des grands quotidiens parisiens pour reconquérir un lectorat devenu méfiant.....20

D) Une réhabilitation impossible, la presse et les scandales politico-financiers.....23

CHAPITRE 2 *LE MATIN*, DU POUVOIR À LA DÉCADENCE.....26

A) Des débuts hésitants jusqu'au règne du sulfureux Maurice Bunau-Varilla.....27

B) *Le Matin*, simple jouet du capricieux Maurice Bunau-Varilla.....30

C) Comprendre la pensée idéologique du *Matin*, l'affaire Stavisky et l'émeute du 6 février 1934 racontées par le quotidien.....34

D) Les relations du *Matin* avec le Reich allemand, où quand le quotidien se prend pour la divinité Janus.....37

CHAPITRE 3 – FRANCE-ALLEMAGNE : L'ILLUSION D'UNE ENTENTE.....41

A) Les années d'espérance : 1924-1929.....42

B) La crise de 1929 et la montée du nazisme, les relations se tendent.....45

C) Désarmement, réparations, égalité des droits: l'aggravation des divergences franco-allemandes 1931-1932.48

D) L'Allemagne hitlérienne, une conciliation impossible.....53

PARTIE 2

L'IMAGE DE L'ALLEMAGNE DANS LES COLONNES DU JOURNAL LE MATIN ENTRE MARS 1932 ET AOÛT 1934, UNE

IMPOSSIBLE COMPRÉHENSION DE L'ALTÉRITÉ ?.....60

CHAPITRE 4 – UN INTÉRÊT OMNIPRÉSENT DU *MATIN* POUR LE VOISIN ALLEMAND.....61

A) Le Reich à la une.....62

B) Deux grands reporters entrent en action, Joseph Kessel et Philippe Barrès.....69

C) L'Allemagne fait vendre, le succès de Joseph Kessel et de son reportage « L'Allemagne des bas-fonds, des bouges de Berlin aux repaires de Hambourg ».....76

CHAPITRE 5 – L'IMAGE DE L'ALLEMAGNE OFFERTE PAR LE MATIN : PAUVRETÉ, CRISE ÉCONOMIQUE ET VIOLENCE, UN TRYPTIQUE OBSCUR FAVORISANT L'EXTRÉMISME.....85

A) Un paysage similaire à un tableau d'Otto Dix.....86

B) Instabilité, violence politique et dérives dictatoriales.....92

C) Le parti national-socialiste peut-il s'emparer du pouvoir ?.....97

D) L'attitude du peuple allemand, symbole d'un contexte maussade.....102

E) Fritz Lang, Rainer Rilke, Paul Klee : artistes inconnus ?.....107

CHAPITRE 6 – LA REPRÉSENTATION DE HITLER ET DE L'ALLEMAGNE NAZIE, LE RIVAL ALLEMAND EST DE RETOUR.....110

A) La représentation du Führer, des sentiments opposés, entre crainte et admiration.....110

B) Effroi et stupéfaction devant la démesure de la propagande nazie.....116

C) Un parti inébranlable ?.....120

D) France-Troisième Reich, l'entente impossible ?.....127

CHAPITRE 7 – L'ENNEMI HÉRÉDITAIRE ALLEMAND, UNE MENACE ÉTERNELLE ?.....134

A) Une culture de guerre qui ne s'est pas éteinte.....	135
B) L'Alsace-Lorraine et la Sarre, défendons nos droits !.....	141
Un danger imminent, le réarmement allemand.....	148
CHAPITRE 8 – COMPRENDRE L'OPINION FRANÇAISE À TRAVERS L'IMAGE OFFERTE PAR LE MATIN DE L'ALLEMAGNE.....	154
A) Le rejet du communisme.....	155
B) Un pacifisme intégral ?.....	159
C) La crainte du retour de l'ex-Kaiser sur le trône allemand.....	162
PARTIE 3	
INVENTAIRE DES SOURCES UTILISÉES.....	168
CHAPITRE 9 – LES ARTICLES DU <i>MATIN</i>	169
CHAPITRE 10 – LES MÉMOIRES DE JOURNALISTES.....	172

Introduction :

« *Ce pays vaste, laborieux et singulier qui oscille entre le chômage, l'amour de l'uniforme, le désespoir, la religion de l'ordre et le penchant pour la dictature* »¹. Telle est l'image offerte par Joseph Kessel dans les colonnes du *Matin* de la situation allemande au début des années 1930. En effet, l'Allemagne est victime depuis 1929 de la crise économique qui a pour origine le krach boursier de Wall Street. Cette crise appauvrit considérablement le peuple allemand qui se retrouve en très grande majorité dans une situation extrêmement précaire et au chômage. Parallèlement à cette crise économique, de véritables dissensions politiques apparaissent au sein du Reich allemand. À partir du mois de mars 1930, la situation est tellement critique que le chancelier Heinrich Brüning ne dispose plus d'aucune majorité parlementaire au Reichstag. Une seule solution apparaît désormais comme envisageable pour l'actuel président du Reich, le général Hindenburg, offrir au chancelier le droit de réaliser son programme politique en s'appuyant exclusivement sur l'article 48. Cet article, prévu par la constitution, permet à Brüning de mener à bien sa politique en publiant des décrets-lois sans avoir à se justifier devant le parlement. Si le Reichstag décide de s'opposer à l'œuvre du chancelier, ce dernier n'aura d'autre solution que de demander la dissolution de la chambre. Cette situation se déroule quelques mois plus tard puisque, le 18 juillet, le parlement s'oppose à un décret-loi du chancelier allemand en adoptant une motion de censure. Brüning n'hésite pas à dissoudre l'assemblée sur le champ². La conséquence de cette dissolution est extrêmement importante puisque aux élections de septembre, le parti national-socialiste devient pour la première fois le parti le plus important d'Allemagne. Il dispose désormais de 107 députés au Reichstag. Cependant le rôle du parlement est désormais pour le moins obsolète puisque le président et le chancelier, ne pouvant constituer aucune majorité viable avec la nouvelle configuration du Reichstag, décident de poursuivre leur programme politique en gouvernant par l'intermédiaire des décrets-lois. La plupart du temps, la décision est prise de demander au Reichstag de suspendre ses séances pour éviter de devoir procéder à une nouvelle dissolution³. Parallèlement à

1 *Le Matin*, 26 juillet 1932.

2 WINKLER, Heinrich August, *Histoire de l'Allemagne, XIXème-XXème siècle : le long chemin vers l'occident*, Paris, Fayard, 2005, p. 410.

3 *Ibid*, p. 416.

ces difficultés politiques, l'Allemagne est plongée dans un cycle de violence sans commune mesure, chaque jour, les formations paramilitaires des différents partis s'affrontent dans la rue, en particulier les communistes et les nazis qui ne comptent plus leurs morts et leurs blessés tant les rencontres meurtrières sont fréquentes.

C'est dans ce contexte extrêmement instable que l'étude consacrée à l'image de l'Allemagne dans le journal *le Matin* entre mars 1932 et août 1934 commence. Suite aux élections de 1930, le parti national-socialiste d'Adolf Hitler a toujours le vent en poupe. Ce dernier espère obtenir un nouveau succès au cours des élections présidentielles de mars 1932. C'est à ce moment que *le Matin* décide de s'intéresser tout particulièrement à l'évolution du Reich allemand en dépêchant sur place Joseph Kessel, un des reporters les plus renommés de l'entre-deux-guerres, pour qu'il se consacre à une étude de la situation allemande à la veille d'un vote extrêmement décisif pour le Reich mais également pour l'ensemble des pays européens. Le natif de Clara, en Argentine, s'intéresse également au parti national-socialiste et à son chef, Adolf Hitler. Très rapidement il interpelle les lecteurs du *Matin* sur les dangers d'une possible arrivée au pouvoir d'un homme et d'un mouvement aux idées aussi extrémistes. Le quotidien espère également attirer de nouveaux lecteurs en s'appuyant sur la plume de ce reporter extrêmement populaire. En effet, depuis la fin de la première Guerre Mondiale, les tirages du *Matin* ont connu de très fortes baisses et son propriétaire, le sulfureux Bunau-Varilla cherche par tous les moyens à relancer son journal pour lui faire retrouver son illustre puissance d'antan. *Le Matin* était considéré comme le plus grand quotidien français durant la première Guerre Mondiale, il y connut ses tirages les plus importants puisqu'au cours de l'année 1917, il tire à près d'1,6 millions d'exemplaires. Au début des années 1930, il a perdu la moitié de son lectorat. Il semble tout de même nécessaire de préciser le poids et le rôle de la presse pendant la période de l'entre-deux-guerres qui reste à bien des égards, le meilleur moyen pour le peuple français de s'informer puisque les postes de radio ne sont pas encore présents dans tous les foyers.

Le cadre chronologique de l'étude est particulièrement intéressant puisqu'il permet dans un premier temps de voir l'ensemble du processus qui conduit le parti nazi vers les sommets du pouvoir ainsi que la véritable déchirure politique de la société allemande. L'étude consacrée à l'Allemagne commence au mois de mars

1932, à la veille des élections présidentielles. Au cours de l'année 1932, les allemands seront amenés à se rendre à l'isoloir à cinq reprises et verront pas moins de trois chanceliers se succéder (Brüning, Von Papen et Von Schleicher). Au mois de mai 1932, en dépit du soutien que lui a apporté le chancelier Brüning aux élections présidentielles, le président Hindenburg, influencé par le général Von Schleicher ainsi que par ses amis barons, décide de congédier le chancelier centriste Brüning⁴. Le président décide alors de nommer un nouveau chancelier en qui il a une totale confiance : Franz Von Papen. Ce dernier s'avère être un partisan de la constitution d'un cabinet qui intégrerait des membres du NSDAP. Cependant cet espoir est vite déçu, les nazis refusent d'entrer dans un cabinet de coalition et veulent l'exclusivité du pouvoir⁵. La situation politique ne s'améliore donc guère avec l'arrivée à la chancellerie du sympathisant monarchiste. Au contraire, les divisions sont toujours aussi importantes et les tensions entre Von Papen et le Reichstag sont extrêmement palpables. À deux reprises il sera contraint de prononcer une dissolution du parlement. Très critiqué par les autres membres du cabinet, Hindenburg se résout finalement à accepter la démission de ce dernier et décide alors de faire appel à un autre homme de confiance, le général Von Schleicher⁶. Il serait néanmoins faux de penser que Von Papen ne joue plus aucun rôle. Bien au contraire, il entame des discussions avec le chef du parti nazi, Adolf Hitler. Les deux hommes réussissent à se mettre d'accord après d'âpres discussions sur la constitution d'un cabinet qui combinerait des éléments nationalistes et nazis avec Hitler comme chancelier. Suite à la démission de Schleicher, le Führer est appelé à devenir le nouveau chancelier du Reich le 30 janvier 1933⁷.

Dans un second temps, le cadre chronologique choisi permet de s'interroger sur les débuts du règne du Führer et sur l'établissement du Troisième Reich. Hitler entreprend très rapidement d'affermir son pouvoir. Dès la fin du mois de février il décide l'interdiction du parti communiste, responsable selon lui, d'avoir incendié le Reichstag et d'être le principal fauteur de troubles en Allemagne. Le mois suivant, il obtient les pleins pouvoirs pour une durée de quatre ans⁸. Très rapidement il exerce un contrôle total sur le pays et toute opposition politique est interdite. Sa puissance

4 WINKLER H-A., *op.cit*, p. 425-426.

5 BAECHLER, Christian., *L'Allemagne de Weimar, 1919-1933*, Paris, Fayard, 2007, p. 397

6 *Ibid*, p. 401.

7 *Ibid*, p. 403-406.

8 WINKLER H-A., *op.cit*, p. 478.

est totale lorsque le président Hindenburg décède le 2 août 1934 et qu'il décide de combiner les rôles de chancelier et de président du Reich en devenant le Reichsführer. Cette décision est confirmée par le plébiscite proposé au peuple allemand le 19 août. Cette date symbolise par ailleurs la limite de notre étude. À l'extérieur, Hitler mène une politique offensive qu'il masque par des discours qui se veulent pacifiques. L'objectif défendu est pourtant évident : lutter contre Versailles, obtenir l'égalité des droits et renouer avec le passé glorieux du Reich allemand. Devant cette montée des périls, il apparaît évident que les journalistes du *Matin* prennent position. Ce journal, qui devient rapidement collaborationniste en 1940 est souvent présenté comme un sympathisant du nazisme. La question est de savoir si cette image que l'opinion a gardée de ce journal s'avère être la bonne. N'est-il pas légitime de penser que dans un premier temps le quotidien ait pu défendre les intérêts français avant tout ?

La situation française au début de l'année 1932 est, elle aussi, assez délicate. La position internationale de cette dernière est beaucoup moins assurée que durant la décennie précédente. Pire encore, la crise économique, qui avait pourtant épargné le peuple français dans un premier temps, finit par frapper de plein fouet l'économie française suite à la décision prise par le gouvernement anglais de dévaluer sa livre sterling en septembre 1931⁹. Parallèlement à ces prémices de crise économique, la France est, elle aussi, victime d'une forte instabilité gouvernementale qui se traduit par la démission d'un très grand nombre de présidents du conseil. Cependant, il arrive parfois qu'un président démis de ses fonctions revienne aux affaires quelques années plus tard. À titre d'exemple, il est possible d'évoquer le nom d'Édouard Daladier. Cette forte instabilité, combinée à la vénalité d'un grand nombre de parlementaires, exaspère le peuple ainsi qu'une bonne partie de la presse de l'époque qui deviennent véritablement antiparlementaristes. Ils espèrent voir la Troisième République se reformer voire même être totalement détruite pour instaurer un nouvel ordre. C'est notamment la volonté des ligues d'extrême-droite qui sont à l'origine de la journée d'émeute du 6 février 1934 qui se solde par un bain de sang¹⁰. En politique extérieure, La France poursuit un double objectif qui est celui du maintien de la paix ainsi que la défense de sa sécurité. Elle s'oppose donc en permanence à la politique

9 DARD, Oliver, *La France des années 30*, Paris, Hachette, 1999, p. 21.

10 *Ibid*, p. 71-74.

allemande qui elle, cherche à obtenir le droit de réarmer et à lutter contre le traité de Versailles. L'attitude face au cabinet Hitler n'évolue guère dans un premier temps. Cependant, avec l'arrivée de Barthou au poste de ministre des affaires étrangères en février 1934, la politique française à l'égard de l'Allemagne évolue et se montre beaucoup plus ferme qu'auparavant. La compréhension des relations franco-allemandes est extrêmement importante dans le cadre de l'étude consacrée à la représentation de l'Allemagne dans *le Matin*, c'est pourquoi elles seront étudiées bien plus en détail dans le développement de ce mémoire.

Étudier la représentation du Reich allemand dans un journal français est un objet d'étude relativement récent et donc assez neuf. Il existe relativement peu de travaux sur la question. Cette affirmation n'est cependant pas valable pour l'ensemble des pays. À titre d'exemple, il est possible de citer l'étude que Pierre Milza a consacré à l'Italie fasciste et qui s'intitule *Le Fascisme italien et la presse française : 1920-1940*. Certaines études ont cependant pu être axées sur la représentation de l'Allemagne dans la presse française mais elles ont eu des répercussions limitées. Il est possible de citer à titre d'exemple la thèse d'Alexandre Poulain sur *L'image de l'Allemagne nationale-socialiste entre janvier 1933 et septembre 1939, étudiée à travers cinq grands quotidiens français d'idéologie différente : Le Temps, Le Figaro, L'Humanité, Le Populaire et l'Ère Nouvelle*. On peut cependant difficilement se fier aux résultats de cette étude puisque la thèse n'a jamais été corrigée. Il est possible également de citer la thèse réalisée par Anne Lilensztein consacrée au journal *Le Matin de septembre 1938 à 1939 face à l'Allemagne, l'Union soviétique et l'Europe centrale (Tchécoslovaquie et Pologne)*. Mais cette thèse n'était malheureusement pas consultable. Cette dernière ne se limite cependant pas à une étude spécifique de l'Allemagne et la période étudiée est tout de même assez éloignée de celle que l'on se propose d'étudier au cours de ce mémoire. D'autres études ont eu lieu dans le cadre de mémoire de master mais les recherches qu'il semble nécessaire de mettre en avant sont celles de Stephanie Krapoth.

Krapoth s'intéresse à la représentation de l'Allemagne nazie dans les colonnes du *Canard Enchaîné*. Son étude commence à partir de janvier 1933 et est liée à l'image offerte par le quotidien satirique allemand *Der Simplicissimu*, de la France des années 1930. Cette historienne montre bien que l'ensemble des

discussions tournent autour de sujets tels que la guerre ou la paix. L'objectif du *Canard Enchaîné* semble être de rassurer son lecteur sur le bien fondé de la politique de son pays. Il apparaît donc tout à fait normal de voir le journal satirique français porter un regard résolument pacifique sur l'Allemagne et ce, jusqu'à la débâcle de 1940¹¹. Il se refuse à porter la moindre accusation de militarisme à l'encontre du Reich allemand. À ce propos, il sera tout particulièrement intéressant de comparer l'approche du *Canard Enchaîné* à celle du *Matin*, qui s'avère être totalement différente. L'Allemagne présentée par le journal satirique apparaît dotée des mêmes sentiments pacifiques que l'on retrouve sur le territoire français. Les Allemands ne sont pas considérés comme « de dangereux militaristes mais plutôt comme des enfants encore non assagis. Ils jouent aux petits soldats et méritent donc d'être punis pour leur couennerie »¹². L'idée du *Canard enchaîné* était la suivante : pour préserver la paix, il faut présenter une Allemagne apaisée, et pour la calmer, il ne faut pas l'irriter. Cependant, devant les agissements de plus en plus violents du Troisième Reich, le journal satirique décide de faire évoluer quelque peu le ton de ses articles. Mais jamais, il ne prendra clairement position contre le régime hitlérien. Il se limite à présenter des aspects amusants et bénins de la vie du peuple allemand sous la dictature hitlérienne. Mais jamais, les journalistes du *Canard enchaîné* ne mettront en avant des traits de la politique nationale-socialiste qui s'avéreraient être incompatibles avec leur idéologie pacifiste et leur volonté de rassurer l'opinion¹³.

La différence de notre étude par rapport aux différents travaux de représentation du Reich allemand qui ont déjà été menés se situe d'abord dans la césure chronologique. L'ensemble des études citées précédemment ont décidé de s'interroger sur l'Allemagne à partir de 1933, c'est-à-dire la date d'arrivée au pouvoir des nazis. L'étude que nous consacrerons à l'Allemagne débutera plus en amont, à partir de mars 1932. C'est-à-dire près de onze mois avant l'accès de Hitler à la chancellerie. Celle-ci permettra du même coup de se poser un certain nombre de questions. On peut par exemple se demander s'il y aura une véritable évolution du quotidien après l'arrivée au pouvoir des nazis. Existe-t-il une continuité de la politique allemande d'après les journalistes du *Matin* ou la date du 30 janvier 1933

11 KRAPOTH, Stéphanie, *France-Allemagne, du duel au duo*, Toulouse, collection Histoire, 2005, p. 29.

12 *Ibid*, p. 30.

13 *Ibid*, p. 32.

symbolise t-elle une véritable rupture ? L'intérêt de cette étude repose également sur la personnalité du quotidien *Le Matin*, ce journal, probablement victime de son étiquette collaborationniste a été très longtemps laissé de côté par les historiens. Seulement deux d'entre-eux semblent s'être véritablement plongés dans les archives du *Matin*. La première historienne à s'y être consacrée a été citée précédemment. Il s'agit d'Anne Lilensztein qui a travaillé sur *le Matin* dans le cadre de sa thèse. Le second est Alfred Kupfermann. Il s'est surtout intéressé à la période prospère du quotidien entre 1903 et 1914 ainsi qu'à son crépuscule entre 1934-1940. Il se préoccupe à la politique du quotidien dans son ensemble et s'attarde sur le caractère de son propriétaire Bunau-Varilla. Il lui arrive d'évoquer la représentation de l'Allemagne mais c'est plutôt au cours de la période antérieure à la première Guerre Mondiale. Cette étude sera par ailleurs longuement expliquée au cours du développement de ce mémoire. Il s'agira d'analyser le quotidien sur une période où semble t-il, aucun travail n'a encore été effectué, et surtout, elle permettra de renseigner davantage sur les relations que le quotidien a pu entretenir avec l'Allemagne au début des années 1930.

Pour étudier l'image que *le Matin* offre de l'Allemagne entre mars 1932 et août 1934, il est possible de se poser une série de questions : Existe t-il un véritable intérêt du quotidien pour l'Allemagne ? Si oui, quelle image du pays met-il en évidence ? Représente t-il uniquement une Allemagne violente et militariste, cette caricature simpliste qui correspond si bien à l'image que tout français se fait de son voisin d'outre-Rhin ? Cela revient à se demander si le peuple allemand est toujours considéré comme l'ennemi héréditaire de la France ? Par ailleurs, *le Matin* a t-il perçu la menace que représentait le Troisième Reich pour le peuple français ?

Pour répondre à cette problématique qui invitera forcément à soulever d'autres questions, il apparaît nécessaire dans un premier temps de revenir plus en détail sur le cadre de l'étude. Il s'agit en quelque sorte de faire un panorama historiographique qui permettra de mieux comprendre la situation de la presse au début des années 1930, et plus particulièrement l'évolution du journal qui sera étudié, *le Matin*. Poser le cadre de l'étude permettra également de revenir plus en détail sur les relations entretenues par la France et par l'Allemagne durant l'entre-deux-guerres. C'est seulement en s'appuyant sur cette première partie qu'il sera possible d'envisager

ensuite différentes pistes de réflexion qui permettront de comprendre l'image de l'Allemagne que le journal *le Matin* renvoie. La troisième partie, plus technique, consistera en un inventaire de l'ensemble des sources utilisées, c'est-à-dire dans le cadre de cette étude, d'une classification des différents journaux utilisés.

Partie 1

Cadre de compréhension de l'étude et panorama historiographique

Pour comprendre l'image que *le Matin* offre de l'Allemagne, il est nécessaire dans un premier temps de revenir sur le cadre dans lequel se déroule l'étude à laquelle se consacre ce mémoire. Il est important d'abord de revenir sur la situation de la presse durant l'entre-deux-guerres. Une fois que cette étude qui se veut assez généraliste sera effectuée, il faudra s'intéresser de façon plus précise au quotidien qui sert de source, à savoir *le Matin*. S'interroger sur ses origines, son tempérament et sur son propriétaire, Maurice Bunau-Varilla. Tous ces éléments apparaissent comme nécessaires pour comprendre pourquoi le quotidien propose une telle représentation du Reich allemand. Enfin, il est également important de revenir plus en détail sur les relations franco-allemandes, facteur nécessaire pour bien comprendre les différents événements se déroulant tout au long de la période étudiée.

Chapitre 1 - Décadence de la grande presse, des difficultés insurmontables ?

S'interroger sur la représentation de l'Allemagne dans le journal *Le Matin*, c'est se questionner sur la position et le poids de la presse au début des années 1930. Pour comprendre sa situation, il est nécessaire de revenir sur les crises que cette dernière à traverser au sortir de la guerre, à la concurrence qu'elle a vu naître à ses côtés et à ses tentatives de renouvellement pour séduire l'opinion publique et l'amener à lui faire de nouveau confiance. Cependant les efforts de la presse écrite vont être contrecarrés par le dévoilement de scandales politico-financiers au sein desquels la presse n'est pas exempte de tout soupçon.

A) Censure de Guerre, la perte de confiance de l'opinion

À l'aube de la première Guerre Mondiale, la presse quotidienne, et plus particulièrement les grands quotidiens parisiens que sont *Le Matin*, *le Petit Parisien*, *le Petit Journal* et *le Journal*, ont le vent en poupe. Réunis, ils tirent à plus de quatre

millions d'exemplaires¹⁴. Diverses raisons peuvent être mises en avant afin d'expliquer l'essor grandissant de cette presse dans la première phase du XX^{ème} siècle comme la perfection des moyens techniques permettant un tirage plus important mais également le prix d'achats de ces journaux, il suffit de déboursier cinq centimes pour obtenir son quotidien.

Cette situation que l'on peut qualifier d'idéale pour la presse ne va cependant pas durer. L'éclosion de la première Guerre Mondiale dévoile au lecteur le caractère repoussant que peut prendre son journal favori en étant soumis à la censure de guerre et parallèlement, en participant au bourrage de crâne. Comme le montrent très bien Christian Delporte et Fabrice d'Almeida, l'année 1914 introduit une rupture dans l'histoire des médias¹⁵. La liberté d'expression qui n'avait cessé de s'accroître depuis la promulgation de la loi du 29 juillet 1881 est considérablement entravée par le contrôle qu'exerce désormais l'État sur l'ensemble de la presse et des moyens de communication. Les quotidiens n'opposent pas de réelles résistances à cette immixtion de la presse dans leurs affaires internes, tous souhaitant faire don de leur tribune au service de la collectivité et de la nation. Le contrôle gouvernemental entraîne directement le retour de la censure, moyen extrêmement fiable permettant d'annihiler toute volonté de l'adversaire d'obtenir des renseignements d'ordre stratégique ou militaire à la simple lecture de la presse du pays ennemi. Les autorités françaises semblent avoir bien retenu les leçons de la défaite de 1870 lorsque l'état-major ne s'opposait pas à la diffusion dans la presse des stratégies militaires françaises pour venir à bout du rival allemand. Pour éviter pareille mésaventure, les censeurs peuvent être amenés à prendre un certain nombre de sanctions à l'encontre de journaux mettant en péril la sécurité française¹⁶. Néanmoins les journaux devaient malgré tout poursuivre leur rôle d'informateur de l'opinion. Or, la censure a considérablement affaibli le pouvoir d'écriture des journalistes. C'est pour cette raison que la maison de la presse a été créée. Cet organisme est en contact permanent avec le ministère de la guerre qui lui fournit un certain nombre d'informations que les journaux reprennent à leurs comptes.

14 ALBERT, Pierre, *Histoire de la presse*, Paris, PUF, 2010, p. 69.

15 D'ALMEIDA Fabrice, Delporte, Christian, *Histoire des médias en France de la grande guerre à nos jours*, Paris, Flammarion, 2010, p. 17.

16 *ibid* p. 21.

Très rapidement, un patriotisme exacerbé apparaît à la une des quotidiens. Parallèlement à ce patriotisme, une série d'articles n'hésite pas à colporter de fausses nouvelles afin de soutenir le moral de la population, le bourrage de crâne étant devenu le maître-mot¹⁷. À titre d'exemple et concernant le sujet qui sera ultérieurement développé, le journal *Le Matin* n'hésite pas à rédiger un article qui s'avère être une véritable forgerie intitulée « Les cosaques ne sont qu'à cinq étapes de Berlin » dans son numéro du 24 août 1914 (annexe A). Une description savoureuse de l'avancée des cosaques russes est offerte aux lecteurs : « *Les cosaques [...] sont à la fois d'admirables soldats et une horde terrible de cavaliers montant des chevaux infatigables, pourvus d'armes perfectionnées et suivis d'une artillerie légère qui leur permet de passer partout en se riant des fortifications de campagne* ». Le portrait d'une Allemagne sur le point de déposer les armes l'est tout autant : « *Ce pays n'est peut-être pas conquis ; mais il est ravagé, ses communications sont coupées, ses forces administratives anéanties. [...] voilà pourquoi cette nuée de cosaques qui s'abat sur la Prusse orientale et sur la Posnanie présage le triomphe rapide et complet de nos alliés* »¹⁸. Pourtant, quatre années plus tard, la guerre n'était pas encore terminée...

La guerre s'éternisant, le discours de la presse évolue, il n'est désormais plus question d'une victoire rapide. Désormais de nouveaux stéréotypes sont instaurés. Ils visent notamment à mettre l'entière responsabilité de cette mascarade guerrière sur les épaules de l'adversaire. Le soldat français de son côté, étant glorifié et présenté comme un apôtre de la paix. C'est dans ces conditions que des termes comme « boche » apparaissent. Une série de dessins de presse sont réalisés visant à déshumaniser l'adversaire¹⁹, le soldat allemand étant le plus souvent représenté comme le mal absolu.

Le discrédit de la presse a pour origines la publication d'articles similaires à celui publié par *Le Matin* sur les cosaques. L'opinion se sent trahie par des articles qui ne reflètent en rien la dure réalité de la guerre. Conscient que la censure lui cache la véritable teneur de la guerre, le lecteur cherche à obtenir des informations par

17 ALBERT P., *op.cit.*, p. 77-78.

18 *Le Matin*, 21 août 1914.

19 D'ALMEIDA F., DELPORTE C., *op.cit.*, p. 30.

d'autres moyens²⁰. Ce même sentiment de trahison est perceptible chez les poilus lors de leur retour au foyer, ces derniers sont abasourdis par la teneur de ces journaux qui sont de véritables forgeries. Le monde de la presse sort véritablement sonné de cette grande guerre. Même si les chiffres avancés par Albert montrent que la presse parisienne a augmenté ses tirages au cours des années de combat²¹, il ne faut pas y voir un signe de bonne santé de la presse. En effet, obtenir des moyens d'informations autre que ceux rédigés dans les journaux étaient difficiles pour la population et, bien que consciente de la censure, elle espérait malgré tout y apprendre quelques éléments de la vie au front. Il est donc possible de dire que la presse fait partie des grandes perdantes de ce conflit, les fausses nouvelles et la censure devenant les principaux traits de caractère du milieu de la presse et de la profession de journaliste dans l'imaginaire d'un très grand nombre de lecteurs. De ce contexte maussade surgissent de nouvelles difficultés qui vont elles-aussi porter atteinte à la puissance des grands quotidiens et plus précisément des journaux parisiens : l'essor de la presse provinciale et le développement de grands hebdomadaires.

B) Une crise amplifiée par le développement d'une concurrence nouvelle : la presse hebdomadaire et les journaux provinciaux

L'entre-deux-guerres est une période délicate pour la presse quotidienne parisienne qui a déçu l'opinion en colportant de fausses nouvelles. Elle l'est également pour un grand nombre de journalistes d'avant-guerre qui ne parviennent pas à retrouver la place qu'ils occupaient avant d'être mobilisés. Leur situation ne cessant de s'aggraver, certains tombent même dans une situation de très forte précarité. Delporte et D'Almeida démontrent bien que les salaires des métiers de la presse ont augmenté six fois moins rapidement que le coût de la vie²².

Cependant il serait faux de croire que l'ensemble de la presse écrite soit touchée par cette perte de confiance. Au contraire comme le montre bien la thèse de Bernard Boilloz, les périodes allant de 1919 à 1921 et de 1928 à 1934 voient naître

²⁰ *ibid*, p. 52-53.

²¹ ALBERT, P., *op.cit*, p. 80.

²² D'ALMEIDA F., DELPORTE C., *op.cit*, p. 56-57.

une série de nouvelles feuilles²³. René de Livois n'hésite pas à parler pour cette seconde phase de « *la renaissance de 1930* ». La volonté du lecteur de comprendre le monde dans lequel il vit, la baisse du prix du papier et la stagnation des salaires dans le secteur de l'imprimerie sont autant de facteurs déterminants du développement de cette presse. Les feuilles qui connaissent un essor important au cours de cette période sont celles de province. Cette presse, qui ne jouait qu'un rôle sommaire avant le début de la Grande Guerre a parfaitement profité du conflit pour s'enraciner localement. La presse parisienne étant beaucoup moins facile d'accès durant les périodes troubles, le lecteur devait très souvent s'offrir le quotidien régional pour se tenir informer de l'évolution du conflit. Au sortir de la guerre, ces journaux ne se contentent plus de délivrer des informations locales. Pour contenter leurs lecteurs ils n'hésitent pas à couvrir des champs d'action beaucoup plus larges et s'ouvrent à l'information internationale²⁴. L'exemple du quotidien breton *L'Ouest-éclair* est un des plus significatifs. Peu de temps avant le début de la seconde Guerre Mondiale il est considéré comme le quatrième plus grand quotidien français.

Un autre type de presse connaît un développement rapide au cours de cette période de l'entre-deux-guerres, il s'agit de la presse hebdomadaire et mensuelle. Ces publications périodiques prennent assez rapidement un caractère politique. En effet, elles deviennent les tribunes préférentielles des partis et des mouvements politiques qui n'hésitent pas à y diffuser leurs doctrines et programmes politiques²⁵. De plus elles n'hésitent pas à soutenir de nouveaux phénomènes comme la radio ou de grands événements sportifs. L'hebdomadaire est souvent très illustré, attirant donc l'œil du lecteur, il connaît un franc succès. Cette opération de « tape à l'œil » sera reprise par la suite par les grands quotidiens dans leur mission de reconquête du lectorat perdu²⁶. Désormais, la population n'hésite pas à se détacher de son quotidien pour s'adonner à la lecture d'un hebdomadaire ou d'un mensuel. Cette double concurrence à laquelle les grands quotidiens doivent désormais faire face entraîne inéluctablement un manque à gagner pour les grands journaux parisiens. Effectivement, même si on peut constater une légère hausse des tirages de quotidiens entre 1920 et 1939 - qui passent de dix à douze millions - il est impossible de se satisfaire de tels chiffres pour les

23 BOILLOZ, Bernard, *Les périodiques français édités à Paris de 1919 à 1939, classification, description bibliographique et évolution*, Paris, 1978, p. 325-326.

24 D'ALMEIDA F., DELPORTE C., *op.cit.*, p. 65.

25 BOILLOZ, B., *op.cit.*, p. 359.

26 Voir la partie intitulée « Les efforts des grands quotidiens parisiens pour reconquérir un lectorat devenu méfiant ».

quatre grands. 50 % de ces tirages sont désormais assurés par la presse de province²⁷. Ce chiffre est d'autant plus faible qu'il ne faut pas oublier qu'au sortir de la guerre la France s'est agrandie puisque l'Alsace et la Lorraine font de nouveau partie intégrante du territoire français²⁸. Pour lutter contre cette concurrence nouvelle, les grands journaux parisiens ont entrepris une série de réformes afin d'être de nouveau attractifs et pour reconquérir des lecteurs qu'ils ont pu perdre du fait de leur attitude durant la première Guerre Mondiale.

C) Les efforts des grands quotidiens parisiens pour reconquérir un lectorat devenu méfiant

Afin de regagner de la crédibilité auprès de l'opinion publique, les grands quotidiens entreprennent une série de réformes qui permettent un véritable renouvellement de la presse. L'objectif étant désormais de conquérir un public beaucoup plus large, notamment s'ouvrir au lectorat féminin en proposant de nouveaux sujets d'analyses. Une rubrique traitant de la mode va par exemple voir le jour dans les grands quotidiens²⁹. Des sujets tels que le sport, la culture où encore le théâtre qui étaient traités d'une façon relativement sommaire avant la première Guerre Mondiale sont désormais traités avec un intérêt grandissant. L'historien Pierre Albert démontre que les rubriques traitant de la grande actualité ont vu leur nombre diminuer par rapport à celles traitant de la petite actualité, c'est-à-dire les faits-divers, le sport, le cinéma³⁰, toujours dans un souci de toucher un public beaucoup plus large. Désormais il ne s'agit plus seulement de trouver un écho chez le père de famille mais dans l'ensemble de la sphère familiale. Avant le début des hostilités en 1914, la plupart des articles rédigés dans les quotidiens traitent de l'actualité française. Les dépêches relatant des faits se produisant à l'étranger ne tiennent qu'une place infime. Ils sont très souvent relégués dans une rubrique intitulée « *Dernière heure* » qui n'occupe que très rarement plus d'une moitié de page dans un journal de six ou sept pages. Pour voir des informations traitant de l'étranger être relayées à la une du quotidien, il faut qu'un phénomène d'une extrême importance se déroule dans

27 ALBERT, P., *op.cit.*, p. 93.

28 ALBERT, P., *Remarques sur la stagnation des tirages de la presse française dans l'entre-deux-guerres*, Revue d'histoire moderne et contemporaine, T XVIII, Octobre-Décembre 1971

29 BOILLOZ, B., *Les périodiques français édités à Paris de 1919 à 1939, classification, description bibliographique et évolution*, p. 369.

30 ALBERT, P., *op.cit.*, p. 82.

le pays concerné ou, que ce fait ait une incidence directe sur les intérêts français. À l'issue de la guerre, une nouvelle ère commence. Les journaux acceptent volontiers d'ouvrir leurs colonnes à des questions traitants de l'évolution des grandes puissances, à des sujets de plus en plus brûlants comme le maintien de la paix et l'ordre européen. De plus le contexte de crise économique et de montée des régimes fascistes - phénomène nouveau - attirent l'attention des journalistes et des grands reporters qui sont également poussés par une demande sociale très forte³¹. Les grands quotidiens parisiens accordent de l'importance aux grands reportages et s'opposent ainsi à l'information de proximité développée par les journaux provinciaux : ils séduisent alors le lectorat résidant hors de la région parisienne.

L'entre-deux-guerres est une période où l'on découvre également le poids que peuvent avoir l'image et la photographie. Reprenant l'initiative lancée par la presse hebdomadaire, les grands quotidiens décident de donner une place considérable à l'image qui se trouve propulsé en une des journaux, l'objectif étant bien entendu d'attirer l'œil³². Cela répond aussi à la volonté commune de toucher un auditoire toujours plus large. Par le poids de l'image il est possible de transmettre de l'information, de faire passer un message, bien plus facilement qu'en rédigeant un article. Parallèlement un nouveau métier se développe dans le monde de la presse, les photographes peuvent désormais sillonner le monde en compagnie de leur appareil photo et vendre leurs photographies aux journaux les plus offrants. L'image permet également d'alimenter de nouvelles rubriques auxquelles il est possible de donner un poids plus consistant. C'est le cas de la rubrique sportive et notamment pour la couverture d'un événement tel que le Tour de France. Chaque quotidien met en avant ses plus belles photos montrant les cyclistes en plein effort.³³ Il est très agréable pour le lecteur de pouvoir mettre un visage sur le nom de ses idoles. La même initiative est prise pour d'autres disciplines sportives comme l'aéronautique ou pour d'autres rubriques traitant de l'actualité culturelle comme le théâtre ou le cinéma. Désormais les illustrations et le texte se fondent et ne forment plus qu'un. Tous deux servent à alimenter l'information.

Autre initiative, celle des journalistes eux-mêmes qui ont profondément été

31 BOILLOZ, B., *op.cit*, p. 369.

32 D'ALMEIDA F., DELPORTE C., *op.cit*, p. 71-74.

33 BOILLOZ, B., *op.cit*, p. 370.

marqués par l'expérience traumatisante de la guerre de 1914-1918 et par le poids de la censure. Ce sentiment de mal-être est un des éléments expliquant le développement d'un syndicat des journalistes en 1918. Mais comme Christian Delporte le montre, d'autres facteurs sont à prendre en considération, notamment une volonté globale du milieu de revalorisation de la profession³⁴. En effet, comme le montre l'enquête réalisée par le Bureau international du travail en 1927, « *la condition présente des journalistes est en état de crise, où l'on peut voir tout ensemble la rançon des progrès du journalisme lui-même et la conséquence du terrible bouleversement économique d'après guerre, qui atteint, entre tous les travailleurs, singulièrement les travailleurs intellectuels* ». Quoi qu'il en soit, des efforts sont faits pour se réhabiliter aux yeux de l'opinion. Dans son premier numéro, le syndicat déclare qu'il se donne pour mission un devoir moral. Il « *s'emploie à effacer la réputation de mensonge et de vénalité qui, depuis longtemps, accable les journalistes* »³⁵. Pour répondre à ce devoir, neuf articles sont rédigés. Parmi lesquels, l'article 1 déclare qu'« *assumant "l'entière responsabilité de ses écrits, un journaliste digne de ce nom" tient "la calomnie, la diffamation et toute accusation sans preuve pour les plus graves fautes professionnelles"* ». Autre exemple l'article 6 déclarant que le journaliste ne doit pas « *prêter son nom à "des articles de pure réclame commerciale ou financière"* ». Cet article vise à lutter contre la corruption des journalistes. Cette obsession de la vérité est visible chez certains grands reporters notamment chez Kessel. Dès les premières lignes de son enquête sur les bas fonds allemands et sur le milieu de l'*Unterwelt*, il éprouve le moyen de se justifier. En effet il déclare que « *tout ce que l'on va trouver ici est strictement vrai* » et si le lecteur est parfois dérouté c'est tout simplement normal parce que lui aussi a été stupéfait devant ce qu'il a vu : « *moi-même, au souvenir des lieux que j'ai traversés, des hommes que j'ai côtoyés, des lois qui les régissent, je doute de mes sens et de ma raison* »³⁶. Cet exemple est clairement saisissant, il montre réellement la volonté de tirer un trait définitif sur le passé des journalistes qui ne veulent plus être assimilés à la presse de guerre colporteuse de mensonges. De plus, ce serait un comble pour un grand reporter de diffuser de fausses nouvelles, lui qui se donne pour objectif de lutter contre l'ignorance et la manipulation³⁷. Cependant les efforts réalisés par la

34 DELPORTE, Christian, *Les journalistes dans l'entre-deux-guerres, une identité en crise*, Vingtième siècle, Revue d'histoire, numéro 47, Juillet-Septembre 1995, p. 158-175.

35 *ibid*, p. 164.

36 *Le Matin*, 25 mars 1932.

37 D'ALMEIDA F., DELPORTE C., *op.cit*, p. 68-69.

presse quotidienne pour se réhabiliter et pour séduire de nouveau le public sont très rapidement mis à mal par l'éclatement de scandales politico-financiers qui prouvent une nouvelle fois l'effroyable vénalité dans laquelle la presse baigne.

D) Une réhabilitation impossible : la presse et les scandales politico-financiers

Parmi les scandales frappant l'intégrité de la presse et celle de la Troisième République deux affaires peuvent être mises en avant. Elles reflètent bien la corruption à laquelle s'adonne le milieu de l'information dans la première moitié du XX^{ème} siècle. Le premier scandale qui peut être mis en avant est l'affaire Raffalovitch. Ce scandale, datant des années 1904-1905, est passé sous silence jusqu'à ce que le journal *L'Humanité* ébruite cette affaire dans ses colonnes entre décembre 1923 et mars 1924. Le second événement est d'une ampleur encore plus importante puisqu'il met en péril l'équilibre du régime plongeant un peu plus encore la Troisième République dans la crise, il s'agit de l'affaire Stavisky.

L'affaire Raffalovitch a pour principale origine la guerre de 1904-1905 mettant aux prises deux grands empires, l'Empire russe d'un côté et japonais de l'autre. Dans ce contexte, la presse de droite ou de tendance centriste comme *Le Matin*, *Le Journal* ou *Le Petit Journal* s'exprime de façon favorable sur la Russie³⁸. Le ministre des finances russe décide alors d'envoyer à Paris l'un de ses agents, Raffalovitch, qui a pour mission de faire publier dans la presse française une série d'articles rassurants sur l'économie russe. La situation russe intéresse tout particulièrement la France puisqu'un grand nombre de rentiers avaient placé des milliards en fonds russes. Inquiets devant la tournure que prennent les événements, ils ont commencé à vendre leurs valeurs³⁹. Conscient qu'il ne pouvait pas acheter tout le monde, Raffalovitch décida de se focaliser sur la presse qui était déjà plutôt favorable à l'empire russe. c'est à ce titre qu'il s'adressa notamment à des journaux comme *Le Matin* ou *Le Journal*. Ces journaux tirant à plus d'un million d'exemplaires, la répercussion des articles de Raffalovitch en serait d'autant plus grande. Ainsi une série de télégrammes et de commentaires furent publiés et se

38 EVENO, Patrick, *L'argent de la presse française des années 1820 à nos jours*, éditions du CTHS, 2003, Paris, p. 71.

39 KUPFERMAN, Alfred, *L'évolution politique du Matin : 1903-1914, 1934-1940*, 1958, Paris, p. 61.

montrèrent plutôt rassurants sur la solvabilité de la Russie en dépit du contexte de guerre⁴⁰. Régulièrement les caisses des grands journaux étaient donc alimentées par une subvention venant tout droit de Moscou. À l'aube de la première Guerre mondiale cette affaire n'est pas terminée puisque le journal *Le Matin* continue de percevoir des revenus considérables. En échange, des articles extrêmement élogieux sur la Russie apparaissent dans la rubrique de politique étrangère du quotidien. En 1914, le rédacteur en chef du *Matin* publie une série d'articles intitulée « *La plus grande Russie* » où il met en avant trois éléments faisant la puissance et la grandeur russe : le nombre, l'armée et l'or⁴¹. La définition de lui même que s'était donné *Le Matin* lors de la parution de son premier numéro le 26 février 1884, à savoir « *Le Matin sera un journal singulier; un journal qui n'aura pas d'opinion politique; un journal qui ne sera inféodé à aucune banque et qui ne vendra son patronage à aucune affaire* » semble présenter un journal qui n'a rien en commun avec celui de 1914.

C'est seulement entre décembre 1923 et mars 1924 que ce scandale éclate au grand jour. Il est l'œuvre du journal *L'Humanité* qui publie dans ses colonnes la correspondance qu'Arthur Raffalovitch entretenait avec son ministère et au sein de laquelle il prouvait l'« *abominable vénalité de la presse française* ». Et dans un contexte de tentative de réhabilitation des grands quotidiens parisiens à l'issue de la Première Mondiale, cette publication tend à rendre impossible leur volonté de renouvellement et de redressement.

Il faut cependant préciser que le poids de cette affaire Raffalovitch a été minimisé par des historiens comme Eveno qui s'intéresse aux subventions versées par le gouvernement russe. Il démontre dans son ouvrage *L'argent de la presse française des années 1820 à nos jours* que Raffalovitch a effectué différents types de financement : la publicité financière, le prix des articles rédigés par lui-même et les chèques destinés directement à des journalistes ou aux directeurs des journaux. Or, 80 % des subventions sont constituées d'annonces publicitaires et financières. Les véritables articles signés de la plume de Raffalovitch et les pots-de-vin versés à des particuliers ne représentent que 20 % des fonds⁴². De plus, Eveno prouve par une

40 *ibid*, p. 62.

41 *ibid*, p. 65.

42 EVENO P., *op.cit*, p. 70.

analyse du chiffre d'affaires de la presse que les subventions versées par l'Empire russe ne représentent qu'une infime partie des ressources des quotidiens. En 1905 « *"les subventions" de Raffalovitch représentent moins de 1 % du chiffre d'affaires de la presse quotidienne* ». La vénalité de la presse est donc confirmée par ce développement mais il ne faut pas maximiser son ampleur, du moins dans le cadre de cette affaire. En effet, la presse de droite possédant quoiqu'il arrive une opinion relativement favorable à l'encontre du régime tsariste. Quoi qu'il en soit, cette vénalité, qu'elle soit importante ou non, est dévoilée par le journal *L'Humanité* probablement au plus mauvais des moments pour les quotidiens parisiens.

Le scandale Stavisky, en revanche, porte un coup fatal à la volonté des journalistes de restaurer leur réputation. Alexandre Stavisky est un escroc russe. Ce dernier a su nouer des liens solides avec des hommes issus du milieu parlementaire et journalistique. Il a mis en place une escroquerie énorme avec la complicité du député-maire de Bayonne, l'affaire du crédit municipal de la ville. Stavisky émet pour deux cents millions de bons de casse gagés sur des bijoux faux ou volés⁴³. La police mène une enquête et à la fin de l'année 1933, le « beau Sacha » est finalement arrêté. Les investigations progressant, les enquêteurs réalisent alors que les protecteurs de l'escroc sont des parlementaires de première importance ainsi que des patrons de presse comme Camille Aymard, directeur du journal *La Liberté*. La presse, de droite notamment s'indigne de cette affaire et met en place une violente campagne antiparlementaire, c'est notamment le cas du quotidien *Le Matin*⁴⁴. Cette propagande contre le régime en place fait l'affaire des ligues d'extrême-droite qui sont en partie à l'origine de la journée révolutionnaire du 6 février 1934⁴⁵. Une nouvelle fois, la presse prouve au cours de cette affaire qu'elle est souillée. Tout au long de cette étude, des retours sur cette affaire Stavisky et sur la journée du 6 février 1934 seront effectués afin de mieux comprendre la personnalité du journal étudié.

Dernière exemple du caractère corrompu de la presse, l'expérience du journal *Le Quotidien*. Ce dernier est fondé par des journalistes proches du milieu radical comme Brosolette ou Dumay. Leur idée est de fonder un journal qui aurait pour

43 DARD O., *op.cit*, p.71.

44 À ce propos, voir le Chapitre intitulé : « Comprendre la pensée idéologique du *Matin*, l'affaire Stavisky et l'émeute du 6 février 1934 racontée par le quotidien ».

45 À ce sujet, voir l'étude de Serge Bernstein *Le 6 février 1934*, Paris, Gallimard, 1975.

principale caractéristique la transparence financière. Marqués par les critiques à l'encontre de leur profession, ces journalistes veulent démontrer que toute presse n'est pas forcément corrompue ou colporteuse de fausses nouvelles. L'idée de départ, qui paraît tout simplement magnifique pour réhabiliter la presse, est cependant vite abandonnée par ce quotidien qui tombe malheureusement très rapidement dans la corruption⁴⁶. Ce dernier élément de développement permettant de montrer à quel point les grands quotidiens de l'entre-deux-guerres sont irrémédiablement sur le déclin.

Lourd héritage de la première Guerre mondiale, rude concurrence des hebdomadaires et des journaux provinciaux, rôle joué dans les grands scandales politico-financiers de l'entre-deux-guerres, le tableau de la grande presse avant le déclenchement du second grand conflit mondial est noir.

Pour mieux comprendre cette situation de crise, une étude du journal *Le Matin* est utile. Cette analyse est d'autant plus nécessaire qu'elle permet de comprendre le caractère et la personnalité du quotidien, offrant ainsi des pistes de réflexion sur l'image que le journal de Bunau-Varilla veut donner du Reich allemand entre mars 1932 et août 1934.

Chapitre 2 - *Le Matin*, du Pouvoir à la décadence

La personnalité du quotidien *Le Matin* est souvent très difficile à saisir. Pour éclairer ses réactions, le ton de ses articles ou encore l'image qu'il renvoie de l'Allemagne, une étude de son évolution est nécessaire. S'intéresser au *Matin*, c'est retracer le parcours de ce dernier de sa naissance à son crépuscule. C'est également étudier la personnalité de son riche propriétaire, Maurice Bunau-Varilla qui a su faire trembler un grand nombre de politiciens de la Troisième République. Pour comprendre la pensée idéologique du journal, l'étude de l'analyse qu'il fait de l'affaire Stavisky est très intéressante et renseigne véritablement sur les desseins et volontés du quotidien, volontés qui n'étaient par ailleurs pas exclusivement propres au *Matin*. Enfin, pour comprendre l'image qu'offre le journal à ses lecteurs de l'Allemagne, il faut analyser les rapports qu'entretient Bunau-Varilla avec ses employés et revenir

46 D'ALMEIDA F., DELPORTE C., *op.cit.*, p. 57-58.

sur sa pensée et sa philosophie de vie. Celui-ci entraînant son journal vers la collaboration avec le Troisième Reich lors de l'occupation. Pour étudier l'évolution et la personnalité du journal *Le Matin*, le mémoire qu'Alfred Kupferman a écrit sur *L'évolution politique du Matin, 1903-1914, 1934-1940* servira de véritable base au développement.

A) *Le Matin*, des débuts hésitants jusqu'au règne du sulfureux Maurice Bunau-Varilla

C'est le samedi 17 juin 1882 que *Le Matin* est pour la première fois mis en vente. Cependant ses débuts sont extrêmement délicats et le journal demeure dans une situation précaire. La deuxième naissance du quotidien se déroule le mardi 26 février 1884, il est doté de deux directeurs de nationalité américaine, MM. Chamberlin et Davenport⁴⁷. Mais ces derniers essuient un revers en ne parvenant pas à donner au journal son essor nécessaire. *Le Matin* passe alors sous la coupe d'un nouveau propriétaire américain, Alfred Edwards. Dès son premier numéro, il fait publier un programme visant à séduire le lectorat parisien. Dans cet appel il déclare : « *Le Matin sera un journal singulier; un journal qui n'aura pas d'opinion politique; un journal qui ne sera inféodé à aucune banque et qui ne vendra son patronage à aucune affaire; un journal qui ne dépendra d'aucune coterie littéraire; un journal qui n'appartiendra à aucune école artistique; un journal d'informations télégraphiques universelles et vraies* »⁴⁸. Ce dernier opère une série d'innovations ayant pour but de séduire le public. Il s'appuie sur les méthodes de la presse américaine et crée une section intitulée « *tribune libre* » dans le journal au sein de laquelle on laisse s'exprimer des hommes de divers tendances politiques. Cependant la stratégie d'Edwards atteint très vite ses limites. Le public n'est guère convaincu par les méthodes employées par l'homme d'affaire américain. La vente du journal apparaît comme inéluctable.

Le quotidien est alors racheté en 1896 par deux hommes qui ne s'intéressent guère au journalisme en tant que tel, mais qui y voient plutôt un moyen d'ajouter de

47 KUPFERMAN A., *L'évolution politique du Matin, 1903-1914, 1934-1940*, Paris, 1958, p. 10.

48 Nom du web-master inconnu, Pierre, *Le journal Le Matin, histoire en images* [en ligne] Disponible sur <http://journal-le-matin.over-blog.com/>.

nouvelles entrées d'argent sur leurs comptes déjà bien garnis⁴⁹. Il s'agit de Henry Poidatz et de Maurice Bunau-Varilla. Ce dernier s'était considérablement enrichi avec son frère lors de la construction du canal de Panama⁵⁰. Ces deux hommes réussissent alors là où tous les autres ont échoué jusqu'à présent. Ils transforment ce quotidien en un journal rentable. Mieux encore, il devient l'un des principaux organes qui pèse sur la vie politique du pays. Quelles sont les origines d'une telle métamorphose ? Bunau-Varilla et Poidatz approfondissent les idées d'Edwards tout en ajoutant une touche personnelle. Le prix du journal diminue, des contacts sont noués avec le *Times* afin qu'il communique une partie de ses dépêches et enfin le nombre de pages augmente⁵¹.

Le 27 juillet 1903, Henry Poidatz décide d'abandonner l'expérience du *Matin* et cède l'ensemble de ses parts à Bunau-Varilla. Ce dernier exerce désormais un contrôle total sur le quotidien et n'hésite pas à se proclamer autocrate. Ce qui permet à Kupferman de dire au sujet du désormais unique propriétaire « *à partir de ce moment il n'est plus administrateur ni directeur, il est tout sans être rien et partout sans être nulle part* »⁵². En effet, jamais Bunau-Varilla ne laissera apparaître son nom dans les pages de son quotidien. Sous son règne, le quotidien voit ses tirages et ventes atteindre des proportions fulgurantes comme le démontre le tableau et les graphiques suivants :

Année	Tirages du Matin
1899	78000
1902	250000
1905	483000
1914	1000000
1917	1600000

49 KUPFERMAN A., *op.cit*, p. 12.

50 PINSOLLE, Dominique, *Le Synthol, moteur de l'histoire*, Le Monde Diplomatique, août 2009, Disponible sur <http://www.monde-diplomatique.fr/2009/08/PINSOLLE/17743#nh1>.

51 KUPFERMAN A., *op.cit*, p. 12.

52 *ibid*, p. 13.



Graphique 1 :*évolution des ventes du Matin* [en ligne]. Disponible sur <http://presse-paris.univ-paris1.fr/spip.php?article11>.

D'un tirage extrêmement faible lorsqu'il est repris par Bunau-Varilla et Poidatz, *Le Matin* décolle véritablement dans la première décennie du vingtième siècle. Entre 1899 et 1905 les tirages sont multipliés par six. Le journal a su se créer une clientèle. Ce qui fait sa réussite, c'est également la quête du sensationnel. C'est Bunau-Varilla qui organise les premières grandes courses automobiles, ou encore les premiers grands meetings d'aviation. Pour vendre toujours plus, un service de propagande extrêmement perfectionné était mis en place. Des fonds importants étaient réservés pour le placement d'affiches dans des quartiers stratégiques de la capitale, parfois des dépliants étaient offerts gratuitement et contenaient le début d'un feuilleton que le journal publiait, dans l'optique, bien entendu de vendre toujours plus de numéros⁵³. Très rapidement *Le Matin* devient le journal le plus influent de Paris et son propriétaire Bunau-Varilla, une des personnalités les plus redoutées par les politiciens d'envergure. Un simple article méprisant du quotidien serait à même de briser une carrière politique. Aristide Briand lui-même l'a bien compris. Alors qu'il est sur le point d'être nommé président du conseil, il est toujours fâché avec Bunau-

⁵³ KUPFERMANN A., *op.cit*, p. 14.

Varilla. À peine nommé il décide de contacter le patron du quotidien pour s'entretenir avec lui. La réconciliation étant acquise, il est désormais sûr de rester président du conseil tant qu'il aura la confiance de Varilla⁵⁴. Le propriétaire du *Matin* se savait puissant et il n'hésitait d'ailleurs pas à en jouer, allant même jusqu'à déclarer que son « *fauteuil vaut bien trois trônes* ». Cette affirmation était sans doute fortement exagérée mais il semble clair que ce patron de presse a exercé une souveraineté sans précédent dans le milieu parisien. Cette preuve est apportée par Alfred Kupferman lorsqu'il présente l'emploi du temps de Bunau : « *Mardi : réception à Orsay, hommes politiques, ambassadeurs ou sommités étrangères de passage en France. Mercredi : réception d'hommes politiques en fonction. Jeudi similaire au mardi et vendredi similaire au mercredi* »⁵⁵. Que de grands diplomates étrangers prennent le temps de venir déjeuner avec le patron du *Matin* et que des hommes politiques français encore en fonction fassent de même prouvent bien le pouvoir et l'influence que cet homme pouvait avoir. Mais qui est Maurice Bunau-Varilla, cet homme qui en quelques années a su s'enrichir et devenir un des hommes les plus influents de la Troisième République ? L'étude de son comportement, de sa façon de vivre et du portrait que ses principaux collaborateurs et associés ont laissé de cet homme permettent de mieux comprendre l'orientation que *Le Matin* prend parfois. Ce journal devient rapidement « *l'instrument de sa volonté et de ses haines* »⁵⁶.

B) *Le Matin*, simple jouet du capricieux Bunau-Varilla ?

Maurice Bunau-Varilla a quarante-et-un an en 1897 lorsqu'il devient propriétaire du *Matin*. C'est un homme qui tire sa fortune de son activité lors de la construction du canal du Panama, richesse qu'il a obtenue en partie d'une façon frauduleuse.⁵⁷ Il voit dans le milieu de la presse l'occasion de faire fructifier une partie de ses ressources et d'acquérir une certaine renommée. D'autres grands hommes d'affaires auront les mêmes visées dans la période de l'entre-deux-guerres notamment. C'est le cas par exemple de François Coty⁵⁸. Comprendre un personnage tel que Bunau-Varilla semble impossible. Plusieurs adjectifs péjoratifs peuvent permettre de qualifier sa personnalité. Le patron du *Matin* est un homme

⁵⁴ *ibid*, p. 32.

⁵⁵ *ibid*, p. 33.

⁵⁶ *ibid*, p. 13.

⁵⁷ PINSOLLE D., *op.cit.*

⁵⁸ À ce sujet, voir la thèse de Kupferman *François Coty, journaliste et homme politique*, Paris, 1965.

mégalomane, prétentieux, qui s'estime au dessus de tout et de tout le monde. Sa vision du monde, il l'offre dans un essai traitant de la nature humaine. Il déclare que « *son effort (de l'homme) sur la terre est payé par la société en argent ou en honneurs. L'argent est une prime qui prouve simplement que l'effort accompli est certifié par de l'argent* »⁵⁹. En d'autres termes, Bunau-Varilla indique que le fait qu'il soit devenu riche est totalement normal. S'il est fortuné, c'est qu'il l'a mérité, morale plutôt douteuse pour un homme se livrant à des activités frauduleuses et facilement vénale.

Sa démesure, Jules Sauerwein la présente dans sa biographie intitulée *30 ans à la Une*. Ayant travaillé plus de vingt ans pour le journal de Varilla, Sauerwein est bien placé pour expliquer le caractère de son ancien patron. Il offre une vision relativement négative du personnage, ayant que très peu apprécié la façon dont ce dernier s'était débarrassé de lui⁶⁰. Démontrant la mégalomanie de son patron, il écrit : « *Un jour même, devant l'un de ses visiteurs, Bunau-Varilla s'était écrié en pointant son index vers le ciel : "Vous ne pouvez pas comprendre la sensation vertigineuse de n'avoir personne au-dessus de soi !"* » ou encore « *L'idée que Bunau-Varilla avait de lui-même dépassait toute mesure. Lorsqu'il choisissait une maîtresse, il pensait l'honorer, elle et sa famille* »⁶¹. Son sentiment de supériorité et de puissance est tel qu'il ne croit pas aux débuts de la première Guerre Mondiale : « *Guillaume a déclaré la guerre ? Impossible, il m'aurait prévenu !* »⁶². La lecture d'une telle description se suffit à elle-même. Bunau-Varilla démontre un complexe de supériorité qui est relativement déroutant.

Déroutant, il l'était également de par le culte qu'il vouait à certains produits pharmaceutiques et par la crainte qu'il éprouvait face à la vieillesse et la mort. Le souhait de Bunau-Varilla était de devenir un être immortel. Pour cela il s'intéressa tout particulièrement à un produit pharmaceutique, le Synthol. Produit qui est aujourd'hui plutôt utilisé pour soigner les contusions et les ecchymoses. Le propriétaire du *Matin* est persuadé que ce produit est quoiqu'il arrive bénéfique et permet de retrouver une nouvelle jeunesse. Son obsession pour l'hygiène et la santé

59 PINSOLLE D., *op.cit.*

60 Bunau-Varilla aurait peu apprécié le pouvoir grandissant de Jules Sauerwein et les libertés que celui-ci prenait à son égard. Notamment en traitant de choses « formellement interdites » dans ses articles.

61 SAUERWEIN, Jules, *30 ans à la Une*, Paris, Plon, 1962, p. 42-43.

62 KUPFERMAN A., *op.cit.*, p. 35.

et d'ailleurs visible dans les colonnes du *Matin* où nombre de publicités font la promotion de produits pharmaceutiques⁶³(annexe C). Cet éloge est également visible dans les autres grands quotidiens parisiens mais dans une proportion moins importante que dans les colonnes du *Matin*. La croyance de Bunau-Varilla dans les grandes vertus du Synthol le pousse même à en offrir aux personnalités les plus influentes du milieu politique. Poincaré, lui même, n'échappe pas aux cures de Synthol prescrites par Bunau-Varilla. S'adressant à Jules Sauerwein, le président du conseil déclare : « *Je voudrais savoir, cher ami, pourquoi votre patron m'envoie un supplément de Sanol (lire Synthol). Il a une raison. Vous l'a-t-il dite ? Aurait-il par hasard remarqué chez moi quelque défaillance, quelque signe de fatigue ?* »⁶⁴. L'inquiétude de Raymond Poincaré est perceptible dans le discours qu'il tient. Cela corrobore ce qui a été dit précédemment sur la puissance et l'influence que pouvait avoir le directeur du *Matin* sur la vie politique du pays. Sa croyance en les vertus de ce produit était telle, qu'elle le poussa parfois à réaliser des actes de pure folie. Ainsi, comme le raconte Sauerwein d'une façon amusante. Bunau, voyant son cheval fatigué, eut l'idée de le plonger trois jours durant dans une immense cuve de Synthol. Persuadé d'offrir à son cheval une seconde jeunesse il est surpris de ne pas l'apercevoir dans les stalles lorsqu'il vient le récupérer. Il appelle alors un palefrenier pour prendre des nouvelles de son canasson. Celui-ci lui répond simplement que l'animal a trépassé. Et Sauerwein de se moquer éperdument de son patron : « *Le patron devint exsangue : j'eus grande envie de lui suggérer une friction de Sanol* »⁶⁵.

Mégalomane, imbu de sa personne et craintif devant la vieillesse, voilà comment résumer la personnalité de Bunau-Varilla. Il est désormais utile de voir quelle était la relation que ce dernier entretenait avec son journal. Les travaux d'Alfred Kupferman permettent de démontrer que *Le Matin* est parfois un simple jouet entre les mains de son patron qui fait passer ses intérêts personnels avant toute chose. Trois exemples peuvent être mis en avant pour corroborer cette thèse. Le premier se déroule en mars 1904. Dans les colonnes du quotidien un article critique ouvertement le souverain belge Léopold II. Article pour le moins surprenant puisque qu'à ce moment *le Matin* est le seul journal à critiquer le monarque belge. Léopold est présenté comme un roi cruel, massacrant des populations civiles dans ses colonies

⁶³ À titre d'exemple, voir le numéro du 3 juin 1932, 17 mai 1933 ou encore 5 juin 1934.

⁶⁴ SAUERWEIN J., *op.cit.*, p. 51.

⁶⁵ *ibid* p. 51.

africaines. Et soudain, plus aucun article ne vient critiquer l'attitude du souverain. Kupferman démontre que l'attitude du *Matin* était parfaitement calculée. L'objectif était d'amener le roi à traiter avec la compagnie des chemins de fer du Congo, compagnie qui possédait dans son conseil d'administration les frères Bunau-Varilla. L'article du quotidien était donc du pur chantage visant à servir les intérêts de Bunau. Et comme le dit Kupferman « *Par un curieux phénomène de télépathie internationale le roi des belges cessa d'être pour le matin un brigand couronné le jour précis où les titres du Congo reprirent leur course vers l'infini* »⁶⁶.

Seconde exemple en 1924, en pleine période de discussions franco-allemandes sur les réparations de guerre et après l'occupation de la Ruhr, conscient de la vénalité de Bunau-Varilla, de la prépondérance de son journal et de son goût pour le Synthol, le ministre des affaires étrangères allemandes prend l'initiative d'entrer en contact avec le patron du *Matin*. L'idée était d'acheter une quantité faramineuse de produits pharmaceutiques en échange de quoi le quotidien publierait une série d'articles qui seraient favorables à la politique menée par Gustav Stresemann. Même si le Synthol a très peu de succès outre-Rhin, l'expérience se poursuit jusqu'en 1930⁶⁷. Contre l'échange d'une certaine somme d'argent, le propriétaire du *Matin* est donc prêt à se laisser acheter et à renvoyer du Reich allemand une image extrêmement positive.

Troisième et dernier exemple, les mauvaises relations qu'entretient parfois Varilla avec des politiciens. Kupferman donne l'exemple d'Alexandre Millerand. Les deux hommes ne s'entendant pas du tout, Bunau donna l'ordre au journaliste chargé de rapporter les débats parlementaires de ne pas évoquer les discours de cet homme politique, ni même son nom. Il arrive donc fréquemment que certains comptes-rendus parlementaires soient extrêmement brefs⁶⁸. Les lecteurs sont donc soumis à une forme de censure ayant pour cause le caractère capricieux du patron. Cette censure est confirmée par Jules Sauerwein dans sa biographie. En 1929, ce dernier se trouve à Genève pour couvrir un discours que Briand doit tenir devant l'assemblée. Cependant un problème nouveau a vu le jour, le ministre des affaires étrangères français est accusé par le patron du *Matin* d'avoir flirté avec une de ses maîtresses.

66 KUPFERMAN A., *op.cit*, p. 47.

67 PINSOLLE D., *op.cit*.

68 KUPFERMAN A., *op.cit*, p. 16.

Furieux, Bunau décide d'envoyer une lettre à Sauerwein lui interdisant de parler de Briand dans son compte-rendu. Or, comment passer sous silence le nom de celui qui joue à cette époque « *le rôle et le rang de première grande vedette internationale* ? »⁶⁹. Le reporter du *Matin* décide finalement de désobéir à son patron et fait apparaître le nom de Briand dans ses articles, choix qui aura pour conséquence inéluctable un licenciement imposé par le capricieux Bunau-Varilla.

Ces trois exemples sont une nouvelle fois très représentatifs du caractère du propriétaire du plus grand quotidien de l'époque. Ce dernier n'hésitant pas à utiliser son journal comme un simple jouet répondant à tous ses désirs et à ses caprices. Il n'est cependant pas possible de limiter l'histoire de ce journal aux frasques de son propriétaire. Après la guerre, le journal voit ses chiffres de vente considérablement diminuer, parallèlement, l'influence de Bunau-Varilla fond comme neige au soleil. Le journal conserve malgré tout son côté polémiste. Il fustige notamment la Troisième République, désormais réputée pour sa vénalité. L'étude de l'affaire Stavisky rapportée par le journal permet d'ailleurs de mieux comprendre la pensée idéologique du journal et de ses principaux rédacteurs.

C) Comprendre la pensée idéologique du *Matin*, l'affaire Stavisky et l'émeute du 6 février 1934 racontées par le quotidien

La manière dont le journal *Le Matin* se saisit de l'affaire Stavisky est très intéressante à analyser car elle permet de se renseigner un peu plus sur la personnalité du quotidien. Ce scandale permet au journal de développer très rapidement une véritable campagne contre un certain nombre d'équipes gouvernementales. L'attitude du *Matin* est loin d'être un acte isolé puisqu'une grande partie de la presse de l'époque, notamment les journaux parisiens montent en épingle cette affaire afin d'obtenir la tête des plus grands escrocs de la Troisième République⁷⁰. On peut d'ailleurs se demander si la journée sanglante du 6 février 1934 aurait eu lieu sans une telle propagande antiparlementaire de la presse parisienne.

⁶⁹ SAUERWEIN J., *op.cit* p. 55.

⁷⁰ À ce sujet voir l'ouvrage de BERNSTEIN, *le 6 février 1934*, Paris, Gallimard, 1975.

L'affaire Stavisky est évoquée pour la première fois le 3 janvier 1934 dans les colonnes du *Matin*. Très rapidement les gros titres évoluent. On ne parle plus simplement de l'affaire mais du scandale Stavisky. Stéphane Lauzanne, rédacteur du journal, précise rapidement le sens de la campagne du quotidien. Le sort des personnes mises en accusation n'est pas le plus important. Ce qui est déterminant, ce sont les répercussions que cela entraîne sur la Troisième République⁷¹. Dans le numéro du 25 janvier 1934, un encadré anonyme extrêmement explicite déclare :

« Ce ne sont pas des machinistes de tel ou tel parti que le Matin entend voir mettre en cause, c'est la machine tout entière, parlementaire, politique, administrative, gouvernementale, judiciaire qu'il entend voir démonter devant lui afin de savoir quels engrenages sont faussés et quels rouages sont pourris... qu'elle le veuille ou non, la chambre devra en passer par la volonté du public qui est le maître souverain »⁷².

Comme l'a démontré Bernstein dans son étude sur le 6 février 1934, si une action d'une telle envergure est entreprise par *le Matin*, c'est également parce que la gauche est au pouvoir depuis 1932. Le journal voit donc cette affaire comme une opportunité de discréditer totalement un gouvernement composé de partis envers lesquels il a peu d'affinité.

Ce climat d'extrême tension, amplifié par la mutation du préfet de police Jean Chiappe, aboutit à la terrible journée de manifestation du 6 février 1934 au cours de laquelle quatorze civils et un policier trouvent la mort. On dénombre pas moins de 1435 blessés⁷³. La façon dont *le Matin* rapporte les faits se déroulant au cours de cette journée renseigne sur un aspect très précis de sa personnalité : son anticomunisme. Dans un des articles traitant de l'émeute, Lauzanne s'interroge sur la couleur politique des manifestants. Il écrit : *« Ce que sont les manifestants ? Il est impossible de les définir mais l'élément communiste est largement représenté et se montre particulièrement actif »⁷⁴*. Dès son numéro du 7 février 1934, *Le Matin* attaque le parti communiste qu'il considère comme le principal responsable des

71 KUPFERMAN A., *op.cit*, p. 88.

72 *Le Matin*, 25 janvier 1934.

73 BERNSTEIN, Serge, *le 6 février 1934*, Paris, Gallimard, 1975, p. 168.

74 KUPFERMAN A., *op.cit*, p. 93.

dérives de cette journée de guerre civile. Il exprime sa crainte devant ces soi-disant assaillants communistes : « *À proximité des Tuileries grillagées et vides, des figures inquiétantes s'affairent autour d'un brasier énorme. Hommes en casquette, femmes en cheveux forment des groupes trop reconnaissables. Une étoffe rouge est brandie, elle est saluée par des cris rauques qui appellent les soviets à régner sur le monde.* »⁷⁵. La question qu'il est légitime de se poser est la suivante : *Le Matin* croit-il véritablement ce qu'il écrit ou cherche-t-il seulement à démontrer une fois encore son anticomunisme ?

Comme le démontre Kupferman il est très probable que le journal soit au courant que les ligues d'extrême droite sont les principales responsables des événements de la journée. En effet, la simple lecture de la une du quotidien de *l'Action Française*, groupe royaliste, des 5 et 6 février suffit à comprendre les intentions belliqueuses des groupes extrémistes. En première page, la lecture du gros titre suivant est possible : « *Contre les voleurs, contre le régime abject, tous ce soir, devant la chambre* ». Ces propos ne laissant aucun doute sur l'origine de la manifestation⁷⁶. La thèse avancée par Kupferman est confirmée par les travaux de Bernstein. Il explique qu'au cours de cette journée, la moitié des victimes appartiennent à des ligues d'extrême droite. Il rappelle que le parti communiste même ne participe pas à cette manifestation mais seulement l'association des anciens combattants qui lui est affiliée : l'ARAC. Ces derniers ne dominèrent pas la manifestation mais étaient tout de même assez importants de part leur nombre. Se trouvant très rapidement dispersés, certains se sont retrouvés place de la Concorde, lieu où la rixe a été la plus importante. Mais ils représentent une infime minorité au milieu de l'ensemble des réactionnaires. Leur inculper la responsabilité des événements du 6 février 1934 serait donc pour le moins calomnieux⁷⁷. Il apparaît donc clairement que cette journée de révolte a été pour *le Matin* « *le prétexte à une campagne contre les communistes et contre une forme larvée du marxisme, l'étatisme* »⁷⁸.

Tenter de comprendre le journal *Le Matin*, c'est analyser le caractère et le

⁷⁵ *ibid*, p. 94.

⁷⁶ *ibid*, p. 95.

⁷⁷ BERNSTEIN S., *op.cit*, p. 176-178.

⁷⁸ KUPFERMAN A., *op.cit*, p. 96.

tempérament de son propriétaire Bunau-Varilla. C'est également étudier les prises de position du journal et sa façon de représenter l'actualité, à ce titre l'affaire Stavisky et la journée du 6 février 1934 apportent des éléments de réponse. Désormais, il semble nécessaire dans le cadre de la recherche sur la représentation de l'Allemagne entre mars 1932 et août 1934 dans les pages du journal de s'informer sur les relations que le quotidien *Le Matin* a pu entretenir avec le Reich allemand jusqu'au début de la période étudiée.

D) Les relations du *Matin* avec le Reich allemand : où quand le quotidien se prend pour la divinité Janus

Comprendre les relations entre le journal *le Matin* et le Reich allemand, c'est un peu s'interroger sur les caractéristiques de la divinité romaine Janus connue pour ses deux visages. En effet, le quotidien offre une image tantôt positive, pleine de sympathie à l'égard du Reich et subitement cette vision évolue, les voisins d'outre-Rhin redeviennent les ennemis héréditaires du peuple français. Cette double vision puise une partie de son origine dans la personnalité de Maurice Bunau-Varilla qui cherche à faire passer ses intérêts avant toute chose. Parfois il tire des avantages certains à dresser un portrait valorisant des allemands, dans d'autres cas, c'est la critique qui lui en offrira davantage. *Le Matin* joue donc un véritable double jeu avec l'Allemagne. Trois exemples peuvent être mis en avant pour démontrer cette idée. Deux seront développés. Le dernier sera seulement évoqué puisqu'il a déjà été évoqué précédemment lorsque le portrait du patron de presse Maurice Bunau-Varilla a été dressé.

Le premier élément de réponse est apporté par Alfred Kupferman. Les faits remontent aux 26 et 27 avril 1905. Le contexte politique de l'époque est extrêmement trouble. Les tensions grandissent entre la France et le Reich au sujet du Maroc. L'Allemagne s'indigne contre les ambitions françaises dans ce pays d'Afrique du Nord et conformément à sa nouvelle doctrine politique, la *weltpolitik*, réclame elle aussi le droit de trouver une place au soleil. Le Kaiser Guillaume II n'hésitant pas à débarquer théâtralement au Maroc, plus précisément à Tanger afin d'assurer au sultan qu'il peut compter sur le soutien de l'empire allemand.. Cet épisode est plus

connu aujourd'hui sous le nom de crise de Tanger. *Le Matin* revient sur ces événements. Bunau-Varilla a pour idéal politique le rétablissement des bonnes relations entre la France et l'Allemagne, entente qui pourrait, pourquoi pas, devenir une alliance dans l'optique de troubles futurs. Probablement victime d'une nouvelle crise d'égo, il voulait démontrer sa toute puissance en rétablissant la relation entre les deux pays désormais troublée⁷⁹. Il demande à Cuverville, un collaborateur du quotidien d'agir pour rendre possible ses desseins. Il rencontre l'ambassadeur allemand à Paris et lui soumet les idées de Varilla. Parallèlement à cette discussion, il demande une entrevue avec le Kaiser Guillaume II. En effet, *le Matin* aurait obtenu de véritables profits à obtenir en exclusivité une interview de l'Empereur et les objectifs de Bunau auraient sans aucun doute été beaucoup plus aisés à réaliser. Se servant comme il en a l'habitude de son journal pour mettre en avant ses intérêts, il demande à Cuverville d'écrire un article sur le Reich. Le 26 avril, un article intitulé « *l'entente possible* » s'installe en une du quotidien⁸⁰. On y retrouve un éloge du Kaiser et une critique du ministre des affaires étrangères, Théophile Delcassé, plutôt favorable à une entente franco-anglaise. L'objectif du *Matin* semble claire, préparer l'interview de Guillaume II et porter atteinte aux bonnes relations franco-britanniques, notamment à l'entente cordiale dont Delcassé a été l'un des principaux artisans. La stratégie du journal parisien semble bien ficelée. Pourtant tout s'écroule lorsque Cuverville apprend que le monarque allemand refuse de lui accorder une interview. Ce dernier ironise sur l'attitude du *Matin* lui demandant une interview alors qu'il n'a cessé d'être ouvertement critiqué dans les articles qui ont précédé ceux de ce mois d'avril 1906. Touché dans son amour propre, Bunau-Varilla décide alors de réagir. Le 27 avril, les lecteurs du quotidien sont surpris de voir apparaître en première page une critique du Reich allemand et de son souverain. Au sein de cet article, la politique allemande au Maroc est âprement remise en cause. Le journaliste (anonyme) écrit que « *Guillaume manquerait à son passé s'il s'abandonnait à une politique de boutade* »⁸¹. Les relations entre *le Matin* et le reich allemand semblent donc relativement tumultueuses et changeantes. D'autant plus que deux semaines plus tard un nouveau rebondissement à lieu. Le quotidien effectue une nouvelle volte-face et tente de regagner la sympathie de l'Empereur. Un long article évoque l'affaire de Fachoda et est suivie d'un long portrait extrêmement positif du chancelier

79 KUPFERMAN A., *op.cit*, p. 56.

80 *Ibid.*.

81 *ibid*, p. 58.

d'Empire allemand Von Bulow.

Les liens entre le Reich et *le Matin* sont également visibles à partir de 1924 lorsque la jeune République de Weimar tente d'acheter le propriétaire du quotidien en s'intéressant tout particulièrement au Synthol. En échange de cet intérêt, la *Wilhelmstrasse* espérait voir transparaître dans les colonnes du journal une image positive de son pays.⁸²

Le troisième exemple qui montre bien que *le Matin* peut être comparé à la divinité Janus fait suite de l'arrivée au pouvoir de Hitler. Le propriétaire Bunau-Varilla apprécie le personnage d'Adolf Hitler et éprouve de la sympathie pour le mouvement nazi. Dès 1922, il avait démontré toute son admiration pour un autre dictateur : Mussolini. La description que l'on retrouve du Duce dans les colonnes du *Matin* pourrait également symboliser les sentiments qu'éprouve Bunau-Varilla pour le dictateur allemand : « *Un colosse à masque de proconsul qui, s'il ne redonnait pas à Rome le sens de sa grandeur passée, multipliait les parades, imposait silence aux bavards pour pérorer plus à l'aise au balcon du palais de Venise, administrait aux mécontents une forte purge d'huile de ricin et exigeait le départ des trains à heures fixes* ». ⁸³ Cette sympathie pour le régime nazi devrait pleinement s'exprimer au sein des colonnes du journal. Et pourtant il n'en est rien, au contraire, le portrait qui est offert de l'Allemagne hitlérienne est loin d'être valorisant. De grands reporters comme Joseph Kessel ou Philippe Barrès s'attachant à montrer les ignominies qu'un tel régime a pu commettre. Ce rejet de l'Allemagne nationale-socialiste sera développée bien plus en détail au cours des développements prochains. Le paradoxe est donc total entre un patron pro-nazi et ses reporters qui préfèrent mettre en garde contre les dérives de l'hitlérisme. Pareillement, en 1936, lors de l'entrée des troupes allemandes en Rhénanie, le journal retrouve son nationalisme et son caractère belliciste de 1914.⁸⁴

Pour comprendre le double visage du quotidien, deux critères peuvent être pris en compte. Comme le démontre Kupferman, bien que Bunau-Varilla fasse du *Matin* son jouet personnel, il lui arrive parfois de se montrer assez flexible. Il laissait

⁸² Pour plus de précision, se référer au chapitre intitulé : « *Le Matin*, simple jouet du capricieux Bunau-Varilla ? ».

⁸³ KUPFERMAN A, *op.cit.*, p. 99.

⁸⁴ *ibid.*, p. 147.

une certaine liberté à des journalistes et des reporters qui n'étaient pas « *ses porte-plumes attitrés* ». ⁸⁵ De ce fait, cela ne le dérangeait absolument pas que des gros titres où des articles soient en totale contradiction avec ce qui allait être écrit un peu plus loin dans le journal. Le résultat offre un journal véritablement hétérogène et parfois déroutant. Le second critère, qui découle inéluctablement de la première explication, c'est l'extrême souplesse de Varilla et donc de son journal. Bunau étant extrêmement lunatique il était toujours prêt à passer à une politique en totale contradiction avec celle qu'il avait défendue la veille. Ainsi

« *Tout en se classant toujours dans le même secteur politique, le Matin s'est fait le porte parole des principes les plus opposés. Il a navigué sans cesse entre le gouvernement et l'opposition; il a prêché la guerre à outrance, la paix à tout prix [...] La singularité du Matin consiste à rester toujours disponible, il est à la fois acquis à l'Angleterre et à l'Allemagne nazie* ». ⁸⁶

Les tirages du quotidien de Bunau-Varilla connaissent une première chute au sortir de la première Guerre Mondiale. Après une légère recrudescence, *le Matin* connaît une véritable crise après 1924. En 1934 ces tirages ne se chiffrent plus qu'à 600 000 exemplaires. Dix-sept ans auparavant, les tirages étaient trois fois plus importants. Le journal souffre de l'essor de la nouvelle presse hebdomadaire, de la presse de province, mais également de l'émergence d'un nouveau concurrent parisien, *le Paris-Soir*. *Le Matin* reste néanmoins en vente jusqu'au 17 juin 1940 (300 000 exemplaires), date à laquelle la force de son anticommunisme et antisocialisme fut sans commune mesure. ⁸⁷ Il bascule ensuite dans le camp nazi en devenant un organe collaborationniste. Bunau-Varilla voyait à travers l'entrée des allemands sur le territoire français un moyen de relancer les ventes de son journal⁸⁸. Ce dernier trépane le 1er août 1944. Le journal cessera d'exister peu de temps après le décès de son mentor, en mars 1946, lorsqu'il est interdit par le nouveau gouvernement français suite à son attitude collaborationniste lors de l'occupation allemande.

Comprendre la personnalité du *Matin* semblait indispensable pour tenter d'expliquer l'image qu'il offre de l'Allemagne entre mars 1932 et août 1934. Cependant cette initiative demeure insuffisante. Pour mieux comprendre cette image,

⁸⁵ *ibid*, p. 153.

⁸⁶ *ibid*, p. 152.

⁸⁷ ALBERT P., *op.cit* p. 108.

⁸⁸ PINSOLLE D., *op.cit*.

une étude à une échelle plus large, des relations que la France et l'Allemagne ont pu entretenir durant cette période s'avère être tout aussi nécessaire que l'analyse du quotidien en lui même.

Chapitre 3 - France-Allemagne, l'illusion d'une entente

Les relations franco-allemandes ont toujours été tumultueuses, notamment depuis le XIX^{ème} siècle où les deux pays ne cessent de se disputer des parcelles de territoire et d'entrer en conflit l'un contre l'autre. Au sortir de la Grande Guerre les tensions demeurent extrêmement vives, la droite française qui est au pouvoir veut que le traité de Versailles soit respecté scrupuleusement et met en place une politique d'exécution⁸⁹. À l'inverse le Reich espère acquérir un certain nombre de concessions de la part des alliés et se tournent notamment vers la Grande-Bretagne pour les obtenir. Les Britanniques étaient favorables à un redressement assez rapide de l'Allemagne, qui reste son principal partenaire commercial. De plus les Anglo-saxons craignent que la France n'exerce une trop forte hégémonie en Europe si la puissance allemande est réduite à peau de chagrin. Les tensions européennes restent donc palpables au début des années 1920. La France, se voulant la championne de la politique d'exécution, ne tolère pas le moindre faux pas allemand. Et un retard dans la livraison de poteaux électriques en 1923 sert de prétexte au président du conseil français Raymond Poincaré pour occuper la Ruhr. À l'issue de cette nouvelle période de tension franco-allemande, les choses évoluent positivement. Les deux pays amorcent un rapprochement sous l'influence de leurs deux ministres des affaires étrangères respectifs, Gustav Stresemann et Aristide Briand. Cette période de renaissance ne sera que de très courte durée puisque le contexte de crise économique qui frappe l'Europe entraîne une recrudescence des tensions et voit le personnage d'Adolf Hitler arriver au pouvoir, ce dernier se donnant comme objectif d'affranchir définitivement l'Allemagne des chaînes de Versailles. Néanmoins, au début des années 1930, une série d'initiatives sont prises pour tenter de remettre sur de bons rails les relations franco-allemandes. Ces dernières se soldent néanmoins par un échec. L'entente franco-allemande ne cessant de s'envenimer jusqu'à atteindre un

⁸⁹ DUROSELLE, Jean-Baptiste, *les relations franco-allemandes de 1918 à 1950, Tome I*, Paris, Les cours de la Sorbonne 1967, p. 5.

point de non retour en septembre 1939.

A) Les années d'espérance : 1924-1929

Après une nouvelle période de tension franco-allemande ayant pour point d'acmé l'occupation de la Ruhr par les troupes françaises en 1923, le contexte politique, économique et sociale semble désormais propice à un réchauffement des relations entre les deux pays. L'opinion publique des deux pays, est surtout en France évolue à l'issue de cette crise. Les Français sont lassés de l'application à la lettre du traité de Versailles qui entraîne des expéditions coûteuses. Cela se traduit notamment aux élections de 1924 par le basculement à gauche du parlement et l'arrivée au pouvoir du cartel des gauches⁹⁰. Parallèlement, la conjoncture économique du Reich s'améliore. En 1923, le Mark disparaît pour laisser sa place au Rentenmark, fondé sur le travail des Allemands et sur l'aide massive américaine qui envoie des millions de dollars fructifier en Allemagne. Comme le dit Jean-Baptiste Duroselle, le développement économique de nos voisins d'outre-Rhin « *amène une baisse de tension psychologique, un état d'esprit moins agressif et moins révolutionnaire, ce qui facilite le rapprochement franco-allemand* »⁹¹. Le troisième élément favorable, c'est la présence au Quai d'Orsay et à la Wilhelmstrasse de deux personnalités qui œuvrent pour que l'entente entre les deux puissances soit au beau fixe : Aristide Briand et Gustav Stresemann.

Aujourd'hui, il est possible de dire que le ministre des affaires étrangères allemand a joué un double jeu. En effet, comme le prouvent les historiens René Girault et Robert Frank, l'objectif de Stresemann, qui est un ancien monarchiste et pangermaniste, était d'obtenir la révision du traité de Versailles. Cette affirmation est confirmée par une lettre que le ministre envoie à l'ex-Kronprinz en 1925 au sein de laquelle il développe sa stratégie. Il est persuadé qu'une résistance acharnée contre la France ne permettra pas de sortir l'Allemagne de la crise. Il pense que la meilleure solution pour le Reich serait plutôt de se rapprocher de son voisin, de gagner sa confiance. Et lorsque celle-ci sera acquise, Stresemann pense qu'il sera plus à même d'obtenir une révision du traité de paix⁹². Néanmoins ce dernier est un pacifiste

⁹⁰ *ibid*, p. 36-37.

⁹¹ *ibid*, p. 39.

⁹² FRANK Robert, GIRAULT, René, *Turbulente Europe et nouveaux mondes 1914- 1941*, Paris, Masson, 1988, p 145

convaincu. Il est persuadé que l'émancipation allemande se fera par la paix et non par l'utilisation des armes. Comme le disent Girault et Frank,

Stresemann « *rêve d'une Allemagne dominante [...] mais non dominatrice dans une Europe solidaire, capable de faire face à la puissance technologique des états-unis. [...] Il est en même temps habile, lorsqu'il vise à démanteler pacifiquement et progressivement le système versaillais et sincère, quand il voit dans la paix la meilleure carte à jouer pour rétablir la puissance de l'Allemagne* »⁹³.

Un des premiers objectifs de Stresemann est d'obtenir le départ des occupants de la zone de Cologne qui est prévue en janvier 1925, chose que les alliés refusent d'envisager pour le moment à cause des retards du Reich dans ses opérations de désarmement. Stresemann décide alors de prendre une mesure inattendue. Il déclare que l'Allemagne est prête à reconnaître ses frontières rhénanes, décision éminemment importante puisqu'elle signifie que le Reich est prêt à abandonner toutes ses revendications sur l'Alsace-Lorraine⁹⁴. Briand, qui vient d'obtenir le portefeuille des affaires étrangères est vivement intéressé par cette proposition. Entre le 5 et le 16 octobre 1925, les grandes puissances occidentales se retrouvent à Locarno où une série d'accords sont signés. Le plus important de tous étant le pacte rhénan qui reconnaît les frontières occidentales de l'Allemagne ainsi que la démilitarisation en Rhénanie. En échange de cette initiative, les alliés acceptent d'évacuer la zone de Cologne et le Reich obtient un siège permanent à la SDN⁹⁵.

Ces accords symbolisent une ère nouvelle dans les relations franco-allemandes, Aristide Briand et Gustav Stresemann semblant être sur la même longueur d'onde. Ce qui pousse Girault et Frank à écrire que « *Dans leur politique, les deux hommes mêlent idéalisme et réalisme, bons sentiments et arrière-pensées. Au fond, ils se sont bien trouvés et finissent par se prendre à leur propre jeu et à leurs rôles d'apôtres de la paix* »⁹⁶. Il ne faut pourtant pas croire que ce rapprochement est toujours aisé pour ces deux hommes, pour Stresemann notamment, qui s'attire très souvent les foudres des nationalistes et des hommes d'extrême-droite de par son attitude qui est jugée parfois trop conciliante envers la

⁹³ *ibid*, p. 146.

⁹⁴ DUROSELLE J-B, *op.cit*, p. 45.

⁹⁵ FRANK R., GIRAULT R., *op.cit*, p. 146.

⁹⁶ *ibid* p. 148.

France. De plus les relations franco-allemandes se refroidissent quelque peu à l'issue de l'entrevue de Thoiry en juillet 1926 lorsque Stresemann propose une aide financière à la France pour qu'elle sorte de sa crise monétaire. En échange de cette aide, la France devait fournir un certain nombre d'avantages diplomatiques au Reich, restituer la Sarre et abandonner son contrôle militaire. C'était sans compter sur la personnalité de Poincaré qui est de retour aux affaires cette même année et qui parvient à relancer la monnaie française sans avoir recours aux capitaux allemands⁹⁷.

Le réchauffement des relations entre les deux pays passe par la signature du pacte Briand-Kellog en 1928 (qui interdit le recours à la force militaire comme moyen politique) qui relance indirectement les discussions entre les deux pays. Par cette signature, la guerre étant prohibée, l'occupation de la Rhénanie devient totalement désuète. Briand et Stresemann se rencontrent pour évoquer cette affaire. Avec l'accord du président Poincaré, le ministre français accepte de mettre un terme à l'occupation de la Rhénanie mais en échange la question des réparations doit définitivement être réglée. Un comité d'experts financiers est constitué et parvient à mettre en place un nouveau plan : le plan Young qui remplace le plan Dawes. Il fixe définitivement les montants que doit verser le Reich. Il avantage néanmoins l'économie allemande puisqu'il représente une baisse de paiement de 17 % par rapport à ce que devait payer l'Allemagne avec le plan Dawes. De plus, il n'arrange pas totalement le gouvernement français puisqu'il n'existe pas de liens véritables entre le paiement des réparations allemandes et le remboursement des dettes que la France doit assurer aux États-Unis. Quoi qu'il en soit les discussions franco-allemandes sont possibles durant cette période et c'est bien là l'élément le plus important à souligner.

Ces tentatives de rapprochement ne sont pas uniquement le fruit de politiciens. Le milieu des affaires et de l'industrie cherche également à favoriser la bonne entente. En 1926 par exemple, l'entente internationale de l'acier voit le jour. Cette dernière se donne pour but de supprimer la concurrence sauvage entre les différents pays en fixant des quotas de production. L'Allemagne produira désormais 40 % des ressources en acier, la France 32 % et la Belgique 12, 5 %⁹⁸. D'un point de

97 DUROSELLE J-B., *op.cit* p. 50-51.

98 FRANK R., GIRAULT R., *op.cit*, p. 150.

vue culturel, André Gide s'efforce de promouvoir la littérature allemande. Les lecteurs français peuvent notamment découvrir l'œuvre de Rilke. En Allemagne, Thomas Mann joue un rôle similaire en faisant connaître les travaux de Marcel Proust, Jean Giroudoux et bien d'autres. Ces ouvrages sont alors traduits dans la langue de Goethe⁹⁹. Enfin, ressurgit l'idée d'une Europe soudée, et la principale condition pour parvenir à cette fin, d'après les contemporains, est la bonne entente franco-allemande. À ce propos, le mouvement Paneuropa créé par Coudenhove-Kalergi joue un rôle considérable. La période allant de 1924 à 1929 est donc extrêmement propice au rétablissement des relations franco-allemandes. Une quantité appréciable d'initiatives fleurissent durant ces six années et toutes militent en faveur d'une réconciliation définitive entre les deux grands ennemis héréditaires d'Europe occidentale. Cependant, cette relation de confiance mutuelle décline très rapidement. L'année 1929 est frappée par le krach boursier de Wall Street, les conséquences de ce dernier sont extrêmement douloureuses pour le Reich allemand qui entre dans une période de crise économique, sociale et politique, faisant le jeu des extrêmes et du parti nazi notamment. Parallèlement à cette période de troubles, les tensions entre la France et son voisin d'outre-Rhin réapparaissent, l'accalmie n'aura été que de courte durée.

B) La crise de 1929 et la montée du nazisme, les relations se tendent :

Le 24 octobre 1929, le continent nord-américain est en panique. La bourse de Wall Street est en chute libre. La crise économique que personne ne voulait évoquer et en laquelle personne ne semblait réellement croire pointe à l'horizon. Les conséquences sont considérables pour les Américains mais également pour le continent européen dont l'économie était étroitement liée à celle des États-Unis. Cette crise a pour origine une surproduction excessive qui est couplée à un excès de crédits. Pour absorber une production qui ne cesse de croître, les Américains ont créé un système de vente à crédit. Or, ces crédits deviennent rapidement trop excessifs, parallèlement, les productions deviennent de plus en plus difficiles à écouler. Le public s'inquiète devant cette situation et cela a pour résultat la vente massive d'actions. La production américaine connaît un ralentissement considérable et les

⁹⁹ DUROSELLE, Jean-Baptiste, *Les relations franco-allemandes de 1914 à 1939, Tome II*, Paris, Les cours de la Sorbonne, 1967, p. 69-70.

banques qui avaient prêté de l'argent aux industries ne peuvent être remboursées et font donc faillite. Cette crise se répercute rapidement sur les pays européens ayant des liens très importants avec les États-Unis. C'est le cas notamment de l'Allemagne¹⁰⁰. En effet, au début des années 1920, les Américains avaient envoyé des capitaux en grande quantité dans le Reich. Avec les débuts de la crise, ces capitaux quittent le territoire allemand pour réintégrer leur pays d'origine. Certains historiens comme Girault ont tendance à minimiser l'impact de la crise de 1929, en démontrant notamment que la croissance était déjà bien en baisse dans les pays développés avant même le début de la crise¹⁰¹. Quoiqu'il en soit les conséquences sont désastreuses pour l'économie allemande. L'industrie est paralysée, le nombre de chômeurs est éloquent (3 millions au début de l'année 1931) et le pays entre alors dans une période de déflation. L'incapacité des États les plus puissants à trouver une solution de règlement globale de la crise n'est pas faite pour arranger les liens inter-étatiques. Avec l'éclosion de cette crise, l'autarcie refait surface.

Inéluctablement, cet effondrement de l'économie allemande n'est pas fait pour consolider les bonnes relations entre la France et le Reich qu'il avait été possible d'apercevoir entre 1924 et 1929. Bien au contraire, les tensions se font de plus en plus palpables. Parallèlement à cette crise, un double facteur entre en ligne de compte. Le décès de Gustav Stresemann le 3 octobre 1929, qui était véritablement devenu le garant de la bonne entente entre les deux pays, et l'échec subit par Aristide Briand dans sa volonté de créer une Europe qui soit plus soudée politiquement¹⁰². Cette idée émise lors du mémorandum du 1er mai 1931 est extrêmement discutée et critiquée. Le Reich la refuse en déclarant que la situation politique européenne ne sera pas améliorée tant que l'Allemagne n'aura pas obtenu l'égalité des droits. La Wilhelmstrasse n'hésite d'ailleurs pas à remettre en cause les desseins de Briand. S'interrogeant sur la « structure organique » que le ministre des affaires étrangères français voulait mettre en place, les diplomates allemands se demandent si l'objectif de ce dernier n'était pas d'imposer à l'Allemagne une forme de *statu quo* territorial l'empêchant du même coup d'obtenir la révision de ses frontières orientales¹⁰³. Du côté français également on se montre méfiant devant le voisin d'outre-Rhin. Dans un

100 DUROSELLE J-B., *Les relations franco-allemandes de 1918 à 1950*, Tome I, p. 93.

101 FRANK R., GIRAULT R., *op.cit.*, p. 164. d'après ces deux auteurs, la crise aurait donc débuté avant l'année du krach boursier mais elle aurait pris son caractère véritablement mondiale à partir de 1932-1933.

102 DUROSELLE J-B., *op.cit.*, p. 98-100.

103 POIDEVIN, Raymond, *L'Allemagne et le monde au XXème siècle*, Paris, Masson, 1983, p. 92.

premier temps c'est Briand qui est attaqué. On lui reproche d'être favorable au rapprochement économique entre le Reich et l'Autriche. En effet, en mars 1931, le successeur de Stresemann, Curtius, rencontre son collègue autrichien. Les deux hommes décident de signer un accord d'union douanière. L'idée des deux hommes était de voir leurs pays conserver leur propre administration douanière mais le tarif extérieur du bloc autricho-allemand serait le même. Cette initiative, en pleine période de crise, a sans doute été élaborée sans véritable arrière-pensée politique de la part des deux ministres. Or, côté français, on se montre extrêmement méfiant devant cette alliance économique. La plus grande crainte française étant de voir l'Anschluss se réaliser. Herriot n'hésite pas à rappeler que le *Zollverein*, l'union douanière prussienne, a servi de matrice à l'unification politique réalisée par Bismark. Cet accord ne verra finalement jamais le jour mais la côte de popularité d'Aristide Briand ne sort pas indemne de sa prise de position au cours de cette affaire¹⁰⁴. Ces événements montrent que la méfiance semble être à nouveau la pierre angulaire des relations franco-allemandes. Un autre exemple peut-être mis en avant : le moratoire décrété par Hoover qui suspend le paiement des dettes inter-alliées et des réparations. Celui-ci est assez mal perçu dans l'hexagone car les Français y voient un moyen perfide de la part des Allemands pour mettre fin au paiement des réparations en dépit du plan Young qui avait été signé peu de temps auparavant¹⁰⁵. La bonne entente entre les deux pays semble désormais avoir suffisamment vécu. Ce qui pousse Girault et Frank à écrire les lignes suivantes :

*« On mesure bien les limites du rapprochement franco-allemand. Au fond les deux pays étaient entrés dans la détente pour des raisons opposées à l'extrême : l'Allemagne pour obtenir à terme la révision du traité de Versailles, la France, au contraire, pour en sauver les dispositions essentielles »*¹⁰⁶.

Dans le fond, cela revient à dire que tôt ou tard, la bonne entente franco-allemande aurait forcément volé en éclats tant les bases sur lesquelles celle-ci était édifiée étaient antagonistes et peu solides.

De plus, à l'issue du krach boursier de 1929, la politique intérieure allemande prend une tournure totalement différente. Elle est symbolisée par un véritable coup

104 DUROSELLE J-B., *op.cit*, p. 100-102.

105 FRANK R., GIRAULT R., *op.cit*, p. 171.

106 *ibid*, p. 152.

de barre à droite. Les principaux hommes de la République de Weimar, avec lesquelles la République française avait pu tisser des liens positifs, sont remplacés par de nouveaux politiciens qui semblent moins favorables à une bonne entente entre les deux pays. Le nouveau chancelier allemand Brüning décide de mettre en place une politique déflationniste. Pour parvenir à ses fins, Hindenburg lui offre la possibilité d'utiliser l'article 48 de la Constitution pour mener à bien son programme. La protestation du Reichstag, et notamment des députés socialistes, est grande. Le chancelier n'a d'autre choix que de dissoudre le parlement et de convoquer les électeurs à de nouvelles élections¹⁰⁷. Le résultat des élections est pour le moins surprenant, puisque le parti nazi connaît un véritable essor. Il obtient 18,3 % des voix (107 sièges) alors qu'aux élections précédentes il en récoltait seulement 2,6 %. Ce parti, avec lequel il faut désormais compter dans la vie politique allemande est réputé pour son véritable mépris du traité de Versailles et sa volonté de replacer l'Allemagne dans le rang des nations les plus puissantes d'Europe. Même s'il ne gouverne pas encore et est tenu à l'écart du pouvoir, son influence est de plus en plus grandissante. De ce fait, les relations franco-allemandes entrent dans une nouvelle phase. En outre la période étudiée, allant de mars 1932 à août 1934 se caractérise par la tenue d'un grand nombre de réunions et d'assemblées internationales au sein desquelles les deux principaux protagonistes sont la France et le Reich allemand. Parmi celles-ci, deux tiennent une place prépondérante : la conférence de Genève, qui se déroule sous la tutelle de la SDN et qui a pour objectif de parvenir à un désarmement des principales puissances, et enfin la conférence de Lausanne qui se doit de résoudre définitivement le problème des réparations. Ces deux conférences servent de tribune à ces deux pays qui y défendent farouchement leurs droits et leurs revendications. La France et l'Allemagne se trouvant de façon presque systématique en opposition, l'aggravation de leurs relations ne pouvait que se confirmer.

C) Désarmement, réparations, égalité des droits : l'aggravation des divergences franco-allemandes (1931-1932)

C'est dans ce contexte trouble, qui a pour principale origine la crise de 1929, que se tiennent de grandes conférences internationales au cours desquelles les discours allemands et français se trouvent souvent en opposition. La première

107 WINKLER, H-A., *op.cit*, p. 411.

conférence qu'il est important de mettre en avant est la conférence internationale de Genève sur le désarmement, s'en suivra une étude de la question des réparations.

La conférence de Genève se donne pour objectif le désarmement de l'ensemble des grandes puissances. Cette initiative a été décidée au moment de la signature du traité de Versailles. En effet, l'article 8 du traité prévoyait une diminution des armements contrôlée et planifiée jusqu'à un minimum compatible avec la sécurité nationale de chaque état. Le désarmement imposé à l'Allemagne devant servir de base à un désarmement qui serait cette fois général. À partir de 1932 des discussions s'ouvrent à Genève sur ce sujet. Mais, très rapidement, elles s'enlisent. Les tensions entre pays vainqueurs et vaincus de la première Guerre Mondiale ressurgissent. La France veut avant toute chose que sa sécurité soit assurée et souhaite conserver les avantages qu'elle a tirés de sa victoire. L'Allemagne à l'inverse, demande à son voisin de diminuer considérablement ses armements en vue de parvenir à une égalité des droits qui soit totale entre les deux pays¹⁰⁸. Des discussions d'une longueur horribante se tiennent donc à Genève où chaque pays décide de camper sur ses positions. La situation ne se décante guère. Ces débats se tiennent toujours dans un contexte de crise économique qui est extrêmement pesant, en particulier pour le Reich allemand.

Le premier à proposer un plan est Tardieu. Ce dernier vise à distinguer deux catégories d'armes : les armes défensives et les armes offensives. Les armes les plus puissantes (artillerie lourde, avions de bombardement) ne pourraient être utilisées par les pays propriétaires que sur ordre de la SDN. De plus, la constitution d'une police internationale pourrait être envisagée. Ce plan est vivement contesté par la Grande-Bretagne et par l'Allemagne puisqu'il ne permet pas de parvenir à une égalité des droits en matière d'armement, chose à laquelle le Reich aspire. Cette égalité devait aboutir au désarmement des pays vainqueurs jusqu'à ce qu'ils parviennent au même niveau que l'Allemagne, soit une armée de 100 000 hommes ou alors le Reich devait obtenir le droit de s'armer à un niveau similaire à celui des grandes puissances¹⁰⁹. Le 18 février, le représentant du Reich à Genève propose donc un plan visant à ramener l'armement des grandes puissances à un niveau qui soit similaire à

108 FRANK R., GIRAULT R., *op.cit.*, p. 181.

109 DUROSELLE J-B., *op.cit.*, p. 107.

la situation actuelle de l'armement allemand. L'abolition de la conscription fait également parti des objectifs de l'Allemagne. Le principal désir de Nadolny, c'est de discuter directement avec la France. Le Reich déclare être prêt à ne pas modifier pendant cinq années le niveau de ses armements à la condition que la France prouve sa volonté de désarmer et offre à l'Allemagne l'égalité qu'elle désire ardemment¹¹⁰. Les discussions s'enlisent jusqu'au moment où le président Hoover fasse lui aussi une proposition. Il proposait d'abolir l'ensemble des armes offensives et de réduire d'un tiers les autres. La France, se voyant obliger de détruire une partie de ses tanks et de ses mitrailleuses, s'y oppose très vivement tandis que l'Allemagne applaudit cette initiative. Le fossé entre les deux pays est alors véritablement creusé. Herriot propose alors un nouveau plan qui reprend principalement le plan de Tardieu. Le Reich commence à montrer des signes d'impatience et déclare qu'il ne reviendra pas à Genève tant qu'il n'aura pas obtenu l'égalité des droits¹¹¹. Un premier pas est franchi dans ce sens en décembre 1932, lorsque les pays participant à la conférence reconnaissent à l'Allemagne le droit à l'égalité, mais à la seule condition que la sécurité de l'ensemble des nations soit assurée. C'est dans ce climat qu'Hitler arrive au pouvoir. Voyant très rapidement qu'il ne parviendrait à tirer rien de positif pour son pays de cette conférence, il décide de la quitter le 14 octobre 1933.

Cette conférence permet de mettre en relief la dégradation de la bonne entente franco-allemande. En effet, au cours des discussions, le Reich ne cesse de mettre en avant le déséquilibre des forces entre une France qu'il présente comme armée jusqu'aux dents et une Allemagne totalement démilitarisée. Les objectifs de nos voisins d'outre-Rhin paraissent alors évident. Ils souhaitent se servir de cette conférence comme une tribune pour revendiquer l'égalité des droits et même plus encore, l'abolition totale du traité de Versailles. Si les Allemands osent revendiquer de tels droits, c'est parce qu'ils savent parfaitement que la France se retrouve dans une position isolée à Genève. Craignant une hégémonie française en Europe, les Anglo-saxons ont tendance à se rapprocher du Reich allemand et à se montrer beaucoup plus souples au sujet de leurs revendications. L'objectif des représentants français évolue, il s'agit désormais de gagner du temps, gagner du temps pour retarder le réarmement allemand qui apparaît comme inéluctable et qui a d'ailleurs

110 BAECHLER, Christian., *op.cit*, p. 383-384.

111 DUROSELLE J-B., *op.cit*, p. 108.

déjà bien débuté à la fin de l'année 1932¹¹². L'égalité des droits, reconnue au mois de décembre 1932, apparaît comme un échec pour la diplomatie française. Cette décision est une brèche dans laquelle le Reich n'hésite pas à s'engouffrer pour demander davantage de concessions, voire l'abolition pure et simple des traités de paix.

La question du paiement des réparations de guerre a toujours été une source de tensions entre la France et l'Allemagne. Le véritable apogée de ces dissensions étant la crise de la Ruhr entre 1923 et 1924 lorsque Poincaré n'hésite pas à envoyer l'armée sur le territoire allemand pour que la France puisse se servir par ses propres moyens, du fait d'un manquement du Reich dans le paiement de ses réparations. Toutefois, à l'issue de cette crise, la période de troubles entre les deux pays se dissipe. On parvient même à une série d'accords sur la question du règlement des réparations allemandes. En 1924, le plan Dawes, valable pour cinq ans voit le jour. Il est remplacé en 1929 par un autre, le plan Young. Malheureusement pour l'économie française (les dirigeants avaient décidé d'inclure les réparations dans les recettes françaises. Elles faisaient donc partie du budget français et elles devaient notamment servir à rembourser les emprunts américains.) ce plan rencontre très vite de très grosses difficultés. La crise de 1929 qui fait des ravages en Allemagne entraîne le pays dans la pauvreté. L'Allemagne ne peut donc plus payer ses réparations. Le ministre des affaires étrangères Curtius et le chancelier Brüning se montrent alors favorables à une révision du plan Young. Le président Hoover se montre dans un premier temps récalcitrant à l'idée d'une révision de ce plan. Mais, voyant la crise se prolonger et faire des ravages de plus en plus importants, il décide de suspendre le paiement des réparations et de l'ensemble des dettes que les pays européens devaient rembourser aux États-Unis. Ce moratoire prend effet le 1er juillet 1931 et est valable pour une durée d'un an. La France, qui n'est pas encore touchée par la crise, est surprise par cette décision et décide de s'y opposer. Mais devant l'adhésion des grandes puissances elle décide de s'y conformer et espère par la suite obtenir un lien juridique entre la question des réparations et les dettes¹¹³. En décembre 1931, la décision de réajuster l'ensemble des dettes est prise afin de pouvoir relancer l'économie mondiale. Dans cette optique, on décide de réunir une conférence en juin

112 FRANK R., GUIRAULT R., *op.cit*, p. 184.

113 DUROSELLE J-B., *op.cit*, p. 103-104.

1932 à Lausanne.

L'occasion de se débarrasser du fardeau des réparations est trop bonne pour l'Allemagne pour ne pas la saisir. Consciente d'être dans une position de victime et d'avoir l'appui des pays anglo-saxons l'Allemagne joue son va-tout. Le Reich n'hésite pas, parfois, à demander au cours de cette conférence l'obtention de concessions en vue d'obtenir l'égalité des droits alors que cette question est en totale inadéquation avec les sujets traités à Lausanne. La France, représentée par Herriot, espère ne pas céder trop de terrain sur cette question des réparations. Il espère que les réparations seront maintenues à l'issue de cette conférence. Si ce n'est pas le cas, il se dit prêt à accepter un projet qui les supprimerait mais à condition que, par compensation, les dettes de guerre le soient également. Cependant, il ne parviendra à obtenir ni l'un ni l'autre de ses objectifs¹¹⁴. Pour le président du conseil français, c'est un échec auquel il faudra ajouter celui du désarmement en décembre 1932 et qui vaudra la chute de son gouvernement. À ce propos, l'historien Maurice Vaisse dresse un tableau catastrophique de la politique étrangère de Herriot. En six mois, la France se retrouve plus isolée que jamais et elle vient de liquider deux fondements essentiels de 1919 : les réparations et les clauses militaires du traité de Versailles¹¹⁵. En effet, poussée par la Grande-Bretagne, la conférence décide l'abrogation des réparations. Le Reich se contente de verser une somme définitive de 3 milliards de marks, soit près de 90 % de moins de ce qu'il restait à payer. À l'échelle internationale, la France apparaît désormais comme affaiblie tandis que l'Allemagne, soutenue par les pays anglo-saxons et l'Italie commence à refaire surface en dépit de la crise qu'elle traverse. Le Reich peut s'appuyer sur un certain nombre de succès internationaux tels que la fin des réparations, l'évacuation de la Rhénanie ou encore l'égalité des droits qui est sur le point de lui être reconnue¹¹⁶. L'arrivée au pouvoir d'Hitler le 30 janvier 1933, confirme le retour au premier plan des relations internationales du Reich allemand même si, dans un premier temps, le chancelier se montre relativement discret quant à ses desseins. Parallèlement à son arrivée au pouvoir, les relations franco-allemandes évoluent. Les tensions entre les deux pays se font de plus en plus ressentir en dépit de la volonté manifeste des dirigeants français de se rapprocher de leurs voisins d'outre-Rhin.

¹¹⁴ *ibid*, p. 105-106.

¹¹⁵ DARD, Olivier, *La France des années 1930*, Paris, Hachette, 1999, p. 41-42.

¹¹⁶ POIDEVIN R., *op.cit*, p. 93.

D) L'Allemagne hitlérienne, une conciliation impossible ?

Le 30 janvier 1933 est un jour tout particulier pour les partisans du national-socialisme puisque leur chef arrive enfin au pouvoir. La stupeur est grande en France, plus particulièrement dans la classe politique qui ne s'attendait plus à voir Adolf Hitler atteindre la chancellerie. Léon Blum n'hésite pas à écrire, dans les colonnes du *Populaire*, après l'échec des nazis aux élections de novembre 1932, qu'Hitler ne parviendra jamais à la chancellerie. Le même son de cloche est audible dans les propos que tient l'ambassadeur français à Berlin, François-Poncet. Il insiste notamment sur les divisions internes au sein du parti nazi (les divergences entre Hitler et Strasser) et fait part de son admiration pour le nouveau chancelier du Reich Von Schleicher. Dans ses notes d'ambassadeur il n'hésite pas à écrire la phrase suivante : « *La désagrégation du mouvement hitlérien se poursuit à une cadence rapide* »¹¹⁷. La surprise est donc de taille lorsque ce dernier est appelé à la chancellerie du Reich. Néanmoins cela ne suffit pas à faire de lui la nouvelle personnalité à abattre. On ne s'inquiète pas puisqu'on considère qu'Hitler est encerclé par les nationalistes. Il se doit de gouverner en compagnie de Von Papen et de Hugenberg. L'opinion française est donc persuadée que le Führer se trouvera rapidement pris en tenailles par ces hommes qui disposent déjà d'une certaine expérience du pouvoir. Pourtant, on comprend très rapidement qu'Hitler n'est pas le genre d'homme à se laisser faire et, bien au contraire, c'est lui qui parvient à se débarrasser des nationalistes qui sont jugés encombrants. La France réalise alors que c'est bien avec Adolf Hitler qu'elle devra désormais discuter.

Pour comprendre les relations qu'entretiennent ces deux pays après l'avènement de Hitler, il est nécessaire de revenir sur l'image que ce dernier se fait de la France et du rôle que celle-ci est amenée à avoir dans les années à venir. Au sujet de la politique française d'Hitler, un véritable débat s'est constitué entre historiens. Certains, comme Jean-Baptiste Duroselle ou Charles Bloch, estiment que le nouveau chancelier a toujours eu horreur de la France. Il acceptait volontiers l'étiquette d'ennemi héréditaire que les Allemands attribuaient au peuple français, nation considérée comme étant aux antipodes de l'idéologie hitlérienne. Il remettait

¹¹⁷ DUROSELLE, Jean-Baptiste, *Politique étrangère de la France. La décadence 1932-1939*, Paris, éditions du Seuil, 1983, p. 58.

totallement en cause l'idée qu'une égalité soit possible entre tous les hommes¹¹⁸. Sa conception de la France, il la livre dans son ouvrage *Mein Kampf*. Il y tient la France en partie pour responsable de la situation de crise dans laquelle le Reich se trouve. Elle est la garante de l'ordre de Versailles qui tient enchaînée l'Allemagne. Pour parvenir à ses desseins politiques, notamment la conquête d'un espace vital à l'est, il faudrait que le Reich prenne au préalable le dessus sur la France pour éviter de mener une guerre sur un double front¹¹⁹. À son arrivée au pouvoir, en dépit d'un discours relativement pacifique sur l'ennemi héréditaire, son objectif aurait toujours été le même : réussir à éradiquer ce pays devenu « *décadent, judaïsé et négroïde, avec une population plus faible que l'Allemagne* ». Cette vision est confortée par ces quelques mots qu'il écrit un mois avant sa mort : « *Reste la France. J'ai écrit il y a vingt-cinq ans ce que j'en pensais. La France demeure l'ennemie mortelle du peuple allemand... Cette guerre, quelle qu'en soit l'issue, aura du moins le mérite de faire passer la France au rang de puissance de cinquième ordre* »¹²⁰. D'après ces historiens, Hitler aurait donc toujours gardé dans son esprit une rancœur terrible envers la France et dès que l'occasion se présenterait, il n'hésiterait pas à lui faire payer l'affront de Versailles. Bloch balaye donc d'un revers de main un autre courant historiographique qui s'est développé au sujet de la politique française d'Hitler et qui défend l'idée que le chancelier nazi aurait espéré un rapprochement entre les deux pays.

D'autres historiens, comme Hildebrand, proposent une autre explication de la politique française du troisième Reich. Au début des années 1930, Hitler, voyant la position française relativement affaiblie, aurait émis la possibilité d'une entente avec son voisin d'outre-Rhin. Hildebrand reprend les travaux de Wollstein qui a démontré que la bonne entente franco-allemande était nécessaire pour le chancelier pour deux raisons : la première, pour éviter tout risque d'une guerre préventive, la seconde, pour tenter de s'allier à la France afin que celle-ci ne s'oppose pas à la volonté allemande de conquête d'un espace vital à l'est¹²¹. À ces deux objectifs, Hildebrand ajoute la volonté du Reich d'obtenir une forme de consentement de la France sur son réarmement futur. Parallèlement, Hildebrand reconnaît que le Reich n'hésitait pas à

118 BLOCH, Charles, *Le IIIème Reich et le monde*, Paris, Notre Siècle, 1986, p. 53.

119 HILDEBRAND, Klaus, *La politique française de Hitler jusqu'en 1936*, dans *France-Allemagne 1932-1936*, Paris, CNRS, 1980, p. 339-371.

120 BLOCH C., *op.cit*, p. 55.

121 HILDEBRAND K., *op.cit*, p. 350-351.

mener parfois une politique anti-française, et ce, dans l'optique d'améliorer sa position notamment en ce qui concerne l'égalité des droits. Et c'est seulement si la France s'oppose à la politique orientale hitlérienne que le chancelier pourrait décider de frapper préventivement à l'ouest. Pareillement, les menées du Reich visant à ébranler les différentes alliances que la France avaient mises au point pour encercler l'Allemagne (notamment l'accord germano-polonais) ne doivent pas être analysées comme une entreprise à court terme visant à fragiliser les positions françaises. Au contraire il s'agit de s'assurer l'alliance du voisin polonais dans l'optique de la prochaine guerre à mener contre l'URSS. La caractéristique principale de la politique hitlérienne serait donc une forme de double jeu : pour le Führer il existe un certain nombre d'objectifs de politique étrangère qu'il considère comme nécessaires et non négociables et qu'il réalise sans l'accord des grandes puissances (réarmement, remilitarisation de la Rhénanie) et, à l'inverse, il est capable de consentir une série de compromis pour parvenir à s'entendre avec les grandes puissances¹²². À ce sujet Hildebrand évoque notamment l'abandon définitif de l'Alsace-Lorraine à la France. Il ne faut donc pas étudier l'attitude d'Hitler envers la France comme une volonté de camouflage. Il s'agit plutôt d'un désir sincère de parvenir à un accord avec les États occidentaux, et notamment la France pour pouvoir accomplir son programme de colonisation à l'est. C'est seulement si ces pays refusent l'entente avec le Reich qu'il envisagera une guerre préventive. Le Führer aurait même poursuivi ses tentatives d'alliance avec l'occident après la remilitarisation de la Rhénanie. Et c'est ce refus des nations occidentales de coopérer avec le Reich qui serait à l'origine de l'entrée des grandes puissances dans une nouvelle guerre. Cette vision de la politique française du Troisième Reich a été énormément contestée par des historiens comme Duroselle ou Bloch. Les arguments avancés par ce dernier, notamment les dernières phrases rédigées par Hitler peu de temps avant sa mort, sur l'ennemi héréditaire français, laissent en effet à penser qu'Hitler a toujours eu un profond ressentiment contre la France et que, s'il est parfois apparu comme conciliant et pacifique, c'était simplement pour gagner du temps et permettre au Reich de réarmer afin d'être prêt à laver l'affront qui lui a été fait à Versailles.

Si on se réfère à la vision la plus communément approuvée au sujet de la politique française d'Hitler, c'est à dire celle défendue notamment par Bloch, les

¹²² *Ibid*, p. 358.

premières années du règne d'Hitler sont marquées par une attitude relativement conciliante et pacifique à l'encontre de la France afin d'éviter que celle-ci ne déclenche une guerre préventive. Adolf Hitler est également un nouveau venu sur la scène politique internationale, il se doit donc de paraître abordable aux yeux des puissances étrangères s'il ne veut pas se retrouver isoler trop rapidement¹²³. Parallèlement, il est intéressant de parler de la politique allemande mise en place par les dirigeants de la Troisième République. En 1933, le gouvernement français tend plutôt à la conciliation envers l'Allemagne nazie. La France traverse à ce moment une véritable crise ministérielle, ce qui a notamment pour conséquence de rétrograder la nomination d'Hitler à la chancellerie en information de seconde zone. Deux personnalités symbolisent véritablement cette volonté française de parvenir à une entente, la première étant Édouard Daladier, président du conseil à partir du 31 janvier 1933. Ce dernier, inspiré par une forme d'idéalisme de fraternité entre les anciens combattants de la Grande Guerre croit possible une entente définitive franco-allemande. Ses pensées sont confirmées par l'attitude conciliante d'Hitler lorsque celui-ci accède à la chancellerie. Au mois d'avril, le président du conseil français n'hésite pas à proposer au chancelier allemand un pacte d'assistance mutuelle franco-allemand. Les contacts entre les deux hommes sont assurés par un journaliste français, de Brinon, dont les sentiments pro-allemands ne sont plus à démontrer, ce dernier travaillant même à l'organisation d'une rencontre entre Daladier et Hitler¹²⁴. Alors que tous les préparatifs de la rencontre étaient sur le point d'aboutir, Daladier a finalement décidé d'annuler cet entretien qui pourrait être bien trop compromettant pour lui. En effet, cette période est marquée par un durcissement de la politique intérieure allemande, marquée notamment par des actions anticomunistes et antisémites. De plus, une grande partie de l'opinion française était défavorable à ce rapprochement franco-allemand¹²⁵.

L'autre personnalité favorable à un rapprochement franco-allemand est l'ambassadeur français à Berlin, François-Poncet. Ce dernier, qui voyait d'un bon œil les difficultés nazies en novembre 1932, milite pour que les deux pays maintiennent de bonnes relations. Il a lu *Mein Kampf* mais ne considère pas l'essai d'Hitler sérieusement (tout du moins dans les passages où il parle de la France) et estime que

123 BLOCH C., *op.cit.*, p. 188.

124 DUROSELLE J-B., *Les relations franco-allemandes de 1914 à 1939, Tome II*, p. 6.

125 BLOCH C., *op.cit.*, p. 112.

la personnalité d'Hitler a considérablement évolué entre le moment où il a écrit cet ouvrage et le jour où il est devenu chancelier. Cependant, il est conscient que certaines lignes écrites dans cet ouvrage demeurent toujours d'actualité et font partie des objectifs du chancelier à plus ou moins long terme, notamment la conquête d'un espace vital à l'est. Néanmoins, les multiples discussions qu'il a pu avoir avec le Führer, qu'il considère comme bien plus accessible et sympathique que ses prédécesseurs, le pousse à croire qu'une entente franco-allemande est possible¹²⁶. Parallèlement à ces deux hommes, d'autres personnalités françaises, notamment des écrivains ou des journalistes, n'hésitent pas à soutenir un rapprochement entre les deux pays. C'est notamment le cas de Mauriac, de Mounier ou encore d'Ormesson.

Mais très rapidement les agissements nazis permettent aux politiciens français, partisans d'une entente, de comprendre que les intentions hitlériennes sont tout autre. Il est possible d'évoquer le double jeu allemand qui consiste à tenir un discours pacifique lors de grandes cérémonies officielles et à l'inverse, d'exalter de profonds sentiments antifrçais au cours de réunions ou de meetings qui sont privés. On peut penser notamment aux discours enflammés du chancelier devant ses hommes ou encore lorsqu'il autorise ses SA à inscrire le nom de la ville de Strasbourg sur leurs drapeaux alors qu'il a annoncé dans un discours précédent que, pour le bien des relations franco-allemandes et pour éviter toute divergence, il abandonnait l'idée de voir un jour l'Alsace-Lorraine être rattachée au Reich allemand. Le 14 octobre 1933, Hitler réalise son premier coup de force en quittant la conférence de Genève sur le désarmement, lassé devant la lenteur des débats et insatisfait de la tournure que prenaient les événements (rejet du nouveau plan de MacDonald, de celui de Paul-Boncour) et qui entravaient la bonne tenue du réarmement allemand¹²⁷. En quittant la conférence, puis la SDN quelques jours plus tard, le Reich faisait comprendre à la France et ses alliés qu'il entendait mener son réarmement comme bon lui semble. L'Allemagne craint dans un premier temps une réaction française mais elle ne viendra pas. La France ne souhaitait pas une nouvelle guerre et ne voulait pas froisser la Grande-Bretagne qui, de son côté, se montrait relativement favorable à un réarmement allemand pour éviter de voir la France assurer une hégémonie en Europe continentale. D'ailleurs, en avril 1934, les Anglo-

126 DUROSELLE J-B., *Politique étrangère de la France. La décadence 1932-1939*, p. 62.

127 BLOCH C., *op.cit.*, p. 112-113.

saxons n'hésiteront pas à critiquer la France pour son attitude suite à l'échange de notes que les dirigeants ont eu avec les Allemands et qui visaient à trouver une forme de compromis au sujet du désarmement. Voyant l'inutilité des discussions, la France décide d'abandonner cet échange de notes et d'assurer désormais seule sa propre sécurité. Les Britanniques tiendront la France pour principale responsable de l'échec de la conférence de Genève alors que l'Allemagne était pour ainsi dire, le principal fauteur de troubles¹²⁸.

La position française à l'encontre de l'Allemagne se durcit quelque peu après février 1934, suite à la formation d'un gouvernement d'union nationale et l'arrivée aux affaires étrangères de Barthou. Son objectif était d'isoler l'Allemagne tout en se rapprochant de l'URSS et de l'Italie¹²⁹. Cet exemple confirme que du côté français, on semble désormais résolu à abandonner toute idée de rapprochement avec l'Allemagne. Les nouveaux coups de force hitlériens, tels que l'officialisation du réarmement, la purge des SA et l'assassinat du chancelier autrichien Dollfuss confirment cette impression. La différence de caractère et de style de gouvernement entre les deux pays n'a jamais semblé être aussi flagrante. Pourtant, côté français, les réactions à ces coups de force sont timides, voire totalement inexistantes. La volonté de paix qui est quasiment générale et la peur de froisser les Britanniques peuvent expliquer l'immobilisme français. Jamais la France ne s'opposera d'ailleurs véritablement à l'audace nazie, ce qui conduira tout droit vers la seconde Guerre Mondiale et poussera même Goebbels à écrire les quelques lignes suivantes : « *En 1933, le président du conseil français aurait dû dire que ce nouveau chancelier qui a écrit ce livre, on ne peut le tolérer à notre porte, il faut qu'il disparaisse ou qu'on lui fasse la guerre* »¹³⁰.

Comprendre la situation de la presse dans les années 1930, les caractéristiques et la personnalité du quotidien *Le Matin*, et, enfin, l'état des relations franco-allemandes à la fin de la République de Weimar et au début du Troisième Reich sont autant d'éléments de première importance constitutifs de la base de l'étude qui sera réalisée dans les pages suivantes. En effet, prendre en compte le contexte , les travaux et concepts élaborés précédemment permet d'offrir davantage de

128 *ibid*, p. 124.

129 DARD O., *op.cit*, p. 81-83.

130 DUROSELLE J-B., *Op.cit*, p. 60.

crédibilité aux éléments de réponse et aux idées qui seront développées ultérieurement.

Partie 2

L'image de l'Allemagne dans les colonnes du journal

***Le Matin* entre mars 1932 et août 1934, une
impossible compréhension de l'altérité ?**

Pour comprendre l'image que le quotidien *Le Matin* offre de l'Allemagne il est nécessaire de se poser une série de questions qui permettront de mieux cerner les raisons de cette représentation. Pour commencer, il est légitime de s'interroger sur la quantité d'articles traitant d'une façon ou d'une autre du Reich dans les colonnes du journal. Le voisin d'outre-Rhin est-il présent quotidiennement ou apparaît-il de façon beaucoup plus disparate ? Si nos voisins sont omniprésents, comment peut s'expliquer un tel intérêt de la presse à leur égard ? Ne doit-on pas voir par là la perpétuelle crainte d'un pays qui est toujours considéré comme l'ennemi héréditaire ? Il est ensuite nécessaire d'étudier l'image que le quotidien offre de l'Allemagne dans son ensemble. Cela revient à s'interroger sur la représentation de la crise politique et économique que traverse le peuple allemand et sur le tempérament de la population. Parallèlement, comment l'arrivée au pouvoir du national-socialiste Adolf Hitler est perçue par les reporters du quotidien ? Quelle est leur vision du parti nazi et du régime nouveau (le Troisième Reich) qui voit le jour ? Enfin, étudier l'Allemagne à travers les articles d'un quotidien permet également de s'interroger sur la personnalité du journal et sur les sentiments et l'opinion de ses lecteurs, donc d'une partie de la population française. Il est possible de se demander quelles informations le quotidien *le Matin* livre-t-il sur l'opinion française du début des années 1930 ? En effet, s'interroger sur son voisin, c'est dans le fond tenter de mieux se connaître soi-même pour essayer de cerner pourquoi les relations entre les deux pays ne sont pas au beau fixe.

Chapitre 4 - Un intérêt omniprésent du *Matin* pour le voisin allemand

La première question à laquelle il est nécessaire de répondre concerne le nombre d'articles que le quotidien *le Matin* consacre au Reich allemand. La lecture de quelques articles sur la période donnée suffit pour comprendre que la place qui lui est accordée est prépondérante. Pour appuyer ces propos, une analyse quantitative permettra de démontrer que l'Allemagne n'est pas seulement évoquée comme un acteur de seconde zone, elle est belle et bien un personnage principal comme le montre les premières pages du quotidien. Cet intérêt pour le Reich est également visible à travers le nom des grands reporters que le journal dépêche sur place. En

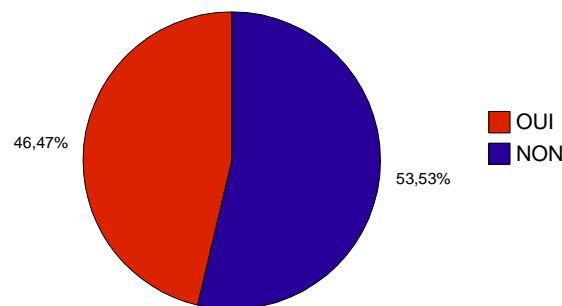
effet, Joseph Kessel et Philippe Barrès sont tous deux invités à franchir le Rhin pour commenter l'actualité politique allemande. Le natif de Clara confirme cette volonté de la plupart des Français de mieux comprendre l'ennemi héréditaire allemand à travers un feuilleton qui le conduit au beau milieu de l'*Unterwelt* allemande.

A) Le Reich à la Une

L'intérêt du journal *le Matin* pour l'Allemagne est visible à travers le nombre de fois où un sujet, ayant un lien direct avec le Reich, est visible en une du quotidien¹³¹.

Graphique 2

% de "Une" de l'Allemagne



Comme le montre le graphique ci-dessus, l'Allemagne est pratiquement présente une fois sur deux en première page du quotidien. Sur 836 journaux parcourus entre mars 1932 et août 1934, le Reich apparaît donc à 388 reprises à la Une du *Matin*, ce qui fait de l'Allemagne le pays le plus étudié juste derrière la France. À titre de comparaison, l'Italie n'apparaît que très rarement en première page du quotidien. Sa présence en tête de journal ne représente pas plus de vingt numéros.

¹³¹ Dans le cadre de cette étude, sont considérés à la « une » du quotidien les articles apparaissant au sommet de l'une des sept colonnes de la première page. Il arrive que des articles évoquant l'Allemagne se trouvent en première page mais ceux-ci sont rejetés au milieu ou au bas de la page. Ils attirent donc beaucoup moins l'attention. Leur intérêt est par ailleurs souvent moins important que ceux qui se trouvent au sommet de la page et ils sont très souvent de courte taille.

En outre, lorsque nos voisins transalpins se situent en première page, c'est très souvent pour évoquer leurs rapports avec l'Allemagne. À titre d'exemple, il est possible de citer l'entrevue de Venise des 14 et 15 juin qui fait la Une du quotidien¹³². Les titres donnés aux articles couvrant cet événement se focalisent davantage sur ce que les Allemands pensent de cette rencontre. La Une du 17 juin intitulée « *L'entrevue de Venise a frappé l'imaginaire allemand* » va dans ce sens. Par ailleurs, la photo présente en première page du numéro du 16 juin est assez significative.



Image 1 : *Le Matin*, 16 juin 1934

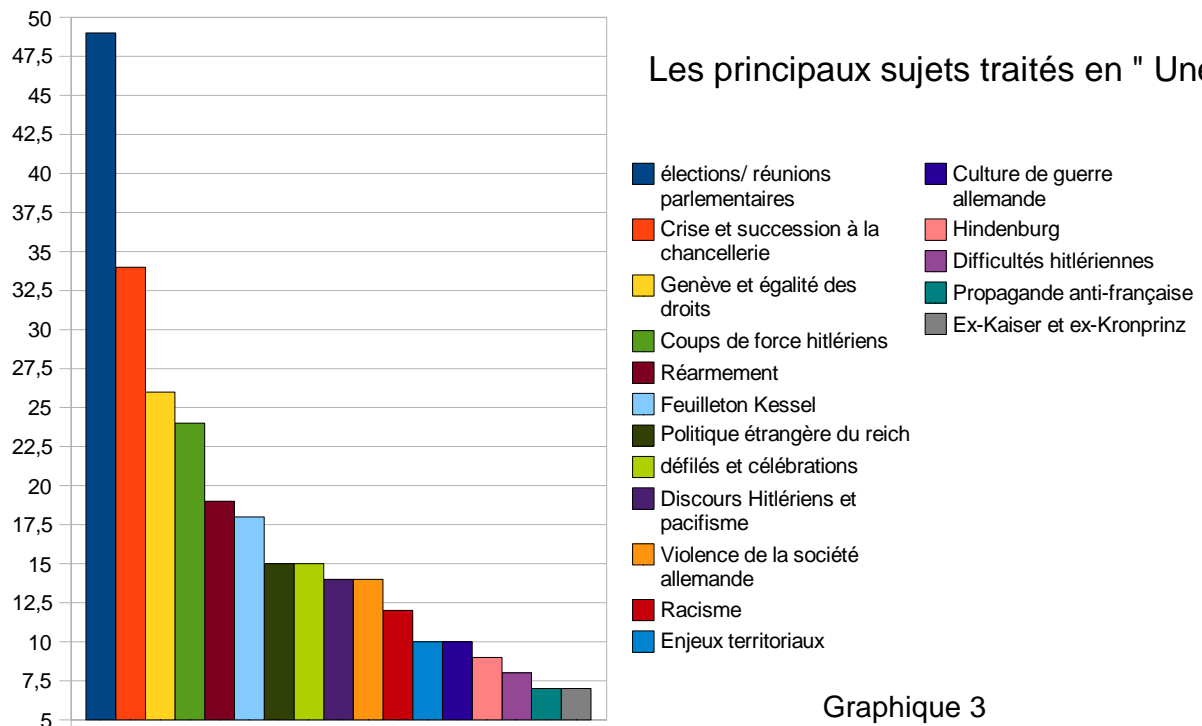
Le personnage mis en avant est bel et bien le chancelier Hitler, le Duce italien, Benito Mussolini est relégué à sa gauche. Le journal n'hésite d'ailleurs pas à proposer une photo où le dictateur italien n'apparaît pas entièrement. En effet, une légère partie de son corps est coupée. Hitler, de son côté, est présenté d'une façon plutôt conquérante, saluant à la romaine les aviateurs italiens venus l'accueillir pour l'occasion. La menace semble bien plus venir du jeune chancelier allemand que du

¹³² Voir les journaux *le Matin* des 15, 16 et 17 juin 1934.

Duce italien¹³³.

Il faut également souligner qu'un très grand nombre d'articles traitant de l'Allemagne sont également présentés dans les pages intérieures du quotidien. Notamment à la page 3 dans la rubrique intitulée « *Dernières heures* » qui évoque l'actualité étrangère. Là encore, la place accordée à l'Allemagne est prépondérante. Des informations quotidiennes sont livrées sur l'évolution politique, économique, sociale et militaire du Reich. Sur les 836 numéros étudiés, seulement 47 n'ont aucun article qui sont consacrés à l'Allemagne, soit seulement un peu plus de 5 %. Et lorsque plusieurs quotidiens consécutifs ne donnent aucune information sur la vie allemande, c'est parce que l'actualité française est brûlante. Notamment après les événements du 6 février 1934, puisque pendant quatre jours l'actualité allemande est mise de côté pour privilégier l'évolution politique française.

Les sujets qui sont traités en Une du quotidien sont extrêmement variés. Néanmoins, un certain nombre de thèmes sont plus récurrents que d'autres comme le montre le graphique suivant :



¹³³ À ce sujet, il est intéressant de préciser que depuis la prise de pouvoir en 1922 de Mussolini, le journal *le Matin* et en particulier le propriétaire Bunau-Varilla éprouve beaucoup de sympathie pour le Duce et pour le régime qu'il instaure en Italie.

Ces principaux thèmes permettent assez bien de comprendre la situation du Reich au début des années 1930. La grande majorité des articles ont pour sujet la tenue d'élections (élections présidentielles, élections du Reichstag) et les réunions parlementaires qui en découlent. Ce chiffre n'est pas surprenant puisque *Le Matin* s'intéresse tout particulièrement aux différentes élections qui se tiennent outre-Rhin et notamment aux élections présidentielles de 1932 au cours desquelles le quotidien n'hésite pas à envoyer un de ses meilleurs reporters, Joseph Kessel, couvrir l'évènement. Quelques jours avant la tenue du vote, il écume différentes villes allemandes et se rend à différentes manifestations organisées par les partis pour analyser les forces en présence. Ce chiffre ne peut être surprenant lorsque le contexte de crise économique et politique du Reich de cette époque est connu. En effet, les chanceliers et les gouvernements tombent les uns après les autres. Conséquence de cette instabilité, le Reichstag est très souvent dissout et les électeurs sont appelés à élire de nouveaux députés. À titre d'exemple, au cours de l'année 1933 les Allemands doivent se rendre aux urnes à cinq reprises (élections présidentielles à deux tours, élections des différentes diètes, double dissolution du Reichstag). Les deux premiers éléments du graphique sont donc en liaison étroite. En effet, il n'y aurait point de nouvelles élections au Reichstag sans un tel contexte de crise politique.

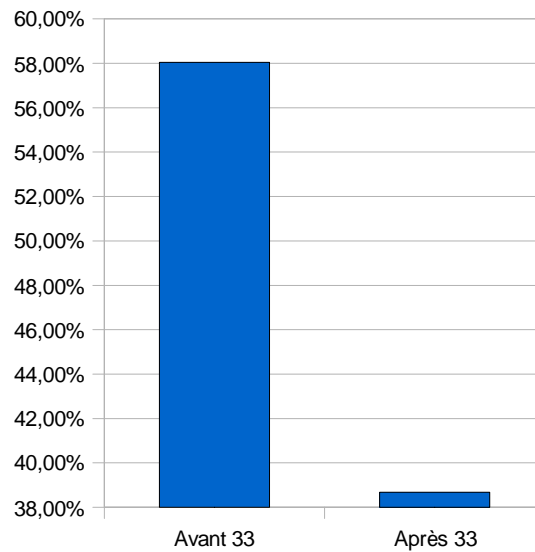
Dans la quasi-totalité des cas, le parlement allemand n'est pas en accord avec la politique menée par le chancelier et n'hésite pas à le lui faire savoir au cours des séances de réunion du Reichstag en provoquant des votes de défiance. Le 12 septembre 1932, la réunion du Reichstag est par ailleurs la scène d'un véritable « cirque » politique puisque les députés proposent un vote de défiance à l'encontre du chancelier Von Papen pendant que celui-ci remet sur la table du président du parlement, Göring, une valise contenant l'acte de dissolution du Reichstag qu'il a obtenu du président Hindenburg. Ce qui poussera un des journalistes du *Matin* à écrire ironiquement « *Les logiciens allemands useront beaucoup d'encre pour répondre à la question de savoir si le gouvernement a été renversé par un parlement dissous ou bien si le parlement a été dissout par un gouvernement ne se trouvant plus au pouvoir* »¹³⁴.

¹³⁴ *Le Matin*, 13 septembre 1932.

Ce graphique renseigne également fortement sur l'opinion française de l'époque et sur les craintes que lui inspire le voisin allemand. Il est possible de souligner le nombre d'articles à la Une du quotidien qui traitent des discussions qui se tiennent à Genève à propos du désarmement ainsi que de la demande allemande pour obtenir l'égalité des droits. Comme il a été démontré précédemment, cette conférence est restée célèbre pour la lenteur et la longueur de ses débats. La France et l'Allemagne défendent des points de vue qui sont diamétralement opposés et le journal *le Matin* n'hésite pas à encourager les représentants français sur place à faire preuve de fermeté. Parallèlement, une certaine crainte des intentions allemandes est un élément perceptible à travers la place qui est laissée en première page à des sujets relatifs au réarmement allemand et à une certaine forme de culture de guerre qui reste profondément ancrée et qui prend la forme de célébrations, parades et défilés militaires. Cela laisse à supposer qu'il y a une certaine crainte française de voir l'Allemagne redevenir une grande puissance menaçante, qui pourrait entraîner la France dans une nouvelle guerre à laquelle elle n'est absolument pas prête, et que l'opinion rejette profondément, tant le sentiment pacifiste est prépondérant à ce moment-là.

Enfin, pour achever ces quelques développements de données quantitatives, il est possible de se questionner sur la différence de traitement de l'actualité allemande à partir du moment où Hitler arrive au pouvoir. Existe-t-il une véritable rupture entre la fin de la République de Weimar et le début du Troisième Reich ?¹³⁵ L'intérêt du public, la fascination pour ce régime nouveau qu'a instauré Hitler peut laisser penser que le nombre de Unes consacrées à l'Allemagne après le mois de janvier 1933 est plus important que celui de la période allant de mars 1932 à la fin de la République de Weimar. Pourtant, les chiffres qui suivent prouvent le contraire :

¹³⁵ Bien qu'il soit difficile de définir exactement la date fin de la république et le commencement du troisième Reich, pour des raisons de commodité nous considérerons la date du 30 janvier 1933 comme étant la fin de Weimar et le commencement du nouvel empire allemand.



Graphique 4

Avant l'arrivée au pouvoir d'Hitler, l'Allemagne apparaît près de 60 % du temps en Une du journal *le Matin*. Paradoxalement l'Allemagne hitlérienne n'y est présente que dans 39 % des cas. Doit-on voir à travers ces chiffres un manque d'intérêt du quotidien pour l'Allemagne nazie ? La réponse est probablement ailleurs et à déjà été en partie développée précédemment. Avant l'arrivée au pouvoir du führer, l'Allemagne est en pleine crise économique, politique et sociale. Les gouvernements tombant les uns après les autres, *le Matin* n'hésite pas à mettre en avant la très forte crise qui sévit en Allemagne à ce moment là. Le quotidien s'inquiète probablement de voir ce pays s'enfoncer de plus en plus dans la crise et craint que celle-ci ne touche dans des proportions considérables la France. Avec l'arrivée au pouvoir d'Hitler, la stabilité réapparaît chez nos voisins d'outre-Rhin. En effet, les gouvernements cessent de se succéder et les électeurs ne sont plus appelés aux urnes tous les deux mois. Les grandes décisions hitlériennes sont bien entendues mises en avant (incendie du Reichstag, nuit des longs couteaux) et prennent une place considérable en Une du quotidien mais ce sont des événements plus éphémères, plus ponctuels que ceux qui se déroulaient quotidiennement en Allemagne et qui étaient mis en avant précédemment. De plus, la véritable censure mise en place par le régime nazi empêche parfois certains reporters d'effectuer correctement leur travail. Certains sont parfois renvoyés dans leur pays d'origine

pour avoir tenu des propos déplacés à l'encontre du régime nazi. Et bien que le propriétaire du *Matin*, Bunau-Varilla voit d'un bon œil l'arrivée au pouvoir de Hitler, les censeurs nazis ne peuvent pas permettre aux journalistes du *Matin* d'écrire des propos qui pourraient porter atteinte aux intérêts nazis, à titre d'exemple, on apprend que le quotidien est interdit en Allemagne le 16 septembre 1933 : « *Le Matin a été officiellement informé hier, qu'à la date du 15 septembre 1933, et jusqu'à la fin du présent mois, il était interdit en Allemagne* »¹³⁶. La censure et le manque d'information jouent donc sûrement un rôle dans la diminution d'articles sur le Reich allemand.

Comment expliquer une telle profusion d'articles sur l'Allemagne ? Quelques éléments de réponse peuvent-être mis en avant. En s'appuyant sur les travaux de Stephanie Krapoth il est possible d'affirmer que le souvenir des guerres meurtrières des deux siècles précédents qui ont opposé la France et l'Allemagne reste bien ancré dans la mémoire collective française. En effet, à partir du XIXème siècle on peut constater une évolution de la mentalité française. L'ennemi héréditaire cesse d'être le valeureux combattant de Sa Majesté d'Angleterre pour devenir le soldat allemand. Cette transposition prend tout particulièrement forme à partir de la guerre de 1870, et se confirme par la suite lors de la première Guerre Mondiale¹³⁷. Il faut préciser que la grande majorité de la population adulte de l'entre-deux-guerres a reçu une éducation scolaire qui est extrêmement orientée. En effet, le sentiment patriotique a été mis en exergue et les écoliers étaient d'ores et déjà préparés mentalement à prendre les armes pour effacer l'affront de Sedan¹³⁸. Bien que la première Guerre Mondiale ait joué un rôle considérable sur l'opinion et ait permis le développement du sentiment pacifiste dans une très grande partie de l'opinion française, l'intérêt pour l'Allemagne ne s'est pas volatilisé subitement. Au contraire, la pensée dominante de l'époque, que ce soit du point de vue des anciens combattants ou de la grande majorité des pays occidentaux, c'est qu'une paix durable ne pourra voir le jour que si les deux grandes puissances antagonistes que sont la France et l'Allemagne parviennent à s'entendre¹³⁹. On peut donc émettre l'hypothèse suivante : s'il existe une si grande étude des événements qui se déroulent en Allemagne, c'est peut-être pour analyser l'évolution

¹³⁶ *Le Matin*, 16 septembre 1933.

¹³⁷ KRAPOTH S., *op.cit*, p. 17.

¹³⁸ *Ibid*, p. 20.

¹³⁹ FRANCK R., GIRAULT R., *op.cit*, p. 150.

politique du Reich et pour voir si une entente franco-allemande demeure possible pour maintenir la paix.

La France reste cependant méfiante devant l'attitude du voisin allemand. En effet, les articles du *Matin* sur le réarmement du Reich et sur une culture de guerre qui demeure omniprésente visent à mettre en garde les lecteurs sur l'attitude du peuple allemand qui, de son côté, n'apparaît pas comme étant aussi pacifique que son voisin tricolore. Dans ces conditions, l'envoi des meilleurs reporters sur le territoire allemand pour comprendre ce qu'il s'y passe et pour espionner la moindre action ou parole qui pourrait s'avérer être une menace pour l'intégrité française semble être essentiel. C'est pourquoi, le quotidien *le Matin* décide de dépêcher sur place deux de ses reporters les plus chevronnés : Joseph Kessel et Philippe Barrès.

B) Deux grands reporters entrent en action : Joseph Kessel et Philippe Barrès

Kessel et Barrès sont deux des plus grands reporters dont *le Matin* dispose au début des années 1930. Le premier acquiert rapidement une véritable renommée en exerçant cette profession. Philippe Barrès, de son côté, est beaucoup moins connu mais semble être une valeur sûre pour *le Matin* qui l'envoie couvrir de nombreux événements internationaux de première importance, comme les élections présidentielles aux États-Unis en 1932. Pour comprendre la position de ces deux hommes il est important de revenir sur la condition du reporter dans l'entre-deux-guerres.

Comme nous avons pu le constater au cours de la première partie, la situation des grands quotidiens parisiens dans l'entre-deux-guerres s'avère être délicate. Pour parvenir à regagner la confiance du lecteur et à le sensibiliser, une série d'initiatives voient le jour. Le rôle du grand reporter dans ce renouveau est prépondérant. Celui-ci, par la qualité de ses articles, qui s'appuient notamment sur une maîtrise littéraire évidente et par ses talents d'investigateur, doit séduire le lecteur. De plus, comme le dit Marc Martin, dans un contexte géopolitique relativement instable, le lectorat apprécie de se tenir informer des événements qui

peuvent se produire en dehors des frontières françaises. Or, seuls les grands reporters, par goût de l'aventure, du voyage, voire du risque, acceptent de se rendre dans des contrées parfois très reculées pour informer les lecteurs de la situation sur place. De ce fait, *le Matin* adapte désormais son contenu aux nouvelles préoccupations du public. Il s'oriente désormais vers les questions internationales et les affaires intérieures des grandes puissances de l'époque. Si ce sont surtout les journaux parisiens qui ont recours aux grands reporters, c'est également parce que ce sont ceux qui disposent des moyens financiers les plus importants¹⁴⁰. En outre, le salaire des grands reporters est considérable. Certains touchent plus de 5 000 francs par mois. Ces hommes, bien conscients de leur importance n'hésitent d'ailleurs pas à faire jouer une certaine forme de concurrence entre les différents journaux et à offrir leurs services aux plus offrants. Il s'agit là d'une des nombreuses initiatives mise en place par la presse parisienne pour rivaliser avec la presse de province afin de continuer à exister au-delà des faubourgs parisiens. Ces grands reporters disposent aussi d'un autre atout, ils ont obtenu la confiance des lecteurs dans une période où la profession de journaliste est remise en question. À la différence de ses collègues journalistes politiques ou chroniqueurs parlementaires qui ont perdu énormément de leur légitimité, le reporter inspire la confiance au lecteur. En effet, ce dernier à la différence des autres journalistes, livre plutôt une sorte de témoignage qui correspond à sa propre vision du monde. Il apparaît comme un homme parmi tant d'autres, qui se sert du journal et des lecteurs qui le lisent comme des confidents. L'utilisation de la première personne du singulier est d'ailleurs fréquente chez le reporter¹⁴¹. Pour comprendre quelle vision de l'Allemagne les deux reporters Kessel et Barrès offrent, il est important de revenir sur leur parcours professionnel et sur leur propre idéologie politique.

Pour parler de Joseph Kessel, il s'avère utile de s'appuyer sur les travaux de Marc Martin et sur l'autobiographie gigantesque qu'Yves Courrière lui a consacré. Joseph est né en 1898 à Clara en Argentine. Il est issu d'une famille de juifs russes. Sa jeunesse, il la passe à voyager au gré du travail que trouve son père. De retour en Russie en 1905, il n'y reste que trois années pour venir habiter en France. Sa vie d'adolescent se déroule à Paris. Il vit dans une situation plutôt précaire. Très vite, il

140 MARTIN, Marc, *Les grands reporters, les débuts du journalisme moderne*, Paris, Audibert, 2005, p. 170-172.

141 *ibid*, p. 175-176.

découvrir la vie nocturne parisienne et les beuveries qui lui sont inéluctablement liées¹⁴².

En 1916, il entre dans l'aviation et prend part à la première Guerre Mondiale. C'est seulement en 1919 qu'il est de retour à Paris et qu'il découvre le métier de journaliste. Il montre très rapidement des qualités rédactionnelles évidentes et certains de ses articles, notamment sur l'Irlande révoltée lui permettent de se faire un nom. L'année suivante, il débute sa carrière de grand reporter. Cependant, Joseph n'a pas chassé ses vieux démons. La vie nocturne parisienne, plus particulièrement les cabarets russes et tziganes lui servent de véritable quartier général où il devient comme le dit Martin « *la vedette des soirées d'ivresse sauvage* »¹⁴³. En 1928, il propose ses services à Bunau-Varilla. Il lui propose de partir en Afrique afin de rédiger dans les colonnes de son journal un feuilleton ayant pour sujet la traite des nègres. *Le Matin* connaît à cette époque une certaine chute de ses ventes (voir le graphique page 14). Bunau y voit alors une possibilité de relancer son quotidien. Ce reportage est un véritable succès, le journal voit ses chiffres de vente augmenter (une hausse des ventes d'environ 150 000 exemplaires a été avancée) et Kessel s'affirme plus que jamais comme l'un des plus grands maîtres du reportage. Ses confrères n'hésitent d'ailleurs pas à le surnommer l'Empereur¹⁴⁴. Ce reportage symbolise les débuts de sa collaboration avec *le Matin*.

Il est difficile de ranger Joseph Kessel derrière une étiquette politique bien définie. Au milieu des années 1920, il s'est rendu en Europe de l'est, notamment à Riga avec pour objectif d'atteindre Moscou. Il n'obtiendra cependant jamais le visa nécessaire et restera en Lettonie. Au cours de cette période il écrit une série d'articles qui se caractérisent par un antibolchévisme primaire. Ses écrits vont pendant longtemps lui donner l'image d'un homme de droite¹⁴⁵. En 1926, il se rend pour la première fois en Palestine où il est invité à visiter les colonies juives. Il sort grandi de ce voyage qui lui permet de raviver sa flamme du judaïsme. Il fonde notamment par la suite la LICA qui est une ligue contre l'antisémitisme. Cet élément est important à prendre en compte et permet d'obtenir un certain nombre d'éclaircissements quant à

142 *ibid*, p. 179.

143 *ibid*, p. 184.

144 *ibid*, p. 177.

145 *ibid*, p. 187.

sa vision d'Hitler et du Troisième Reich.

En 1931, il subit un grave accident de la route qui l'immobilise une bonne partie de l'année. Mais en 1932, il décide de reprendre du service et notamment de se rendre en Allemagne pour couvrir les élections présidentielles de 1932¹⁴⁶. De ce reportage, il livre un portrait qui montre bien la situation désastreuse du Reich. Il offre également un portrait terrifiant d'Adolf Hitler, qu'il considère comme une menace pour la paix européenne. Les articles qu'il écrit dans les colonnes du *Matin* prouvent par ailleurs la véritable latitude que laisse Bunau-Varilla à ses reporters, puisque à la différence de ses reporters, le propriétaire du quotidien ne cesse de clamer son attachement à la personnalité de Hitler. Ce portrait que Kessel livre de l'Allemagne et du Führer sera analysé de façon beaucoup plus explicite dans la suite du développement. À la suite de ce reportage sur les élections, il propose à Varilla de réaliser un nouveau reportage qui a pour thème l'*Unterwelt* allemande. Il prend la forme d'un roman feuilleton qui est présent dans les pages du quotidien entre le 25 mars et le 16 avril 1932. Au début de l'année 1933, il se rend ensuite aux États-Unis pour enquêter sur les ravages causés par la crise économique. Cependant, sa plume apparaît de façon de plus en plus disparate dans les pages du *Matin*. Le quotidien, comme on a pu le voir, monte en épingle l'affaire Stavisky et fustige les hommes compromis dans ce scandale. Or, Kessel a entretenu des relations cordiales avec cet escroc. Cette affaire, risquant de totalement discréditer le quotidien, a poussé Bunau-Varilla à rejeter une série de reportages que Kessel voulait lui proposer. Ce dernier s'éloigne du même coup du grand quotidien parisien et offre désormais sa plume à *Marianne* avant de passer à *Paris-Soir* en 1937¹⁴⁷. Il faut également préciser que son rejet du parti national-socialiste ne passe pas inaperçu outre-Rhin. Goebbels n'hésite pas à ajouter son nom à la liste des ennemis du führer. Lorsque l'Allemagne attaque la France en 1940, il fut d'ailleurs l'un des premiers écrivains à ne plus pouvoir exercer son métier¹⁴⁸.

Philippe Barrès de son côté est né le 8 juillet 1896 à Neuilly sur Seine. À la différence de Joseph Kessel, aucune étude n'a été consacrée à la vie de ce reporter. Pour comprendre quel type d'homme il s'agit, il est donc nécessaire de se référer à

146 COURRIERE, Yves, *Kessel ou sur la piste du lion*, Paris, Plon, 1985, p. 403.

147 MARTIN M., *op.cit*, p. 189.

148 COURRIERE Y., *op.cit*, p. 405.

des travaux annexes où le nom de Philippe Barrès apparaît parfois. Fils de Maurice Barrès, il est très fortement influencé par l'idéologie de son père, connu pour être un des idéologues de l'extrême droite française. Il sera notamment élu député de Nancy en 1899 en s'appuyant sur un programme intitulé « *Contre les étrangers* ». Antisémitisme convaincu, il est fasciné par la personnalité de Charles Maurras et éprouve une certaine sympathie pour l'Action Française bien qu'il ne soit pas pour autant un monarchiste convaincu. Il connaît une série de défaites aux élections qui suivent et c'est seulement en 1906 qu'il parvient à devenir de nouveau député mais cette fois-ci à Paris. En 1914, il est plutôt hostile à la guerre contre l'Allemagne. Cependant, il abandonne très vite ses sentiments pacifistes et affiche un patriotisme outrancier qui poussera *le Canard Enchaîné* à écrire de lui qu'il est le chef de la « *tribu des bourreurs de crâne* »¹⁴⁹. À l'issue de cette guerre, sa perception des Israélites évolue, il rend notamment un vibrant hommage aux juifs français pour le rôle qu'ils ont joué dans la grande guerre. Il devient le dirigeant de la ligue des patriotes. Parallèlement à sa carrière politique, il mène une très riche carrière littéraire au cours de laquelle il développe notamment sa théorie du « *culte du moi* ».

Philippe Barrès passe donc une partie de sa jeunesse à Nancy. Cette ville est restée française malgré la défaite subie par la France en 1871 alors que d'autres villes comme Strasbourg et Metz étaient intégrées au Reich allemand. Son grand-père était originaire de Meurthe-et-Moselle ce qui explique pourquoi son père a été élu député de Nancy. Philippe garde lui aussi une très forte attache à ce département puisqu'il décide d'y emménager en compagnie de sa femme et de son fils comme le démontrent les propos qu'il tient dans les colonnes du *Matin* juste après l'arrivée au pouvoir de Hitler : « *Diront-ils (les projecteurs) ce que ne peut pas ne pas penser un Français, cette nuit à Berlin, un Français qui songe à son petit garçon endormi dans un village de Lorraine* »¹⁵⁰. Fortement influencé par son paternel, il reçoit probablement une éducation très patriotique et nationaliste. La présence à proximité du voisin allemand est perçue comme une menace et la volonté de récupérer l'Alsace et la Lorraine est répétée à tout va dans les programmes scolaires de la Troisième République. De son enfance, on ne sait pratiquement rien de plus. Le patriotisme exacerbé par la Troisième République et par son père semble le convaincre puisqu'en

149 BIBLIOMONDE, *Maurice Barrès* [en ligne] Disponible sur <http://www.bibliomonde.com/auteur/maurice-barres-1263.html>.

150 *Le Matin*, 31 mars 1933.

1914, à l'âge de dix-huit ans, il décide de s'engager dans l'armée française. Il sort des tranchées auréolé du grade de capitaine. De son expérience de la guerre, il en laisse un ouvrage intitulé *La guerre à vingt ans*.

Son sentiment patriotique est consolidé par les quatre années de guerre auxquelles il participe et il se pose du même coup en digne successeur de la pensée de son père¹⁵¹. Il y ajoute cependant une forte mystique militaire qui lui était propre et qu'il a probablement tirée de son expérience au front¹⁵². Il commence une carrière de journaliste et est rapidement nommé au comité central de la ligue des patriotes suite au décès de son père en 1923. Il se présente aux élections législatives de 1924 mais il est sévèrement battu. Il se désintéresse progressivement de cette ligue pour rejoindre le Faisceau français fondé par Valois. Ce mouvement se crée en réaction de l'arrivée au pouvoir du cartel des gauches en 1924. Barrès écrit une série d'articles dans le journal officiel du Faisceau qui s'intitule *le Nouveau Siècle*. Ce quotidien prend un ton résolument anticomuniste et antisocialiste. L'idéologie du Faisceau est très bien expliquée par Robert Soucy. Pour sauver la France du communisme, il est nécessaire de rétablir un certain nombre de valeurs. Valois se donnait pour mission de renverser la Troisième République pour qu'un gouvernement d'anciens combattants, qui serait dirigé par un chef autoritaire, lui soit substitué. Le rétablissement des vertus militaires permettrait à la France de se remettre dans le droit chemin¹⁵³. Nul doute que cet aspect militaire est un élément clé dans la décision de Barrès de rejoindre le Faisceau. Le mouvement se développe rapidement pour atteindre 60 000 adhérents. Malheureusement pour le mouvement, cette série d'adhésions ne sera qu'un feu de paille puisque les autres ligues d'extrême droite et notamment l'Action Française voient d'un mauvais œil l'arrivée d'un nouveau groupe rival. Dès décembre 1926, une violente campagne de presse est lancée contre Valois¹⁵⁴. On ne lui pardonnera jamais d'avoir quitté l'Action Française pour constituer sa propre ligue. Le groupe de Maurras n'hésite pas à perturber les rassemblements du Faisceau et à ridiculiser Valois en public. De plus, la chute du cartel des gauches en 1926 supprima la raison d'être originelle du Faisceau. Les membres les plus actifs du groupe s'impatientent devant les hésitations de Valois et

151 ASSEMBLEE NATIONALE, *Les députés de la IVème république* [en ligne], Disponible sur <http://www.assemblee-nationale.fr/histoire/biographies/IVRepublique/barres-philippe-08071896.asp>.

152 SOUCY, Robert, *Le fascisme français : 1924-1933*, Paris, PUF, 1989, p. 152.

153 *ibid*, p. 135-136.

154 *ibid*, p. 251-256.

quittent le mouvement les uns après les autres. En 1927, le Faisceau n'exerce plus du tout d'affluence dans le paysage politique français. Il se dissout en 1928.

Suite à cette expérience, Philippe Barrès décide d'offrir sa plume au journal de Bunau-Varilla. Il y entre comme reporter et se fait assez rapidement un nom. Le patron du *Matin* n'hésite pas à lui confier des sujets d'actualité de toute première importance puisqu'il l'envoie couvrir la campagne présidentielle américaine de 1932. chaque jour, il livre dans les colonnes du quotidien les événements les plus importants se déroulant aux États-Unis et donne son opinion sur l'élection en elle-même. À la fin du mois d'octobre 1932, il s'envole pour Berlin où il devient l'envoyé spécial du *Matin*. Il rédige son premier article le 1er novembre 1932. À la fin de notre étude, en août 1934, il exerce encore cette fonction sur le territoire allemand. Comme il sera démontrer ultérieurement, il se montre véritablement méfiant à l'encontre du régime instauré par Hitler. En parallèle de son activité pour *le Matin*, il rédige un essai sur l'évolution du Reich entre octobre 1932 et juin 1933. Dans cet ouvrage, il reprend un certain nombre d'articles qu'il a rédigés dans les colonnes du quotidien auxquels il ajoute une série d'anecdotes. Il y évoque également les différentes rencontres qu'il a pu faire. Cet ouvrage est publié l'année suivante en France sous le titre *Sous la Vague hitlérienne*. L'analyse dans les chapitres suivants de l'image que Barrès offre de l'Allemagne permettra de découvrir des éléments nouveaux sur la pensée de l'ancien membre du Faisceau. Philippe est encore plus célèbre à la fin des années 1930, lorsqu'il se montre hostile à la politique munichoise et se rallie au général de Gaulle en 1940 en qui il voit la représentation du chef nationaliste que désirait tant son père. Il deviendra par la suite député de la ville de Nancy à l'image de son paternel.

L'intérêt pour l'Allemagne se caractérise donc par une abondance d'articles dans les colonnes du *Matin* analysant l'actualité de nos voisins d'outre-Rhin. Celui-ci est confirmé par l'envoi sur place de deux grands reporters de renom qui tentent d'analyser la situation complexe dans laquelle le Reich se trouve englué au début des années 1930. Cette volonté du quotidien de faire de l'Allemagne un objet d'étude prioritaire est confirmée par le souhait de Kessel d'enquêter sous la forme d'un roman feuilleton sur l'*Unterwelt* allemande.

**C) L'Allemagne fait vendre, le succès de Kessel et de son reportage
« *L'Allemagne des bas-fonds, des bouges de Berlin aux repaires de
Hambourg* »**

Joseph Kessel tire une partie de sa popularité de ses talents d'écrivain et de son goût pour l'aventure. Ces deux éléments combinés le mènent inévitablement vers le grand reportage et l'écriture de romans-feuilletons. Comme il a été expliqué précédemment, sa première expérience en la matière (sur l'esclavage moderne) s'est avérée concluante. Pendant qu'il couvre le premier tour de l'élection présidentielle allemande, il remarque que certaines personnes ne portent aucune attention aux élections et semblent être animés de desseins différents :

« J'avais remarqué sur certaines places [...] des silhouettes lentes et à la fois furtives, tenaces et prudentes, des femmes au guet, des hommes en éveil. On sentait que la politique ne comptait pas pour ces individus [...] et que, en dehors des préoccupations obsédantes pour toute la ville, ils poursuivaient un secret travail ou une paresse plus mystérieuse encore »¹⁵⁵.

Il n'en faut pas plus à Joseph Kessel pour proposer à Bunau-Varilla de réaliser un reportage sur ce « *monde souterrain* ». Conscient de la manne financière qui peut en découler, le directeur du *Matin* accepte sans hésiter. Le sujet, ayant pour cadre un pays qui inquiète la grande majorité de l'opinion française, ne peut-être qu'un succès.

Le reportage débute le 25 mars 1932 et s'achève le 17 avril de la même année. Cependant, dès le 23 mars, le journal *Le Matin* fait battre le tambour. En première page du quotidien un article est consacré à Joseph Kessel. Il est expliqué que ce dernier s'apprête à réaliser une enquête de grande envergure sur les bas-fonds de Berlin. Le quotidien cherche à vendre les qualités de ce reportage en proposant un avant-goût pimenté, déclarant même que Kessel ne pourra peut-être pas parfois tout expliquer tant il sera amené à vivre des expériences dangereuses. Le lendemain en plein milieu de la première page, les débuts du roman-feuilleton prévu pour le lendemain sont une nouvelle fois annoncées. Le 25 mars, le grand jour tant attendu est enfin arrivé, près de la moitié de la première page est consacrée au début de l'enquête du natif de Clara :

¹⁵⁵ *Le Matin*, 25 mars 1932.



Image 2 : Le Matin, 25 mars 1932

Le feuilleton ne quittera jamais la première page du journal. Et lorsque Kessel n'a pas la possibilité d'offrir un article au journal comme c'est le cas dans le numéro du 8 avril, le *Matin* n'hésite pas à rappeler à son lectorat que l'enquête n'est pas terminée et qu'elle reprendra dès le lendemain :

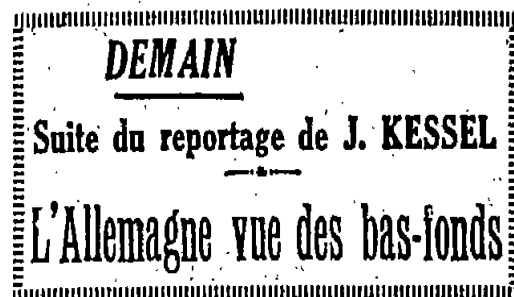


Image 3 : Le Matin, 8 avril 1932

Le fait que Kessel s'intéresse au monde de la nuit en Allemagne n'est guère étonnant puisqu'il est réputé pour apprécier les interminables soirées parisiennes. Il

est également nécessaire de préciser que celui-ci a déjà effectué une enquête sur le monde de la nuit à Paris et plus particulièrement sur les bandits. Le principal problème qui se présentait à lui était de pouvoir pénétrer dans ce milieu, de plus sa maîtrise de la langue de Goethe laissait à désirer. Pour donner du piquant à son récit, il n'hésite pas à utiliser quelques mensonges notamment à propos de son entrée dans le monde de l'*Unterwelt*. Après avoir expliqué à quel point il lui avait été difficile d'obtenir la confiance des bandits français, il écrit qu'il a pris un certain nombre de risques pour rencontrer leurs compères allemands. Se trouvant dans un débit où il a aperçu certains de ces hommes, il déclare avoir pris son courage à deux mains pour s'approcher d'eux. Muni d'un tabouret, il s'installe de force à leur table et commande sept whiskys. L'accueil est bon, les portes de l'*Unterwelt* s'offrent à lui. Pour conclure son premier article, il n'hésite pas à se mettre en avant en déclarant : « *Et tout s'était passé aussi simplement que je viens de le dire* »¹⁵⁶.

La vérité est en réalité tout autre. Elle est dévoilée par Courrière dans la biographie qu'il laisse de Joseph Kessel. Sur place, Joseph connaît en réalité un homme qui lui est d'une grande aide, Henri Guilbeaux, ce dernier fut condamné à mort en 1914 pour avoir refusé de prendre les armes. Il ne cesse de fuir et s'exile de pays en pays avant d'atterrir en Allemagne. Sa situation de proscrit lui permet de rencontrer un certain nombre de membres de l'*Unterwelt*. Lorsque Kessel lui rend visite, il lui propose de rencontrer deux de ses amis qui font partie de la pègre berlinoise, Albert et Dick. Ces deux hommes deviennent les deux compagnons de route du reporter tout au long de son enquête¹⁵⁷.

Dès le lendemain, Kessel retrouve ses deux compagnons au cours d'un déjeuner. Ceux-ci lui livrent les premiers éléments qui lui permettent de comprendre en quoi consiste la fonction de ces membres qui se réunissent dans des sortes de confréries appelées « *union* ». Ces hommes ne diffèrent pas de n'importe quels autres individus, ils sont vêtus de la même manière. Un seul élément permet de les différencier, un insigne qu'ils portent fièrement et qui symbolise l'union à laquelle ils ont adhéré. Ces hommes sont extrêmement soudés entre eux comme le montre les paroles suivantes rapportées par Kessel : « *Nous sommes une centaine d'hommes, de*

¹⁵⁶ *Ibid.*

¹⁵⁷ COURRIERE Y., *op.cit.*, p. 406.

*frères, unis dans la même société, nous devons mourir l'un pour l'autre. [...] Quand l'un de nous va en prison, nous lui envoyons des paquets [...] quand il a fini son temps, nous allons le chercher en automobile. Nous l'habillons, nous lui organisons une fête »*¹⁵⁸. Kessel évoque ensuite la distinction entre le milieu allemand et le milieu français, ce qui amuse les deux hommes, qui lui répondent que les Français manquent trop de rigueur pour fonder une union compétente. Une fois encore, il semble y avoir une différence de caractère entre les deux pays.

Le 27 mars, Joseph s'intéresse aux activités de ces hommes. Vêtus d'une façon extrêmement convenable, ils semblent moins souffrir de la crise économique que l'ensemble de la population. Ces derniers sont, comme on pouvait s'y attendre, de véritables hors-la-loi. Kessel n'hésite pas à écrire que *« tous, ou presque ont une femme au travail, et on devine lequel. À ce premier métier, ils ajoutent [...] l'escroquerie, la carambouille, l'abus de confiance, la cambriole ou le vol à la tire »*¹⁵⁹. Il s'intéresse ensuite à l'entrée dans une union et il découvre qu'il est extrêmement complexe d'y pénétrer puisque l'accès est soumis au vote de l'ensemble des membres. Une fois adhérent, il faut faire vœu de fidélité à l'union et promettre de tout faire pour aider les différents frères et sœurs de l'alliance. Si un frère commet un affront, les autres membres lui barreront le passage et sa vie deviendra un véritable enfer. Les unions ne sont pas indépendantes les unes des autres et ont même noué de très solides liens entre elles. Certaines se réunissent parfois dans des confédérations qui sont beaucoup plus vastes. À l'issue de cette description, s'en suit une longue série d'articles au sein desquels Kessel suit Albert et Dick qui voyagent de débit en débit dans les profondeurs de Berlin. Ces derniers passant un très grand nombre de soirées à vendre de la drogue dans les endroits les plus malfamés de Berlin. Parfois, Joseph est surpris de se rendre avec les deux frères dans des restaurants extrêmement huppés de la capitale. Quelle n'est pas sa surprise lorsqu'il apprend que le gérant d'une des meilleures tables berlinoises est lui aussi membre de l'*Unterwelt* :

« - Un homme de l'Unterwelt gérant ici ?

Et je montrais le luxe sobre de l'établissement, les deux orchestres aux douces lumières feutrées.

-Bien sûr, s'écria Dick, les hommes de l'Unterwelt sont partout ; avec lui les

¹⁵⁸ *Le Matin*, 26 mars 1932.

¹⁵⁹ *Le Matin*, 27 mars 1932.

propriétaires sont tranquilles ; il n'y a jamais de bataille où ils sont »¹⁶⁰.

Ce que Dick omet de dire, mais qui paraît évident, c'est que ces unions règnent par la terreur sur les hôtels, cafés ou restaurants de la capitale. Ils incitent très souvent les patrons à se joindre à leur union ou alors à employer certains de leurs membres pour assurer la sécurité des lieux. En cas de refus, ces derniers n'hésiteraient pas à ravager les lieux jusqu'à ce que le gérant se décide à faire appel à l'union.

La puissance de ces ligues ne se limite pas à la crainte qu'elles inspirent aux différents gérants de la ville. Elle touche l'ensemble de la population. Comme le montre Kessel, il suffit qu'un membre de l'union mette en avant son insigne pour éviter de se faire attaquer. Alors qu'il se trouvait en compagnie d'Albert et Dick dans un débit, un conflit semblait proche avec le patron du lieu et un de ses hommes. Comme l'écrit Joseph « *la bagarre s'annonçait inévitable. Mais Dick entr'ouvrit son manteau et mit sous le nez du patron son insigne de sociétaire de l'Unterwelt. L'ivrogne battit stupidement des paupières, une lueur de crainte passa dans son regard hébété, il recula soumis* »¹⁶¹. La police, elle aussi, semble craindre le milieu des bas-fonds allemands et cherche à avoir le moins de relations possibles avec ces hommes. Kessel est par ailleurs à deux doigts d'en subir les conséquences puisqu'au cours d'une nouvelle soirée dans un débit, il aperçoit un membre d'une union qu'il ne connaît pas. Il cherche à l'interroger malgré la réticence d'Albert qui aurait préféré voir le reporter passer son chemin. Très vite le ton monte entre les deux hommes qui sont sur le point d'en découdre. Les premiers coups sont échangés, Joseph aimerait obtenir l'aide de ses deux amis mais ceux-ci lui rappellent que les règles de l'union sont très strictes, ils ne peuvent se battre avec un frère. La bagarre est sur le point de se poursuivre dans la rue, à ce moment là, notre reporter écrit les phrases suivantes « *Et les deux schupos que leur ronde avait amenés devant le débit s'éloignèrent. Il y avait trop de cogneurs de l'Unterwelt sans doute pour qu'ils se risquassent à intervenir dans une rixe qui pouvait se terminer par une mort d'homme.* »¹⁶² Qu'importe les arguments mis en avant par Kessel, la crainte de la police et le refus de se mêler des affaires du monde souterrain est évident. Fort heureusement pour le

160 *Le Matin*, 29 mars 1932.

161 *Le Matin*, 28 mars 1932.

162 *Le Matin*, 31 mars 1932.

reporter du *Matin*, Albert s'interpose et parvient à éviter une bagarre entre les deux hommes. Les SA également, la formation paramilitaire d'Hitler, hésitent à se battre avec les frères de l'*Unterwelt* alors qu'ils acceptent volontiers d'en découdre avec les communistes. Un frère n'hésite pas à déclarer au cours d'une soirée dans un débit qu'avec d'autres membres de l'union, ils se sont battus contre des SA. Kessel est surpris par cette information et demande si les frères n'ont pas peur des représailles nazies. De plus, les SA possèdent un grand nombre de dépôts d'armes. Ce à quoi Albert répond : « *Et nous, tu crois que non ? Pistolets, mitrailleurs [...] et des autos toutes prêtes. Nous pouvons mobiliser en un quart d'heure mille frères et plus* »¹⁶³. L'*Unterwelt* semble être véritablement libre de ses mouvements à travers tout le Reich tant elle inspire de la crainte à l'ensemble de la population et aux formations de combats qui font partie des plus chevronnées.

Voyant que Kessel s'est parfaitement intégré à leur mode de vie, Albert et Dick décident de récompenser celui-ci en l'invitant à une des réunions de l'union. Une fois sur place, Albert explique comment les séances ont l'habitude de se dérouler. Il explique la place que prennent les différents membres autour de la table (position centrale du chef, à ses côtés on retrouve le vice-président), les discussions qui y sont abordées, à savoir la lecture des lettres qui sont envoyées par les chefs en voyage, les messages des unions amies. S'en suit la répartition des différentes missions que les frères auront à accomplir. À l'issue de la séance, la discipline est une nouvelle fois mise en avant puisque l'appel des frères est organisé et ceux qui sont absents doivent payer une amende. Enfin, la réunion se conclue par le chant de l'union. Cette conclusion peut faire penser aux grandes manifestations nazies qui se terminent toujours par des chants. Kessel ne chercherait-il pas à mettre en évidence ce lien, qui renseigne bien sur le caractère de la société allemande ?

Joseph peut ensuite contempler l'ampleur de la richesse de l'*Unterwelt* : « *ce n'était que bannières amoureusement brodées par les sœurs des unions, fanions touchant d'ingéniosité et de tendresse, massives d'aiguïères d'argent, chandeliers du même métal* »¹⁶⁴. La fraternité apparaît une nouvelle fois, elle est présentée à la sortie de la salle sous la forme d'un tableau représentant un arbre, ce dernier dispose d'une série de ramifications qui, à leurs extrémités, sont vêtues d'une tête représentant un

163 *Le Matin*, 1er avril 1932.

164 *Le Matin*, 6 avril 1934.

ancien membre de l'alliance qui est décédé. Cet exemple montre une nouvelle fois le véritable sentiment familial qu'il existe entre les différents membres de l'union. Néanmoins, au cours de cet article, Kessel tombe un peu dans le sensationnalisme puisqu'au début de l'article, il promet à son lecteur de le plonger au sein d'une réunion de l'*Unterwelt*. Au final, il ne prend part à aucune réunion et se contente plutôt d'un descriptif des lieux. Probablement frustré lui-même de ne pas avoir pu y participer, Kessel poursuit ses efforts pour pénétrer davantage encore au sein de l'union afin de percer les secrets de l'*Unterwelt*. Sa ténacité est récompensée le 16 avril 1932.

Poursuivant la tournée des débits et se rendant même à Hambourg avec Albert et Dick pour rencontrer d'autres frères du milieu, Kessel parvient à se fondre véritablement dans le milieu de l'*Unterwelt* en recevant une invitation à un bal organisé par une union. La surprise est totale pour Kessel qui s'attendait à mettre les pieds dans un nouveau débit. Il se retrouve dans un des bâtiments les plus somptueux de la capitale. Lorsqu'il pénètre en son sein, il y découvre des centaines d'escrocs tous mieux habillés les uns que les autres. Au cours de cette soirée, il retrouve tous les malfaiteurs qu'il a rencontrés depuis le premier jour de son enquête. Le décor intérieur est tout aussi resplendissant. Il s'agit d'une réception organisée par le chef d'une société qui fête sa dixième année d'existence. Un chœur est présent, à ses côtés, le président de l'union organisatrice de l'événement prononce un discours. S'en suit une longue procession où l'ensemble des sociétés défilent les unes après les autres aux couleurs de leur bannière. Kessel découvre sous ses yeux que tout ce que ses deux camarades lui ont raconté précédemment était totalement véridique : la remise de récompenses, le serment d'allégeance. S'en suit une série de chants : « *Alors, les gens de l'Unterwelt dressant d'un seul coup leurs corps massifs, faisaient entendre une clameur rythmée qui était un serment. [...] J'avais l'impression d'un rite puissant et barbare qui descendait le long des âges, par pure tradition germanique, jusqu'aux frères de l'Unterwelt* »¹⁶⁵.

Le stéréotype habituel, qui circule dans l'opinion française, est de nouveau mis en avant. Cette fois-ci c'est Kessel qui le reprend pour montrer une Allemagne qui semble bien différente de la France, un pays qui est menaçant et qui est peuplé de

165 *Le Matin*, 16 avril 1932.

rites barbares. La force du chant est mise en avant, ce chant qui est une des figures de proue du parti hitlérien. Une nouvelle fois l'auteur semble tisser un lien entre le milieu de l'*Unterwelt* qu'il découvre et l'organisation du parti national-socialiste. En dépit de leurs différences, ces deux organisations semblent pourtant utiliser des méthodes qui sont semblables. Lorsque Kessel évoque la solidarité des ligues entre elles, ne doit-on pas y voir également une référence à l'ordre et à la discipline des SA et des SS. Le dernier article traitant de l'*Unterwelt* rappelle trois faits majeurs que Kessel a pu découvrir au fil de son reportage.

« Il existe en Allemagne un État dans l'État qui s'appelle l'Unterwelt et qui est composé de hors la loi et de repris de justice. [...] Le monde souterrain allemand à une organisation sociale, une hiérarchie, des codes, des caisses de secours, des dépôts d'armes. [...] Toutes les sociétés sont en correspondance étroite les unes avec les autres. Si bien qu'un frère a d'un bout à l'autre de l'Allemagne, des relais, des centres d'hébergement et d'information d'une sécurité absolue »¹⁶⁶.

La seconde caractéristique de l'*Unterwelt*, c'est qu'elle s'impose par la terreur. Enfin, la troisième, c'est que si elle a réussi à devenir si puissante dans le Reich, c'est parce qu'elle est extrêmement disciplinée :

« Les hors-la-loi, les révoltés, les bravaches du défi proclament orgueilleusement leur soumission, leur obéissance à la règle. Ils se feront tuer pour sauver un frère. Ils laisseront tuer un ami cher, s'il n'est pas un frère, par un de leurs ennemis personnels si celui-ci porte l'insigne des frères, le "Sésame, ouvre-toi" universel »¹⁶⁷.

La conclusion du reportage laisse poindre une véritable crainte de Joseph Kessel sur le tempérament actuel de l'Allemagne et sur ses craintes en l'avenir puisque ses derniers mots sont les suivants : *« la méthode, la violence primitive, l'esprit de soumission sont la chair et le sang de la race allemande »*. Cette phrase laisse à penser que pour Kessel, l'Allemagne ne peut que basculer tôt ou tard dans le nazisme puisque les concepts qualifiant la race allemande permettent également de bien définir une partie de l'idéologie nazie, à savoir la violence (combats de rue, propagande virulente) et la soumission à un chef jouant le rôle de guide.

¹⁶⁶ *Le Matin*, 17 avril 1932.

¹⁶⁷ *Ibid.*

Ce reportage connaît un succès considérable; *le Matin* gagne un certain nombre de lecteurs qui n'hésitent pas à acheter ce journal juste pour obtenir des informations sur l'épopée de Kessel. Ce succès dépasse les frontières de l'hexagone puisque, lorsque Philippe Barrès se rendra en Allemagne en tant que correspondant particulier, il aura la surprise de voir un homme dans un débit lire le roman-feuilleton de Kessel, qui sera publié peu de temps après être paru dans les colonnes du journal. Comme l'a déclaré Kessel dans sa conclusion, jamais personne n'avait pu se glisser dans le monde souterrain allemand aussi bien que lui. C'est seulement de retour à Paris que Joseph comprend les risques qu'il a réellement encourus en effectuant ce reportage. Il le réalise lorsqu'il reçoit une lettre de son ami Albert qui est menacé de mort peu de temps après la parution des premiers articles de Kessel. Bien qu'il ait masqué le nom de ses deux amis, ceux-ci ont très vite été considérés comme étant à l'origine de la divagation d'informations sur le milieu. Pour éviter que ses compagnons ne soient inquiétés davantage, Joseph déclare être le seul responsable des fuites. Il lui en coûte une solide rallonge financière. Une fois sa dette payée, il peut poursuivre la diffusion de ses articles dans les colonnes du *Matin* pour le plus grand bonheur de ses lecteurs¹⁶⁸. Le goût de Kessel pour l'aventure et les bas fonds ne s'arrête pas avec ce reportage sur l'*Unterwelt* allemande puisque, l'année suivante, il se rend à New-York et effectue un nouveau reportage sur le monde souterrain américain.

L'intérêt du journal *le Matin* pour le Reich allemand est donc une évidence. Il se caractérise par un très grand nombre d'articles analysant l'évolution économique, politique et sociale de l'Allemagne. Cette actualité brûlante est d'ailleurs mise en avant par le quotidien puisqu'elle se retrouve fréquemment en une de ce périodique. Pour être au plus près des événements, l'envoi de reporters sur place s'impose comme une nécessité. *Le Matin* n'hésite pas à envoyer à Berlin deux de ses meilleures plumes que sont Philippe Barrès et Joseph Kessel. Ce dernier ravit les lecteurs du journal en proposant en parallèle de son étude sur les élections présidentielles, un reportage sur le monde souterrain allemand qui connaît un grand succès en France. Ce succès est tel, que le reportage est publié dès la fin de l'année 1932 sous la forme d'un ouvrage aux éditions des Portiques. Cet intérêt pour l'Allemagne s'explique également par le goût prononcé du lectorat pour la politique étrangère. Comme nous

168 Courrière Y., *op.cit*, p 408.

l'avons démontré dans notre première partie, il existe une volonté de l'opinion française de s'ouvrir davantage au monde et de comprendre ce qu'il se passe dans les autres pays, les articles traitant de l'actualité étrangère devenant presque aussi important que ceux de politique intérieure. Les grands quotidiens parisiens, dont le tirage est en chute libre depuis la fin de la guerre n'ont d'autre choix que de répondre aux goûts des lecteurs. Et pour les séduire davantage encore, l'utilisation du talent des grands reporters s'avère être très utile. Toutes ces initiatives sont à ranger du côté des tentatives de la grande presse parisienne pour récupérer un lectorat qu'elle ne cesse de perdre depuis la première Guerre Mondiale. Après avoir vu que l'intérêt du journal *Le Matin* pour le Reich allemand était prépondérant, il est désormais nécessaire de s'interroger sur l'image que le journal cherche à renvoyer du pays rival d'outre-Rhin.

Chapitre 5 - L'image de l'Allemagne offerte par *le Matin* : pauvreté, crise économique et violence, un triptyque obscure favorisant l'extrémisme

L'image offerte par *le Matin* du Reich allemand, au début des années 1930, est celle d'un pays plongé en plein marasme. L'Allemagne est une des puissances qui souffre le plus de la crise économique de 1929. Les banques font faillite, les usines ferment les unes après les autres et la population s'appauvrit. Le climat politique est tout aussi délétère, les élections et les gouvernements se succèdent sans parvenir à remettre leur pays sur de bons rails. En parallèle, un parti a désormais le vent en poupe. Il s'agit du national-socialisme qui depuis les élections de septembre 1930, s'impose comme la première force du pays. Le quotidien consacre une grande partie de ses articles sur le Reich à cette force d'extrême-droite. La question posée est la suivante : le parti national-socialiste parviendra t-il à arriver au pouvoir ? La réponse ne cesse d'évoluer jusqu'à la consécration définitive du 30 janvier 1933. Enfin, dans un tel contexte de crise, il faut également s'intéresser à la population allemande, comment vit-elle cette période de crise ? Comment *le Matin* la représente t-elle ?

A) Un paysage similaire à un tableau d'Otto Dix

La représentation de l'Allemagne qui est offerte par le quotidien est celle d'un pays en plein désarroi, ravagé par une pauvreté extrême et par une violence de rue sans commune mesure. En réalité, ce portrait peut faire penser à un tableau réalisé par le peintre allemand Otto Dix. Il est possible d'évoquer le triptyque qu'il a peint et qui est intitulé « Der Krieg ».

Image 4 : *Der Krieg* de Otto Dix



Dix réalise ce tableau au sortir de la guerre entre 1920 et 1923 afin d'extérioriser cette expérience douloureuse. Loin d'exalter l'héroïsme du soldat, il dénonce plutôt la sauvagerie destructrice qui anime les combattants. Son objectif n'est nullement de faire une analogie avec la société allemande. Pourtant, il est possible de dire que, dix ans après avoir terminé ce tableau, l'auteur livre à travers cette œuvre une partie de la vie quotidienne allemande.

L'arrière plan du tableau central représente des débris, probablement dus à l'explosion d'un obus dans une tranchée. Le ciel lui-même est menaçant, il vire au noir et se remplit de tourbillons rougeâtres. La description que Joseph Kessel propose de Berlin lorsqu'il arrive dans la ville, se rapproche de ce tableau : « Le

*soleil était encore bas [...] dans un ciel pâle et au-dessus d'une terre saisie par le gel que déjà des faubourgs denses et tristes, soudés au milieu de la vaste et monotone plaine annoncent Berlin »*¹⁶⁹. Quelques lignes plus tard, à son entrée dans la ville, il confirme ses premières impressions : « *Cette lande grise et givrée, ces murailles de briques noircies aussi hostiles, aussi fermées, aussi dures et qui allaient ensemble, comme s'allient sur certains visages disgraciés la dureté et la mélancolie »*¹⁷⁰. À peine arrivé sur place, Kessel offre la description d'une ville peu attractive voire rebutante, marquée par la noirceur et la pauvreté. L'impression de misère semble déjà présente un peu à l'image du tableau de Dix. Celle-ci est confirmée dans le numéro du lendemain à travers la description suivante : « *Les rues [...] étaient d'une uniformité sinistre, elles glissaient dans l'ombre sous un éclairage mesuré avec tant de ressemblance, de monotonie, de neutralité que le cœur se chargeait peu à peu d'un poids intolérable »*¹⁷¹.

Cette description de la ville s'accorde parfaitement avec celle que Kessel offre de la population allemande. Dans le cadre de son reportage sur l'élection présidentielle, il se rend aux manifestations organisées par les différents partis. Un des premiers lieux où il se rend est la place du *Lustgarten* de Berlin pour assister à une parade communiste. La description de la population participante est saisissante : « *Là, je ne voyais que des casquettes usées et couvrant des visages blêmes, tirés, tragiques, de pauvres vêtements, des enfants haves. Là, se montrait la vraie misère allemande qui, pour les classes laborieuses est terrible »*¹⁷². Comment ne pas penser une fois encore au tableau d'Otto Dix présentant une série d'hommes agonisant au sol pendant que d'autres sont déjà dans un état de décomposition avancée. Cette situation de pauvreté est également visible dans le reportage de Kessel sur les bas-fonds lorsqu'il évoque le nombre de prostituées qu'il rencontre et les hommes qui mendient sur le trottoir : « *un vieil homme, qui grelottait dans ses haillons sous le vent aigre, vint à nous, la main tendue, en bredouillant des supplications. [...] Car en Allemagne, les mendiants pullulent sinistrement »*¹⁷³. La crise dans laquelle le Reich est plongé est véritablement profonde puisqu'un an plus tard, Philippe Barrès, nouvel envoyé spécial du *Matin* en Allemagne fait le même constat : « *Une foule plutôt*

169 *Le Matin*, 7 mars 1932.

170 *Ibid.*

171 *Le Matin*, 8 mars 1932.

172 *Le Matin*, 10 mars 1932.

173 *Le Matin*, 12 avril 1932.

pauvre, habillé d'une façon négligée ou médiocrement sportive. On peut attendre une heure sans voir un chapeau melon. [...] Il flotte sur Berlin une indéfinissable tristesse ». Il poursuit plus loin : « *Voici des enfants hitlériens qui reviennent de marche. Ils sont crottés, fatigués [...] personne ne regarde plus ce régiment d'enfants qui s'en va, traînant son chant triste* »¹⁷⁴. Le journal semble véritablement s'inquiéter de la situation de crise que traverse le Reich. Peut-être par crainte de vivre une situation similaire en France. Quoiqu'il en soit, cet intérêt pour la crise que traverse le Reich se traduit par une annonce dans les colonnes du *Matin*, toutes les trois semaines environ de l'année 1932, du nombre de personnes qui sont à la recherche d'un emploi en Allemagne. Parallèlement, pour confirmer la détresse du peuple allemand, le quotidien n'hésite pas à imprimer un article intitulé « *Une épidémie de suicides à Berlin* » démontrant que les suicides ne cessent d'augmenter de jour en jour dans la capitale allemande¹⁷⁵.

Outre le contexte de crise économique et d'extrême pauvreté de la population allemande, ce qui frappe les journalistes se rendant sur place, c'est l'extrême violence de la société allemande qui se caractérise par des affrontements sanglants dans la rue entre différentes formations paramilitaires. Un nouveau parallèle peut être effectué avec *Der Krieg* de Dix. Le seul homme debout, un soldat, pourrait symboliser un milicien qui marche dans les rues pauvres et délabrées de Berlin et qui vient de commettre un assassinat sur l'une des victimes gisant sur le sol. La stupeur de Kessel est visible dans son article du 8 mars 1932 intitulé « *Le sang qui ne compte plus* ». Il découvre que chaque jour, de nombreuses rixes ont lieu entre milices rivales et notamment entre les SA hitlériennes et les communistes. Kessel apprend qu'un nazi a été tué la veille au soir. Il mène alors une enquête pour en savoir plus sur ces combats de rue et découvre avec stupeur que personne n'en parle. Pire encore, le lieu où l'assassinat a été commis semble plus paisible que jamais, comme si jamais rien ne s'était passé. Joseph ne comprend pas pourquoi il ne trouve aucune information sur cet événement dans les journaux. La réponse lui est donnée par la patronne d'un débit : « *On n'y fait plus attention [...] Il ne se passe pas un jour sans qu'il n'y ait au moins un homme tué en Allemagne. Au début les journaux mettaient la chose en première page, peu à peu les informations de ce genre ont glissé plus*

174 *Le Matin*, 17 mai 1933.

175 *Le Matin*, 1er avril 1932.

loin, maintenant on les considère dignes tout au plus de tenir quelques lignes dans les faits divers »¹⁷⁶. Il semble donc probable que le journal *le Matin* s'intéresse bien plus à ces affrontements que ses confrères allemands. Puisque de façon quasiment quotidienne, le journal énumère les différentes rixes qui se sont tenues en Allemagne et les victimes qui en découlent. Ces articles ne prennent pas une place importante dans les colonnes du journal (une moyenne de cinq lignes environ) et sont présentés comme suit : « À Wuppertal, durant la nuit dernière, des coups de feu ont été échangés entre hitlériens et communistes. On ignore encore le nombre de blessés mais il doit être élevé »¹⁷⁷. Une fois l'interdiction de la SA et de la SS levée par le cabinet de Von Papen, les affrontements entre les communistes et les nazis se multiplient et deviennent de plus en plus brutaux. Le fait que ces combats soient indiqués symbolisent bien l'intérêt que l'on porte à l'Allemagne¹⁷⁸. Peut-être faut-il y voir par là une forme d'incompréhension du quotidien sur la tenue de ces affrontements. En effet, en France les formations paramilitaires d'une telle ampleur n'existent pas et les ligues se montrent relativement discrètes. Comme le démontre Pierre Milza, La France n'a pas connu une crise économique et morale aussi profonde que des États comme l'Allemagne ou l'Italie pour se livrer entièrement à l'extrémisme et par la même, aux formations paramilitaires¹⁷⁹.

Les travaux réalisés par Mosse permettent de comprendre davantage pourquoi la présence de ces formations est davantage cristallisée dans les pays qui ont perdu la première Guerre Mondiale. Ce qu'il montre, c'est que les comportements violents de la grande Guerre n'ont pas disparu chez les pays vaincus. Ce maintien de la violence entraîne ce que Mosse appelle une « brutalisation de la vie politique » et accentue l'indifférence à l'encontre de la vie humaine¹⁸⁰. La France, vainqueur de la première Guerre Mondiale ne connaît pas ce problème, la transition entre la période de guerre et le retour à la paix s'effectue tranquillement. C'est le schéma inverse qui se produit en Allemagne. La démobilisation se fait lentement et, pour empêcher la réussite de la révolution spartakiste, on n'hésite pas à recourir aux corps francs pour

176 *Le Matin*, 8 mars 1932.

177 *Le Matin*, 20 juin 1932.

178 À titre d'exemple, voir les numéros du 6 avril, du 10 avril, du 1er juin, du 24 juin, du 19 juillet, du 2 août 1932 ou encore du 2 janvier 1933, du 6 février ou du 13 février...

179 MILZA, Pierre, *Fascisme français, passé et présent*, Paris, Flammarion, 1990, p. 114-115.

180 MOSSE, GEORGE, *De la grande guerre au totalitarisme, la brutalisation des sociétés européennes*, Paris, Hachette littératures, 1999, p. 181.

rétablir l'ordre intérieur. Ces corps francs endossent rapidement le rôle du héros. Ce sont de vrais hommes qui par leur fraternité et leur culture de guerre représentaient le mieux la nation allemande¹⁸¹. Ils symbolisent l'héritage prussien qui s'oppose à la maudite République de Weimar, née de l'humiliation de la défaite et du traité de Versailles, traité qui pousse une partie de la population allemande à se croire en guerre de façon quotidienne et qui fait inévitablement le jeu des partis extrémistes. De façon inévitable la violence imprègne également le champ politique, ce qui pousse George Mosse à écrire que la politique était « *comme une bataille qui ne cesserait qu'avec la reddition inconditionnelle de l'ennemi* »¹⁸². Il parle également d'une forme de régénération du soldat par la guerre. Il reprend notamment les écrits de Massis qui pendant le conflit montre son enthousiasme à l'idée de faire couler le sang de l'adversaire.

Le fait que les journaux allemands ne montrent que peu d'intérêt à évoquer ces rixes peut également être expliqué en s'appuyant sur la thèse de Mosse. Durant la grande guerre, les soldats côtoient la mort en permanence. Elle est tellement présente quotidiennement qu'elle devient banale. On n'y prête peu attention. Une partie des soldats, de retour du front, voyant des dizaines de personnes mourir chaque jour ne pouvaient guère s'émouvoir de voir un homme tombé une fois de retour au pays. Ces événements s'inscrivent dans une continuité trop proche de la grande guerre pour qu'on puisse s'émouvoir. Pour les enfants et les femmes, la mort a pu choquer dans un premier temps, mais comme la patronne du débit où Kessel se rend le dit si bien, la mort est quelque chose à laquelle on finit par s'habituer.

Devant le nombre considérable de batailles entre les formations paramilitaires et le peu d'intérêt de la population à l'encontre des hommes qui tombent dans ces rixes, Kessel ne peut s'empêcher de faire un rapprochement avec la situation française. Il écrit les phrases suivantes : « *J'imaginai les manchettes des journaux parisiens après un dimanche pareil, les commentaires tumultueux de la foule du soir. Et le contraste avec ce que je voyais et entendais autour de moi [...] était tel que je voulu en avoir le cœur net* »¹⁸³. Kessel se met donc à imaginer la réaction de la presse si de telles rixes venaient à voir le jour en France. Il imagine déjà la Une des

181 *Ibid*, p. 191.

182 *ibid*, p. 183.

183 *Le Matin*, 8 mars 1932.

différents journaux parisiens scandalisés devant tant de violence. Le contexte trouble du mois de février 1934 et plus particulièrement de la journée du 6 février permet en partie de confirmer les propos que tient le reporter du *Matin*. Dès le numéro du 7 avril 1934, *le Matin* tire un article sur toute la longueur de la première page intitulé « *Une journée de guerre civile* ». Le traumatisme est violent. Cinq des dix pages que comporte ce numéro évoquent cette journée et mettent en avant la violence des affrontements, le nombre de morts et de blessés. La Une est formée d'une photo où l'on voit les gardes mobiles charger sur la foule et d'un dessin de presse montrant une bagarre dans l'hémicycle (annexe E). La violence de la journée est véritablement troublante pour un pays habituellement dominé par des sentiments extrêmement pacifiques. Le traumatisme ne se limite pas au tirage du 7 avril puisque, dès le lendemain, *le Matin* revient sur cette journée de violence avec une nouvelle photo montrant des forces de police chargeant des manifestants pour protéger le palais de l'Élysée. Dans les numéros suivants, la tension redescend d'un cran. Cependant, l'émeute du 6 février est toujours présente dans les esprits puisque de façon quasi quotidienne on trouve un article présent en deuxième ou troisième page du quotidien intitulé « *Après l'émeute du 6 février 1934* ». Il s'en suit un « *tragique bilan* » des émeutes à Paris et en banlieue¹⁸⁴. Le 17 mai, le journal remet de l'huile sur le feu en postant en première page « *L'histoire d'une émeute* » et propose de revenir sur l'ensemble des événements qui ont conduit à la journée de guerre civile à partir du déplacement du préfet Jean Chiappe. Se pose ensuite une question existentielle qui est celle de savoir qui a donné l'ordre aux policiers de tirer¹⁸⁵. L'intérêt du *Matin* pour l'affaire ne s'amenuise pas puisque quotidiennement on revient sur cette journée sanglante. Il informe ses lecteurs en revenant sur les différents événements jusqu'à ce que la commission du 6 février, constituée pour éclaircir les moments troubles de la journée, se rassemble. Le quotidien revient ensuite jour après jour sur les avancées de cette commission. Jusqu'à la fin du mois de mars, on est donc en présence d'un très grand nombre d'articles qui sont en relation étroite avec le 6 février 1934. Comme l'a montré Kupferman, à travers les événements troubles de février, *le Matin* a certainement voulu remettre en cause l'évolution de la Troisième République et mettre en avant les dangers du communisme. Mais il semble bien que ces différentes manifestations ont choqué l'opinion française, habituée à vivre dans un climat

184 Voir les numéros du *Matin* des 14 et 15 février 1934.

185 Numéros du 21, 22 et 24 février 1934.

relativement pacifique à la différence du Reich allemand, qui, depuis qu'il est sorti de la première Guerre Mondiale n'a pas retrouvé le calme, la sérénité et baigne plutôt dans un climat de violence inouïe. Cela explique pourquoi les journaux français ont évoqué durant une si longue période ces événements alors qu'ils auraient à peine été pris en considération chez leurs voisins d'outre-Rhin. Cette opposition permet de mettre une nouvelle fois en avant les différences entre les deux pays. D'une part, la France, qui semble avoir mis de côté sa culture guerrière et qui est véritablement choquée lorsque de tels affrontements se déroulent. Et d'autre part, l'Allemagne, qui semble encore vivre en temps de guerre.

Après avoir dressé ce tableau peu flatteur de la situation allemande au début des années 1930, il paraît nécessaire de s'intéresser de plus près à la situation politique du pays, qui est en partie à l'origine du contexte de crise. La politique allemande se caractérise notamment par des querelles de partis qui conduisent inéluctablement vers l'instauration d'une dictature.

B) Instabilité, violence politique et dérives dictatoriales

La situation de crise qui règne en Allemagne est également visible à travers la très grande division politique. Lors des élections présidentielles de 1932, la profonde divergence des partis est laissée de côté. En effet, le SPD, le Zentrum, le parti national et plusieurs petits partis décident de se rallier à Hindenburg pour empêcher les extrémistes d'extrême droite (Hitler) et d'extrême gauche (Thälmann) d'arriver au pouvoir¹⁸⁶. Cependant, à l'issue de ces élections, la concurrence entre les partis fait de nouveau rage. Elle est visible à travers les élections des différentes diètes et en particulier celle de la diète de Prusse où pas moins de onze partis différents obtiennent un siège au Landtag. L'élection prussienne voit la victoire du parti nazi, cependant, celui-ci ne peut pas gouverner puisqu'il ne possède pas la majorité absolue. Il se doit donc de former une alliance s'il veut prendre les rênes du plus grand état allemand. Chose qui s'avère impossible. S'en suit une véritable critique du journal *le Matin* de ces différents partis : « *Lorsqu'on envisage dans leur ensemble les difficultés politiques en présence desquelles se trouvent les partis prussiens, on est vite amené à reconnaître que ces difficultés tiennent en grande partie au*

186 Winkler H-A., *op.cit*, p. 420-421.

morcellement exagéré des différents groupes »¹⁸⁷. Ces propos sont signés Bernard Laporte, qui est correspondant particulier du quotidien durant une bonne partie de l'année 1932 mais sur lequel très peu d'informations filtrent. D'après lui, ces difficultés sont dues au fait que chaque parti a sa propre organisation et ses propres aspirations et ne veut pas y renoncer. *Le Matin* évoque alors la possibilité pour le NSDAP de former une coalition avec le parti centriste. Cette idée reviendra fréquemment dans les colonnes du journal. Dans le numéro du 26 avril 1932, le correspondant particulier du quotidien indique que les nationaux-socialistes auraient proposé aux centristes d'entamer des discussions visant à mettre en place cette alliance. Le 17 mai, un nouvel article du *Matin* porte le titre explicite suivant : « *Nazis et centristes négocient pour se partager le pouvoir en Prusse* ». Cette idée d'entente entre les deux partis est également avancée à l'issue des élections au Reichstag du 31 juillet 1932 qui voient les nazis s'emparer de 230 sièges¹⁸⁸. La possible coalition en Prusse est une nouvelle fois évoquée le 3 septembre. Cette idée d'entente envisagée par *le Matin* est cependant remise en cause par les travaux de Kershaw qui déclare qu'Hitler a seulement un court instant envisagé une alliance avec les centristes mais que cette idée a très vite été rejetée¹⁸⁹. Le souhait du parti nazi étant pendant très longtemps de conquérir le pouvoir par lui même pour ne pas devoir faire de compromis. Cette division de la société allemande est même visible jusqu'à la composition du sapin le soir de Noël : « *Unanimité mystérieuse du sapin qui accentue encore les différences de ce peuple si divisé. [...] Sa pointe est ornée de la croix gammée, du drapeau rouge ou bien d'inoffensives boules de verre* »¹⁹⁰.

La violence de rue est également transposée à l'arène politique et en particulier au palais du Reichstag comme le prouve l'article du 11 mai 1932 intitulé « *Séance tumultueuse au Reichstag* ». Au cours de cette séance, le général Groener a justifié la décision prise par le gouvernement Brüning de dissoudre les troupes nationales-socialistes. Ce discours provoque la furie des hitlériens ce qui oblige le président du conseil à clore la séance plus tôt que prévu pour éviter toute bagarre. Parfois, les bagarres ne peuvent être évitées. Le 25 mai 1932, une séance se tient au Landtag prussien. Les débats se passent d'une façon totalement convenable jusqu'au

187 *Le Matin*, 25 avril 1932.

188 *Le Matin*, 25 août 1932.

189 KERSHAW, Ian, *Hitler*, Paris, Flammarion, 2000, p. 553.

190 *Le Matin*, 24 décembre 1932.

moment où un député communiste prononce la phrase suivante à l'encontre des nazis « *Il y a des assassins parmi vous!* »¹⁹¹. Immédiatement les nazis répliquent et c'est le début d'une véritable bataille rangée. Le journaliste ne parle plus de députés mais de « *belligérants* ». Il livre une description de l'opposition : « *On vit voler des liasses de papier, des portefeuilles contenant des documents [...] des bras puissants précipitaient dans la mêlée de lourds fauteuils de cuir* ». Cette bataille se solde par une victoire des nazis sur les communistes mais les députés hitlériens n'en sortent pas totalement indemnes : « *L'un d'eux avait reçu un coup de poignard tandis qu'un autre avait une grave lésion de la colonne vertébrale* ». Les sentiments de violence et de haine qui empoisonnent la société allemande ne sont pas uniquement présent dans la rue. Les députés eux-mêmes, qui devraient pourtant adopter un comportement exemplaire en tant que personne publique, participent à de véritables empoignades qui se terminent le plus souvent par l'envoi d'un grand nombre de blessés dans les hôpitaux les plus proches.

Dans un tel contexte, la possibilité de parvenir à des accords entre les partis semblent impossible, notamment au cours de l'année 1932. Bien sûr, il arrive parfois que certains partis décident de s'unir mais ceux-ci ne disposent pas d'une majorité suffisante au Reichstag pour pouvoir gouverner. En effet, pour pouvoir prétendre former un cabinet, il fallait s'allier à un parti extrémiste, surtout avec le parti nazi qui arrive en tête des différentes élections. Or, comme il a été démontré précédemment, il n'était pas dans l'intérêt du NSDAP de s'allier à d'autres partis pour parvenir au pouvoir. Dans ces conditions, le président de la République, Hindenburg, n'a d'autres choix que de nommer un chancelier auquel il confiera la tâche de gouverner en vertu de l'article 48 de la constitution. Cet article permet au chancelier de gouverner à travers l'usage de décrets-loi qu'il peut promulguer sans passer par le parlement. Si le Reichstag s'oppose aux décrets-loi le chancelier peut à tout moment, avec l'accord du président de la République, décréter la dissolution de la Chambre. D'après Winkler, les débuts du démembrement de la démocratie vont de pair avec la nomination comme chancelier du centriste Brüning en mars 1930¹⁹². L'Allemagne entre du même coup dans un nouveau régime qui s'apparente bien plus à une dictature consentie par le président de la République. À ce propos, l'emploi du terme de dictature par le

191 *Le Matin*, 26 mai 1932.

192 WINKLER HA., *op.cit.*, p. 408- 411.

journal *le Matin* est extrêmement intéressant. À partir de quelle date le quotidien considère-t-il que la démocratie allemande a cessé d'être ?

Au début du mois de mars 1932, l'Allemagne a pour chancelier Heinrich Brüning. Ce dernier gouverne déjà en utilisant l'article 48 à tour de bras mais pourtant le quotidien ne considère pas que ce mode de gouvernement signifie la fin du régime démocratique allemand. Bien au contraire, la première fois que le terme de dictature apparaît, il est associé au terme nazi. Il apparaît dans un article du 26 mars 1932 qui a pour sujet la loi électorale en Prusse. Peu de temps avant les élections à la diète prussienne, les partis de Weimar flairent le danger de la victoire nazie. Ils décident donc de voter une loi stipulant que le président du Landtag ne doit plus être choisi dans le parti le plus puissant de la Diète mais par un vote de l'ensemble des élus. Ce qui permet à Laporte d'expliquer que par cette loi « *les partis de la coalition de Weimar espèrent empêcher une dictature hitlérienne en Prusse* »¹⁹³. Jamais le gouvernement Brüning ne sera associé dans les colonnes du journal à toute forme de dictature. Peut-être que l'appartenance du chancelier à un parti qui se veut profondément républicain et démocrate, le Zentrum, pousse le quotidien à ne pas employer ce terme. La première fois qu'il apparaît en Une du quotidien, le 14 mai 1932, c'est pour évoquer la démission du général Groener, ministre de la Reichswehr. Pour *Le Matin*, un homme se cache derrière ce départ, c'est le général Von Schleicher. Celui-ci tiendrait déjà le pouvoir en Allemagne mais agirait seulement en coulisses. Comme le démontre Winkler, ce dernier serait de plus en plus sceptique sur les capacités de Brüning à se maintenir au pouvoir en Allemagne. Et la décision de renvoyer Groener devait servir de prélude au départ du chancelier. Pour Von Schleicher, la seule solution envisageable serait de former un nouveau cabinet au sein duquel les nationaux-socialistes joueraient un rôle actif. Or, ceux-ci ne veulent absolument pas gouverner avec Brüning envers qui ils n'hésitent pas à déverser toute leur haine¹⁹⁴. Pour le quotidien, la démission de Groener, puis celle, quelques temps plus tard, de Brüning symbolisent le départ d'hommes qui auraient pu « *encore, assurer en Allemagne, la défense de la légalité et de la constitution de Weimar* »¹⁹⁵. Preuve que pour ce journal, la dictature n'était pas encore effective en Allemagne. *Le Matin* peut se vanter d'être véritablement visionnaire sur cette affaire. Il l'est en

¹⁹³ *Le Matin*, 26 mars 1932.

¹⁹⁴ WINKLER H.-A., *op.cit.*, p. 424-425.

¹⁹⁵ *Le Matin*, 24 mars 1932.

revanche beaucoup moins lorsqu'il s'obstine à faire de Von Schleicher le nouvel homme fort du Reich. Certes, ce dernier a joué un rôle dans le renversement de Brüning, mais il ne faut pas non plus oublier le rôle des amis d'Hindenburg, les grands propriétaires fonciers de l'Elbe qui ne portent pas le chancelier dans leur cœur. Enfin, le rôle du président de la République et du nouveau chancelier qu'il nomme, Von Papen, est également à mettre en avant. Von Papen n'hésite pas au début de l'année 1933 à comploter contre son successeur à la chancellerie pour mettre à mal sa position. *Le Matin* comprend très vite que Schleicher ne jouera plus un rôle considérable par la suite puisqu'il n'apparaît plus qu'à une seule reprise dans les colonnes du quotidien à l'issue de sa démission du 30 janvier 1933. C'est dans le tirage du 1er juillet 1934 après la nuit des longs couteaux. Le journal offre à ses lecteurs les quelques lignes suivantes : « *L'ancien chancelier Von Schleicher et sa femme sont abattus par la police de M. Göring* »¹⁹⁶.

À partir du 24 juillet 1932, *le Matin* n'hésite plus à écrire en Une de son journal que le Reich a basculé dans un état de dictature permanent. La décision prise par le chancelier Von Papen le 20 juillet 1932 de se débarrasser du gouvernement démocrate de Prusse a définitivement convaincu le quotidien que la démocratie avait laissé place à un régime totalement différent. Le rôle du Reichstag est désormais totalement dénué de sens. Preuve en est, la réunion des parlementaires ne cesse d'être reportée. Les députés ont parfaitement conscience que si une séance a lieu, ils ont toutes les chances de voir le chancelier apporter un décret de dissolution signé par le président. Le 12 septembre 1932, un spectacle totalement affligeant se déroule par ailleurs au Reichstag puisqu'au même moment, le président du Reichstag soumet un vote de défiance au chancelier Von Papen qui lui, pose sur la table du président, un décret lui permettant de dissoudre l'assemblée¹⁹⁷. Par la suite, le terme de dictature n'apparaîtra plus dans les titres des articles du *Matin*, et ce, même après l'arrivée au pouvoir d'Hitler. S'agit-il d'une volonté de Bunau-Varilla d'afficher sa sympathie à l'Allemagne nazie ? C'est tout à fait possible. Mais s'arrêter au titre des articles serait totalement trompeur. En lisant plus précisément les articles de Philippe Barrès, il est possible de comprendre très rapidement à quel type de régime la France devra faire face dans un futur proche. Tout au long de l'année 1932, le quotidien s'interroge sur

196 *Le Matin*, 1er juillet 1934.

197 *Le Matin*, 13 septembre 1932.

le parti national-socialiste, et la question qui revient de façon récurrente est la suivante : est ce que les nazis parviendront à prendre le pouvoir ?

C) Le parti national-socialiste peut-il s'emparer du pouvoir ?

Depuis les élections au Reichstag de juillet 1930, les nationaux-socialistes sont désormais le parti le plus important d'Allemagne. Au début de l'année 1932, les nazis ont toujours le vent en poupe. Bien qu'ils ne s'imposent pas aux élections présidentielles devant Hindenburg, les résultats qu'ils obtiennent sont extrêmement positifs. En effet, pour s'imposer, le président sortant doit s'appuyer sur des alliances extrêmement chaotiques comme le montre Kessel : « *Autour du maréchal se groupent [...] de grands bourgeois populistes, des catholiques fervents, des sociaux-démocrates antimilitaristes et internationalistes. Tous l'avouent franchement, ils ne votent pas pour Hindenburg, ils votent contre Thaelmann, contre Hitler, le fasciste* »¹⁹⁸. Néanmoins, cette première défaite connue par l'hitlérisme depuis plusieurs années, démoralise quelque peu les militants d'Hitler. Chose que Kessel semble confirmer puisqu'il déclare que « *son parti est désorienté, désaxé, flottant* »¹⁹⁹. Il n'hésite pas à évoquer les prémices d'une crise de l'hitlérisme : « *son prestige est diminué, ses partisans sont comme frappés de stupeur* ». Ces paroles peuvent rappeler l'ensemble des déclarations qui ont été émises en France au même moment et particulièrement par Léon Blum qui a déclaré qu'au cours de ces élections, Hitler a laissé passer sa chance et ne parviendra jamais au pouvoir. Cependant, Kessel fait preuve de davantage de lucidité. Quelques jours plus tard, à l'issue du second tour, il remet en cause l'idée d'une crise de l'hitlérisme en tenant les propos suivants : « *Adolf Hitler peut devenir président du Reich. Tel est le fait dont on ne doit plus douter après avoir passé quelques jours à Berlin* »²⁰⁰.

Les deux hypothèses divergentes émises par Kessel dans les colonnes du *Matin*, à savoir une crise du nazisme ou une arrivée tôt ou tard au pouvoir, sont reprises assez fréquemment par le quotidien qui oscille entre ces deux thèses. À l'issue des élections, l'idée mise en avant est plutôt celle d'un parti en difficulté. On insiste notamment sur les difficultés financières que rencontrerait le parti. *Le Matin*

198 *Le Matin*, 11 mars 1932.

199 *Le Matin*, 15 mars 1932.

200 MARTIN M., *op.cit.*, p. 265.

écrit les lignes suivantes : « *On affirme dans les milieux bien informés que le service de propagande national-socialiste a de graves difficultés d'argent* » plus loin cette impression est confirmée : « *Les députés Goebbels et Strasser auraient sommé Hitler de mettre à la disposition du service de propagande les réserves d'argent dont dispose le parti. Hitler aurait refusé de leur confier cette somme* »²⁰¹. Il est possible de s'interroger sur ces soi-disantes difficultés que rencontre le parti nazi. En effet, les sources citées sont de faible valeur. Qui sont ces milieux bien informés ? De plus, les principales recherches effectuées jusqu'à maintenant sur le parti nazi à la fin de la république de Weimar, que ce soit celles de Winkler, de Kershaw ou de Baechler, n'évoquent nullement de possibles difficultés financières du parti au cours de cette période. En outre, l'énorme propagande aérienne mise en place par le parti pour le second tour des élections présidentielles laisse à penser le contraire. En cas d'éventuelle banqueroute, Hitler pourrait toujours s'appuyer sur une éventuelle aide des principaux industriels du pays. On peut notamment citer Thyssen. La plus grande difficulté que rencontre les nationaux-socialistes et qu'il faut plutôt mettre en avant, c'est la décision prise par le gouvernement Brüning d'interdire les sections d'assaut qui sont accusées de vouloir réaliser un putsch. Cependant, il faut une nouvelle fois minimiser ces difficultés, puisque le parti nazi, au courant des intentions du chancelier, a pu anticiper cette interdiction comme le démontre bien les articles du *Matin* des 14 et 16 avril :

« *Hier, nous avons pu atteindre deux chefs du mouvement hitlérien qui ne paraissaient nullement intimidés par l'action du ministre de l'intérieur. Ils ont souligné que, connaissant d'avance les mesures que prendrait la police, ils avaient eu le temps de mettre en sécurité leurs dossiers et tous les papiers importants et de donner à leurs hommes des instructions précises* »²⁰².

Bien au contraire, l'image que *le Matin* offre du parti hitlérien au cours de l'année 1932 est plutôt celle d'un parti qui poursuit inéluctablement sa marche vers le pouvoir. Ce dernier semble d'ailleurs déjà être entre leurs mains avant même qu'Hitler ne soit nommé chancelier. L'arrivée au pouvoir de Von Papen, qui autorise de nouveau l'activité des SA est considérée par le quotidien comme une première victoire nazie. Les affrontements entre les différentes formations paramilitaires et les SA deviennent de plus en plus violentes. Pour Laporte, les nationaux-socialistes « se

201 *Le Matin*, 5 avril 1932.

202 *Le Matin*, 16 avril 1932.

*considèrent déjà comme les maîtres de l'Allemagne »*²⁰³. Ces derniers venaient juste d'attaquer l'immeuble dans lequel se trouve la rédaction du journal socialiste Vorwaerts au moment où il écrit ces quelques lignes. Le 15 mai déjà, à la suite du renvoi de Groener, un député nazi se montrait extrêmement confiant quant aux chances de son parti de parvenir au pouvoir : « *Quoi qu'il en soit Hitler et Goebbels ne sont pas pressés [...] à quoi bon brusquer le mouvement, quand on peut, à plus ou moins longue échéance, s'emparer régulièrement du pouvoir* ». Le 30 juin, *Le Matin* précise que tous les décrets, mêmes régionaux, interdisant le port de l'uniforme sont caduques. Le chancelier Von Papen prend donc parti pour les SA²⁰⁴. L'instauration d'un état d'exception le 20 juillet en Prusse est également considéré par le journal comme une nouvelle victoire pour Hitler après le succès obtenu aux élections des différentes diètes du pays. Le renvoi du préfet de police de Berlin et de ses deux adjoints, tous sociaux-démocrates est considéré comme une avancée considérable par les nazis. Le pouvoir semble même tendre les bras au Führer dans la deuxième semaine du mois d'août. *Le Matin* se montre confiant sur les chances d'Hitler de parvenir au pouvoir puisqu'on peut lire la phrase suivante : « *Il paraît que le président du Reich serait décidé à confier la constitution du nouveau gouvernement au chef du parti le plus fort d'Allemagne* »²⁰⁵.

Les choses ne sont pas aussi simples puisqu'en réalité, Hindenburg n'éprouve aucune sympathie à l'encontre d'Hitler. Bien au contraire, il le déteste. Il pourrait envisager l'arrivée d'Hitler dans un cabinet mais seulement si celui-ci décide de coopérer avec d'autres partis, y compris avec Von Papen, le favori du président²⁰⁶. Hitler dispose d'une nouvelle opportunité de parvenir au pouvoir à la fin du mois de novembre 1932. Le 20 novembre, le journal titre en première page : « *Hitler négocie avec Hindenburg l'accès des nazis au pouvoir* ». Barrès s'interroge sur les intentions du Führer, ce dernier est-il enfin enclin à accepter d'entrer dans un cabinet de coalition au sein duquel les nazis ne seraient pas majoritaires (Seulement le portefeuille de l'intérieur et des transports). Une nouvelle fois, la possibilité de voir Hindenburg laisser la chancellerie à Hitler est évoquée. Pourtant, Kershaw prouve une nouvelle fois qu'au cours de cette période le président n'a toujours pas changé

203 *Le Matin*, 26 juin 1932.

204 Comme le démontre très bien Kershaw, si Von Papen fait preuve d'autant de clémence à l'égard du parti nazi, c'est simplement pour s'assurer de la tolérance et éviter ainsi de se faire renverser à la prochaine réunion du Reichstag.

205 *Le Matin*, 11 août 1932.

206 KERSHAW I., *op.cit.*, p. 537-538.

d'avis et campe sur ses positions du mois d'août²⁰⁷. Cette véritable mascarade politique a le don d'exaspérer Barrès qui n'hésite pas à déclarer que le Reich donne « *moins l'impression d'une grande nation occidentale moderne que des intrigues ténébreuses d'une cour d'Orient* »²⁰⁸. Pour le journaliste il n'y a pas de doute sur les desseins des dirigeants allemands qui, à travers leur offre à Hitler, cherchaient à démontrer le caractère légal du gouvernement en place. Et, en proposant des conditions d'accès au pouvoir à Hitler qu'ils savaient inacceptables, les dirigeants étaient parfaitement conscients qu'ils allaient pouvoir poursuivre leur politique qui reposait sur la constitution d'un cabinet présidentiel.

Paradoxalement, c'est au moment où le quotidien s'y attend le moins qu'Hitler est finalement appelé à devenir le nouveau chancelier du Reich. En effet, à l'issue de ces discussions, le parti nazi semble entrer dans une nouvelle période de crise. Crise qui a pour principale conséquence la perte d'un certain nombre de sièges aux nouvelles élections du Reichstag de novembre 1932 et qui est surtout marquée par le conflit interne au parti opposant Strasser et Hitler. Le premier était prêt à collaborer avec le nouveau cabinet dirigé par le général Von Schleicher. Il estime qu'il est temps pour le parti nazi de rejoindre des coalitions et même d'entrer au sein du gouvernement sans disposer de la chancellerie sinon il est fort probable que le mouvement national-socialiste perdra de la vitesse²⁰⁹. *Le Matin* s'intéresse de très près à la relation qu'entretiennent les deux hommes. Le 9 décembre, le quotidien s'étonne d'apprendre qu'Hitler a accepté d'offrir un congé de trois semaines à Strasser et évoque de possibles dissensions entre les deux hommes pour expliquer cette décision. Le lendemain, en première page du journal, on n'évoque plus un départ en vacances mais on déclare qu'« *Adolf Hitler accepte la démission de Gregor Strasser* ». Rien ne filtre dans l'article sur les raisons de ce départ. La lettre de démission, au sein de laquelle Strasser critique le manque de clarté de la stratégie hitlérienne pour arriver au pouvoir, a probablement été rendu secrète par le parti qui ne veut pas donner à l'opinion une image de fragilité. Hitler tente néanmoins de reprendre la main en organisant une campagne énorme pour obtenir la majorité absolue dans la petite région de Lippe. C'est un véritable succès, le parti nazi semble alors reprendre sa marche en avant. C'est dans ce contexte qu'Hitler atteint

207 KERSHAW I., *op.cit*, p. 564.

208 *Le Matin*, 24 novembre 1932.

209 KERSHAW I., *op.cit* p. 569-570.

finallement son objectif, l'accès à la chancellerie.

Suite à la démission de Schleicher le 28 janvier 1933, Hindenburg se doit de trouver un nouveau chancelier. Le correspondant du *Matin*, Philippe Barrès s'interroge sur l'évolution de la politique allemande et considère que Von Papen a toutes les chances de redevenir chancelier du Reich. Il s'interroge sur les chances d'Hitler et déclare : « *La répugnance du maréchal pour cette issue le rejettera t-elle vers un cabinet présidentiel ? On peut le croire, sans l'affirmer* »²¹⁰. Barrès ne mise donc aucunement sur un cabinet Hitler. Il n'est pas le seul surpris lorsque la nomination d'Hitler semble acquise. En effet, dans son numéro du 30 janvier, *Le Matin* titre « *M. Von Papen prépare t-il vraiment l'arrivée au pouvoir d'Adolf Hitler ?* ». Vingt-quatre heures avant sa nomination, la surprise est de taille. C'est comme si plus personne ne croyait en la possibilité d'un cabinet dirigé par le chef national-socialiste. Pour Barrès cela paraît toujours impossible. Il ne comprend pas pourquoi Von Papen se mettrait subitement à œuvrer pour la constitution d'un gouvernement Hitler :

« *C'est difficile à croire parce qu'aucun de ses amis du parti nationaliste ne désire, le moins du monde, un cabinet Hitler. [...] C'est difficile à croire aussi parce que M. Von Papen qui est l'ami des nationalistes, bien mieux qui est l'un d'eux, peut se considérer lui-même comme un candidat sérieux à la chancellerie* »²¹¹.

Finalement, dans son article du 31 janvier 1933, Barrès doit se rendre à l'évidence, Hitler est bel et bien le nouveau chancelier du Reich. L'arrivée au pouvoir du Führer est bien entendu en première page du quotidien mais elle est quelque peu laissée de côté. En effet, la date du 30 janvier coïncide également avec la chute en France du cartel des gauches et du début d'une nouvelle crise ministérielle. L'actualité française est donc davantage mise sous le feu des projecteurs. Cependant, en troisième page du quotidien, la part belle est laissée à l'actualité allemande. Barrès qualifie l'arrivée au pouvoir d'Hitler comme étant quelque chose de « *juste* ». « *Juste pour lui qui va avoir l'occasion d'appliquer ses idées. Juste surtout, pour l'Allemagne de 1933 qui est enfin amenée à dire son mot, à hisser son vrai pavillon,*

210 *Le Matin*, 29 janvier 1933.

211 *Le Matin*, 30 janvier 1933.

celui du désir de puissance, de l'esprit de revanche »²¹². Il ne faut pas voir dans les propos tenus par le journaliste un éloge de l'hitlérisme. Certes, son passé au sein du Faisceau et l'héritage de son père laissent la possibilité d'émettre l'hypothèse suivante : peut-être qu'Hitler joue le rôle du chef que Barrès aurait toujours voulu voir apparaître en France. Cependant, ses articles prennent très rapidement un caractère antinazi, ce qui limite l'idée d'un véritable enthousiasme. De plus, il est peu probable que l'idée d'une Allemagne qui désire prendre sa revanche soit véritablement quelque chose qu'il approuve. Peut-être a-t-il reçu pour l'occasion une consigne spéciale de son chef, Bunau-Varilla ? Il est également possible d'émettre une autre hypothèse plus simple. Le parti hitlérien, bien qu'étant le premier parti allemand depuis 1930, n'a jamais tenu les rênes du pouvoir. À l'inverse, les autres partis (à l'exception du parti communiste) ont tour à tour eu la possibilité d'appliquer leurs idées en accédant à la chancellerie avec les résultats que l'on connaît. Il est donc juste que les hitlériens aient à leur tour la possibilité de gouverner, d'autant plus qu'ils disposent d'une certaine légitimité étant donné leur prépondérance au Reichstag et dans les différents Landtag du pays. Nous aurons tout loisir de revenir sur la vision de l'Allemagne hitlérienne dans un prochain chapitre. Avant cela, il faut revenir sur un autre aspect intéressant qui ressort de l'étude réalisée sur l'Allemagne dans les colonnes du *Matin*. Il s'agit de s'interroger sur le caractère de la population allemande au cours de cette période allant de 1932 à 1934.

D) L'attitude du peuple allemand, symbole d'un contexte maussade

Au cours des chapitres précédents, il a déjà été possible d'avancer quelques éléments sur la situation du peuple allemand, une des caractéristiques principales étant l'extrême pauvreté d'une partie du peuple allemand. Il s'agit maintenant de voir comment la population réagit devant la forte instabilité politique qui règne dans le pays. Ce qui surprend Kessel dans un premier temps, c'est le calme des allemands devant des échéances qui sont pourtant cruciales comme par exemple les élections présidentielles. Le climat est tellement paisible qu'il n'hésita pas à écrire les lignes suivantes : « *Rien ne signalait que dans le secret des urnes la grande question, que depuis un mois, se posent l'Allemagne et l'Europe avait déjà reçu sa réponse. Une paix qui semblait par contraste plus profonde encore qu'à l'ordinaire descendait*

212 *Le Matin*, 31 janvier 1933.

avec le crépuscule sur les rues »²¹³. Il poursuit plus loin en indiquant que le dimanche s'est déroulé sans heurts. Cette vision offerte par Kessel laisse à penser que le peuple allemand se montre véritablement docile, peut-être même confiant en l'avenir. Cependant une autre thèse vient rapidement se substituer à la précédente. En effet, devant ce climat de violence de rue et d'incertitude politique, les Allemands seraient tellement désabusés, tellement perdus qu'ils ne montreraient plus aucun intérêt à l'évolution politique. Ainsi peu de temps après l'intervention de Von Papen en Prusse, Kessel observe les habitants de la région et s'étonne de voir la ville de Berlin vivre dans une telle tranquillité : « *Les orchestres jouent dans tous les plus grands cafés. [...] Les promeneurs marchent avec cette nonchalance que donnent le loisir, le calme et l'été. Telle est l'image surprenante et difficile à croire qu'offre une capitale en état de siège* »²¹⁴. Le sentiment de perte des Berlinoises est visible quelques lignes plus loin : « *Il semble que le peuple allemand, lassé, blasé, désabusé de la pratique de la liberté donne une adhésion informulée et involontaire aux hommes décidés, hardis qui, en ce moment, le dirigent* ». L'indifférence du peuple allemand se traduit également au bureau de vote puisque Kessel interroge un homme qui, aux élections présidentielles vote pour le parti hitlérien et qui aux élections de novembre 1932 décide de passer à l'extrême-gauche et de voter communiste. L'Allemand ne semble plus s'identifier à aucun parti. Ce qui compte c'est de trouver quelqu'un qui pourrait permettre à l'Allemagne de sortir de la crise. Comme le dit Kessel dans le numéro du 1er août : « *Combien de gens ne savent pas, en pénétrant dans le bureau de vote, pour quelle liste ils se décideront* ». Peu de temps après, un autre journaliste du *Matin*, Henry de Korab, qui se rend parfois en Allemagne (mais dont la principale mission est de rendre compte au public des avancées des différentes discussions qui se tiennent à Genève dans le cadre de la SDN), donne de nouvelles explications sur les raisons qui font que le peuple allemand continue à vivre paisiblement, sans se soucier du chaos politique qui règne au sein du Reich :

« *La vérité c'est que le public est assez indifférent à ce qui peut se passer au Landtag ou au Reichstag. [...] La plupart des allemands [...] n'attache guère d'importance au rôle d'un parlement qui leur paraît condamné, du moins dans sa forme actuelle. Leurs préoccupations vont plus loin et portent sur l'ensemble du régime* »²¹⁵.

213 *Le Matin*, 14 mars 1932.

214 *Le Matin*, 24 juillet 1932.

215 *Le Matin*, 19 août 1932.

Dans ces conditions, ne vaut-il pas mieux passer ses journées d'été au bord du Rhin ou de l'Havel sans se préoccuper d'un gouvernement qui ne passera pas la saison ? C'est en tout cas l'impression que laisse transparaître le peuple allemand aux yeux des reporters du *Matin*. Ce désamour profond se confirme deux jours plus tard. On apprend que Brüning s'est rendu à Rome la veille mais aucune nouvelle n'a filtré sur le lieu où il s'est rendu après. Or l'Allemagne se trouve à la veille d'un vote décisif. Comme le dit de Korab, il semble incroyable que personne en Allemagne ne s'interroge sur sa localisation, y compris dans la presse. De plus, les prochaines élections sont à peine évoquées. Bien au contraire, l'accent est mis sur un sujet tout autre et pour le moins surprenant :

« C'est dans la partie des journaux réservée à la publicité que j'ai trouvé la plus belle nouvelle caractérisant le mieux cette indifférence. [...] Un cafetier y fait part à ses clients qu'il met à leur disposition des transatlantiques sur lesquels ils pourront s'endormir en toute quiétude d'esprit, les garçons de la terrasse se chargeant de les réveiller à l'heure »²¹⁶.

Le journaliste n'hésite donc pas à ironiser sur le peu d'intérêt que le peuple et la presse allemande portent à l'évolution politique du pays. En effet, comme Philippe Barrès l'indique, les Allemands, pour la plupart, votent pour la cinquième fois en cette année de 1932.

La césure à lieu à partir de février 1933, peu de temps après l'arrivée à la chancellerie d'Adolf Hitler. Enthousiaste après la victoire, le peuple allemand subit rapidement la censure mise en place par le régime nazi. Philippe Barrès comprend très vite qu'il est désormais quasiment impossible d'obtenir une pensée qui remette en cause les agissements nazis. Ainsi, après le retrait allemand de la SDN, il écrit ces quelques lignes sur l'attitude du peuple allemand : *« On ne peut pas dire qu'il y ait eu depuis hier en Allemagne la moindre réaction visible dans l'opinion publique. Cela tient probablement à ce qu'il n'y a plus dans ce pays personne qui ose exprimer quoi que ce soit »²¹⁷*. Pourtant, il est impossible d'affirmer que l'ensemble du peuple allemand ait transformé sa couleur politique pour devenir national-socialiste. Au contraire comme le montre Philippe Burrin, certains Allemands sont restés fidèles à

²¹⁶ *Le Matin*, 21 août 1932.

²¹⁷ *Le Matin*, 16 octobre 1933.

des partis plus démocratiques comme le Zentrum qui, aux dernières élections, obtient 10 % des voix²¹⁸. Pareillement, les communistes obtiennent plus de 12% des votes. Cette impression est confirmée dans les colonnes du *Matin* le 4 mars 1933, Brüning prononce un discours devant ses fidèles peu de temps après les nouvelles élections au Reichstag. Et Barrès écrit : « *En Allemagne, il y a du monde pour tout, M. Heinrich Brüning avait, ce soir, une salle presque aussi pleine qu'Hitler hier* »²¹⁹. Ces informations laissent véritablement à penser qu'il n'existe pas une opinion unique en Allemagne mais que la population, craignant des représailles, n'a d'autre choix que de passer sous silence toute revendication. Cette idée est confirmée par la décision d'Hitler de quitter Genève et de proposer de nouvelles élections au Reichstag où une seule liste est présentée, celle des nationaux-socialistes: « *La population semble considérer toute cette affaire comme une énorme représentation officielle. [...] Toutes les cellules de la nation ont perdu leur individualité. [...] L'Allemagne aujourd'hui n'est pas un pays qui choisit, qui vote : c'est une masse qui obéit* »²²⁰. Il y a donc une véritable dénaturalisation de l'individu qui ne joue plus un rôle en tant que tel, sa personnalité n'est plus prise en compte. Désormais l'individu n'est plus qu'un simple rouage mécanique d'un projet beaucoup plus vaste.

Le travail de propagande et de bourrage de crâne orchestré par le parti nazi est parfaitement ficelé. La population allemande ne cesse de se replier davantage sur elle-même et ne reçoit pour informations que ce que le Troisième Reich veut laisser filtrer. La situation est tellement désespérée que le peuple ne parvient plus à cerner le positif et le négatif. Ils peuvent faire penser à de jeunes enfants naïfs, qui ont besoin de se former intellectuellement. Le meilleur exemple est offert par Barrès au début du mois de juillet 1934, juste après la terrible opération d'épuration de la SA déclenchée par Hitler. Le Führer s'inquiétait de voir les sections d'assaut aussi peu disciplinées et aussi contestataires. Ces derniers considéraient que la révolution menée par le parti nazi n'était pas arrivée à son terme. Leur désir était désormais de supplanter la Reichswehr, chose que Hitler ne pouvait concevoir puisqu'il avait besoin de l'appui des chefs de l'armée allemande. Il se devait donc de frapper un grand coup et se débarrasser des chefs des SA qu'il considérait comme des perturbateurs (Röhm notamment). Hitler fait donc croire que certains chefs des

218 BURRIN, Philippe, *les Allemands étaient-ils tous nazis?* L'Histoire, numéro 18, 2003, p. 64-69.

219 *Le Matin*, 4 mars 1933.

220 *Le Matin*, 28 octobre 1933.

sections d'assaut avaient prévu un putsch pour renverser le Troisième Reich et qu'il se devait d'intervenir pour garantir la sécurité de tous. Il profite de ce prétexte pour liquider d'autres ennemis politiques qui n'avaient pourtant aucun lien direct avec la Reichswehr²²¹. C'est notamment le cas du général Von Schleicher. Devant ces événements sanglants, la population est totalement amorphe, incapable de comprendre quoi que ce soit. C'est ce que prouve Barrès en interrogeant un chauffeur de taxi. « *La population est tout a fait immobile, intéressée mais effrayée, et incapable d'agir et même de bien comprendre. Un chauffeur de taxi auquel je disais tout à l'heure "Schleicher est tué" réfléchit longuement et demanda simplement "Est-ce bon cela ?" »*²²². Très rapidement, le régime prend les choses en main, à coup de communiqués officiels il parvient à faire croire à la population que l'attitude de Hitler a été héroïque et que le mal profond provenait bien de l'attitude de la SA : « *L'immense majorité des gens du peuple est frappée de dégoût par le récit des affaires de mœurs, où étaient impliqués certains chefs SA* »²²³. En effet, le régime insiste sur la vision qu'Hitler aurait eu en pénétrant dans la maison de Röhm à Bad Wiessee où il aurait surpris un chef des SA, Heines, dans un lit aux côtés d'un jeune garçon²²⁴. Une telle histoire ne pouvait que choquer davantage le peuple allemand. Ce qui permet à Barrès d'affirmer que « *du côté de l'opinion populaire, l'opération peut-être considérée comme réussite* », prouve une nouvelle fois qu'Hitler contrôle son peuple d'une main de fer.

L'attitude du peuple allemand est belle et bien représentative du contexte de l'époque et se divise en deux périodes bien distinctes. Avant l'arrivée au pouvoir d'Hitler, fatigués par les divisions politiques incessantes et la fragilité du régime, les Allemands ne s'intéressent plus à l'évolution de leur pays. Une fois qu'Hitler est devenu chancelier, la donne évolue. Si le peuple allemand apparaît comme extrêmement passif, ce n'est pas par manque d'intérêt mais tout simplement parce qu'il est piégé par un régime qui le soumet à une censure permanente. Le bourrage de crâne est si important que les Allemands ne peuvent passer outre et n'ont plus accès à des informations qui ne sont pas contrôlées par les autorités. Ils peuvent donc facilement être comparés à un troupeau suivant sans réfléchir son berger.

221 WINKLER H-A., *op.cit*, p. 498.

222 *Le Matin*, 1er juillet 1934.

223 *Le Matin*, 2 juillet 1934.

224 KERSHAW I., *op.cit*, p. 727.

Pour conclure cette partie sur l'image offerte par le quotidien de l'Allemagne entre 1932 et 1934, il semble nécessaire d'ouvrir un nouveau champ de réflexion. Bien que la République de Weimar soit marquée par d'incessants conflits politiques, il ne faut pas moins oublier que durant ces quinze années, le monde artistique allemand est en pleine effervescence. Il faut donc revenir sur la manière dont le quotidien traite de la culture allemande au début des années 1930.

E) Fritz Lang, Rainer Rilke, Paul Klee : artistes inconnus ?

Comprendre l'opinion du *Matin* sur la culture allemande est extrêmement complexe puisqu'aucun article de type culturel n'apparaît dans les colonnes du journal. Pourtant chaque vendredi, en quatrième page du quotidien, il est possible de lire une rubrique intitulée « *la page du cinéma* ». Cependant l'accent est surtout mis sur les films réalisés par des cinéastes français. Il arrive parfois que certains films allemands parviennent sur les écrans français, mais dans ce cas, le journal se contente de faire un bref résumé du film. La place du cinéma allemand au début des années 1930 est pourtant prépondérante. Les plus grands réalisateurs et les plus grands acteurs sont de nationalité allemande. À titre d'exemple, il est possible de citer le nom de Fritz Lang, qui est à l'origine de films comme *Le docteur Mabuse* ou encore *M le Maudit*, qui raconte l'histoire d'un tueur d'enfants. Lang propose parallèlement le portrait d'une Allemagne malade, prête à tomber sous le joug du national-socialisme.

Si le cinéma est absent des colonnes culturelles du quotidien, il est concevable d'imaginer que les reporters qui sillonnent le Reich assistent à un certain nombre de spectacles et de représentations afin de se plonger totalement dans le contexte allemand de l'époque. Or, il n'en est rien. À titre d'exemple, le terme de *Bauhaus*, cet institut des arts et des métiers fondé en 1919 à Berlin et qui a vu un très grand nombre d'artistes y adhérer, y compris le peintre Paul Klee, n'apparaît dans aucun article. Il en va de même pour la littérature allemande, un poète comme Rilke, bien que décédé quelques années auparavant en 1926, n'est jamais évoqué.

Comment expliquer un tel manquement du quotidien ? Plusieurs éléments de

réponse peuvent-être mis en avant. Dans un premier temps, c'est Joseph Kessel qui est chargé par *le Matin*, d'enquêter sur l'Allemagne. Ce dernier se rend sur place avec un objectif très précis : couvrir l'élection présidentielle. Son objectif initial n'était donc pas de s'intéresser à la culture allemande. Il paraît donc compréhensible qu'il n'ait pas cherché à tenir ses lecteurs au courant de l'évolution artistique allemande. En outre, sa maîtrise de la langue allemande laisse à désirer. Il était donc difficilement concevable de voir Kessel se rendre dans des salles de cinéma allemandes pour offrir des comptes-rendus critiques de films.

À l'inverse de Kessel, Philippe Barrès semble être parfaitement germanophone. À aucun moment, ce dernier n'évoque des difficultés de communication avec les personnes avec qui il s'entretient. Sa jeunesse passée en Lorraine n'est peut-être pas étrangère à sa maîtrise de la langue de Goethe. De plus, lorsqu'il se rend en Allemagne, il n'a pas de mission prédéfinie à l'inverse de son prédécesseur. Son champ d'action est donc totalement libre et rien ne semble l'empêcher de traiter de la culture allemande. Pourtant Barrès fait le choix de totalement la laisser de côté. Dans l'introduction de son ouvrage *Le suicide d'une république, Weimar 1918-1933*, Peter Gay explique qu'il existe deux Allemagne : « celle des fanfaronnades, de la soumission abjecte à l'autorité, de l'aventurisme agressif à l'extérieur, du souci obsessionnel de la forme et celle de la poésie lyrique, de la philosophie humaniste et du cosmopolitisme pacifique »²²⁵. De cette dichotomie allemande, Barrès semble avoir fait un choix, il préfère se concentrer uniquement sur l'héritage prussien. L'héritage de Weimar est laissé de côté.

Une fois seulement, il prend l'initiative de se rendre au théâtre à Berlin, c'est le 6 avril 1934, une fois le régime nazi solidement implanté. Le choix de la représentation est tout sauf anodin, puisque la pièce jouée s'intitule *Les cent jours*. Il s'agit de conter au peuple allemand la vie de Napoléon. Le nom du dramaturge lui aussi est pour le moins surprenant, puisqu'il s'agit de Mussolini. Le journaliste se révolte devant la mise en scène de cette pièce. L'accent est mis sur les combinards parlementaires qui refusent d'offrir à Napoléon les moyens qu'il demande pour défendre la France à l'issue de la défaite de Waterloo. L'analogie avec les débuts de la République de Weimar est évidente : « Mais ce qui empoigne le public [...] c'est

225 GAY, Peter, *Le suicide d'une république, Weimar 1918-1933*, Paris, Gallimard, 1995, p. 15.

le discours tragique du Napoléon d'après Waterloo qui veut se croire capable encore de sauver la France des combinards parlementaires qui lui en refusent les moyens.²²⁶» Le fameux mythe du coup de poignard dans le dos est donc une nouvelle fois mis au goût du jour dans cette pièce. Parallèlement l'analogie entre Napoléon, sauveur de la France et Hitler, le sauveur du Reich, paraît inévitable : « *le public entre dans le drame comme dans un drame de chez lui. Il vibre quand Napoléon parle de sauver la patrie* ». Il apparaît évident que ce spectacle n'a d'autre but que de faire l'éloge de la grande Allemagne militariste d'avant-guerre. Mais ce n'est pas tout, il s'agit également d'une éloge du Führer Hitler, qui se bat, à l'image de Napoléon, pour remettre l'Allemagne sur de bons rails. Barrès proteste contre cette analogie en indiquant en conclusion de son article que jamais Napoléon n'aurait fait un bon hitlérien. Le reporter proteste donc contre une certaine forme d'instrumentalisation de l'histoire par les Allemands. Ce qui est regrettable, c'est qu'il décide de se rendre pour la première fois dans un théâtre à une époque où le régime nazi est déjà solidement enraciné. Ce régime, qui est à l'origine de la fermeture du Bauhaus qu'il considère comme étant un défenseur de l'art dégénéré. Cela signifie que le reportage proposé par Barrès se situe dans une période qui est critique pour la culture allemande. Il offre donc l'image d'un art déjà très orienté et imprégné d'une volonté de vengeance. Et malheureusement, la véritable profusion artistique antérieure à la formation du Troisième Reich est totalement passée sous silence. L'image que *le Matin* offre à ses lecteurs de la culture allemande est donc orientée et tronquée.

L'image de l'Allemagne offerte par *le Matin* à ses lecteurs est donc celle d'un pays en pleine crise. La population est pauvre et indifférente, le régime vacille et les combats de rue sont devenus si habituels qu'on ne prend même plus la peine de les évoquer. Cette accumulation d'éléments négatifs fait finalement le jeu des partis extrémistes et notamment du parti national-socialiste ainsi que de son chef, Adolf Hitler, qui arrive au pouvoir le 30 janvier 1933. Il s'agit désormais de revenir plus en détail sur la représentation que le journal *le Matin* offre du Führer ainsi que sur le régime qu'il est en train d'instaurer en Allemagne : le Troisième Reich.

226 *Le Matin*, 5 avril 1934.

Chapitre 6 - La représentation d'Hitler et de l'Allemagne nazie, le rival allemand est de retour

Depuis le 30 janvier 1933, le parti national-socialiste a enfin atteint son objectif qui était de parvenir au pouvoir d'une façon légale. Très rapidement des mesures draconiennes sont prises à l'encontre des adversaires politiques pour éviter que la conquête de la chancellerie ne soit qu'un simple feu de paille. Cependant, il serait faux de croire que tout a commencé le jour où Hindenburg s'est finalement décidé à nommer Hitler chancelier du Reich. Étudier l'image du parti national-socialiste dans les colonnes du *Matin* depuis cette date ne serait pas suffisant. Il est important d'analyser comment le quotidien se situe face à ce parti nazi dès son émergence. Dans le cadre de ce mémoire nous reviendrons donc sur la perception du parti nazi depuis le début du mois de mars 1932. Dans un premier temps, une étude de la représentation du Führer permettra de démontrer qu'Hitler inquiète les journalistes du *Matin*, mais, qu'en parallèle, il suscite une part d'admiration. Une réflexion similaire peut être faite au sujet de la propagande démentielle que les nazis ont su mettre en place. Après la journée du 30 janvier 1933, le parti nazi semble connaître une période faste où tout lui réussit, les journalistes n'hésitent pas à le présenter comme un mouvement qui paraît inébranlable. Est-il réellement possible d'affirmer que la toute puissance du régime national-socialiste est incontestable ? Enfin, il s'agira de revenir sur les relations franco-allemandes au cours de cette période : peut-on trouver dans les colonnes du *Matin* des articles considérant comme possible une entente entre les deux nations ? Ou bien peut-on lire que les divergences qui les opposent sont trop importantes ?

A) La représentation du Führer, des sentiments opposés, entre crainte et admiration

Les sympathies du propriétaire du *Matin* Bunau-Varilla à l'égard du parti national-socialiste peuvent laisser penser que le ton tenu par le quotidien à l'égard du mouvement hitlérien sera relativement positif. Pourtant, très rapidement, il est possible de lire tout le mal qu'un reporter comme Kessel pense du Führer. Dans son premier article couvrant les élections présidentielles du printemps 1932, Joseph

présente les forces en présence et insiste sur les deux protagonistes et candidats principaux que sont Hindenburg et Hitler. S'il laisse poindre une véritable admiration pour le glorieux général allemand : « *Le plus glorieux soldat de l'Allemagne* », il se montre d'emblée extrêmement hostile au candidat national-socialiste qu'il n'hésite pas à désigner comme étant « *l'ancien peintre en bâtiment* ». Cette opposition entre les deux hommes est une nouvelle fois mise en avant dans le numéro du 14 août 1932. Après la démission du cabinet Brüning, le président Hindenburg rencontre les différents chefs de partis politiques pour essayer de former une majorité parlementaire. Il rencontre Hitler qui espère obtenir le poste de chancelier. Kessel s'amuse en imaginant le contour de cette rencontre : « *on imagine face à face l'ancien peintre en bâtiment et le vieux maréchal. L'un démagogue, brumeux, moitié révolutionnaire et moitié prophète; l'autre tout forgé de discipline, de silence et de tradition* »²²⁷. Kessel plante donc le décor et affiche, dès le début de l'année 1932, ses sympathies à l'égard du vieux président qu'il considère comme le seul homme capable d'empêcher le basculement de l'Allemagne dans une dictature nationale-socialiste. Son aversion pour le parti nazi est confirmée lorsqu'il évoque le programme politique de ce dernier. Il parle d'un programme « *sans contours et sans limites* ». Philippe Barrès également proposera une comparaison entre les deux hommes qui est très significative. Après la mort du président Hindenburg il écrit : « *Hindenburg était l'eau de l'Allemagne, Hitler en était le vin, désormais nous allons avoir le vin pur, la liqueur forte* »²²⁸. Le journaliste émet déjà une forme d'avertissement sur les dangers de l'hitlérisme.

Plus que le mouvement national-socialiste lui même, c'est bel et bien le personnage d'Adolf Hitler qui horripile Joseph Kessel. Cette impression est confirmée dans le numéro du 12 mars 1932 puisque le Führer se fait véritablement ridiculiser par la plume de Kessel. Pour la première fois de sa vie, le reporter du *Matin* a la possibilité d'assister à une manifestation nationale-socialiste avec, pour bouquet final, l'apparition du natif de Braunau qui prononcera un discours une fois que le feu d'artifice déclenché à l'occasion de son arrivée sur scène sera terminé. Toute cette attente pour voir le personnage d'Hitler agace Kessel qui n'hésite pas à écrire: « *Le devin ne descendait de ses nuées chargées de foudre et de mystérieuses*

²²⁷ *Le Matin*, 14 août 1932.

²²⁸ *Le Matin*, 3 août 1934.

promesses que pour délivrer son message »²²⁹. Néanmoins, le reporter attend beaucoup de ce discours d'Hitler. En effet, il a beaucoup entendu parler avant son arrivée en Allemagne de la puissance du Führer et de ses discours, capables de véritablement transcender une foule et qui nourrit à l'époque un véritable imaginaire collectif. La description que Kessel offre est tout simplement aux antipodes de l'image habituelle. Il offre aux lecteurs du *Matin*, une vision tragico-comique du personnage :

*« Jamais stupeur ni déception ne furent aussi grandes que les miennes en cet instant. Devant moi se tenait un homme vêtu d'un médiocre costume noir, sans élégance, ni puissance, ni charme aucun, un homme quelconque, triste et assez vulgaire. [...] Il avait le front étroit, le nez court. [...] Au dessus d'une toute petite bouche, une moustache réduite à une tâche noire faisait l'effet d'un comique laborieux. Cet homme, c'était Adolf Hitler »*²³⁰.

On sent véritablement en lisant ces quelques lignes que Kessel ne comprend pas comment un tel personnage a pu se hisser si rapidement comme un potentiel président de la République allemande.

Même si l'apparence du Führer déçoit Kessel, il espère comprendre la frénésie de la foule en écoutant le discours qu'Hitler a concocté. Là encore, la déception du reporter est de taille. *« Aux premières phrases, mon incrédulité fut plus profonde encore, la voix était banale, un peu rauque, commune. »*. Cependant, après une bonne heure de discours, la donne évolue enfin. Hitler change d'attitude et se montre de plus en plus agressif. Ce qui pousse Kessel à considérer Hitler comme un mégalomane qui, lorsqu'il parle de lui, de son parcours, commence à vibrer, s'extasier et à hausser la voix. Son éloquence à ce moment précis devient saisissante et la foule semble subjuguée : *« L'inspiration s'emparait de lui. C'étaient cris sur cris, crise sur crise, chaque fois que le mot "Je" s'échappait de ses lèvres. [...] Adolf Hitler se croyait un si grand homme qu'il en avait persuadé ses auditeurs »*. Pour le reporter du *Matin*, si la foule est tellement fascinée par la personne d'Hitler c'est parce qu'il semble communiquer un véritable espoir à des gens qui comme lui, ont vécu dans la misère. S'attacher à Hitler, c'est en quelque sorte se reposer sur l'ultime bouée de sauvetage que l'on trouve à portée de soi. Cette description d'Hitler comme

229 *Le Matin*, 12 mars 1932.

230 *Ibid.*

étant une sorte de monstre est reprise par Sebastian Haffner qui montre que le peintre autrichien a su, en dépit de son désavantage physique, se faire comprendre et accepter du peuple allemand. Il n'hésite pas à écrire qu'il est surprenant de voir « *la fascination qu'exerce précisément dans son excès même, la lie la plus écœurante* »²³¹.

Les sentiments de Kessel à l'encontre du candidat nazi étaient par ailleurs visibles dès le début de l'article puisqu'il n'hésite pas à titrer « *Hitler ou le mégalomane contagieux* ». Le 15 mars 1932, après le résultat du premier tour des présidentielles, il montre sa satisfaction de voir que Hindenburg est passé tout proche d'une victoire totale dès le premier vote. Il pointe du doigt la défaite du NSDAP, bien que le parti ait encore gagné de nouveaux électeurs. On peut même affirmer que les propos tenus par Kessel frôlent parfois la provocation puisqu'il n'hésite pas à qualifier le candidat nazi de « *faux dictateur* » qui a « *mal joué en n'essayant pas de (sic) (d'utiliser) la force au moment où il le pouvait, en prenant une voie légale en n'étant pas sur de vaincre* »²³². C'est à ce moment, comme nous l'avons vu précédemment, que le reporter évoque la possibilité d'une crise de l'hitlérisme.

Philippe Barrès également s'intéresse de très près à la personnalité de Hitler ainsi qu'à ses discours. Il dresse lui aussi un portrait peu reluisant du personnage : « *Plutôt lourd, vêtu d'une mauvaise culotte, d'une chemise commune, la ceinture un peu de travers avec un visage un peu bouffi et un regard pesant* »²³³. D'après lui, les propos qu'il tient sont pour la plupart sans intérêt véritable. Comme à son habitude, il évoque son passé, le traité de Versailles, le communisme, les premiers gouvernements de Weimar. Ce qui pousse le journaliste à écrire : « *Tout cela est d'une simplicité, pour tout dire, d'un vide déconcertant, mais peut-être voulu. Et le public suit avec passion* ». Après plus d'un an et demi passé à Berlin il propose d'ailleurs une définition du discours typique hitlérien. Un vrai discours hitlérien sera « *creux pour un Français, mais pour un Allemand, plein de choses* »²³⁴. Barrès est totalement dans le juste lorsqu'il déclare que le vide des propos de Hitler est voulu. Comme l'a démontré l'étude de Stern, le discours du Hitler candidat, et celui du chancelier n'évolue guère. Le même schéma est toujours suivi : dans un premier

231 HAFFNER, Sebastian, *Le monstre se mit à fasciner*, L'Histoire, numéro 18, 2003, p. 57.

232 *Le Matin*, 15 mars 1932.

233 *Le Matin*, 11 février 1933.

234 *Le Matin*, 18 août 1934.

temps le Führer raconte l'histoire du parti, s'en suit l'élément d'information. Hitler l'accompagne d'accusations, de menaces qui seraient dirigées contre sa personne où le Reich allemand. Vient ensuite la péroraison où le chef assure son attachement à la nation et son engagement envers celle-ci²³⁵. Les journalistes Barrès et Kessel se plaignent tous deux du manque criant d'information nouvelle qu'offre Hitler à chacune de ses sorties. Là encore, Stern explique qu'il s'agit d'un effet voulu par le chef, qui, pour être en parfaite osmose avec la foule, se doit de délivrer un contenu déjà connu de ses auditeurs. Il en va de la réussite de ses discours. Il n'est donc pas étonnant que les reporters du *Matin* soient frustrés à la fin de chaque intervention du Führer. Ce qu'ils souhaitent, c'est obtenir de l'information, en savoir plus sur les desseins allemands, et Hitler ne leur apporte pour réponse que les lieux communs habituels comme la lutte contre l'ordre de Versailles.

Bien que les journalistes du *Matin* semblent peu apprécier le personnage d'Hitler, il arrive parfois qu'ils se montrent positifs à son égard. C'est notamment le cas de Philippe Barrès qui lui trouve un certain nombre de qualités. Une des premières qualités mise en avant est celle de l'honneur. Le fils de Maurice Barrès n'hésite pas à souligner dans le numéro du 13 avril 1933 le déroulement d'un fait extrêmement rare en politique. Il met en avant la très bonne entente entre Hitler et Göring. En effet, il évoque une lettre que le chancelier du Reich envoie à son ami et ministre de l'intérieur de Prusse pour l'informer qu'il lui offre une nouvelle responsabilité : celle de commissaire du Reich pour l'État de Prusse. Au sein de cette lettre Hitler fait un véritable éloge de son ami de longue date et le remercie de sa confiance. C'est le côté humain de cette lettre qui touche Barrès et le pousse à écrire qu'il « *semble bien exister entre Hitler et M. Göring [...] certains sentiments, un véritable attachement rare entre hommes politiques* »²³⁶. Le reporter fait en quelque sorte l'éloge d'un véritable esprit de camaraderie. Il faut sûrement y voir une critique de la situation politique en France qui est marquée par une forte instabilité politique où les gouvernements se font et se défont, où le concept d'amitié politique semble totalement obsolète.

Le 6 mai, alors que les nazis sont sur le point d'obtenir l'ensemble des

235 STERN J-P., *Hitler : le Führer et le peuple*, Paris, Flammarion, 1995, p. 64-65.

236 *Le Matin*, 13 avril 1933.

pouvoirs puisque les nationalistes quittent le gouvernement les uns après les autres ou adhèrent au NSDAP, Barrès, bien qu'il ne cautionne pas la violence des menées hitlériennes et la dictature qui se met en place, ne peut s'empêcher de déclarer son admiration devant la rapidité de conquête du pouvoir des nazis : « *Au point où en sont les choses [...] on ne peut s'empêcher de trouver que les hitlériens ont mené les choses rondement* »²³⁷. Au milieu de l'année 1934, il va beaucoup plus loin puisqu'un de ses articles est pratiquement un éloge de la politique hitlérienne et du Führer. Il montre l'importance d'Hitler, qui a su redonner confiance à un peuple allemand qui était totalement désabusé et qui a su mettre un terme aux divisions politiques. L'Allemagne ressemble désormais davantage à une communauté unie, qui croit en son Führer et qui marche vers des jours meilleurs. Il est cependant peu probable qu'il s'agisse véritablement d'une adhésion du reporter aux actions menées par les dirigeants du Troisième Reich tant sa pensée antihitlérisme domine l'ensemble de ses autres articles. À l'issue de son article, il rassure par ailleurs les lecteurs du journal en déclarant que « *Les patriotes français les plus sensibles voudront ne pas se choquer de la place que je fais ici à l'œuvre des chefs allemands dont les méthodes ni les idées ne sont les autres* »²³⁸. Comment interpréter alors cet enthousiasme passager du journaliste ? La réponse est probablement à rechercher dans le passé de Philippe Barrès, dans son enfance aux côtés de son père Maurice et dans sa vie au sortir de la guerre qui l'a vu rejoindre le Faisceau français. À cette époque, son désir de voir une personnalité forte s'imposer à la tête de l'État français est une évidence. Cet article, qui peut rappeler le passé ligueur de Barrès, est néanmoins atténué par les déclarations qu'il fait à la fin de l'article pour rassurer les patriotes français. Dans le cadre de son ouvrage qu'il réalise en parallèle durant son périple allemand, Philippe prend davantage de liberté et revient sur la figure d'Hitler et fait part de son regret de ne pas avoir vu apparaître en France un personnage qui soit de la trempe d'Hitler, non pas pour ce qui est des idées défendues, mais pour son caractère et son véritable rôle de guide d'une nation : « *Toutes les puissances de rêve avec quoi Hitler réveille aujourd'hui l'Allemagne, ce sont des puissances dont nous n'avons pas voulu nous servir hier. Je le regarde, cet ennemi qui a su tirer parti de ce que nous abandonnions et c'est avec un mélange d'horreur, d'admiration et de regret* »²³⁹.

237 *Le Matin*, 6 mai 1933.

238 *Le Matin*, 4 mai 1934.

239 BARRES, Philippe, *Sous la vague hitlérienne*, Paris, Plon, 1934, p. 218-219.

L'image renvoyée par le personnage d'Hitler est donc double. Les journalistes du *Matin* proposent une image repoussante du nouvel homme fort allemand et montrent très rapidement leur antihitlérisme. Mais, derrière la politique menée par le chancelier, se trouve un homme fort qui dispose malgré tout de quelques qualités. Et c'est cet aspect du personnage que les journalistes, et notamment Barrès, auraient aimé voir apparaître chez un homme politique français. Le rattachement de Philippe en 1940 au général de Gaulle n'est d'ailleurs pas anodin. Le général se rapproche grandement de l'image du dirigeant politique idéal que se fait Philippe Barrès. Après s'être intéressé à la représentation du Führer, il est important de revenir sur la propagande mise en place par le régime nazi. Phénomène nouveau par son ampleur et sa démesure, quelle est la réaction des reporters du *Matin* devant ce spectacle pour le moins surprenant ?

B) Effroi et stupéfaction devant la démesure de la propagande nazie

La propagande nazie a un double effet sur les reporters du *Matin*. S'ils se disent stupéfaits devant une telle mesure, ils n'hésitent pas pour autant à montrer leur effroi devant un appareillage qui apparaît comme étant parfaitement ficelé. Joseph Kessel est le premier à s'intéresser à la propagande nazie au cours des élections présidentielles. Ce qu'il cherche à comprendre, c'est comment le parti peut exercer une si grande influence et rassembler tant de fidèles. Pour cela, il décide de se rendre dans un quartier pauvre de Berlin, Reinickendorf, qui est surtout composé d'ouvriers et qui a des sympathies pour le parti communiste. La scène qui se déroule sous les yeux du journaliste lui glace véritablement le sang. Des troupes d'assaut assurent la sécurité : « *On sentait que c'était des machines à frapper, tranquilles, méthodiques, implacables* »²⁴⁰. La surprise de Kessel est de taille lorsqu'il voit que l'homme qui prononce le discours est le parfait clone d'Hitler. Cet homme, qui ressemble au Führer et travaille pour lui, le reporter n'hésite pas à lui donner le nom de « *forgeron de Hitler* ». Ce type d'individu tente de totalement reformater l'esprit de l'auditoire afin que celui-ci abandonne ses anciennes sympathies politiques pour devenir un partisan du national-socialisme. Joseph comprend rapidement comment cette transformation politique s'opère : « *Il fut évident qu'il était habillé à mener les foules simples, à trouver avec elles un brutal contact, à réveiller les plus troubles instincts.*

240 *Le Matin*, 9 mars 1932.

[...] *Et chaque mot, chaque rire, chaque plaisanterie, visaient à soulever, nourrir et attiser la haine* ». Le discours tenu est proche de celui que tient Hitler à chacune de ses sorties, à savoir la lutte contre le traité de Versailles, l'appel à la revanche à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. Et quand cela n'est pas suffisant, le couplet sur le juif, bouc-émissaire parfait, est ressorti. Le style est toujours le même, quel que soit l'orateur nazi. Comme le dit très bien Fabrice d'Almeida, la propagande nazie s'appuie sur l'usage d'un ton brusque et tranchant, des phrases véritablement cinglantes sont utilisées et reviennent à chaque discours comme des slogans. Mais en parallèle, pour rallier l'opinion, ces « *forgerons* » n'hésitent pas à utiliser l'humour et l'ironie²⁴¹. Les craintes de Kessel sont totales lorsqu'il décrit l'auditoire à l'issue de la réunion : « *À la fin de la séance, toute la salle debout salua à la fasciste le nom de Hitler et chanta un hymne pesant à sa gloire* ». Il n'hésite pas à comparer la population venue assister au discours aux SA qui montaient la garde à l'entrée en indiquant que désormais, la même haine était visible sur leur visage. De ce reportage terrifiant, Kessel veut probablement montrer à quel point l'endoctrinement d'une population, surtout dans un contexte de crise, semble facile avec un peu de maîtrise dans le domaine de la rhétorique. Néanmoins, il s'agit également d'un véritable avertissement lancé à la population française, pour qu'elle réalise que les événements se déroulant en Allemagne pourraient à plus ou moins long terme, avoir des conséquences sur le quotidien des Français. Pour appuyer cette idée, il n'hésite d'ailleurs pas à écrire qu'en étant le seul Français présent dans cette salle, il s'est senti à plusieurs reprises en danger : « *Je prenais quelques notes; par dessus mon épaule, les hommes de choc regardaient en grondant sourdement. Était-ce pour moi que des infirmières bénévoles portant le brassard de la Croix-Rouge attendaient dans un coin ?* ». Dans un article datant du 27 juillet, Kessel se rend dans la ville allemande de Siemens, une nouvelle fois, l'expérience qui se déroule dans le quartier de Reinickendorf se confirme.

Il serait cependant trompeur de limiter la propagande nazie à ces petites réunions où les fidèles d'Hitler convertissent les petites gens. L'appareil de propagande nazi est bien plus vaste, et s'appuie par exemple sur la maîtrise de la radio. *Le Matin* montre l'avantage du national-socialisme qui comprend très tôt le

241 D'ALMEIDA Fabrice., *Goebbels était-il un génie de la propagande ?* L'Histoire, numéro 312, septembre 2006, p. 50- 53.

pouvoir de la radio comme le montre l'article du 11 février 1933 où Goebbels déclare l'importance des « *appareils de radio qui vont faire entendre par vingt millions d'allemands les paroles de Hitler* ». Les autres partis politiques allemands ne se sont pas de suite penchés sur les vertus de cet appareil. En outre, une fois chancelier, Hitler met en place une politique qui favorise la vente de ces postes : « *Au début du règne [...] le nombre de postes chez les particuliers dans le Reich a augmenté de 250 000* »²⁴². En effet, à travers la diffusion de messages radiodiffusés, la possibilité de tenir la population sous contrôle était beaucoup plus grande. Mais ce qui provoque davantage encore l'admiration et la terreur des reporters du *Matin*, c'est le caractère majestueux que prennent les grandes cérémonies hitlériennes.

Le meilleur exemple est offert par Joseph Kessel dans le numéro du 28 juillet 1933. Dans le cadre des élections du nouveau Reichstag, Hitler décide la tenue d'un certain nombre de meetings qui sont tous ponctués d'un très grand nombre d'artifices. Le reporter du *Matin* décide de se rendre à la cérémonie organisée par Hitler au stade de Grünewald à Berlin. Il se montre dans un premier temps extrêmement surpris de voir un discours politique se tenir dans une telle arène. Il est cependant très vite convaincu par la nécessité de réserver un lieu si important puisque depuis trois jours déjà, l'ensemble des places mises sur le marché ont trouvé preneur. Assister à un discours du Führer ce n'est pas seulement écouter ce que le chef du national-socialisme a à dire; c'est également assister sous ses yeux à un spectacle immense, voir une série de défilés organisés par les SA, écouter la musique jouée par un orchestre nazi et surtout chanter, chanter les louanges du Führer et les principaux hymnes tels que le *Deutschland über alles* : « *Depuis deux heures (les spectateurs) se trouvaient là, écoutant les marches militaires que les orchestres nazis en uniforme, et menés avec vigueur, déversaient sur le stade frémissant* »²⁴³. Il insiste sur la véritable patience du public, qui attend depuis des heures et des heures la venue du Führer. Ce dernier se décide à apparaître seulement quand la nuit est suffisamment tombée. En effet, le natif de Braunau a toujours considéré l'obscurité comme étant le meilleur moment pour obtenir une parfaite communion avec son public²⁴⁴. L'apothéose du spectacle est l'arrivée d'Hitler dans le stade qui crée un climat de transe généralisé : « *Il sembla qu'un orage se déchaînait, tant fut tumultueux le*

²⁴² *Le Matin*, 20 septembre 1932.

²⁴³ *Le Matin*, 28 juillet 1932.

²⁴⁴ STERN J-P, *op.cit.*, p. 64.

délire. Les femmes surtout semblaient près de l'extase, de l'évanouissement. Et les fanfares tonnaient. Les troupes d'assaut, le bras levé selon le rite fasciste, hurlaient leur dévouement ». Ce spectacle, Kessel le rend horrifiant. Il parvient à créer une atmosphère de malaise, notamment à travers la présence dans tous les coins du stade et sur l'estrade du feu qui jaillit de toute part. L'antihitlérisme de Kessel est trop fort pour qu'il ne saisisse pas l'occasion de comparer ce meeting monstre à une arrivée en Enfer. La description d'Hitler le rapprochant par ailleurs du diable : « *Jamais je n'oublierai son regard d'orgueil, presque dément. Puis sur cet autel monstrueux, sa voix amplifiée par les hauts-parleurs parut la voix du tabernacle* ». Ce spectacle qui s'offre sous les yeux d'un des plus grands reporters de l'époque n'est pas un cas isolé, puisqu'une fois arrivé au pouvoir, le parti nazi ne va avoir de cesse d'organiser de telles cérémonies qui sont toutes plus majestueuses les unes que les autres. L'effet de surprise étant probablement passé, *le Matin* cesse de s'étendre sur le déroulement de celles-ci. On sent même poindre un soupçon d'ennui devant la répétition de ces spectacles. Le cérémonial est toujours organisé de la même manière : « *Pendant une heure et demie, les lentes paroles d'exhortation à l'union, à la fierté nationale, à la dureté envers les adversaires du dedans et du dehors, amplifiées par les hauts-parleurs, sont écoutées avec une religieuse gravité* ». À l'issue du discours, le processus reste toujours le même, les SA se mettent à chanter et toute la population présente suit l'initiative des troupes hitlériennes. Ce chœur est très souvent suivi d'un défilé puis par des jeux de lumière, notamment la représentation d'une croix gammée enflammée dans le ciel. Cette forme de monotonie a parfois le don d'exaspérer Philippe Barrès qui n'hésite pas à écrire que « *la perfection du tout fait qu'on s'ennuie* »²⁴⁵.

Enfin, la propagande nazie peut également être synonyme d'une certaine forme d'embrigadement de la population. Après le 30 janvier 1933, les nazis mettent en place de véritables opérations publicitaires qui sont en réalité des actes de bourrage de crâne. Philippe Barrès s'offusque devant cette propagande qui prend des formes parfois totalement inconsidérées. Il est par exemple possible d'évoquer le plébiscite mis en place par Hitler peu de temps après la mort d'Hindenburg. Par ce vote, Hitler entend se voir conforter dans sa décision de cumuler la double fonction de président et de chancelier du Reich. Bien que le résultat du plébiscite soit connu à

245 *Le Matin*, 2 mai 1934.

l'avance, le parti nazi organise une véritable campagne pour que le peuple allemand vote « *Ia* ». L'article rédigé par Barrès le 19 août 1934 porte par ailleurs le titre suivant : « *Ia, ia, votez ia* ». Il s'indigne devant la démesure que prend la propagande nazie : « *Sur chaque arbre des villes, sur chaque porte, sur chaque fenêtre, sur chaque wagon des trains, sur chaque locomotive, sur chaque carte postale depuis quatre jours, on ne voit que le mot "ia"* »²⁴⁶. La violence de cette propagande pousse d'ailleurs le reporter à se montrer ironique et à écrire que « *Tous ces "ia" me donnent la soif du "nein"* ». Cependant, cette idée ne semble pas partagée par le restant de la population qui semble totalement sous la coupe hitlérienne. Le parallèle peut-être fait avec l'analyse qui a été effectuée sur le tempérament de la population allemande, qui semble tout simplement incapable de penser autrement que son Führer. Dans cet article, le journaliste s'exaspère de voir les élites, qui autrefois critiquaient le nazisme se ranger derrière Hitler. À l'image du fils du désormais feu président Hindenburg qui n'hésite pas à dire que son père aurait probablement voté « *Ia* » lors de ce plébiscite. Barrès compare ces hommes à « *une immense horde de moutons bêlants* ».

Il est donc possible d'affirmer que la grandeur de la propagande nazie a surpris et effrayé les journalistes du *Matin*, mais que, devant la répétition fréquente de grandes manifestations similaires en tout point, ils ont fini par s'en lasser et ont eu quelque peu tendance à ne plus trop les décrire. Après avoir étudié partiellement la propagande nazie (qui est un champ d'étude bien trop vaste pour être analysé plus en profondeur dans ce mémoire), il est important de revenir sur l'image que le quotidien offre du parti nazi après le 30 janvier 1933. Les reporters du *Matin* proposent-ils l'image d'un parti tout puissant ou préfèrent-ils pointer du doigt les limites de l'hitlérisme ?

C) Un parti inébranlable ?

L'image offerte, par le journal *le Matin*, du parti national-socialiste après son arrivée au pouvoir, est essentiellement celle d'un parti extrêmement puissant que rien ne semble pouvoir mettre en péril. Philippe Barrès donne des éléments permettant de comprendre pourquoi les nazis n'auront certainement aucune difficulté à se maintenir au pouvoir : « *La réalité c'est l'adhésion d'une partie énorme de la population au*

²⁴⁶ *Le Matin*, 19 août 1934.

*régime national-socialiste [...] La réalité, c'est une police bien en main et ce sont des milliers de partisans concentrés en silence autour de Berlin »*²⁴⁷. Selon le journaliste, le pouvoir nazi repose donc sur deux piliers essentiels, d'une part l'assentiment du peuple allemand dans sa grande majorité et d'autre part, l'utilisation d'une certaine forme de terreur en contrôlant les principales forces de répression. Cependant, il minimise le rôle joué par tout l'appareillage répressif et s'appuie davantage sur l'adhésion du peuple allemand comme il le déclare dans le numéro du 26 août 1933 : « *Le respect de la force, la peur de la violence, ne jouent pas le rôle qu'on pourrait croire dans cette acceptation presque unanime* ». Barrès préfère avancer d'autres éléments d'explications comme par exemple le fait qu'Hitler n'ait aucun rival. « *Ceux-là mêmes des Allemands qui, dans le fond d'eux-mêmes, repoussent Hitler, ses méthodes et ses idées, n'ont pas, pour donner corps à leur pensée, l'image d'un digne adversaire de Hitler* ». Les propos tenus par le reporter semblent-être d'une logique implacable. Peut-être même peut-on y déceler une forme de fausse naïveté. En effet, comment pourrait-il en être autrement à ce jour en Allemagne ? Hitler, ayant éliminé toute forme d'opposition politique et ayant rendu illégale la constitution de tout autre parti, comment serait-il possible de voir se dresser un quelconque individu capable de s'opposer au Führer ? Ce dernier verrait sa liberté fortement compromise et terminerait probablement ses jours dans un camp de concentration à l'image des nombreux communistes qui ont continué à travailler clandestinement pour leur parti en dépit de l'interdit formulé par le chancelier.

Si le régime hitlérien séduit la population, c'est également parce qu'il propose des idées, met en place des réformes. Chose qui avait totalement disparu du paysage allemand depuis plusieurs années. Barrès interroge un de ses amis allemands qui à l'origine, est tout sauf un partisan du parti national-socialiste. Celui-ci tient les propos suivants :

*« Vous savez que je suis éloigné de l'idéologie hitlérienne. Mais j'ai vu mettre sur le chantier, depuis six mois, plus d'entreprises pratiques que dans les douze années précédentes. Que ce soient les remaniements d'impôts, les économies administratives, l'incorporation des chômeurs à l'économie nationale par de grands travaux, tout cela est mis en route »*²⁴⁸.

²⁴⁷ *Le Matin*, 5 mars 1933.

²⁴⁸ *Le Matin*, 26 août 1933.

Cette adhésion de la population aux actions menées par le nouveau régime pousse Barrès à écrire que « *Hitler est vraiment maître de l'Allemagne* ». De plus, devant la grandeur des cérémonies organisées par le NSDAP et devant l'engouement de la population qui se rend par centaines de milliers à toutes ces manifestations, il est difficile de ne pas se rallier à l'avis du journaliste. En évoquant la masse d'Allemands se déplaçant pour assister à la journée de fête nationale-socialiste du travail, Barrès parle du « *bruit de millions de pas cadencés* »²⁴⁹ qui se rendent aux festivités organisées par le parti national-socialiste. Il évoque également les centaines de bus et de trains tous plus remplis les uns que les autres qui proviennent de tous les horizons du Reich et qui attendent avec impatience de pouvoir écouter le Führer. À l'image de cette photo prise dans les colonnes du *Matin* à l'occasion de la suppression d'un drapeau républicain, l'adhésion populaire semble gigantesque.



Image 5 : *Le Matin*, 15 mars 1933

L'apothéose de la puissance d'Hitler dans le cadre de notre étude est la date du 2 août. Il s'agit d'une journée extrêmement importante pour le chancelier Hitler puisque, suite au décès du président Hindenburg, il décide de cumuler la fonction de

²⁴⁹ *Le Matin*, 2 mai 1934.

chancelier du Reich et de président pour devenir le Reichsführer allemand. Désormais, son pouvoir semble sans limites puisqu'il est devenu le commandant suprême de l'armée allemande. Pleinement conscient du danger que cela signifie, Barrès écrit la phrase suivante en conclusion de son article relatant la mort de Hindenburg : « *Désormais il est maître de l'Allemagne comme jamais personne ne l'aura jamais été* »²⁵⁰. Le régime totalitaire que voulait instaurer Hitler semble désormais profondément enraciné. Comme l'écrit Kershaw, l'Allemagne venait de « *s'abandonner, pieds et poings liés, à la dictature qu'elle avait créée* »²⁵¹.

Il serait néanmoins faux de laisser croire que *Le Matin* décrit l'ascension du national-socialisme comme un long chemin sans embûches. Au contraire, le journal n'hésite pas, lorsque le cas se présente, à pointer du doigt les problèmes rencontrés par le chancelier Hitler ainsi que les nombreux dysfonctionnements du régime. D'après Barrès, il existerait un certain nombre de tensions au sein du parti nazi. Les tensions entre Hitler et Strasser ont déjà été évoquées et sont totalement fondées, cependant, l'ancien membre du Faisceau s'interroge sur une possible mésentente entre Hitler et Goebbels. Très souvent dans ses articles, il évoquera une certaine rivalité entre les deux hommes. Dans le quotidien du 11 février, il assiste à un discours du futur ministre de la propagande. Semblant bel et bien douter de son attachement au chancelier, il émet l'hypothèse suivante : « *Le curieux petit bonhomme ! Quel jeu joue t-il là ? Le jeu du Führer ou bien le sien ?* »²⁵². À la veille de la nuit des longs couteaux, il évoque encore cette dissension entre les deux hommes. D'après lui, Goebbels représente toujours l'aile gauche du parti et semble donc prendre position en faveur des sections d'assaut : « *C'est pour entretenir malgré tout, l'espérance chez ceux-là, que lutte M. Goebbels* »²⁵³. En s'appuyant sur les travaux de Stefan Martens, il est possible d'affirmer que Barrès fait fausse route. Il est vrai que lorsqu'il adhère au parti national-socialiste, Joseph Goebbels considère davantage Strasser comme le véritable idéologue du parti nazi. Il se sent plus proche de l'aile gauche du mouvement. Mais très vite, il laisse de côté ses premières impressions pour se rapprocher du Führer. La lecture du journal qu'a tenu Goebbels confirme cette impression. Il est même possible d'y déceler une véritable admiration

250 *Le Matin*, 2 août 1934.

251 KERSHAW I., *op.cit.*, p. 744.

252 *Le Matin*, 11 février 1933.

253 *Le Matin*, 26 juin 1934.

pour l'Autrichien de naissance. À ses yeux, Hitler est l'homme à qui il faut toujours se fier puisqu'il a toujours raison²⁵⁴. Il paraît donc peu probable que Goebbels défende encore véritablement les SA quelques jours avant le début de l'épuration envisagée par Hitler. Dans son article du 28 juin, Barrès semble enfin réaliser qu'il fait fausse route puisqu'il indique que finalement, Goebbels a décidé de lâcher les sections d'assaut et de se ranger derrière le Führer : « *M. Goebbels vient de s'associer aux mesures que la direction du parti national-socialiste a prises hier, en interdisant toute activité politique aux S.A pendant le mois de juillet* ». Le lendemain, il confirme sa nouvelle vision : « *Même entre Göbbels et Hitler il ne semble pas que la tension soit aussi forte qu'on a pu le supposer* »²⁵⁵. Le discours que tient par ailleurs Goebbels le 1er juillet qui est une véritable profession de foi de loyalisme envers le Führer, va dans ce sens.

S'il est évident que Barrès s'est fourvoyé en voulant opposer Goebbels et Hitler. Il paraît évident que le parti nazi n'a pas été aussi solide qu'il a voulu le laisser transparaître. La première fois que le régime national-socialiste apparaît dans une position de faiblesse aux yeux de Barrès, c'est au début du mois d'avril 1933. Les dirigeants du parti ont décidé de mettre en place un boycott des commerces juifs situés en Allemagne. Cette décision entraîne une série de protestations internationales et notamment de la diaspora juive qui décide à son tour de boycotter les marchandises allemandes. Ce qui pousse l'envoyé spécial du *Matin* à tenir les propos suivants : « *Le gouvernement de Hitler traverse le moment le plus difficile qu'il ait connu depuis le 30 janvier, et malgré les efforts de la presse officielle, l'opinion commence à sentir ses difficultés qui sont multiples* »²⁵⁶. Ce boycott est par ailleurs loin d'obtenir le succès escompté car, comme l'indique Kershaw dans la biographie qu'il écrit sur le Führer, dans certaines villes du Reich la clientèle a très largement ignoré les SA qui étaient postés devant les magasins pour dissuader la population d'entrer à l'intérieur pour acheter des produits d'origine juive²⁵⁷. D'autres difficultés ressurgissent, notamment le problème de la crise économique qui paraît impossible à régler. Dans son article du 17 mai, Barrès évoque la pauvreté de la population allemande et fustige l'attitude militariste des dirigeants du Reich qui ne semblent pas

254 MARTENS Stefan., *L'irrésistible ascension d'un écrivain raté*, L'Histoire. Numéro 312, septembre 2006 p 38-47.

255 *Le Matin*, 29 juin 1934.

256 *Le Matin*, 5 avril 1933.

257 KERSHAW I., *op.cit*, p. 672-673.

faire du règlement de la crise économique leur priorité. Le reporter s'interroge en écrivant : « *Travailler, est-ce possible ?* ». Il continue en affirmant que les promesses faites par Hitler à son peuple de retour au premier plan étaient intéressantes pour accéder à la chancellerie, mais que désormais, « *c'est plutôt d'une réorganisation économique dont l'Allemagne a besoin* »²⁵⁸. Il conclut en indiquant que la population allemande est malheureusement toujours aussi pauvre. Cependant, les difficultés du parti nazi sont très peu évoquées au cours de l'année 1933. C'est dans la seconde partie de l'année 1934 que le parti connaît une période beaucoup plus sombre marquée notamment par l'épuration des sections d'assaut. Le 26 juin, Barrès livre un bilan catastrophique de la situation intérieure allemande. Dans un article intitulé « *La crise intérieure allemande* » il présente les difficultés rencontrées par le parti nazi : « *La crise intérieure allemande s'exprime chaque jour par un grand nombre de faits divers frappants qu'il faut un véritable effort pour s'interdire de les saisir et pour chercher la clarté avant le pittoresque* ». Pour le reporter, les origines de la crise sont donc multiples. En premier lieu, il incite sur le lourd fardeau que représente la crise économique pour le Reich. Il revient ensuite sur le discours que le vice-chancelier Von Papen a tenu à Marbourg au cours duquel il se montre relativement critique sur le nouveau régime et fait l'éloge de ses anciens amis nationalistes. Enfin, il met en avant un troisième élément, la contestation de plus en plus vive des sections d'assaut qui demandent une promotion sociale et insistent sur le fait que la révolution ne sera pas terminée tant qu'ils n'auront pas remplacé la Reichswehr. C'est dans ce climat d'extrême tension que se produisent les événements sanglants plus connus sous le nom de nuit des longs couteaux et qui se conclut par une véritable purge au sein des sections d'assaut. De cette purge, Barrès retient surtout dans un premier temps la véritable propagande mise en place par les nazis pour légitimer cette action brutale. Plus tard, il revient également sur les véritables scènes de violence orchestrées par les dirigeants du parti et s'interroge sur les répercussions que toute cette brutalité pourrait avoir sur le peuple. « *La question qui reste posée est de savoir si la grande masse de l'Allemagne à la longue, restera fidèle à une telle politique ?* »²⁵⁹. Autre élément problématique, la crise économique sévit toujours en Allemagne. Ce qui pousse Barrès à écrire « *la répression d'hier ne semble pas devoir suffire à rétablir la situation si elle ne s'accompagne pas d'une politique économique* »²⁶⁰. La situation de

258 *Le Matin*, 17 mai 1933.

259 *Le Matin*, 2 juillet 1934.

260 *Le Matin*, 3 juillet 1934.

l'Allemagne semble alors véritablement désespérée. Barrès en fait certainement un peu trop. D'ailleurs il réalise très vite qu'Hitler est capable de se donner les moyens de renverser la vapeur. Le 13 juillet, le Führer prononce un discours au Reichstag où il justifie son action des jours précédents et offre un récital émouvant. Le résultat est saisissant, il sort sous les applaudissements. L'épuration commise à l'encontre des SA semble être totalement acceptée par le peuple et la côte de popularité d'Hitler au lendemain de ces meurtres s'accroît et touche une partie de la population beaucoup plus large qu'auparavant. Il obtient même l'assentiment de milieux qui auparavant se montraient relativement méfiants à l'encontre du parti nazi²⁶¹. Les déclarations de Barrès, qui misaient sur une crise du national-socialisme sont donc à minimiser. Certes, le parti a connu une crise qui se solde par l'épuration des sections d'assaut, mais il a su très rapidement réagir pour éviter toute réaction qui aurait pu mettre en péril le régime.

Paradoxalement, c'est au moment où le Führer devient le plus fort politiquement (à la suite du décès d'Hindenburg et de son obtention du titre de Reichsführer) que Barrès commence à remettre en cause le prestige du Führer. Depuis le début de la crise rencontrée par les nazis, le reporter n'avait de cesse d'affirmer qu'il existait une crise du national-socialisme mais pas une crise hitlérienne²⁶². En effet, le Führer conservait toujours la même aura auprès du peuple et sa place de chancelier ne semblait souffrir d'aucune constatation possible. Pourtant à l'issue du plébiscite du 20 août 1934, alors que la victoire d'Hitler ne souffre d'aucune contestation possible. Barrès s'interroge sur les chiffres du plébiscite et déclare que par rapport au vote précédent, le succès de Hitler est moins important puisqu'il perd près de 5% de votes positifs (ce qui signifie « seulement » 90 % de oui). Se saisissant de cette occasion, l'ancien membre du Faisceau n'hésite pas à donner un titre pour le moins osé à son article : « *L'étoile du chancelier Hitler semble pâlir* ». Cependant, plus on avance dans la lecture des propos tenus par Barrès, plus on se rend compte que le journaliste a tendance à minimiser cette perte de voix. Certes, Hitler semble un peu « *touché dans l'esprit populaire. Mais il vient de renforcer sa position politique d'une façon telle qu'actuellement sa force est encore intacte* »²⁶³. Philippe Barrès semble donc être totalement conscient que la

261 KERSHAW I., *op.cit.*, p. 735.

262 Il s'agit du titre de l'article écrit par Philippe Barrès qui paraît le 30 juin 1934 dans les colonnes du journal *le Matin*.

263 *Le Matin*, 21 août 1934.

petite crise qu'a connu le parti nazi ne risque pas de l'empêcher de continuer à exercer le pouvoir pendant une très longue durée encore. Un seul élément pourrait peut-être remettre en cause la toute puissance nazie : la crise économique qui persiste et dont le règlement semble extrêmement complexe également pour le parti national-socialiste : en effet se développe l'idée que « *la crise économique pourrait-être plus forte que Hitler* », ce qui du coup « *a réveillé des espérances chez les hommes de gauche en même temps qu'elle décourageait plus ou moins les membres du parti national-socialiste et l'ensemble de la population* ». Cette explication avancée par Barrès sera bien trop faible pour endiguer le pouvoir du désormais Reichsführer. En effet, comme le démontre très bien Kershaw, « *Hitler n'en jouissait pas moins du soutien, souvent enthousiaste, de la grande majorité du peuple allemand* »²⁶⁴.

Il est donc possible d'affirmer après étude des articles de presse que le parti nazi a su très rapidement devenir extrêmement puissant après son arrivée au pouvoir. C'est l'impression qui ressort de la plus grande majorité des articles rédigés par Barrès. Et lorsque celui-ci évoque les difficultés que le parti a pu rencontrer après la nuit du 30 janvier 1933, c'est très souvent à tort (relation entre Goebbels et Hitler). Lorsque le parti connaît des périodes de crise, Barrès semble parfois avoir tendance à les amplifier quelque peu, cependant il est pleinement conscient que le pouvoir nazi semble déjà profondément enraciné et restera pendant de longues années à la tête de l'Allemagne, si aucun élément ne parvient à se dresser sur son chemin. Après avoir étudié la vision que le journal offre à ses lecteurs du parti nazi et de son chef, il est important de revenir sur l'évolution des relations franco-allemandes à partir du 30 janvier 1933. *Le Matin* croit-il en la possibilité d'une entente entre les deux pays ?

D) France-Troisième Reich : l'entente impossible ?

La question des relations franco-allemandes est extrêmement cruciale au début des années 1930. En effet, la plupart des dirigeants occidentaux sont persuadés que le maintien de la paix ne sera possible que si la France et l'Allemagne parviennent à s'entendre et à échanger cordialement. Et c'est donc fort logiquement que *le Matin* s'intéresse tout particulièrement à l'évolution des discussions entre les deux pays. La question qu'il est donc légitime de se poser est la suivante : d'après le

264 KERSHAW I., *op.cit.*, p. 744.

quotidien *Le Matin*, est-ce que les deux anciens ennemis héréditaires peuvent parvenir à une entente ?

Les relations qu'entretiennent la France et l'Allemagne après le 30 janvier 1933 sont relativement instables. Cette instabilité est en partie due, d'après le quotidien français, au double jeu que mène le Reich allemand. Ce double jeu se caractérise d'une part, par des discours publics où le Führer appelle à la paix entre les nations et d'autre part, par des propos tenus en privé où il soulève les masses allemandes en les invitant à prendre leur revanche et en veillant à ce que la culture de guerre ne s'éteigne pas. Dès le 3 février 1933, *le Matin* rapporte les propos pacifiques tenus par le nouveau chancelier du Reich : « *On a parlé de la possibilité d'une guerre future; or celle-ci signifierait tout simplement l'anéantissement de la civilisation. Personne ne désire la paix plus que moi et le peuple allemand* »²⁶⁵. Pourtant le soir même, Hitler tiendra un discours totalement opposé devant les principaux responsables militaires. Au cours de cette réunion, il déclare notamment qu'il est inutile de lutter contre Versailles et pour l'égalité des droits si la volonté de combattre n'est pas insufflé au peuple allemand²⁶⁶. Ce double jeu est mené d'une façon extrêmement discrète par Hitler lorsqu'il arrive au pouvoir. Mais très rapidement, les journalistes du *Matin* réalisent, qu'en dépit des belles paroles pacifiques tenues par le Führer, c'est bel et bien une autre Allemagne qu'il cherche à créer. Philippe Barrès n'est absolument pas dupe des intentions nazies. Il s'offusque devant la propagande antifrançaise que met en place le régime nazi. Les actions anti-françaises prennent différentes formes. La première provocation a lieu le 10 mars lorsqu'un bataillon de hitlériens armés s'est rendu dans l'ancienne caserne de Kehl. Or, comme l'écrit *le Matin*, « *Cette occupation de la caserne de Kehl par une troupe armée est une violation flagrante des clauses du traité de paix concernant la zone neutre de cinquante kilomètres de la rive droite du Rhin* »²⁶⁷. Cette opération sera une nouvelle fois entreprise par les nazis l'année suivante.

Autre trait caractéristique de l'action anti-française, l'attitude de la presse allemande qui ne cesse de remettre en cause la politique française et critique ouvertement toutes les actions entreprises par l'hexagone. Cela se traduit dans les

²⁶⁵ *Le Matin*, 3 février 1933.

²⁶⁶ KERSHAW I., *op.cit.*, p. 627.

²⁶⁷ *Le Matin*, 10 mars, 1933.

journaux allemands par des propos tels que : « *La France n'a rien abandonné des privilèges et des intérêts qu'elle s'est attribuée unilatéralement à Versailles. Elle veut maintenir cette attitude à l'égard de l'Europe et de l'Allemagne dépouillée* »²⁶⁸. Le 6 février, un article de *la bourse de Berlin* déclare que « *L'Europe est malade, malade de la maladie française, des idées de la révolution française. Ces idées que la France, elle, supporte bien tuent les autres pays d'Europe et c'est ainsi que la France domine mieux que par son armée* ». Et d'après ce journal, l'Europe commence à comprendre ce mal et va réagir. L'Allemagne propose à ces pays une nouvelle voie pour sortir l'Europe du marasme.

Cette attitude hostile à la France se matérialise également à travers la propagande artistique mise en place par le régime. Le parti national-socialiste a décidé d'élever au rang de héros un personnage nommé Schlagerter. Il a notamment œuvré au cours de l'occupation de la Ruhr par la France en posant une série d'explosifs sur les rails de chemin de fer. Sa lutte est racontée dans une pièce de théâtre qui ressemble fortement à une attaque contre le peuple français : « *Allez au Deutsches Theater [...], vous y verrez à la fin de la pièce Schlagerter, des soldats français tirer non seulement sur Schlagerter mais encore sur le public auquel Schlagerter tourne le dos* »²⁶⁹. Les actualités allemandes semblent également vouloir inculquer un fort ressentiment anti-français : « *Vous allez vous réfugier dans une autre salle encore pour voir d'innocentes actualités, [...] on vous présente avec horreur deux cents avions français sur le terrain d'aviation de Metz* ». La propagande interne du régime prépare donc déjà totalement le peuple allemand à prendre sa revanche contre la France. Ces articles semblent donc s'opposer à la thèse de Wollstein, présentée par Hildebrand dans son article sur la politique française de Hitler et qui mettait en avant la volonté du Führer de parvenir à une entente avec la France, pour obtenir son aval dans l'optique de sa future conquête d'un *lebensraum* à l'est.

Barrès, qui aimerait voir la France et l'Allemagne parvenir à une entente (en effet, comme il le déclare dans un de ses articles, peu importe les hommes qui se retrouvent au pouvoir en Allemagne, ce qui compte « *pour nous Français, [...] c'est*

268 *Le Matin*, 24 avril 1933.

269 *Le Matin*, 5 mai 1933.

de savoir quelles sont les possibilités d'entente avec ceux des allemands qui ont des chances d'être au pouvoir »²⁷⁰.) pour éviter de voir le monde basculer dans une nouvelle guerre, se montre quelque peu fataliste devant l'attitude allemande. Très rapidement il déchanté et ne croit plus en la bonne volonté du Reich puisqu'il écrit en conclusion d'un de ses articles que si l'Allemagne voulait vraiment la paix comme elle le prétend dans ses discours officiels, il lui suffirait d'arrêter cette pression incessante. Dès le mois de décembre 1932, il remettait déjà en cause la bonne volonté allemande à s'entendre avec le reste de l'Europe, chose qui pour lui, s'avérait-êtré primordiale : L'Allemagne « *pourrait-êtré soulagée par des ententes économiques avec les pays voisins qui sont prêts à lui venir en aide, dans le cadre d'une grande entente européenne. Et que font les hommes qui la dirigent ? Ils réclament des canons, ils travaillent à réveiller le vieux sentiment impérialiste* »²⁷¹. Le reporter semble s'agacer de voir les dirigeants allemands n'avoir de cesse d'évoquer la paix comme un idéal alors que l'ensemble de leurs intentions semble plutôt belliqueux. Pourtant, au cours de l'année 1933, le mot « paix » revient inlassablement dans chacun des discours des dirigeants nazis. Entre le 1er février et le 30 octobre, ce terme est présent dans 57 articles qui évoquent des meetings tenus par des membres du NSDAP. Ce concept est tellement utilisé que Barrès n'hésite pas, dans un de ses articles, à imaginer le futur discours que le chancelier Hitler tiendra : « *Hitler affirmerait la volonté de paix de l'Allemagne et conclurait par un appel au désarmement des autres pays* ». Il déclarera également que « *Le monde a besoin de calme. [...] Ce calme, l'Allemagne a tout fait pour en favoriser le retour* »²⁷². En parallèle, il ironise sur le contenu des journaux des formations militarisées qui contiennent un grand nombre de photographies militaires. Il s'interroge : « *Comment Hitler dans son grand discours va-t-il concilier ce fait et quelques autres faits qui se produisent en Allemagne avec ses appels au désarmement de l'Europe ?* ».

L'entente entre les deux pays n'est donc pas au beau fixe, *Le Matin* accuse notamment l'Allemagne de jouer un double jeu. Mais si, les relations entre les deux pays se sont dégradées, c'est également à cause du désaccord persistant entre les deux ennemis héréditaires sur la question de l'égalité des droits. Ce qu'il est nécessaire de comprendre, c'est que le Reich a fait de la résolution de cette question son principal

270 *Le Matin*, 3 novembre 1932.

271 *Le Matin*, 14 décembre 1932.

272 *Le Matin*, 14 mai 1933.

objectif et ce, depuis très longtemps déjà.. Un article du *Matin* évoque d'ailleurs cette question en expliquant qu'à chaque fois qu'un chancelier succède à un autre, « *Il a trouvé sur sa table de travail le fameux plan d'action, ouvert à la page inachevée par son prédécesseur* »²⁷³. Le principal adversaire de l'Allemagne dans cette lutte pour l'égalité des droits est bien entendu la France, qui ne veut pas voir son voisin d'outre-Rhin disposer d'une puissance militaire aussi importante que la sienne. Le Journal *Le Matin* s'intéresse tout particulièrement aux négociations qui se tiennent à Genève et qui défendent un but qui peut paraître utopique : parvenir à la démilitarisation de l'ensemble des pays. Le quotidien considère cette conférence comme extrêmement importante puisqu'il dépêche en permanence un reporter sur place. Ce reporter est nommé Henry de Korab.

L'intérêt du Reich allemand pour ces négociations est également percevable à travers le nombre de discours au cours desquels les principaux dirigeants du Reich demandent le droit à obtenir cette égalité. Ces discours apparaissent dans une quantité incroyable d'articles visibles dans les colonnes du *Matin* (environ 80) et disent pratiquement toujours la même chose. La première fois que l'obtention de cette égalité est véritablement déclarée comme un objectif prioritaire non caché, c'est à l'issue de la conférence de Lausanne. Le 13 septembre Von Papen déclare « *Nous venons d'attaquer maintenant la question de l'égalité de nos droits, la question du désarmement* ». Le mois suivant, il prononce un nouveau discours où il confirme les propos tenus le mois précédent : « *Le chancelier a souligné que le premier devoir du gouvernement du Reich était de redonner à l'Allemagne sa souveraineté entière, sa liberté et l'égalité des droits à laquelle a droit un grand peuple* »²⁷⁴. Les discours tenus par les deux chanceliers qui succèdent à Von Papen seront les mêmes, jusqu'à ce qu'Hitler décide de réaliser son premier coup de force et de quitter la conférence du désarmement.

L'objectif de ce mémoire n'est pas de revenir sur le déroulement des débats qui se sont tenus à la conférence de Genève et qui, comme l'a très bien dit Charles Bloch, sont restés célèbres pour leur longueur et parfois même par leur manque d'intérêt. Ce qui nous intéresse dans le cadre de notre étude, c'est davantage la

²⁷³ *Le Matin*, 18 mai, 1932.

²⁷⁴ *Le Matin*, 13 octobre 1932.

position que prend le journaliste Henry de Korab face aux discours qu'il entend. Ce dernier milite pour le *statu quo* et n'hésite pas à parler d'une « *salutaire inégalité* » pour la France. Selon lui, si l'Allemagne veut obtenir l'égalité des droits, c'est pour une raison essentielle : « *L'armement n'est pas -Outre-Rhin- comme chez nous, une coûteuse nécessité, c'est une question de prestige* »²⁷⁵. L'auteur met donc en avant le côté militariste allemand. La France, elle, semble être la victime de ce militarisme, puisque, si elle est obligée de dépenser une partie de son budget dans l'armement, c'est à cause de pays comme l'Allemagne qui n'ont eu de cesse de cultiver un esprit guerrier. Le journal n'hésite pas à souligner le paradoxe de l'Allemagne qui se sert d'une conférence visant à garantir la paix dans le monde par une réduction des armements pour obtenir la *Gleichberechtigung* (égalité des droits) et donc le droit de réarmer comme bon lui semble.

Jusqu'à ce que l'Allemagne décide de quitter volontairement la conférence *le Matin* ne cessera de vanter l'attitude des représentants français à Genève et à magnifier leur discours. Le titre de l'article traitant de la conférence, le mercredi 13 avril 1932, en est la parfaite représentation : « *Un magistral exposé de M. André Tardieu en réponse à la proposition américaine.* ». Il est par ailleurs amusant de noter que le président du conseil français, Herriot, que les journalistes du *Matin* ne portent pourtant pas particulièrement dans leur cœur lorsqu'il s'agit d'évoquer la politique intérieure, est lui aussi soutenu pour son activité à la conférence de Genève. Ainsi suite à l'ultimatum lancé par le Reich au mois de novembre sur la question du désarmement, Herriot prononce un discours que le quotidien accueille avec enthousiasme et qu'il intitule « *Une magnifique réplique de M. Herriot* »²⁷⁶. Pour De Korab, il n'y a pas de doute à avoir, l'Allemagne est la nation qui est à l'origine du blocage de la conférence. Il n'hésite pas à souligner les mauvaises intentions du Reich : « *La journée a fait apparaître d'une manière éclatante, pour les nations d'en face, les véritables intentions de l'Allemagne, qui l'ont guidée depuis six mois dans les travaux de la conférence du désarmement. Elle voulait son échec* »²⁷⁷. Le jour où l'Allemagne décide de quitter Genève, il n'est donc pas surprenant de lire ces quelques lignes en première page du journal : « *Enfin l'Allemagne a jeté le masque!*

275 *Le Matin*, 13 mai 1932.

276 *Le Matin*, 23 juillet 1932.

277 *Ibid.*

Tous les gens doués de raison savent à quoi s'en tenir »²⁷⁸. Il apparaît donc évident à partir de ce moment, que l'entente entre la France et l'Allemagne n'est plus possible pour le quotidien. Les propos que Philippe Barrès tiendra tout au long de l'année 1934 vont d'ailleurs dans ce sens. Selon l'ancien membre du Faisceau, l'entente ne serait pas possible parce que la mentalité des deux pays est totalement différente. Il ne comprend pas comment la presse nationale-socialiste peut, à l'issue de la répression menée par le parti à l'encontre des SA, assurer que l'état-major français aurait pu avoir un lien avec la prétendue révolution que les sections d'assaut auraient aimé mener contre Hitler. Il écrit les lignes suivantes : « *Il est sans doute sans exemple que la presse entière d'un pays accuse un autre pays sans preuves d'avoir participé à une conspiration contre son gouvernement* »²⁷⁹.

Pour le reporter, la paix ne dépend plus d'une entente entre les deux pays qui est désormais totalement inimaginable. La France se doit alors de prendre un certain nombre de mesures préventives : pour préserver la paix nous devons « *conserver notre liberté, nous équiper et nous durcir en resserrant nos alliances* »²⁸⁰. À la différence des principaux hommes politiques, Philippe Barrès, tout comme Joseph Kessel avant lui, a donc bien senti le danger que représentait le Troisième Reich allemand pour la sécurité française. Bien qu'à l'origine, il aurait aimé voir une entente se forger entre les deux pays, il se montre très vite réaliste et considère cette solution comme relevant de l'impossible. Malheureusement pour le peuple français, des hommes comme Barrès et Kessel, qui ont perçu très tôt le danger du nazisme n'ont pas été entendu par les politiciens qui, durant de longues années, se sont voilés la face pour se convaincre que la paix en Europe n'était pas menacée par le Troisième Reich.

Ces développements successifs sur la vision que le quotidien *le Matin* offre de l'Allemagne hitlérienne ont permis de mettre en avant plusieurs points. Dans un premier temps nous avons pu démontrer que le personnage d'Hitler suscite la crainte mais en même temps une certaine forme d'admiration chez des journalistes comme Philippe Barrès. Il en est de même pour l'ensemble de la propagande nationale-socialiste. L'image offerte du NSDAP après le 30 janvier 1933 est celle d'un parti

278 *Le Matin*, 15 octobre 1932.

279 *Le Matin*, 6 juillet 1934.

280 *Le Matin*, 6 avril 1934.

extrêmement solide, qui semble pratiquement impossible de déloger de son fauteuil de dirigeant suprême. Enfin, l'idée d'une entente entre la France et l'Allemagne, qui est dans un premier temps souhaitée par les journalistes du *Matin* pour assurer la paix européenne, paraît tout bonnement impossible avec un régime qui s'applique à mettre en place une propagande hostile à la France en vue de préparer son peuple à une revanche prochaine. Le quotidien s'est par ailleurs toujours montré méfiant devant un pays qui, il faut le rappeler, est considéré comme l'ennemi héréditaire de la France. Et dans ses colonnes, *le Matin* propose un certain nombre d'articles qui laissent à penser que l'Allemagne reste, malgré l'armistice de 1918, une menace éternelle et qu'il faut donc toujours garder un œil sur ses agissements.

Chapitre 7 - L'ennemi héréditaire allemand, une menace éternelle :

Une des principales caractéristiques qu'il est possible de mettre en avant lorsque le journal *Le Matin* parle de l'Allemagne, c'est le double sentiment de crainte et de colère, la peur de voir le Reich redevenir puissant et par la même menaçant pour la sécurité française. La colère puisque le peuple allemand ne semble pas avoir retenu les leçons du passé et s'oriente de plus en plus vers une politique militariste. Le quotidien ne va avoir de cesse de mettre en garde ses lecteurs contre les agissements allemands qui, parfois, remémorent aux français de biens malheureux souvenirs et rappellent que l'Allemagne demeure une nation guerrière qui n'a pas envie de s'en tenir à l'ordre établi en 1919. Il est donc possible d'affirmer que *le Matin* se dote d'une mission, celui d'informer l'opinion des desseins et la dangerosité allemande. Il invite donc les Français à rester vigilants, à ne pas être naïfs devant l'évolution politique allemande et il rappelle que le Reich allemand reste la grande menace pour la sécurité européenne. En affichant clairement le militarisme allemand, *le Matin* se distingue très ouvertement de la politique du *Canard Enchaîné* qui, de son côté, présente une Allemagne qui semble tout aussi pacifique que la France.

A) Une culture de guerre qui ne s'est pas éteinte

Pour *le Matin*, si l'Allemagne représente toujours une menace pour la France, c'est parce que la culture de guerre du peuple allemand semble bien vivante. Le quotidien multiplie les articles évoquant la persistance d'un esprit militariste allemand (41 articles). Il est intéressant de noter qu'il n'existe pas de rupture à la date du 30 janvier 1933. En effet, bien avant l'arrivée au pouvoir d'Hitler, le quotidien s'inquiète du tempérament allemand, qui semble nostalgique des périodes de guerre. La première interrogation de Henry de Korab, le 18 mai 1932 porte sur les hommes au pouvoir en Allemagne. Il remarque que ce sont des individus qui se sont illustrés auparavant par leur bravoure sur les champs de bataille. Il évoque Hindenburg, le vainqueur de Tannenberg, et le chancelier Brüning à propos duquel il écrit les lignes suivantes :

« Brüning est d'abord un patriote. Ancien capitaine de mitrailleurs sur le front français, ne sont-ce pas ses exploits guerriers plus que son passé politique qui l'ont, naguère, désigné à l'attention du général Schleicher. [...] Mis en présence de Hindenburg, le futur chef du gouvernement fit claquer ses talons dans un imposant garde-à-vous. On l'adopta »²⁸¹.

L'image que veut donner de Korab semble-être ici celle d'un microcosme militaire qui s'est emparé du pouvoir en Allemagne. Cet esprit militariste, présent tout en haut du pouvoir, il apparaît donc évident qu'on le retrouve à des échelons plus bas de la société. Les Sections d'assaut que nous avons déjà évoquées peuvent-être rattachées à cette persistance de l'esprit militaire. Mais ce ne sont pas les seules puisque la plupart des partis disposent de leur propre formation paramilitaire. Il est possible d'évoquer à titre d'exemple le Casque d'acier, proche des milieux nationalistes et attaché à la figure du Kaiser. Ce groupe organise très souvent un très grand nombre de réunions au cours desquelles il arrive que les adhérents défilent:

281 *Le Matin*, 18 mai 1932.



Image 6 : *Le Matin*, 22 mai 1932

Ce qui semble le plus choquer les journalistes du *Matin*, c'est le nombre de parades organisées par les différents groupes paramilitaires. En effet, tout événement se déroulant sur le sol allemand, qu'importe son importance, est propice à un défilé des troupes. L'image ci-dessus est vraiment frappante. À l'issue de la première Guerre Mondiale, l'Allemagne vaincue, a dû désarmer et son armée a été réduite à 100 000 hommes. Or, lorsque l'on voit ce type de photographie, c'est l'image d'une toute autre Allemagne qui apparaît aux yeux des lecteurs du *Matin*, l'héritage prussien semblant avoir repris le dessus sur l'esprit de Weimar. De plus, la population française n'est pas accoutumée à voir autant de défilés militaires. Il existe bien entendu des journées de commémoration (11 novembre) mais rare sont les situations qui poussent les anciens combattants à descendre dans la rue pour défiler. Dans la période étudiée, il est possible de citer un seul exemple : la manifestation du 6 février 1934, qui est donc une période de crise profonde des institutions françaises. De plus, la mission que se donnent ces associations est toute autre : animation de la vie locale, constitution de secours mutuels, discussions sur l'organisation de la paix ou sur l'évolution politique²⁸². Les manifestations organisées par le Casque d'Acier vont être très fréquentes puisque *le Matin* en cite un très grand nombre : le 6 mai, pour la tenue du congrès annuel du Casque d'acier, le 15 août, à Guben pour fêter le dixième anniversaire du groupement de la ville, où encore les manifestations des 3 et

282 PROST, Antoine, *Les anciens combattants français et l'Allemagne*, dans *France-Allemagne 1932-1936*, Paris, CNRS, 1980, p. 131-148.

4 septembre qui montrent bien que l'esprit militariste allemand reste présent : « *S'est déroulée aujourd'hui [...] une étrange féerie de la guerre, une bizarre pantomime* »²⁸³. La suite de l'article est une longue description du spectacle, qui est marqué par de longues bagarres, des bombardements aériens. L'élément le plus important dans cet article, ce n'est pas la description qui est faite des combats, mais c'est plutôt l'attitude du peuple allemand qui assiste à ce spectacle. Le journaliste montre à quel point les spectateurs sont envoûtés par la représentation : « *La foule se tait, fascinée par le spectacle que le faisceau lumineux accompagne dans sa marche funéraire. Et puis tout à coup, c'est l'enthousiasme, le déchaînement d'une folle ovation* ». Joseph Kessel s'interroge devant cette réaction. Pour lui, il n'y a pas de doute à avoir, le peuple allemand a un goût profond, un « *amour* » même du militarisme. Avec l'arrivée au pouvoir des nazis, ces parades se multiplient, ce qui inquiète notamment Philippe Barrès puisque ces cérémonies prennent un caractère qui est de plus en plus guerrier²⁸⁴.

Le problème mis en avant par le quotidien, c'est que cette culture de guerre se retrouve véritablement partout. La population allemande semble vivre dans un pays qui n'en a pas encore fini avec la guerre. Pour appuyer cette thèse, *Le Matin* n'hésite pas à interroger une femme de lettre allemande, Christa Winslow exilée à Londres, qui revient sur l'éducation que reçoivent les jeunes allemands qu'ils soient de sexe masculin et féminin. Dès le début de l'article le ton est lancé avec cette phrase introductive : « *Tout le monde pense à la guerre en Allemagne. C'est une obsession générale qui ne disparaît pas puisqu'on va même jusqu'à l'inculquer aux enfants* »²⁸⁵. La suite est encore plus saisissante sur l'état d'esprit qui règne en Allemagne. En effet, la guerre est présentée comme une institution, comme étant la seule source pouvant permettre au Reich de retrouver sa gloire perdue en 1914. Les enfants allemands reçoivent une éducation qui insiste sur la grandeur passée de l'Allemagne et reçoivent la mission de refaire de leur pays une grande puissance. Les filles de leur côté, subissent une éducation tout aussi stricte : « *La directrice informait toute nouvelle pensionnaire dès son entrée qu'elle était destinée à devenir la mère de futurs soldats du Reich, et qu'il lui fallait se soumettre à la discipline et aux privations pour être digne de ce noble rôle* ». La conclusion de l'article est tout aussi

283 *Le Matin*, 4 septembre 1932.

284 *Le Matin*, 1er juin 1933.

285 *Le Matin*, 9 octobre 1932.

inquiétante pour la France ainsi que pour les autres pays européens : « *Nous n'avons peut-être pas les moyens matériels de faire la guerre mais ce n'est pas le désir qui en manque à ceux chargés de former la nouvelle génération* ». Cet intérêt pour la jeunesse semble bien se confirmer le jour de Noël lorsque Barrès évoque les cadeaux que l'on offre aux enfants. Les petits Allemands semblent bien différents des autres enfants que le journaliste a pu rencontrer dans les autres pays. La différence, il la livre : « *Ils grandissent entourés de luttes politiques. Leur père porte un uniforme ou bien, à la boutonnière, un insigne de parti politique qui représente le plus souvent la nostalgie d'un uniforme* »²⁸⁶. D'après l'auteur, on apprécie moins ces enfants pour ce qu'ils sont à l'heure actuelle que ce qu'ils pourront devenir « *pour le rêve romantique de grandeur qu'on reporte, à travers eux, sur l'avenir* ». Ce goût de la guerre, il est visible dans le numéro de Noël d'un magazine allemand qui décide de présenter les grands hommes militaires du moment à travers une photo qui les montre étant bébés. On y retrouve Guillaume II, Mussolini, Hitler, Foch... Cette volonté d'inculquer à la jeunesse un esprit militaire inquiète Barrès qui ne peut s'empêcher de faire un comparatif avec la France : « *Nous avons nous aussi, des fils qui grandissent, mais sans formation ambitieuse, ni guerrière autour des arbres de Noël* ». Le journaliste émet ici ses craintes concernant un futur proche. Celui-ci pourrait s'avérer être plein de dangers pour la nation française qui voit ses enfants grandir dans une période où la doctrine dominante est le pacifisme, tandis que, de l'autre côté de la frontière, la jeunesse allemande semble déjà prête à prendre sa revanche.

Le Matin s'indigne également de voir les clauses du traité de Versailles être aussi facilement contournées par l'Allemagne. Le 6 septembre 1932, le journal publie la photo suivante :

²⁸⁶ *Le Matin*, 24 décembre 1932.

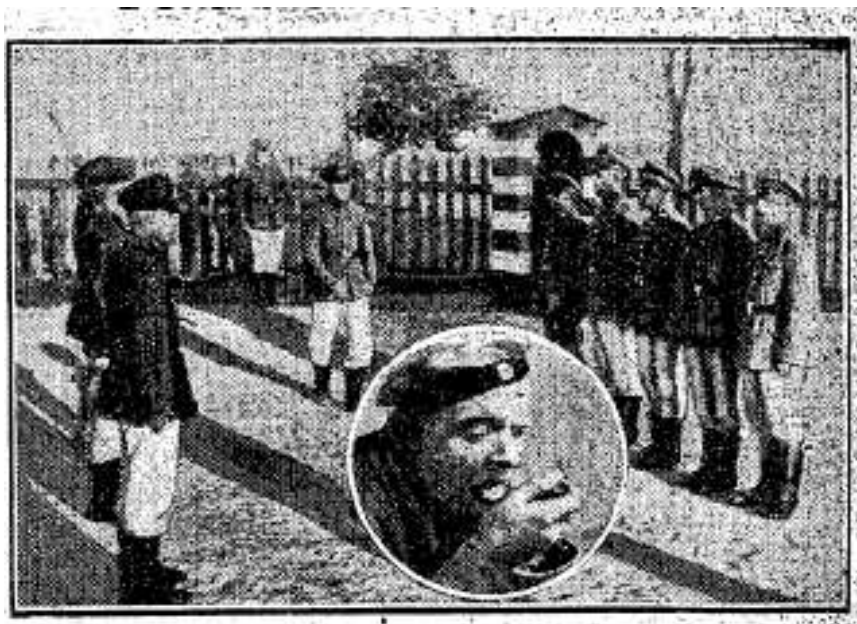


Image 7 : *Le Matin*, 6 septembre 1932

Cette photo a été prise à l'occasion d'une manifestation organisée par le Casque d'acier. Elle représente les camps de travail mis en place par l'organisation. Cette photo montre bien, d'après le quotidien, à quel point la culture de guerre allemande est présente. On est ici en présence d'une relève de la garde. *Le Matin* écrit les lignes suivantes : « *La tenue des hommes et leur accoutrement montrent, mieux que tout l'aspect, l'aspect militaire de la vie que mènent les chômeurs engagés par les soins du Stahlhelm* »²⁸⁷. La conclusion de l'article symbolise bien l'image que l'opinion française se fait de l'Allemand au début des années 1930 : « *Ces clichés montrent, avec l'éloquence voulue, que l'Allemand soldat, mercenaire ou travailleur, ne peut subsister sans l'uniforme, même quand il tient une cuillère* ». Une des critiques qui peut-être émise à l'encontre du journal *le Matin*, c'est cette obsession qu'il a de vouloir représenter l'Allemand comme étant forcément un homme en uniforme qui se prépare intensivement pour pouvoir laver l'affront fait en 1918. Le quotidien insiste beaucoup trop sur cet aspect militariste qui fait partie de l'imaginaire collectif de chaque français. Bien qu'il soit avéré que l'Allemagne se prépare militairement, doit-on pour autant limiter l'étude de ce pays à cet aspect-là ? Une fois encore, on peut regretter le silence total du quotidien sur la culture allemande, ô combien productive durant la République de Weimar. On peut même trouver dommageable l'absence d'articles évoquant des Allemands qui se battent

²⁸⁷ *Le Matin*, 6 septembre 1932.

contre cette image de l'Allemagne guerrière et se montrent favorables à un rapprochement entre les deux pays (Thomas Mann, Lion Feuchtwanger). Il est d'ailleurs possible de s'interroger sur l'influence que ce type de photographies a sur le lectorat français. Ces photographies contribuent-elles à envenimer davantage l'image que l'opinion française se fait de l'Allemagne ? C'est probable, mais *le Matin* étant en chute libre à cette époque, la portée est donc plus limitée.

L'insistance du quotidien sur cette culture de guerre allemande semble parfois disproportionnée. À titre d'exemple le 17 octobre 1933, *le Matin* n'hésite pas à mettre en première page une photo du canon « *la grosse Bertha* » qui tira sur Paris durant la première Guerre Mondiale et qui est mise en exposition à Berlin. Le quotidien s'interroge sur le lien entre cette exposition et le fait que l'Allemagne a décidé de quitter la conférence. On peut se demander si les dirigeants nazis auraient orchestré une telle mise en scène. Leur talent en matière de propagande est évident mais il semble peu probable qu'il y ait un lien de cause à effet entre ces deux événements. De plus, il faut rappeler qu'il s'agit seulement d'une simple exposition. Ne voit-on pas à la même époque en France se développer des expositions du même type, qui ont pour but de présenter à une foule de curieux des vestiges de la première Guerre Mondiale ?

Le quotidien *le Matin* s'inquiète de voir en Allemagne la persistance d'un certain esprit militariste et donc, d'une culture de guerre. Cette crainte, qui s'avérera être légitime, semble néanmoins être poussée à l'extrême au cours de certaines occasions. Cela est visible à travers le nombre d'articles qu'il consacre à cette culture de guerre allemande et notamment lorsqu'il consacre sa Une à la « *grosse Bertha* ». On peut donc clairement affirmer que *le Matin* présente une image de l'Allemagne qui n'a absolument rien à voir avec celle proposée par *le Canard Enchaîné*. Mais, pour *Le Matin*, la France doit se livrer à un autre combat qui est tout aussi important et qui n'est pas sans lien avec le militarisme allemand : la défense de l'Alsace et de la Lorraine et, dans une moindre mesure, celle de la Sarre.

B) L'Alsace-Lorraine et la Sarre, défendons nos droits

L'Alsace-Lorraine a toujours été une terre source de discorde entre la France et l'Allemagne. En 1871, suite à la sévère défaite infligée par la Prusse, le traité de Francfort est signé. La plus grande partie de la région rejoint le Reich allemand et ne le quittera plus jusqu'en 1918. La fin de la première Guerre Mondiale est marquée par une nouvelle évolution : la réintégration de cette zone à l'hexagone français. La perte de l'Alsace-Lorraine est très mal vécue outre-Rhin, en effet, on rêve de voir cette région passée de nouveau sous la coupe allemande. Le quotidien *Le Matin*, très nationaliste, et donc très attaché à la possession de ces territoires ne va cesser de critiquer les moindres actions plus ou moins litigieuses réalisées par les Allemands qui laissent à penser que l'Allemagne ne respecte pas le traité de Versailles et envisage du même coup de récupérer l'Alsace-Lorraine.

Le journal s'offusque dans un premier temps devant la propagande faite en Allemagne au sujet de ces territoires. Le 9 avril, il publie un article au sein duquel il évoque les fausses rumeurs qui sont colportées outre-Rhin sur la situation de la région. Il cite notamment une publication du Casque d'Acier qui s'intitule « *L'Alsace-Lorraine agonisante* ». Le contenu de l'article est pour le moins saisissant. On reproche à la France de se comporter en Alsace et en Lorraine de la même façon qu'en Bretagne et en Corse. Le Casque d'Acier considère ces deux régions comme étant de simple colonies françaises. Et dans ces colonies « *On ne fait rien pour relever le niveau intellectuel de la population* »²⁸⁸. Ces habitants sont tellement laissés à la marge qu'ils n'ont d'autre choix que de quitter les lieux pour se rendre à l'intérieur de la France où ils exercent « *les besognes les plus basses et les moins bien rétribuées et fournissent le plus fort pourcentage d'assassins et de prostituées* ». Pour le *Stahlhelm*, pas de doute à avoir. C'est le même avenir qui attend l'Alsace-Lorraine et il milite donc pour qu'un état indépendant d'Alsace-Lorraine soit dans un premier temps créé pour, éventuellement ensuite « *rentrer dans le giron politique et économique du Reich* ». Il est intéressant de souligner que dans cet article, le journal *Le Matin* ne se livre à aucun commentaire. Les journalistes se contentent de retranscrire de façon brute ce qu'il est possible de lire dans la publication du Casque d'Acier. Cela signifie pour ces journalistes que l'article est tellement grotesque par

288 *Le Matin*, 9 avril 1932.

son contenu qu'il vaut mieux laisser le plaisir aux lecteurs de le découvrir par eux-mêmes. C'est certainement un moyen de discréditer davantage les nationalistes allemands. *Le Matin* sait pertinemment qu'il n'a pas besoin de commenter cet article puisqu'il paraît évident pour le peuple français que l'Alsace-Lorraine n'est pas une colonie mais fait belle et bien partie intégrante du territoire français.

Ce qui inquiète davantage le quotidien, ce sont les grands discours et les grandes cérémonies organisés de façon totalement intentionnelle par le Reich à proximité de la frontière française. L'article du 20 juillet 1932 montre par ailleurs très bien comment les autorités allemandes veulent inculquer l'esprit de revanche à la jeunesse et en particulier sur la question de ces territoires. Le journaliste du *Matin* explique qu'il a écouté une émission diffusée sur la radio de Stuttgart consacrée à la ville de Strasbourg. Et le discours tenu par le rédacteur du programme est pour le moins surprenant : « *L'Alsace que le rédacteur des programmes considère apparemment comme "terre allemande". Il faut croire que l'on ignore à Stuttgart l'existence d'un traité de paix signé à Versailles et consacrant la désannexion de l'Alsace et de la Lorraine* »²⁸⁹. Le journaliste évoque ensuite l'ensemble des fêtes organisées par d'anciens corps de soldats allemands qui étaient localisés à Strasbourg pendant le conflit et fait part de la grandeur de ces festivités où se mêlent banquets, illuminations, feux d'artifices et défilés militaires. Il ironise sur les propos tenus par les journaux allemands qui déclarent que ces cérémonies ont duré trois jours « *malgré la crise* ». Il se demande alors à quel type de festivité on aurait eu droit dans une période de prospérité économique. L'idée du journaliste semble de prouver aux lecteurs, qu'en dépit des difficultés économiques qui règnent dans le Reich, l'esprit allemand est conçu d'une telle manière qu'il semble plus important de retrouver le prestige de la grande Allemagne d'avant 1914 plutôt que de trouver des solutions à la crise économique. La thèse de certains nationalistes allemands n'est-elle pas d'affirmer que la situation de crise se réglera avec la constitution d'une Allemagne forte et unie ?

Des cérémonies similaires ont lieu tout au long de l'année 1932, le 6 septembre par exemple, *Le Matin* reprend des propos tenus par le *journal d'Alsace et de la Lorraine* qui se plaint de l'attitude de certains milieux allemands qui ne cessent

289 *Le Matin*, 20 juillet 1932.

de mettre en place une politique revancharde autour de la question de l'Alsace et de la Lorraine. Et *le Matin* de renchérir en évoquant un grand nombre de manifestations en faveur du germanisme dans les pays frontières du Reich :

« Rappelons que c'est également dimanche prochain que les pangermanistes réunis à Rudolstadt s'occuperont de l'idée allemande en Alsace. Le même jour encore, à Coblenz, l'industriel allemand Hermann Roebling réclamera le retour de la Sarre au Reich au cours d'une manifestation qui se déroulera au pied de la statue de l'empereur Guillaume 1er »²⁹⁰.

L'affaire la plus importante qui voit *le Matin* sortir de ses gonds à lieu au début du mois de septembre 1933. Les événements se déroulent lors du congrès de Nuremberg. À cette occasion le Führer remet de nombreux étendards aux nouvelles formations nationales-socialistes. Quelle n'est pas la surprise du quotidien, lorsqu'il réalise que sur un des drapeaux remis aux troupes de la ville de Kehl, on peut lire les phrases suivantes : « *Strasbourg* » et « *Allemagne, réveille-toi* ». Le journaliste critique alors ouvertement l'action du régime nazi : « *On est là en présence d'une provocation dont le caractère officiel ne peut être nié et on est en droit de se demander jusqu'où ira l'audace des dirigeants du IIIème Reich* »²⁹¹. Cette affaire va par ailleurs faire grand bruit puisque l'ambassadeur François-Poncet demande rapidement des éclaircissements au chef de la politique extérieure allemande Von Neurath. L'argument évoqué par les autorités allemandes, à savoir l'idée que la ville aurait été un faubourg allemand, ne convainc guère les journalistes du *Matin*. Cette affaire fait les choux gras du quotidien qui n'hésite pas à l'évoquer jusqu'au 18 septembre en présentant cette photo à ces lecteurs :

²⁹⁰ *Le Matin*, 6 septembre 1932.

²⁹¹ *Le Matin*, 12 septembre 1932.



Image 8: *Le Matin*, 18 septembre 1933

Bien que de piètre qualité, on peut y distinguer le chancelier Hitler en train de consacrer un des drapeaux des troupes d'assaut. *Le Matin* insiste pour préciser qu'il s'agit bien de celui des troupes stationnées à Kehl et qui porte donc les inscriptions évoquées précédemment. À travers les différents exemples cités, il paraît donc possible d'affirmer que le quotidien se dresse en véritable défenseur de l'Alsace-Lorraine française et fustige toute initiative allemande évoquant ces territoires. La description de l'attitude de l'Allemagne envers l'Alsace-Lorraine est donc celle d'un pays menaçant, qui semble prêt à utiliser tous les moyens pour récupérer ce qui ressemble être un paradis perdu. Toutefois, à l'issue de cette affaire, les tensions diminuent à propos de l'Alsace et de la Lorraine puisque Hitler déclare dans ses discours qu'il renonce totalement à ces territoires pour améliorer ses relations avec la France. Hitler somme ses hommes de se tenir tranquilles. Cela semble fonctionner puisque plus aucun article hostile aux agissements nazis dans ces régions ne sera évoqué dans les colonnes du quotidien. Cependant, le litige n'est pas terminé, il s'est seulement déplacé géographiquement. Désormais, ce sont les agissements nazis en Sarre qui provoquent l'exaspération des journalistes du *Matin*.

L'Allemagne a fait de la réintégration de la Sarre à son territoire un de ses principaux objectifs politiques. Depuis la fin de la première Guerre Mondiale cette région est placée sous mandat de la Société des nations et la France a obtenu la propriété des mines de charbon. Pour les Allemands, le fait que cette zone ne face

plus partie intégrante du Reich est vécue comme une véritable aberration. On attend énormément du plébiscite de janvier 1935 où la population sarroise devra faire le choix de son avenir. Soit-être intégrée à la France ou au Reich, soit maintenir une forme de statut quo.

Très rapidement, une véritable propagande se met en place dans le Reich pour s'assurer le retour de la Sarre. Dès le 10 août 1932, les postes allemands consacrent une partie de leurs programmes à la question sarroise. Le chancelier Von Papen y prend la parole et déclare « *Qu'une seule solution est possible, le retour pur et simple du territoire de la Sarre au Reich* »²⁹². S'en suit notamment une violente critique contre l'instauration des écoles françaises en Sarre ainsi que l'occupation française des mines domaniales. *Le Matin* ironise devant les individus qui interviennent dans cette émission et en particulier la présence de Roechling qui fut condamné pendant la guerre pour avoir détruit des usines françaises dans le nord. Pour le journal, ce « *seul détail donne son entière signification à la manifestation* ». De nombreuses cérémonies auront ensuite lieu dans différentes villes du Reich pour « *souligner devant le monde entier que la patrie allemande est fidèlement liée à la population sarroise* »²⁹³. Le quotidien s'intéresse véritablement à cette question sarroise à mesure que la date du plébiscite se rapproche. Et ce dernier a déjà fait clairement son choix. Il espère dans un premier temps voir le vote se dérouler dans une parfaite sécurité pour la population sarroise. Cet aspect semble pourtant loin d'être assuré comme le prouve les propos entendus par Henry de Korab à ce sujet à Genève. Krauen au cours de ses pourparlers avec le baron Aloisi auraient tenu les propos suivants : « *Il nous est impossible de proclamer publiquement qu'un Sarrois votant contre l'Allemagne ne se rend pas coupable de haute trahison* »²⁹⁴. C'est à ce moment que *le Matin* décide de mener une campagne contre la SDN, les journalistes n'hésitant pas à déclarer que si la Société des nations ne parvient pas à assurer la sécurité de la population lors du plébiscite, elle prouvera son inutilité. La lecture des articles du quotidien montre que ce dernier est plutôt favorable au maintien du *statu quo* ou au rattachement de la Sarre à la France. Il se montre par ailleurs dans un premier temps relativement confiant sur les chances françaises. Dès le 20 mars 1933, Barrès se rend en Sarre pour prendre la température sur place. Il est heureux de constater que la grande

292 *Le Matin*, 10 août 1932.

293 *Le Matin*, 27 août 1933.

294 *Le Matin*, 23 mai 1934.

majorité de la population semble hostile au national-socialisme et semble encline à rejoindre la France à court terme. Il reprend les propos d'un syndicaliste sarrois qui affirme qu'« *avant la guerre, la Sarre était obligée de se plier sous le joug des mêmes prussiens qui gouvernent aujourd'hui toute l'Allemagne. [...] De nos jours, quand un conflit se produit nous allons à Paris et nous discutons avec les ministres français. Jamais nous ne fûmes reçus à Berlin* »²⁹⁵. La satisfaction du journaliste est encore plus grande lorsqu'il discute avec un négociant sarrois : « *Si nous avions le plébiscite demain, plus de 75 % de la population sarroise se prononcerait contre le retour du territoire à une Allemagne terrorisante nationale-socialiste* ». Ce rejet de l'Allemagne nationale-socialiste semble se confirmer au début de l'année 1934 lorsque le leader du SPD en Sarre déclare qu'« *avant l'arrivée de Hitler au pouvoir, le plébiscite aurait eu pour résultat le retour du bassin de la Sarre à l'Allemagne, mais maintenant, 50 % au moins des habitants voteront pour le maintien du contrôle de la Société des nations* »²⁹⁶. De plus, Barrès n'hésite pas à pointer du doigt les limites du national-socialisme en Sarre : « *On sait très bien à Berlin que les sarrois étaient plus favorables à un retour au Reich au temps de la République allemande qu'aujourd'hui* »²⁹⁷. En outre, il rappelle, que la Sarre demeure un pays de gauche et que si le gouvernement allemand a voulu éviter un plébiscite en allant jusqu'à proposer le retour du Reich à Genève en échange d'un retour de la Sarre à l'Allemagne, cela montre bien que les dirigeants berlinois ne sont pas sur d'eux.

Cependant, on peut très vite déceler dans les articles du quotidien un certain nombre d'indices qui laissent à penser que la Sarre sera de nouveau allemande en janvier 1935. Le meilleur exemple est fourni dans le numéro du 4 juin 1934. Des incidents ont éclaté au cours de manifestations qui ont été organisées pour célébrer la fixation de la date du plébiscite. Des étudiants nationaux-socialistes ont parcouru la ville et se sont rendus chez un cafetier, « *connu pour ses idées favorables au statut quo sarrois* »²⁹⁸. Les étudiants entrent dans son bistrot et le saccagent. On prétend alors que le cafetier, pour se défendre a sorti son revolver, mais sans l'intention de tirer. Cependant « *il fut immédiatement arrêté par la police. Celle-ci ne le défendit pas contre les violences des nazis qui le rouèrent de coups de poing et de pied, le*

295 *Le Matin*, 20 mars 1933.

296 *Le Matin*, 12 janvier 1934.

297 *Le Matin*, 25 mai 1934.

298 *Le Matin*, 4 juin 1934.

laissant couvert de sang ». La même expérience malheureuse arriva à d'autres individus, tous hostiles au retour de la Sarre en Allemagne. Et à aucun moment, « *les gendarmes sarrois [...] ne tentèrent de rétablir l'ordre, mais ne manquèrent aucune occasion de faire le salut hitlérien du geste et de la parole* ». Les craintes initiales du *Matin* sur les bonnes conditions du vote semblent donc se justifier. Une véritable terreur est en train de s'installer en Sarre, et comme l'article le démontre, à partir du moment où la police décide de ne plus assurer la sécurité et de se ranger du côté des émeutiers, la liberté d'action de la population ne partageant pas l'avis du plus fort se réduit à peau de chagrin.

De plus, l'attitude du nouveau ministre des affaires étrangères français, Pierre Laval, partisan d'un rapprochement avec l'Allemagne nazie, n'aide pas les Sarrois partisans du *statu quo* ou d'une Sarre française. Ce dernier décide de renoncer à la Sarre et de laisser la propagande nazie s'y dérouler librement²⁹⁹. C'est donc fort logiquement que le 15 janvier 1935, les Sarrois décident à une très forte majorité (90% des voix) de rejoindre le Reich allemand. *Le Matin* critiquera très ouvertement la véritable terreur mise en place par le régime nazi qui empêcha un mouvement favorable au *statu quo* mener à bien sa mission : « *Bien qu'au cours de ces dernières semaines un net mouvement en faveur du "statut quo" eut été constaté, les menées nazies de terreur et d'intimidation ont rallié en dernière heure la masse des hésitants* »³⁰⁰. Bien que la propagande mise en place par le régime national-socialiste ait joué un très grand rôle dans le déroulement du scrutin, il paraît cependant peu probable que le résultat aurait été autre si le vote s'était déroulé dans de parfaites conditions de sécurité. Le nombre de voix favorables au rattachement avec le Reich aurait sûrement été moins important mais une majorité se serait tout de même dessinée. Il faut préciser que ce territoire faisait partie intégrante du Reich allemand depuis 1815. Ses attaches avec son ancien pays étaient donc extrêmement fortes, la langue principale était l'allemand.. De plus, on peut imaginer qu'il existait un grand nombre de Sarrois qui avaient de la famille en Allemagne et qui espéraient donc faire partie de la même entité politique et géographique. Séparer la Sarre du Reich serait, toute proportion gardée, comme séparer l'Alsace-Lorraine du territoire français. Il apparaît donc normal qu'une majorité de Sarrois vote ce rattachement.

299 DUROSELLE J-B., *Les relations franco-allemandes de 1914 à 1939, Tome II*, p. 14.

300 *Le Matin*, 15 janvier 1935.

Le quotidien *le Matin* se donne donc l'image d'un véritable défenseur des intérêts français face à l'Allemagne. Le traité de Versailles ayant décrété que l'Alsace-Lorraine était française et que la question de la Sarre devait être réglée dans un contexte de sécurité totale, il n'y a donc aucune raison que ces deux mesures ne soient pas pleinement respectées. L'attitude du quotidien se rapproche donc de celle des partisans de la politique d'exécution qui considèrent que le traité de Versailles doit-être appliqué à la lettre. Ce tempérament est également visible à travers les critiques exacerbées que le quotidien délivre devant le réarmement qui se met en place en Allemagne et qui risque de devenir une véritable menace pour la sécurité française.

C) Un danger imminent, le réarmement allemand

Pour le journal *Le Matin*, la sécurité française est fortement mise en péril par les intentions allemandes de se réarmer. Dans un premier temps, le quotidien évoque très peu le réarmement clandestin allemand qui ne semble pas véritablement l'inquiéter et qui prend souvent la forme de petites articles sans véritable saveur. De plus l'incertitude quant au déroulement de ces manœuvres semble totale. Preuve en est, l'utilisation du conditionnel. Suite à l'arrestation de six hommes suspectés de faire entrer des armes sur le territoire allemand *le Matin* écrit que « *l'enquête qui a mené à ces arrestations aurait permis d'établir que, depuis quatre mois, les individus en question, auraient entré en Allemagne des quantités considérables de fusils et de revolvers* »³⁰¹. Ce premier article sur le réarmement possible de l'Allemagne apparaît seulement à la fin du mois de juin 1932 dans les colonnes du quotidien. Les quatre premiers mois de l'étude n'ont absolument pas traité de cette question. Cependant, le quotidien s'interroge très vite sur les intentions allemandes. À Genève, dans le cadre de la conférence sur le désarmement, il relève un certain nombre de détails suspects. Dans un premier temps, le budget de la Reichswehr reste « *à l'abri des curiosités excessives des pouvoirs publics, la Cour des comptes du Reich, notamment n'était pas autorisée à contrôler les fonds autonomes des corps de troupe* »³⁰². Outre ce

301 *Le Matin*, 30 juin 1932.

302 *Le Matin*, 20 juillet 1932.

soucis de transparence, la conférence pointe du doigt le fait que la Schupo coûte plus cher que la Reichswehr (qui a tout de même un budget de 750 millions milliards de marks). Henry de Korab se permet du même coup d'ironiser de la situation allemande: « *Le comité a pu juger par cette petite confrontation que l'Allemagne désarmée dépense tout autant pour son armée que la France "surarmée"* ». Situation plutôt paradoxale pour un pays qui a vu son armée être limitée à 100 000 hommes. Bien que le Reich allemand ait essayé de rester relativement discret sur ses intentions, des études ont démontré que, dès l'année 1925, l'Allemagne avait mis en place un plan de réarmement. Celui-ci s'organisait en deux temps : la première période où le secret devait être nécessairement gardé, la seconde, où celui-ci ne pourra plus être dissimulé. À partir de ce moment, l'Allemagne devra alors s'attendre à une guerre et y être préparée³⁰³. C'est dans ce contexte que le Reich noue des liens avec l'URSS pour que les troupes allemandes puissent s'entraîner en terre russe.

La première véritable offensive du quotidien contre ce réarmement clandestin allemand a lieu en septembre 1932. Le 17 septembre, un article intitulé « *Le réarmement de l'Allemagne* » apparaît en Une du journal. Le quotidien s'inquiète devant la décision prise par les dirigeants du Reich de créer un nouveau navire de guerre : « *Ce ne sont pas des paroles ou des subtilités diplomatiques que le gouvernement allemand oppose dès à présent aux travaux de Genève : ce sont des faits, et des faits peut-être lourds de conséquence* »³⁰⁴. Quelques jours auparavant, Berlin avait déjà annoncé avoir débuté la construction d'un autre croiseur. Le lendemain, le président du conseil français, Edouard Herriot a fait savoir qu'un dossier sur les armements du Reich a été constitué et qu'il se réservait le droit de porter ce dossier devant la SDN qui pourrait prendre des sanctions à l'encontre de l'Allemagne si des entorses au traité de Versailles étaient visibles. Pour *le Matin*, l'annonce de la constitution d'une nouvelle flotte de guerre était perçue comme un véritable avertissement.

Apprenant l'existence d'un dossier secret sur le réarmement allemand, il décide alors de se lancer dans une véritable croisade pour que l'ensemble des informations soient rendues publiques afin que la SDN puisse prendre les mesures

303 CASTELLAN Georges., *Le réarmement clandestin de l'Allemagne dans l'entre-deux-guerres*, dans Les relations franco-allemandes : 1933-1939, Paris, CNRS, 1976, p.277-296.

304 *Le Matin*, 17 septembre 1932.

nécessaires. Dès le 23 septembre, *le Matin* se réjouit de l'existence d'un tel dossier et condamne la réaction allemande, qui prouve bien que celle-ci semble mener un certain nombre d'actions illégales : « *Le dossier des armements clandestins de l'Allemagne n'a pas été ouvert publiquement, mais il a suffi d'en annoncer la publication pour que le gouvernement du Reich recule sur le terrain diplomatique* ». Mais le quotidien ne tolère pas de ne pas être tenu informé du contenu de ses dossiers. Dès le lendemain il s'indigne : « *Pourquoi ne pas rendre publiques toutes les pièces de ce dossier ?* »³⁰⁵. Même son de cloche le 25 septembre, il faut que l'ensemble des pays connaissent les desseins allemands : « *Il faut pour éclairer ceux qui affirment ne pas savoir publier les pièces du dossier secret* ». Au grand dam du quotidien, ce dossier secret ne sera jamais rendu public. À la conférence de Genève, les Français s'en servront parfois pour suspecter l'Allemagne de mener des actions illégales, mais sa portée sera plus que limitée. Néanmoins, il apparaît certain pour *le Matin* que l'Allemagne travaille désormais à retrouver sa puissance. Et lorsque de nouvelles informations filtrent sur le réarmement allemand, le quotidien n'hésite pas à rédiger des articles qui condamnent l'attitude du Reich.

Les 12, 13 et 14 octobre 1932, le journal offre la possibilité à un ancien soldat de la Grande Guerre de s'exprimer sur la menace que représente l'Allemagne. Cet homme c'est l'amiral Docteur. Il critique l'attitude des alliés à l'issue de la grande guerre, qui n'ont pas surveillé assez rigoureusement l'Allemagne. Il déplore notamment le fait que la commission de contrôle interalliée n'ait pu vérifier si les effectifs militaires allemands étaient respectés. Du même coup, il apparaît évident pour lui que le Reich travaille depuis un certain temps à son réarmement :

« *Grâce aux licenciements anticipés, aux truquages d'inscription, la Reichswehr a une réserve d'au moins 200 000 hommes, qui constituera ses cadres et ses spécialistes. Les 150 000 hommes supplémentaires de la Schulzpolizei ne devaient former qu'une force de police ; des documents, des photographies nous montrent qu'ils sont soumis à l'entraînement militaire le plus poussé* »³⁰⁶.

S'en suit plusieurs analyses montrant à quel point le processus de réarmement est déjà bien organisé en Allemagne. En effet, le Reich dispose déjà d'un nombre

305 *Le Matin*, 24 septembre 1932.

306 *Le Matin*, 13 octobre 1932.

incalculable d'usines qui travaillent dans la conception de nouvelles armes. Il évoque également l'article 198 du traité de Versailles qui interdit aux Allemands la constitution de toute aviation militaire or, « *les caractéristiques de son aviation civile sont celles d'avions de guerre utilisés commercialement* ». Il parle aussi de l'entraînement militaire en Russie. Tous ces éléments permettent donc de prouver que l'armement allemand est déjà bien mis en place. Comment l'amiral Docteur est-il au courant de toutes ces manœuvres ? On peut imaginer que pour la constitution du dossier sur l'armement clandestin allemand, la France a pu faire appel à un certain nombre de militaires, l'amiral Docteur n'en a probablement pas fait partie, le quotidien l'aurait sans doute précisé si tel était le cas. De plus, l'amiral aurait sûrement dû signer une clause de confidentialité. Mais en revanche, il est possible de penser que des proches de l'officier de marine ont participé à ce dossier, et par là même ils ont pu le tenir informé de l'avancée des recherches.

Le Matin s'affirme donc d'entrée de jeu comme un des principaux porte-paroles dénonciateur de l'esprit militariste allemand. À la fin du mois, c'est au tour de Kessel de se remémorer une série de souvenirs qui confirment les menées clandestines allemandes. Lorsqu'il enquêtait sur l'*Unterwelt*, il a pu interroger un bandit qui lui a expliqué qu'il avait déjà caché un certain grand nombre d'armes au cours de sa vie. Ce à quoi un des frères de l'union lui répondit : « *Tu as raison d'être fier. Tu es de ceux qui, à l'heure de la vengeance, auront armé notre pauvre Allemagne* »³⁰⁷.

Au cours des deux années suivantes, *le Matin* ne perdra pas de vue son objectif de dénonciation du militarisme allemand. Ce qui frappe les reporters, c'est l'attitude du Reich qui nie toujours en bloc les accusations de remilitarisation qui lui sont adressées. C'est au mois de mai 1933 que pour la première fois ce réarmement est affirmé à demi-mot. Il ne s'agit pas d'une volonté des dirigeants allemands mais plutôt d'une erreur commise par un journal allemand : *Le Deutsche Allgemeine Zeitung*, organe de la grosse industrie. Ce dernier écrit un article où il évoque la possibilité d'une attaque préventive de la Pologne sur le territoire allemand. À ce propos il écrit qu' « *en face d'une attaque de la Pologne seule, nous ne sommes sûrement plus aussi dépourvus de défense qu'il y a deux ou trois ans* »³⁰⁸. Comme le

307 *Le Matin*, 31 octobre 1932.

308 *Le Matin*, 16 octobre 1933.

dit bien Philippe Barrès, c'est la première fois depuis qu'il se trouve en Allemagne qu'il entend une véritable information qui confirme que le Reich a entrepris de se réarmer.

Tout au long de l'année, le journal reprendra une série des articles qui ont été publiés dans le *Sunday Referee* et qui évoquent une remilitarisation allemande qui se veut de plus en plus consistante. Le 13 août, un article affirme que « *L'Allemagne réarme ses légions* » et toutes les forces du Reich sont tendues vers la guerre. Pour appuyer cette thèse, on évoque notamment l'importation massive de cuivre et de fer, deux composants « *indispensables pour la production des fournitures de guerre* »³⁰⁹. Le 8 octobre, un autre article du même journal déclare que « *l'Allemagne fabrique aujourd'hui sur une grande échelle des gaz toxiques qui lui permettraient d'anéantir à bref délai la population des principales villes d'Europe.* » D'autres articles du même journal seront publiés à la fin de l'année 1933. Ces informations, le *Sunday Referee* les tirent plus souvent d'un de ses journalistes, qui est un envoyé spécial en Allemagne et qui parvient à s'infiltrer dans certaines usines allemandes qui semblent déjà préparer la revanche.

Il faut attendre le mois d'avril 1934 pour voir apparaître dans les colonnes du *Matin* une déclaration officielle d'un dirigeant du Reich qui confirme que l'Allemagne est en train de se doter d'une nouvelle force militaire. Cette affirmation ne surprend guère étant donné que depuis le mois d'octobre 1933, l'Allemagne, en quittant la conférence sur le désarmement et la Société des nations, avait déjà laissé éclater au grand jour son vrai visage. *Le Matin* écrivait alors à l'époque : « *Il n'en reste pas moins que ce que l'Allemagne veut, c'est l'égalité absolue des droits, c'est à dire une situation militaire équivalente en tout point à celle des autres nations, quitte à faire éventuellement de cette puissance guerrière l'usage que l'on devine* »³¹⁰. Déjà, le quotidien pressentait que l'évolution politique du Reich pouvait conduire l'Europe à une nouvelle guerre dans un avenir proche. Philippe Barrès n'est donc nullement surpris. Le ministre de l'aviation Hermann Göring déclare alors qu'« *on ne (l)'empêchera certainement pas de prendre les précautions les plus élémentaires en matière de protection aérienne* »³¹¹. Le ministre préfère toutefois ne pas évoquer

309 *Le Matin*, 13 août 1933.

310 *Le Matin*, 15 octobre 1933.

311 *Le Matin*, 21 avril 1934.

clairement le réarmement allemand. Il se contente de préciser que si l'Allemagne venait à entreprendre de telles mesures, c'est parce que la France l'y oblige : « *La principale difficulté (n'est pas de savoir) si l'Allemagne réarme ou non, si elle viole ou non le traité de Versailles. Ce qui est regrettable c'est qu'une puissance comme la France qui est armée jusqu'aux dents ne veuille rien sacrifier* ». Cette timide affirmation de réarmement sera totalement confirmée quelques jours plus tard lorsque le Reich décidera de rendre officiels les chiffres de son budget militaire. *Le Matin* évoque la hausse de l'ensemble des dépenses du Reich et en vient à la conclusion suivante : « *En un mot, toutes les dépenses pour la Reichswehr ont augmenté de 35 % environ* »³¹². Pour la première fois, les dirigeants allemands laissent clairement apparaître qu'ils ont mené une politique militariste qui leur avait pourtant été prohibée par le traité de Versailles. En parallèle, la poursuite des négociations entre les différents pays européens pour tenter de débloquer la conférence de Genève exaspère *le Matin* qui n'hésite plus à afficher son hostilité à la SDN et demande même à la France de quitter la conférence sur le désarmement devenue totalement caduque : « *L'Allemagne aura dans 6 mois une armée égale à celle de la France ; la Russie organise l'instruction d'un million de pilotes d'aviation ; les techniciens déclarent que la puissance militaire et navale du Japon est actuellement la première du monde. Alors que faisons-nous à Genève où ces pays ne sont pas ?* »³¹³. Les critiques se portent également sur le gouvernement britannique qui continue à espérer qu'une solution puisse être trouvée. Pourtant, comme le dit le quotidien, la situation devient de plus en plus urgente : « *Les dépenses militaires de l'Allemagne sont prévues, pour 34, supérieures de 2,2 milliards à celles de 33. Une telle situation de fait ne rend-elle pas quelque peu puéril le petit jeu des notes et des conférences auquel se cramponne encore le gouvernement britannique ?* »³¹⁴.

Le Matin s'est donc très rapidement engagé dans la lutte contre le réarmement allemand. Si au début de l'année 1932, il n'évoque pratiquement jamais l'idée d'un armement clandestin du Reich, sa position évolue très vite à partir du moment où il apparaît évident que l'Allemagne ne respecte plus le traité de Versailles. Il se présente comme un véritable champion de la défense du traité et espère voir des sanctions tombées à l'encontre du Reich allemand qui est clairement fautif. Cependant *le Matin*

312 *Le Matin*, 30 avril 1934.

313 *Le Matin*, 16 janvier 1934.

314 *Le Matin*, 20 avril 1934.

déçante très rapidement en voyant des états comme la France et la Grande-Bretagne ne pas réagir devant ces véritables coups de force.

Il apparaît donc évident que *le Matin* mène parfois une politique qui est véritablement hostile à l'Allemagne. Cette hostilité se constitue en réaction à des agissements nazis que le quotidien considère comme nocif au maintien de la paix et de la sécurité française. Cette image offerte par le journal est pour le moins surprenante puisque dans l'opinion populaire, *Le Matin* est souvent considéré comme étant à la limite de l'extrême droite. Cette mauvaise réputation, il la doit en partie aux agissements de son propriétaire Bunau-Varilla, qui, après la défaite française décide de collaborer avec les nazis. Le journal change rapidement du tout au tout et devient un outil collaborationniste. C'est cette mauvaise image qui est, à tort, restée tristement célèbre. En effet, comme nous l'avons démontré au cours des développements précédents, les principaux journalistes du Matin, Barrès, Kessel ou encore De Korab, se montrent extrêmement hostiles à l'Allemagne nazie et ce, dès le début de leurs différentes enquêtes. Certains écrits anonymes que l'on retrouve fréquemment en première page se montrent également très hostiles aux agissements allemands. Ces critiques exacerbées (parfois même un peu trop) renseignent également sur le tempérament de l'opinion française au début des années 1930 : L'Allemagne, même en période de paix, semble toujours être l'ennemie héréditaire de la France, et ce pays, tellement différent, tellement plus guerrier que la France n'inspire pas confiance au peuple français. Mais ce peuple français de l'entre-deux-guerre, qui est-il ? Quel est son tempérament et surtout que veut-il ? L'étude de l'image offerte par le quotidien *le Matin* de l'Allemagne ne peut-elle pas renseigner sur l'opinion française de l'époque ?

Chapitre 8 - Comprendre l'opinion française à travers l'image offerte par *le Matin* de l'Allemagne

En étudiant les articles que *le Matin* consacre à l'Allemagne, il est possible de déceler un certain nombre d'éléments qui renseignent sur le caractère d'une très grande majorité de l'opinion française. Parmi les différents éléments qui peuvent être

mis en avant, on retrouve le rejet du communisme, le pacifisme et une certaine crainte de voir l'ex-Kaiser redevenir un personnage clé du Reich allemand.

A) Le rejet du communisme

La crainte du communisme est un sentiment partagé par une très grande majorité de l'opinion française. Comme le montre Becker et Bernstein dans leur étude de l'anticommunisme en France, cette peur peut paraître pour le moins surprenante puisque dans la période de l'entre-deux-guerres, le PC comprend quelques dizaines de milliers d'adhérents et seulement quelques milliers de militants actifs³¹⁵. Devant des chiffres si faibles, comment expliquer l'inquiétude et la haine de ce parti isolé ? Plusieurs éléments de réponse peuvent-être avancés. La première idée avancée par les deux auteurs est la campagne menée par les communistes lors de l'occupation de la Ruhr et la guerre du Rif. Le PC mène dans un premier temps une politique violente à l'encontre de l'envahisseur français et appelle les prolétaires français à s'unir pour soutenir l'Allemagne. Cette campagne choque l'opinion qui dans sa quasi-totalité approuve l'opération française visant à faire payer l'Allemagne³¹⁶. La presse parisienne et notamment *le Matin*, se déchaîne à l'encontre de ces communistes qui apparaissent comme pro-germaniques et profondément antipatriotiques. On va jusqu'à demander un procès contre les principaux dirigeants communistes. Il est obtenu et Cachin se fait emprisonner. Lors de la guerre du Rif, la même campagne est menée par le PC. Là encore, la réaction de l'opinion dans son ensemble est profondément hostile aux actions communistes. Ces dernières sont perçues comme privilégiant les buts de l'internationale aux dépens des intérêts français. Le PC est accusé de haute trahison. *Le Matin* ironise sur le soi-disant pacifisme et antimilitarisme des communistes en écrivant dans ses colonnes : « *Nous savions certes que Moscou et sa succursale parisienne ne rataient pas une occasion de congratuler en termes émus Abd el-Krim dont on vantait les vertus militaires, car lorsqu'il s'agit de combattre la France, le militarisme devient aux yeux des bolcheviks une vertu* »³¹⁷.

315 BECKER, Jean-Jacques, BERNSTEIN, Serge, *Histoire de l'anticommunisme 1917-1940*, Paris, O. Orban, 1987, p. 201.

316 *ibid*, p 163.

317 *ibid*, p 177.

Le communisme est donc considéré par la presse de droite comme une véritable aberration, comme quelque chose d'inconcevable pour tout bon patriote. Outre l'aspect anticolonialiste du parti, les journaux n'hésitent pas non plus à mettre en avant ses actions de noyautage de l'armée française³¹⁸. Cette presse, voyant le profond mépris de la population à l'égard de ce parti va en faire ses choux gras notamment à partir de 1924 lorsque la gauche arrive au pouvoir. Pour discréditer totalement le cartel, les journaux de droite ne vont pas hésiter à ranger l'ensemble des partis de gauche sous une même étiquette, qui est celle du communisme.

Au début de cette étude consacrée à l'Allemagne, il apparaît donc évidemment que *Le Matin* est profondément anticomuniste. L'étude de Kupferman, démontrant que le quotidien considère les communistes comme les principaux responsables des débordements du 6 février 1934 en est la parfaite démonstration. D'autres éléments peuvent être également mis en avant. Dès le 2 mars 1932, il est possible de trouver en première page, un article qui s'intitule « *Anticommunistes du monde entier, unissez vous !* ». Cet article s'avère être un véritable procès de la doctrine communiste. Il est donc possible de penser que les articles traitant du parti communiste allemand subiront eux aussi une sévère critique. Paradoxalement, *Le Matin* se montre beaucoup moins virulent contre ce parti étranger. Au début de l'année 1932, lorsque Kessel se rend à Berlin pour couvrir les élections présidentielles, il se rend à une manifestation du parti communiste allemand. Il ne fait pas de véritables différences entre le parti communiste et le parti nazi. Il considère ces deux partis comme étant extrémistes et déclare que si le peuple vote pour Hindenburg, ils ne votent pas franchement pour le président du Reich mais « *ils votent contre Thaelmann, contre Hitler* »³¹⁹. Cette assimilation est également rendue possible par la violence à laquelle se livrent ces deux partis qui voient très souvent leurs miliciens s'affronter au cours de combats de rue. Cependant, après l'arrivée au pouvoir d'Hitler, une série d'indices peuvent permettre de mettre en avant l'anticommunisme des journalistes du *Matin*.

Le premier élément de réponse a lieu le lendemain de l'incendie du Reichstag. *Le Matin* prend nettement position dans le titre de l'article en déclarant qu'un « *acte*

318 *ibid*, p 193.

319 *Le Matin*, 11 mars 1932.

de terrorisme communiste » a été commis à Berlin. Le coupable ? Un « *Bolchevik néerlandais* » qui a mis le feu au palais du Reichstag³²⁰. Le choix des journalistes est clair. Ils ont décidé de mettre en avant le péril du communisme, capable de commettre des ravages. Pourtant, Van der Lubbe, le soi-disant coupable de l'incendie a quitté depuis quelques années déjà le parti communiste... D'autres journaux, comme *le Petit Parisien*, se montrent beaucoup moins catégoriques dans leurs propos. Il titre « *Le palais du Reichstag est en partie incendié* ». Ce journal cherche donc moins à mettre en avant le danger du communisme mais s'attarde davantage sur les dégâts matériels. Même son de cloche pour *l'Ouest-Éclair* qui insiste davantage sur l'incendie : « *Le Reichstag en flamme* ». D'autres indices vont laisser paraître ce rejet du communisme. Les journalistes du *Matin*, et notamment Barrès, ne s'émeuvent pas devant les actions entreprises par l'Allemagne hitlérienne à l'encontre des communistes. Bien au contraire, l'ancien membre du Faisceau semble totalement les approuver : « *L'effort contre le communisme (est) un effort nécessaire en Allemagne. Il faut bien le dire, et qui, s'il est fait par des méthodes proprement allemandes, ne présente cependant aucun inconvénient pour nous, Français* »³²¹. Ces propos signifient ouvertement que Barrès ne s'intéresse guère au sort qui sera réservé aux communistes allemands. Cela revient à dire que ce problème n'intéresse pas la France puisque cela ne la concerne pas. Il s'agit simplement de mesures de politique intérieure allemande sur lesquelles le peuple français n'a absolument rien à redire.

Barrès sera bien plus ému devant les nombreuses exactions commises par les nazis à l'encontre des magasins et de la population juive. Il se montre même fasciné devant la performance réalisée par l'Allemagne nazie qui a su en moins d'un an réduire à néant l'extrême gauche allemande. Il vante le mérite des hitlériens qui ont su imposer une idée, constituer une communauté solide, ce qui a permis de paralyser le marxisme en Allemagne³²². Même s'il est profondément hostile à l'idéologie nazie, Barrès aimerait voir apparaître en France un parti similaire, certainement pas sur le plan des idées ni de la méthode. Mais un parti qui serait suffisamment fort, basé sur un très large consensus populaire et qui permettrait notamment par ses idées, de réduire à néant toute forme de communisme. Cette mort de l'extrême gauche ne se ferait pas forcément par la violence, mais par une adhésion populaire à des idées

320 *Le Matin*, 28 février 1933.

321 *Le Matin*, 3 mai 1933.

322 *Le Matin*, 4 mai 1934.

purement françaises : « *C'est précisément parce que nous croyons à la vertu des idées et des méthodes purement françaises que nous n'admettons pas que puissent se développer chez nous des actions destructrices qui ont été arrêtés outre-Rhin* »³²³.

Suite à l'incendie du Reichstag, le rejet du communisme allemand ne sera pas exprimé de façon totalement explicite par *le Matin*. Cependant, le quotidien revient fréquemment sur les différentes opérations menées par la police politique allemande et qui aboutissent à l'arrestation de personnalités qui seraient encore proche du communisme. Ces articles sont présentés d'une façon très télégraphique. Les journalistes n'enrobage pas leurs propos et vont directement à l'essentiel. Le 30 juillet 1933, on apprend que « *la police politique de Hambourg a engagé une action contre l'opposition communiste. [...] quatre-vingt-treize personnes ont été arrêtées* ». *Le Matin* publiera fréquemment ce type d'article alors que les autres journaux parisiens ne s'attarderont guère sur ce type d'informations. Cet oubli semble par ailleurs volontaire. Dans ce cas, quel est l'intérêt pour *le Matin* de publier de tels articles ? On peut douter que les journalistes du faubourg poissonnière croient en la véracité des accusations nazies. L'enjeu est probablement double. D'une part, affirmer encore et toujours son rejet du communisme et démontrer qu'il est possible de venir à bout de ce parti. Et d'autre part, critiquer le régime nazi pour ses nombreuses exactions et qui, sous l'étiquette du communisme, entend réduire à néant toute personne s'opposant à son idéologie.

Dans les colonnes du *Matin*, il est donc possible de voir se dessiner un profond ressentiment à l'encontre du communisme. Ce rejet est par ailleurs partagé par une grande majorité de l'opinion française de l'entre-deux-guerres. Cet anticommunisme, extrêmement virulent lorsqu'il s'agit d'évoquer le parti communiste français, est beaucoup plus discret, plus larvé, lorsqu'il s'agit d'évoquer celui du voisin allemand qui reste malgré tout, à l'image du national-socialisme, un parti extrémiste. L'analyse des articles évoquant le Reich allemand permet également de mettre en évidence un autre sentiment partagé par l'ensemble de l'opinion française : le pacifisme.

323 *Ibid.*

B) Un pacifisme intégral ?

Au sortir de la guerre de 1914-1918, l'opinion française apparaît épuisée par cinq longues années de combats. La volonté commune est désormais de parvenir à forger une paix solide permettant d'éviter à l'Europe de replonger dans une guerre impitoyable. Une partie des intellectuels, qui ont combattu au front, reviennent profondément désabusés de leur expérience militaire. À leur retour, ils se livrent à une véritable propagande anti-guerrière et militent pour le maintien d'une Europe en paix³²⁴. Ce message de paix reçoit un écho extrêmement favorable dans les milieux universitaires. Les normaliens parisiens n'hésitent pas dans une très grande majorité à refuser d'effectuer leur préparation militaire. Ce qui permet à Yves Santamaria d'écrire qu'il existe bien en France « *une désaffection pour la carrière des armes* »³²⁵. Ce rejet de la guerre est également perceptible dans les diverses couches politiques. À gauche, la SFIO reprend son vieux slogan « *Pour la guerre, pas un homme, pas un sou* ». Blum déclare en 1930 que la guerre ne peut pas être évitée en s'armant³²⁶. À droite, peu de temps après l'invasion de la Ruhr qui se révéla au final très coûteuse, les positions évoluent également. La possibilité d'un rapprochement avec l'Allemagne est évoquée pour éviter d'isoler la France sur l'échiquier européen. Il est également possible de citer la figure de Briand, extrêmement populaire dans l'opinion française et qui milita durant les années 1920 pour un rapprochement franco-allemand qui assurerait à l'Europe de vivre en paix.

L'opinion française est donc profondément pacifique au début des années 1930. Et ce goût de la paix est visible dans les colonnes du *Matin*. Mais, suite à l'arrivée d'Adolf Hitler au pouvoir, les principaux journalistes du quotidien s'inquiètent pour la survie de cette paix. Ainsi le 17 mars 1933, Barrès tire la sonnette d'alarme en déclarant que les principaux politiciens allemands qui ont œuvré pour un rapprochement entre les deux pays et donc pour la paix sont désormais tenus éloignés du pouvoir : « *Avec le (départ du) docteur Luther, c'est encore un peu de l'Allemagne que Briand a connue, à laquelle il a cru, qui s'en va balayée par le flot montant de l'esprit hitlérien* »³²⁷. Il est donc possible d'affirmer que l'ancien membre

324 DEFRASNE, Jean, *Le pacifisme en France*, Paris, PUF, 1994, p. 134-135.

325 SANTAMARIA, Yves, *Le pacifisme, une passion française*, Paris, Armand Colin, 2005, p. 100.

326 DEFRASNE J., *op.cit*, p. 113.

327 *Le Matin*, 17 mars 1933.

du Faisceau, qui s'est battu dans les tranchées durant la première Guerre Mondiale n'a probablement pas envie de voir son pays reprendre les armes à l'image de la grande majorité des anciens combattants. Comme le démontre bien Prost dans son étude, le pacifisme des anciens combattants repose sur un sentiment profond. La guerre les a trop marqués, les a fait trop souffrir pour qu'ils acceptent de vivre une deuxième expérience similaire³²⁸. Cependant, il serait faux de penser que Barrès défend l'idée d'un pacifisme intégral, c'est-à-dire un refus absolu de la guerre en toute circonstance³²⁹. Au contraire, s'il se montre favorable à la paix, il ne s'oppose cependant absolument pas à une plus grande fermeté de la France à l'encontre des agissements nazis. Lorsqu'il apprend que le Reich a décidé de quitter la conférence sur le désarmement et la SDN, Barrès pense que la France doit durcir son attitude à l'égard du Reich pour ce que dernier respecte ses engagements. Et pour y parvenir il écrit que notre pays « *pourrait être amené [...] à employer des moyens qui n'entrent pas dans le cadre de sa politique conciliatrice et qui auraient des répercussions internationales* »³³⁰.

Le 6 avril 1934, alors que les discussions au sujet du désarmement sont devenues totalement inutiles et face au réarmement allemand qui est en train de s'opérer, le journaliste du *Matin* s'inquiète. Il fait bien comprendre aux lecteurs que la paix est une très bonne chose et qu'il faut la défendre, mais lorsque son ennemi ne semble pas vouloir l'accepter, il faut cesser de croire que des dialogues désormais totalement caduques amélioreront les relations. Désormais, il faudrait plutôt que la mentalité française évolue et que le pays se prépare aussi en se réarmant. Pour que la paix soit sauvée, il faut que la nation s'équipe mais « *cela nécessite en France un réveil de l'esprit public et la suppression d'un régime de la facilité* »³³¹. Le journaliste fait donc clairement comprendre que la France ne serait absolument pas prête à reprendre les armes si la nécessité s'en faisait ressentir à l'heure actuelle. Il avertit donc l'opinion sur la nécessité d'une éventuelle remise en cause afin que celle-ci comprenne que la paix est désormais loin d'être assurée du fait des agissements nazis.

328 PROST A., *op.cit.*, p. 131-148.

329 DEFASNE J., *op.cit.*, p. 129-132.

330 *Le Matin*, 15 octobre 1933.

331 *Le Matin*, 6 avril 1934.

Cette volonté de paix européenne défendue par Barrès est clairement visible tout au long de la période étudiée. En juillet 1934, suite à l'assassinat du chancelier autrichien Dollfuss, *le Matin* écrit en première page : « *Le meilleur moyen de garantir la paix c'est de couper court à toute illusion. Les puissances garantes doivent solidairement et solennellement proclamer qu'en aucun cas elles ne laisseront toucher à l'indépendance de l'Autriche* »³³². À l'image de Philippe Barrès, le quotidien veut la paix, mais il est pleinement conscient que cette paix ne sera assurée que si les principales puissances européennes prennent les choses en main et ne se laissent pas totalement aveugler par leur politique d'*apeasement*, politique défendue ardemment par les Britanniques et qui entrave toute action possible contre le Reich. Mais plus la probabilité d'une guerre augmente, moins le quotidien se montrera enclin à des actions fortes à l'encontre de l'Allemagne. En 1938, lors de la conférence de Munich, *Le Matin* prend nettement position contre la guerre. À quoi bon faire la guerre pour une affaire de politique intérieure. Suite à la signature des accords, la joie du quotidien n'est absolument pas dissimulée : « *Victoire! La paix est gagnée, elle est gagnée contre les tortueux, les vendus et les fous* »³³³. Pour comprendre une telle évolution il aurait fallu étudier l'ensemble des articles traitant de l'Allemagne nationale-socialiste dans les colonnes du journal jusqu'à la date du 30 septembre 1938, étude malheureusement beaucoup trop vaste dans le cadre de ce mémoire. Il est néanmoins possible d'émettre certaines hypothèses à ce changement d'attitude :

- Le propriétaire Bunau-Varilla, sympathisant de l'hitlérisme, a pu considéré comme une véritable victoire cette nouvelle conquête hitlérienne. Le journal s'orientant de plus en plus vers l'extrême-droite à la fin des années 1930, cette hypothèse semble possible.
- L'idée d'une véritable crainte de la guerre peut éventuellement être avancée. Le rejet de la guerre étant toujours très présent dans l'opinion française, le *Matin* se doute peut-être qu'une guerre menée aujourd'hui contre l'ennemi nazi pourrait avoir des conséquences douloureuses pour la France.
- Il faut également rappeler la figure caméléon du quotidien qui est capable d'affirmer une chose et son contraire en l'espace de quelques jours. Cela renvoie une

³³² *Le Matin*, 31 juillet 1934.

³³³ *Le Matin*, 1er octobre 1938.

nouvelle fois au personnage de Bunau-Varilla qui a peut-être plus d'intérêt au maintien de la paix plutôt qu'à une guerre franco-allemande. Cette hypothèse semble néanmoins moins probable puisque *le Matin* connaît une véritable chute libre dans ses ventes en 1938 (300 000 exemplaires). Pour se relancer le propriétaire ne sera-t-il d'ailleurs pas tenter par la collaboration ?

Il est néanmoins possible d'affirmer qu'entre 1932 et 1934, à l'image de la grande majorité de l'opinion française, *le Matin* se présente comme un journal défenseur de la paix. Le pacifisme du quotidien ne peut pas en revanche être qualifié d'intégral puisqu'un journaliste comme Barrès estime nécessaire une réaction forte de la France et de l'ensemble des puissances devant les coups de force hitlériens. L'étude des articles du *Matin* peut également renseigner les historiens sur une autre crainte qui semble très présente dans l'opinion française de l'entre-deux-guerres : le retour sur le trône de l'ex-kaiser Guillaume II.

C) La crainte du retour de l'ex-Kaiser sur le trône allemand

À l'issue de la première guerre mondiale, le Kaiser allemand, Guillaume II est contraint de fuir son pays. Il choisit pour terre d'exil les Pays-Bas et s'installe dans un premier temps dans un château situé à Amerongen avant de trouver un refuge définitif à Doorn en 1920. Comme le montre bien Marc Blancpain dans la biographie qu'il consacre à l'ancien empereur, Guillaume mène désormais une vie paisible de bourgeois. Il s'entretient physiquement, aménage son château et commence à écrire ses mémoires³³⁴. Cette nouvelle vie menée par l'ex-Kaiser allemand laisse à croire que ce dernier se fera petit à petit oublier par ses anciens sujets et surtout par ses anciens ennemis qui sont les anciennes forces alliées.

Pourtant la surprise est véritablement de taille, treize ans après le début son exil, Guillaume continue de faire parler de lui, et pas seulement à l'intérieur du Reich. En effet, il est possible de lire dans les colonnes du *Matin* une série d'articles évoquant la nouvelle vie de l'ex-Kaiser ainsi que ses desseins futurs. Certaines informations peuvent parfois amuser tant leur intérêt semble limité. À titre d'exemple, *le Matin* propose un article le 14 juin 1932 intitulé « *L'ex-Kaiser prend*

334 BLANCPAIN Marc., *Guillaume II*, Paris, Perrin, 1998, p. 233.

des vacances ». Le contenu est le suivant : « *L'ex-Kaiser a quitté aujourd'hui, le château de Doorn, pour la première fois depuis sa fuite de 1918. Il se rend à Zandvoort, station balnéaire* »³³⁵. De même, le quotidien n'hésite pas à publier des photos montrant à quoi ressemble la nouvelle vie de l'ancien Kaiser :

A Doorn, au-dessus du château de l'ex-kaiser

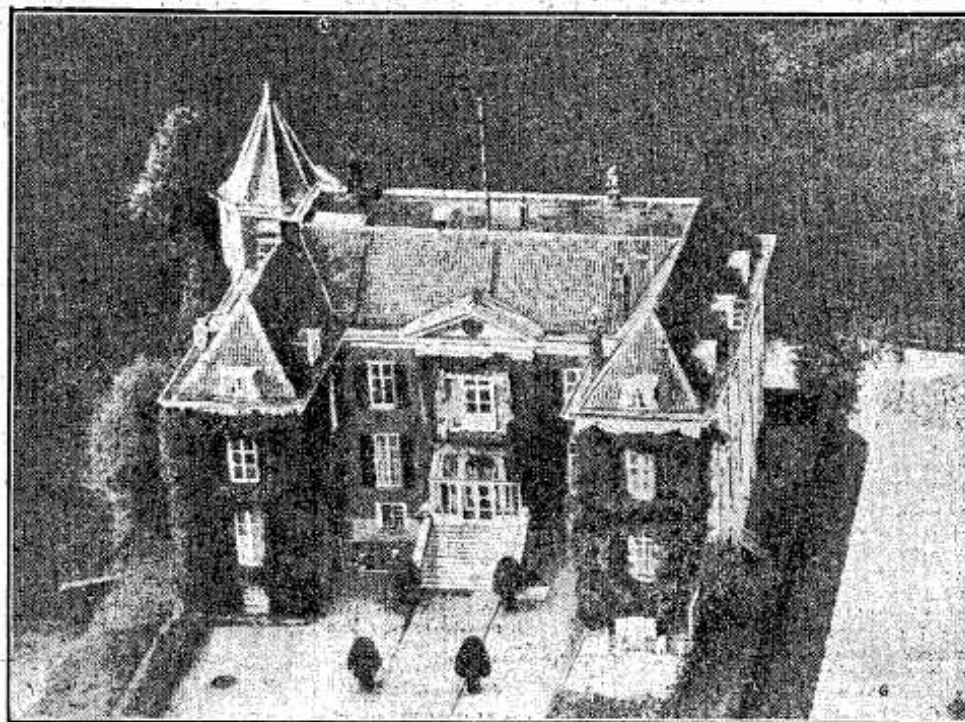


Image 9 : *Le Matin*, 21 octobre 1933

Sur cette photo, on peut apercevoir, certes difficilement, l'ancien empereur se livrer à une activité qu'il apprécie grandement : le jardinage. Comment expliquer, plus d'une décennie après sa destitution, l'intérêt tout particulier que porte le quotidien à l'ex-Kaiser ? Guillaume représente l'Allemagne militariste et conquérante, ce pays que la France ne veut pas voir se reconstituer à nouveau. *Le Matin* n'hésite pas à nommer le Kaiser comme étant « l'ancien seigneur de la guerre ». En dépit de la paix de 1918, la culture de guerre allemande semble toujours très prononcée, et si la soif de la revanche s'affirme de plus en plus outre-Rhin, ne doit-on pas penser que Guillaume II lui-même, pourrait être tenté par un retour en Allemagne pour guider ses anciens sujets vers l'affranchissement du diktat de Versailles ? Il est donc possible de discerner une certaine inquiétude chez les

³³⁵ *Le Matin*, 14 juin 1932.

journalistes du *Matin* : la crainte du retour de l'ex-Kaiser sur le trône allemand.

C'est au cours de l'année 1932 que cette inquiétude est particulièrement visible. Cette attitude n'est pas anodine puisqu'elle coïncide avec l'arrivée de Von Papen à la chancellerie. Ce dernier ne cache pas ses sympathies pour le milieu monarchique et affiche clairement son souhait de voir un monarque à la tête de l'Allemagne. Cependant, pour assurer le retour de la monarchie allemande qui aurait pour souverain l'ancien Kaiser Guillaume II ou l'ex-Kronprinz, il semble nécessaire d'obtenir l'assentiment du parti le plus fort du pays : le NSDAP. Toute la question étant de savoir si les nazis sont prêts à accepter le retour d'un monarque. Cette idée est clairement démentie par Blancpain et Palmer qui ont tous deux écrit une biographie de Guillaume II. Le premier souligne l'importance du discours du Führer du 30 janvier 1933 qui est violemment antimonarchique. Quelques mois plus tard, Göring annonce même la dissolution des associations monarchistes³³⁶. De son côté, Palmer souligne que « *les nazis sont des révolutionnaires de droite et non des conservateurs* »³³⁷. Pourtant, pour les journalistes du *Matin*, Guillaume II semble très proche de remonter sur le trône. Le 22 avril 1932, le quotidien évoque une rencontre entre Hitler et l'ancien Kaiser. Les discussions entre les deux hommes auraient abouti à une forme d'accord : « *Hitler aurait promis à Guillaume II de le rétablir sur le trône s'il arrivait au pouvoir.* ». En échange de quoi, le Kaiser aurait « *confié la direction des affaires allemandes au chef du mouvement national-socialiste* »³³⁸. Un article similaire est publié le 24 juin et confirme les propos tenus précédemment. Ces articles, que le quotidien tire pour la plupart de journaux de gauche allemands s'avèrent être de totales forgeries. En effet, jamais Hitler ni l'ex-Kaiser ne se sont rencontrés. Le seul membre du NSDAP que Guillaume semble avoir reçu dans sa résidence de Doorn étant le futur ministre de l'aviation Hermann Göring pour qui il éprouve de la sympathie³³⁹. On ne peut pas en dire autant de sa relation avec le Führer qu'il traite de « *national-bolchévik* »³⁴⁰. Il ne cessera de se plaindre de l'attitude de ce petit caporal notamment lorsque celui-ci décrétera les premières mesures antisémites.

336 BLANCPAIN M., *op.cit.*, p. 239.

337 PALMER, Alan., *Le Kaiser Guillaume II*, Paris, Tallandier, 1980, p. 367.

338 *Le Matin*, 22 avril 1932.

339 PALMER A., *op.cit.*, p. 367.

340 BLANCPAIN M., *op.cit.*, p. 238.

La question qu'il est possible de soulever est la suivante : *Le Matin*, et l'opinion française dans son ensemble, croyaient-ils possible le retour sur le trône de l'ancien Kaiser ? La réponse semble pencher vers le positif tout au long de l'année 1932. Les journalistes du quotidien sont particulièrement surpris du succès des manifestations monarchiques et des défilés du Casque d'acier : « *Pour la première fois cette année la grande parade du Stahlhelm [...] a été avant tout une grande manifestation de politique intérieure, une manifestation en faveur du régime aboli le 9 novembre 1918*³⁴¹. Pareillement, sans citer de manière directe le nom de Guillaume, on sent véritablement que *le Matin* croit prochain le retour sur le trône de l'ancien Kaiser. Devant les agissements de Von Papen et de Von Schleicher, le quotidien écrit « [...] et l'on sait de qui ils préparent le retour ». L'ombre de Guillaume semble bel et bien planer de nouveau sur le Reich allemand. *Le Matin* évoque également la popularité de ce dernier qui ne semble pas s'être éteinte et l'amour profond que semble lui porter un grand nombre d'Allemands. En effet, l'envoyé spécial du *Daily Mail* est « *témoin d'une scène de loyalisme envers l'ex-Kaiser. Un groupe de voyageurs venus d'Allemagne et composé en majeure partie d'ouvriers et d'artisans anciens combattants s'est massé devant les grilles du château.* » L'un d'eux n'hésitant pas à déclarer : « *Il nous reste un espoir, le Kaiser n'est pas mort ; il est encore actif ! Vive le Kaiser !* »³⁴².

Brandir la menace d'un retour du Kaiser, c'est alerter l'opinion française sur les risques d'un retour de la Prusse guerrière. Dès lors, à travers les différents propos tenus par l'ancien empereur, *Le Matin* cherche à mettre en avant la menace de voir l'Allemagne de 1914 se relever. Le 23 juin 1932, Guillaume envoie un télégramme à l'occasion de la journée de la cavalerie allemande. Le ton de la dépêche scandalise les journalistes du *Matin* qui accusent l'ancien Kaiser de glorifier la guerre dans une période qui se caractérise par une volonté générale de paix : « *À la minute précise où [...] à Lausanne, la paix du monde est en jeu, l'ex-empereur Guillaume II accélère son action et multiplie les dépêches sur un ton de proclamation* ». Le discours tenu par l'ancien Kaiser est le suivant :

341 *Le Matin*, 16 septembre 1932.

342 *Le Matin*, 21 décembre 1932.

Aux anciens camarades réunis à cette deuxième journée de la cavalerie allemande j'envoie mon salut avec beaucoup de reconnaissance ; je commémore vos performances dans la dernière grande guerre. Sur tous les champs de bataille, l'ennemi craignit autant vos lances que vos carabines, votre ligne de conduite fut toujours fidèle à l'ordre de Frédéric le Grand : « Les Prussiens attaqueront l'ennemi toujours les premiers. »

Cette mentalité fraîche et chevaleresque bat en temps de guerre comme en temps de paix chaque ennemi. En éprouvant ce sentiment de fierté, les anciens cavaliers retourneront vers leurs occupations journalières animés par le devoir sacré de lutter sans cesse pour la résurrection de la patrie, s'appuyant sur la vieille base inébranlable :

« En avant pour l'honneur et pour la défense. »

GUILLAUME,
Imperator-Rex

Image 10 : *Le Matin*, 23 juin 1932

Le ton est volontaire, résolument guerrier et la provocation de Guillaume semble totale lorsqu'il signe son article de la formule « Imperator-Rex » comme si ce dernier n'avait jamais quitté le trône allemand. *Le Matin* remet une nouvelle fois en cause la mentalité allemande qui ne semble pas vouloir vivre en paix et qui se prépare déjà à prendre sa revanche. Ce rejet de la figure du Kaiser est présent tout au long de l'année 1932. Cependant, après l'arrivée au pouvoir d'Hitler, les discussions sur un probable retour de l'ex-Kaiser sur le trône allemand disparaissent. Le quotidien réalise que derrière la moustache d'Hitler se cache un personnage qui semble tout aussi dangereux que l'ancien Kaiser, qui a lui aussi, un goût prononcé pour la culture militaire et qui risque de mettre en péril la paix européenne.

L'importance donnée à la figure de Guillaume II symbolise bien les craintes

du quotidien de voir se reconstituer la glorieuse Allemagne du début du XXème siècle. Dans l'imaginaire populaire français, la figure de Guillaume II est toujours assimilée à la guerre, à celle de l'ennemi héréditaire allemand qui constitue une perpétuelle menace. Cette insistance démontre également que dans l'opinion française, l'idée d'un retour aux affaires de l'ancien empereur ne semble absolument pas improbable. Bien au contraire, en lisant les articles du *Matin* de l'année 1932, tout laisse à penser que la chute de la République et la constitution d'un nouvel Empire Hohenzollern est proche.

L'image de l'Allemagne offerte par *Le Matin* permet donc aux historiens de s'interroger sur la vision que le quotidien se fait du rival allemand. Cependant ce n'est pas tout. L'étude des articles offre également la possibilité de s'interroger sur le tempérament de l'opinion publique française. À travers la représentation du Reich allemand il est possible de mettre en avant trois principaux traits du caractère français. La France est représentée comme une nation pacifique voulant voir la paix triompher. Les Français sont dans l'ensemble anticomunistes et sont effrayés par un parti qu'ils ont du mal à comprendre. Enfin, le peuple français craint toujours l'Allemagne et plus particulièrement un retour de la grande Allemagne d'avant 1914, d'où l'intérêt tout particulier que le quotidien porte à la personne de l'ex-Kaiser Guillaume II.

Partie 3

Inventaire des sources utilisées

Dans le cadre de cette étude seulement deux types de sources ont été utilisés. Les sources les plus importantes sont bien entendu l'ensemble des publications du journal *Le Matin*. Autre type de sources auquel il a fallu avoir recours, les écrits de Jules Sauerwein et Philippe Barrès, qui ont tous deux été reporters pour ce quotidien.

Chapitre 9 – Les articles du *Matin*

L'ensemble des articles du quotidien ont été dépouillés sur la période allant de mars 1932 à août 1934. Néanmoins certains numéros n'étaient pas disponibles . Ainsi, du 16 novembre au 31 décembre 1933 aucune publication n'était consultable. Tous ces articles ont été analysés grâce à la revue en ligne Gallica.

Crise allemande :

1932 : 7 mars, 8 mars, 10 mars, 12 mars, 1er avril, 12 avril, 26 juillet, 24 novembre

1933: 17 mai

Propagande hitlérienne :

1932 : 9 mars, 28 juillet, 20 septembre

1934 : 5 avril, 18 août, 19 août

Description d'Hitler :

1932 : 11 mars, 15 mars, 14 août

Attitude du peuple allemand :

1932 : 14 mars, 24 juillet, 19 août, 21 août

1933 : 28 octobre

1934 : 1er juillet

Instabilité politique :

1932 : 24 mars, 25 avril, 25 août, 13 septembre

Feuilleton de Kessel :

1932 : 25 mars, 26 mars, 27 mars, 28 mars, 29 mars, 17 avril

Réarmement allemand :

1932 : 31 mars, 13 mai, 30 juin, 20 juillet, 17 septembre, 24 septembre, 31 octobre, 14 décembre

1933 : 13 août, 16 octobre

1934 : 16 janvier, 20 avril, 21 avril, 30 avril

Difficultés nazies :

1932 : 5 avril

1933 : 11 février, 4 mars, 5 avril

1934 : 26 juin, 29 juin

Défense de l'Alsace-Lorraine :

1932 : 9 avril, 6 septembre, 12 septembre

Puissance nazie :

1932 : 16 avril, 26 juin,

1933 : 5 mars, 26 août

1934 : 2 mai, 2 août, 21 août

Le poids de l'ex-Kaiser :

1932 : 22 avril, 14 juin, 23 juin, 16 septembre, 21 décembre

1933 : 21 octobre

Culture de guerre :

1932 : 18 mai, 22 mai, 4 septembre, 9 octobre, 13 octobre, 24 décembre

1933 : 10 mars, 1er juin

Société violente :

1932 : 26 mai, 20 juin

Égalité des droits :

1932 : 23 juillet

Question de la Sarre :**1932** : 10 août**1933** : 20 mars, 27 août**1934** : 12 janvier, 23 mai, 25 mai, 4 juin***L'ennemi héréditaire :*****1932** : 15 octobre***La possibilité d'une entente franco-allemande :*****1932** : 3 novembre***L'arrivée au pouvoir d'Hitler :*****1933** : 29 janvier, 30 janvier, 31 janvier***Le « double jeu » allemand :*****1933** : 3 février, 24 avril, 5 mai, 14 mai**1934** : 6 juillet***L'anticommunisme du journal :*****1933** : 28 février, 3 mai***Le pacifisme français :*****1933** : 17 mars**1934** : 31 juillet***Crainte du national-socialisme :*****1933** : 31 mars***Une légère admiration du parti nazi :*****1933** : 13 avril, 6 mai**1934** : 4 mai

Censure nazie :**1933** : 16 septembre***Volonté d'un réveil français :*****1933** : 15 octobre**1934** : 6 avril***Affaire Stavisky et journée du 6 février 1934 :*****1934** : 25 janvier, 7 février, 14 février, 15 février, 21 février, 22 février, 24 février***Intérêt particulier pour le Reich :*****1934** : 14 juin, 15 juin, 16 juin, 17 juin***Nuit des Longs Couteaux :*****1934** : 1er juillet, 2 juillet, 3 juillet***Mort de Hindenburg :*****1934** : 2 août, 3 août**Chapitre 10 - Les mémoires de journalistes**

Deux ouvrages ont permis d'éclairer certains points de ce mémoire. La première publication utilisée est celle de Jules Sauerwein : *30 ans à la Une*, Paris, Plon, 1962. Les mémoires de Sauerwein ont été précieuses pour mieux cerner la personnalité du propriétaire du *Matin*, Maurice Bunau-Varilla. Il est néanmoins nécessaire de se méfier des écrits de Sauerwein. Ce dernier ayant été limogé par le patron du *Matin*, il est probable qu'il manque parfois d'objectivité dans la description qu'il offre de Varilla. Néanmoins, il est possible d'affirmer que le portrait qu'il offre se rapproche largement de celui dressé par d'autres contemporains de cette époque.

Le second ouvrage qui a servi de source est celui écrit par Philippe Barrès.

Sous la vague hitlérienne, Paris, Plon, 1934. Il écrit ce petit reportage parallèlement à son enquête sur le Reich allemand pour *le Matin*. On retrouve très souvent des passages de cet ouvrage dans les colonnes du journal. Il permet de se renseigner davantage sur la personnalité de Philippe Barrès. En effet, ce dernier prend davantage de libertés dans cet essai puisqu'il montre clairement qu'il aurait aimé voir un personnage de la trempe d'Hitler s'imposer en France. Dans les colonnes du *Matin*, il se montre beaucoup plus nuancé comme nous avons pu le démontrer au cours du développement précédent.

Conclusion :

Ce mémoire a permis de démontrer l'intérêt profond que l'opinion française porte à l'Allemagne au début des années 30. Il se manifeste par des articles extrêmement variés qui mettent en avant un pays en pleine tourmente, ravagé par la violence et qui semble prêt à se laisser séduire par les discours extrémistes du parti national-socialiste qui est, depuis le début de la décennie, le parti le plus important d'Allemagne. Pleinement conscient de la situation à la fois critique et extraordinaire du *Reich*, *le Matin* décide de faire passer l'actualité allemande en première page. Et pour séduire un lectorat qui ne cesse de le fuir, le quotidien n'hésite pas à envoyer ses plus brillants reporters, parmi lesquels Joseph Kessel, en territoire allemand, pour qu'ils livrent aux lecteurs leurs impressions sur les événements d'outre-Rhin. Tous s'interrogent bien entendu sur le parti nazi et sur leur chef Adolf Hitler. L'impression de tous les journalistes du *Matin* est la même, une Allemagne pilotée par l'extrême droite entraînerait de profonds bouleversements européens qui ne présageraient rien de bon pour le maintien de la paix, qui est pourtant l'un des principaux objectifs défendus par des puissances telles que la Grande-Bretagne et la France. Pourtant, le 30 janvier 1933, Adolf Hitler est appelé à la chancellerie. Un journaliste comme Philippe Barrès, partisan à l'origine d'un rapprochement franco-allemand et accusé à tort dans certaines études d'être un sympathisant du nazisme, déchant. Il voit sous ses yeux l'Allemagne se transformer et devenir de nouveau menaçante.

Cependant, il serait faux de penser que l'Allemagne est devenue une source de danger à partir du moment où le Führer devient chancelier. Au contraire, et même si la menace s'amplifie avec l'arrivée au pouvoir des nazis, le quotidien ne cesse de montrer une image inquiétante de l'Allemagne. Pour *le Matin*, l'Allemagne a été et reste l'ennemi héréditaire français, ce pays totalement différent et éloigné de l'idéologie des lumières françaises. En dépit d'une paix qui a été proclamé il y a près de quinze ans. Le Reich allemand demeure une menace pour la sécurité française. Le culte qu'il voue à la guerre et son désir à peine dissimuler d'obtenir le droit de réarmer ne va t-il pas dans ce sens ? La caricature de l'Allemand barbare, simple brute guerrière prête à tout détruire sur son passage semble encore très présente

dans l'univers mental de tout français. Il semble nécessaire de préciser que tout Français ayant un âge supérieur à vingt-cinq ans a reçu l'éducation de la Troisième République, celle qui préparait la France à la revanche contre l'Allemagne et offrait justement cette image de l'Allemand. C'est cette vision qui semble se reconstituer dans l'opinion générale alors que le Reich apparaît comme étant de plus en plus menaçant pour la sécurité française.

Le Matin a donc une vision extrêmement tranchée de l'Allemagne. Pour ce quotidien, le Reich ne poursuit qu'un seul et unique objectif : reconstituer la glorieuse Allemagne d'avant 1914 et laver l'affront de Versailles. De façon totalement délibérée il préfère livrer l'image d'un pays de pure tradition prussienne, c'est-à-dire guerrier, plutôt que de s'attarder sur d'autres ressorts qui auraient pu être clairement mis en avant. En effet, l'Allemagne de Weimar n'est-elle pas toute aussi connue pour sa véritable profusion artistique, ses peintres et ses cinéastes de renom ? *Le Matin* ne s'intéresse jamais à l'Allemagne culturelle, celle de Goethe. Ou alors lorsqu'il décide d'évoquer le cinéma ou le théâtre allemand, c'est pour démontrer que l'ensemble de l'art allemand semble en parfaite harmonie avec les desseins politiques allemands : faire l'éloge de la guerre et inculquer un profond esprit de revanche. C'est donc bel et bien l'Allemagne de Bismarck que *le Matin* met en avant dans ses colonnes et ce, au détriment de celle de Goethe.

L'Allemagne nationale-socialiste a-t-elle été perçue immédiatement comme une menace pour la sécurité française par le quotidien ? Les éléments de réponse avancés précédemment laissent à penser que les journalistes du *Matin* ont très tôt perçu que le régime hitlérien n'était pas un régime comme les autres, un régime qui pourrait mettre en péril la sécurité française. Ce sentiment, il s'affirme également par leur profond rejet du nazisme. Dans ce contexte, il paraît difficile de comprendre comment le quotidien a pu basculer si rapidement dans la collaboration en 1940. Une étude sur un temps plus long fournirait probablement un certain nombre de réponses à cette interrogation. Néanmoins il est possible d'émettre des hypothèses. Il faut savoir que l'image que le quotidien offre de l'Allemagne est avant toute chose l'image que se fait d'elle des reporters comme Barrès et Kessel et qui sont donc profondément antihitlériens. Ces deux hommes quittent rapidement le quotidien après la fin de notre étude. On peut donc s'interroger sur l'orientation

politique des reporters qui leur ont succédé. De plus, il est important de repréciser que Bunau-Varilla éprouve beaucoup de sympathie pour le Führer. Il est donc possible d'envisager qu'il ait décidé de donner un ton de plus en plus extrémiste à son journal. Quoiqu'il en soit il serait mensonger d'affirmer que le quotidien est depuis la première heure un partisan de l'extrême droite nazie. Malheureusement pour *Le Matin*, qui est l'un des plus grands journaux que la France ait connus, l'image que l'opinion garde de lui est celle que le quotidien livre à la fin de son existence : celle placée sous l'horrible signe de la collaboration.

L'étude proposée de l'Allemagne nationale-socialiste entre mars 1932 et août 1934 est cependant loin d'être complète. La profusion d'articles sur le Reich allemand est telle qu'il aurait fallu beaucoup plus de temps pour pouvoir traiter plus en profondeur l'ensemble des données. Une des principales limites de l'étude se situe également dans le fait ne pas avoir pu accéder à une série d'archives sur le *Matin* qui aurait probablement permis de renseigner davantage sur la vie même à l'intérieur du journal et sur le rôle joué par le propriétaire Bunau-Varilla au début des années 1930. Il serait très savoureux de savoir quelle était sa réaction devant des articles qui prenaient un caractère résolument antihitlérien. Enfin, une autre limite peut être mise en avant : la nécessité de s'arrêter à l'année 1934 dans le cadre de cette étude. En effet, prolonger le développement jusqu'en septembre 1939 ou en juin 1940 aurait pu permettre de saisir davantage l'évolution de l'image que le quotidien se fait du Troisième Reich. Une étude de l'image de l'Allemagne nationale-socialiste entre septembre 1934 et juin 1940 dans les colonnes du *Matin* pourrait constituer un élargissement très intéressant de l'analyse qui vient juste d'être consacrée à la période précédente.

Bibliographie

A) Ouvrages

Sur la presse et les grands reporters :

ALBERT Pierre., *Histoire de la presse*, Paris, PUF, 2010.

COURRIERE Yves., *Kessel ou sur la piste du lion*, Paris, Plon, 1985.

BOILLOZ Bernard., *Les périodiques français édités à Paris de 1919 à 1939, classification, description bibliographique et évolution*, Paris, 1978.

DELPORTE, Christian., *Histoire du journalisme et des journalistes en France, du 17ème siècle à nos jours*, Paris, PUF, 1995.

DELPORTE Christian & D'ALMEIDA Fabrice., *Histoire des médias en France de la grande guerre à nos jours*, Paris, Flammarion, 2010.

EVENO, Patrick, *L'argent de la presse française des années 1820 à nos jours*, éditions du CTHS, 2003, Paris,

MARTIN Marc., *Les grands reporters : les débuts du journalisme moderne*, Paris, Audibert, 2005.

Le Matin :

KUPFERMAN Alfred., *L'évolution politique du « Matin », 1903-1914, 1934-1940*, Paris, 1958.

La fin de la république de Weimar et l'arrivée au pouvoir de Hitler :

BAECHLER Christian., *L'Allemagne de Weimar: 1919-1933*, Paris, Fayard, 2007.

KERSHAW Ian., *Hitler*, Paris, Flammarion, 2000.

STERN J-P., *Hitler, le Führer et le peuple*, Paris, Flammarion, 1995.

WINKLER Heinrich-August, *Histoire de l'Allemagne, XIXe-XXe siècle : le long chemin vers l'Occident*, Paris, Fayard, 2005.

Le Kaiser Guillaume II :

BLANCPAIN Marc., *Guillaume II*, Paris, Perrin, 1998.

PALMER Alan., *Le Kaiser Guillaume II*, Paris, Tallandier, 1980.

La culture allemande :

GAY, Peter, *Le suicide d'une république, Weimar 1918-1933*, Paris, Gallimard, 1995.

La France des années 1930 :

BERNSTEIN Serge., *La France des années 30*, Paris, Armand Colin, 1998.

BERNSTEIN Serge., *Le 6 février 1934*, Paris, Gallimard, 1975.

DARD Olivier., *La France des années 30*, Paris, Hachette, 1999.

Les relations internationales :

BLOCH Charles., *Le IIIème Reich et le monde*, Paris, Notre Siècle, 1986.

DUROSELLE Jean-Baptiste., *Les relations franco-allemandes de 1918 à 1950*, Paris, 1967.

DUROSELLE Jean-Baptiste., *Politique étrangère de la France. La Décadence 1932-1939*, Paris, éditions du Seuil, 1983.

FRANK Robert, GIRAULT, René, *Turbulente Europe et nouveaux mondes 1914- 1941*, Paris, Masson, 1988.

KRAPOTH Stéphanie., *France-Allemagne, du duel au duo, de Napoléon à nos jours*, Toulouse, collection Histoire, 2005.

POIDEVIN Raymond., *L'Allemagne et le monde au XXème siècle*, Paris, Masson, 1983.

Fascisme, anticomunisme et antisémitisme français :

BECKER Jean-Jacques & BERNSTEIN Serge., *Histoire de l'anticommunisme 1917-1940*, Paris, O. Orban, 1987.

MILZA Pierre., *Fascisme français : Passé et présent*, Paris, Flammarion, 1990.

SCHOR Ralph., *L'antisémitisme en France dans l'entre-deux-guerres*, Bruxelles, éditions

Complexe, 1995.

SOUCY Robert., *Le fascisme français : 1924-1933*, Paris, PUF, 1989.

Le pacifisme français :

DEFRASNE Jean., *Le pacifisme en France*, Paris, PUF, 1994.

MIQUEL Pierre., *La paix de Versailles et l'opinion publique française*, Paris, Flammarion, 1971.

SANTAMARIA Yves., *Le pacifisme, une passion française*, Paris, Colin, 2005.

La violence :

MOSSE George., *De la grande guerre au totalitarisme, la brutalisation des sociétés européennes*, Paris, Hachette littératures, 1999.

B) Articles

Relations franco-allemandes :

CASTELLAN Georges., *Le réarmement clandestin de l'Allemagne dans l'entre-deux-guerres*, dans *Les relations franco-allemandes : 1933-1939*, Paris, CNRS, 1976, p.277-296.

HILDEBRAND Klaus., *La politique française de Hitler jusqu'en 1936*, dans *France-Allemagne 1932-1936*, Paris, CNRS, 1980, p. 339-371.

PROST Antoine., *Les anciens combattants français et l'Allemagne*, dans *France-Allemagne 1932-1936* Paris, CNRS, 1980, p. 131-148.

Le nazisme :

BURRIN Philippe., *Le Führer, un dictateur absolu ?*, Les collections de l'histoire n°18, janvier 2003, p 20-26.

D'ALMEIDA Fabrice., *Goebbels était-il un génie de la propagande ?* L'Histoire, numéro

312, septembre 2006, p. 50- 53.

HAFFNER Sebastian., *Le monstre se mit à fasciner*, Les collections de l'histoire n°18, janvier 2003, p 57.

MARTENS Stefan., *L'irrésistible ascension d'un écrivain raté*, L'Histoire. Numéro 312, septembre 2006 p 38-47.

La presse :

ALBERT Pierre., *Remarques sur la stagnation des tirages de la presse française dans l'entre-deux-guerres*, Revue d'histoire moderne et contemporaine, T XVIII, Octobre-Décembre 1971.

Le Matin :

PINSOLLE, Dominique, *Le Synthol, moteur de l'histoire*, Le Monde Diplomatique, août 2009, Disponible sur

<http://www.mondediplomatique.fr/2009/08/PINSOLLE/17743#nh1>.

C) Webographie

Biographie de Philippe Barrès :

BIBLIOMONDE, *Maurice Barrès* [en ligne] Disponible sur

<http://www.bibliomonde.com/auteur/maurice-barres-1263.html>.

ASSEMBLEE NATIONALE, *Les députés de la IVème république* [en ligne],

Disponible sur <http://www.assemblee->

[nationale.fr/histoire/biographies/IVRepublique/barres-philippe-08071896.asp](http://www.assemblee-nationale.fr/histoire/biographies/IVRepublique/barres-philippe-08071896.asp).

Le Matin :

Nom du web-master inconnu, Pierre, *Le journal Le Matin, histoire en images* [en ligne] Disponible sur <http://journal-le-matin.over-blog.com/>.

Table des illustrations (dans le texte)

Graphique 1 <i>Évolution des ventes du Matin</i> [en ligne].	
Disponible sur http://presse-paris.univ-paris1.fr/spip.php?article11	29
Graphique 2 Pourcentage de une de l'Allemagne.....	62
Image 1 <i>Le Matin</i> , 16 juin 1934.....	63
Graphique 3 Les principaux sujets traités en une.....	64
Graphique 4 Pourcentage de une de l'Allemagne avant et après 1933.....	67
Image 2 <i>Le Matin</i> , 25 mars 1932.....	77
Image 3 <i>Le Matin</i> , 8 avril 1932.....	77
Image 4 <i>Der Krieg</i> de Otto Dix.....	86
Image 5 <i>Le Matin</i> , 15 mars 1933.....	122
Image 6 <i>Le Matin</i> , 22 mai 1932.....	136
Image 7 <i>Le Matin</i> , 6 septembre 1932.....	139
Image 8 <i>Le Matin</i> , 18 septembre 1933.....	144
Image 9 <i>Le Matin</i> , 21 octobre 1933.....	163
Image 10 <i>Le Matin</i> , 23 juin 1932.....	166

Tables des annexes

Annexe A	
Propagande du <i>Matin</i> durant la première Guerre mondiale.....	184
Annexe 2	
Évolution des ventes du <i>Matin</i>	185
Annexe C	
Série de graphiques sur la représentation de l'Allemagne dans le journal <i>Le Matin</i>	186
Annexe D	
La promotion des produits pharmaceutiques.....	188
Annexe E	
<i>Le Matin</i> et la journée du 6 février 1934.....	191

Annexe A : Propagande du *Matin* durant la première Guerre mondiale : *Le Matin*, 24 août 1914

LES COSAQUES A CINQ ÉTAPES DE BERLIN

DÉROUTE

Les troupes russes poursuivent les Allemands en fuite

On va lire les dépêches relatives à la victoire russe. Voici pourquoi le gouvernement de la République l'a considérée comme décisive et en a hautement félicité nos alliés.

Les cosaques, qui précèdent l'armée du grand-duc Nicolas, sont à la fois d'admirables soldats et une horde terrible de cavaliers, montant des chevaux infatigables, pourvus d'armes perfectionnées et suivis d'une artillerie légère qui leur permet de passer partout en se riant des fortifications de campagne.

Quand ils passent dans un pays, ce pays n'est peut-être pas conquis ; mais il est ravagé, ses communications sont coupées, ses forces administratives anéanties, et les troupes régulières qui suivent l'effrayante cavalerie peuvent alors s'emparer des territoires et achever l'ennemi.

Voilà pourquoi cette nuée de cosaques qui s'abat sur la Prusse orientale et sur la Pologne présage le triomphe rapide et complet de nos alliés.

Voilà pourquoi le gouvernement de la République vient d'acclamer leur chef victorieux.

En avant !

SAINT-PÉTERSBOURG (via Londres). 24 août. — Dépêche particulière du « *Matin* » : — Les derniers renseignements parvenus ici attestent l'étendue et la portée de l'effroyable désastre subi par les Allemands à Stallupönen et à Gumbinnen.

Devant les cosaques qui poursuivaient les troupes débandées, la population prussienne s'est enfuie à deux cents kilomètres de distance.

Les Russes ont enlevé Johannsburg, Ortelshurg, Villenberg sur la Soldau. Ils s'avancent sur la ligne de Dantzig à

Neuenburg d'où les Allemands fuient en désordre vers le nord.

D'autre part, sur la frontière autrichienne, neuf escadrons ont attaqué des troupes ennemies d'une force dont on ne se rendait pas compte. Ils les ont taillées en pièces, enlevant aux Autrichiens deux batteries et 160 prisonniers.

Une attaque des ennemis sur Vladimir et Volinsk a également échoué.

L'offensive russe en Galicie continue avec succès.

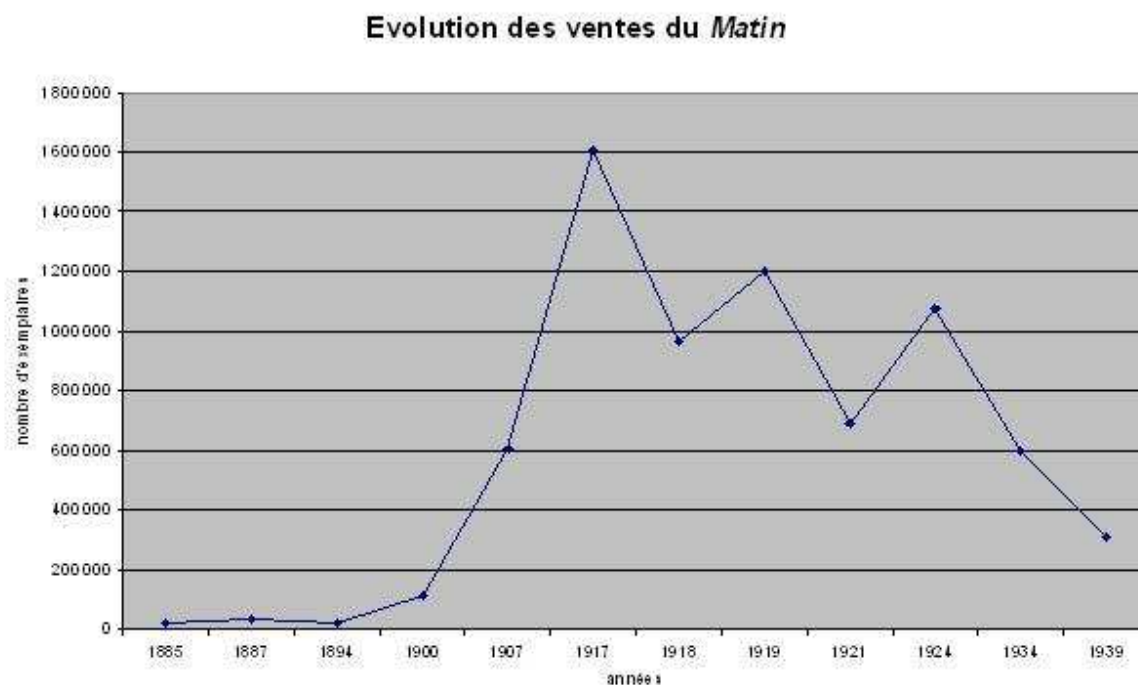
La retraite coupée

SAINT-PÉTERSBOURG, 23 août. — Je viens de recevoir la nouvelle que l'aile gauche des Russes a complètement enveloppé les troupes allemandes qui défendaient encore la région des lacs. Les Russes ont occupé Johannsburg (dans le sud-ouest de la Prusse orientale) et Ortelshurg (à 20 milles au sud-est d'Allenstein, dans le centre de la Prusse orientale). La ligne de retraite des Allemands vers la rivière d'Angerap et les lacs Mazur est en possession des Russes.

Les Russes balayent les ennemis d'Insterburg et ont occupé Darken (à 20 milles au sud d'Insterburg).

22 h. 45. — Continuant la poursuite, les Russes ont occupé Soldau. Ils commandent le chemin de fer qui va à Dantzig. Soldau est à l'ouest de Willenberg, qui se trouve également en possession des Russes. Neidenberg, une autre ville sur la ligne d'avance des Russes, fut incendiée par la garnison en se retirant. Les habitants fuient de tous côtés. Les forces de l'ennemi dans cette région battent en retraite vers le nord. Ce n'est pas une défaite, mais une déroute. (*Times*.)

Annexe B : évolution des ventes du *Matin*

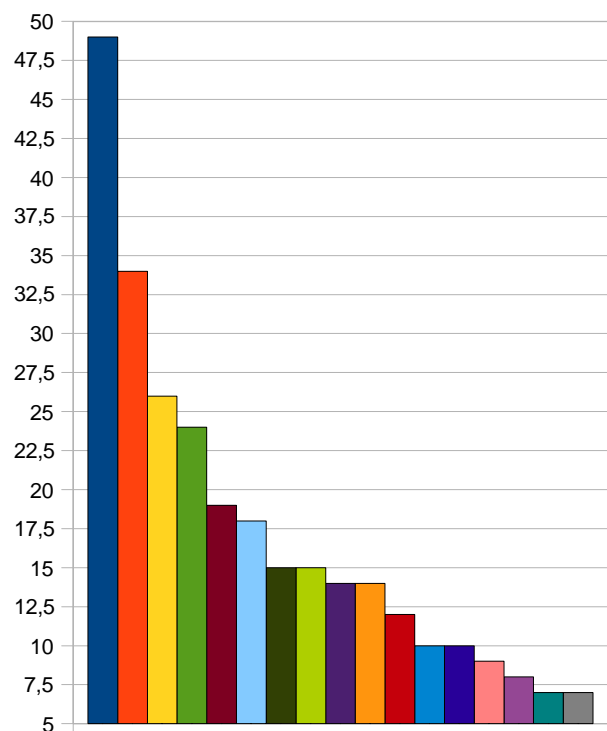
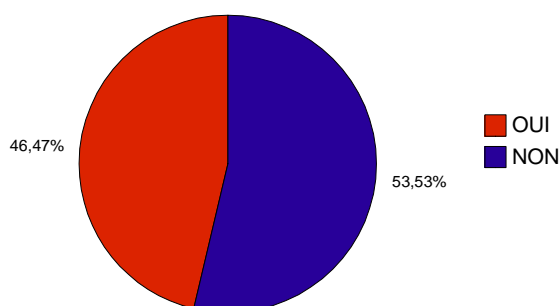


Graphique 1 :*évolution des ventes du Matin* [en ligne]. Disponible sur <http://presse-paris.univ-paris1.fr/spip.php?article11>.

Année	Tirages du Matin
1899	78000
1902	250000
1905	483000
1914	1000000
1917	1600000

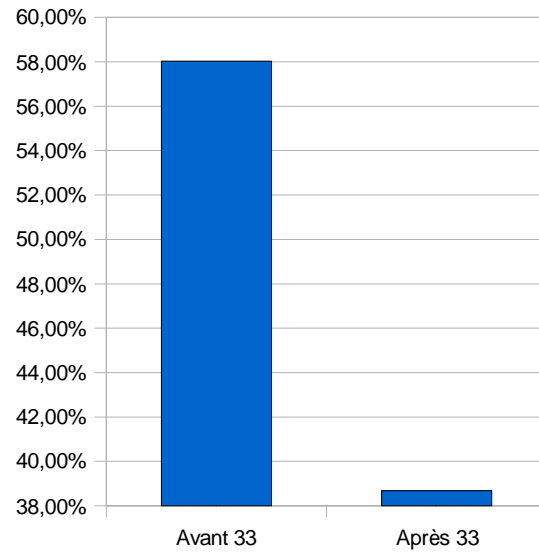
Annexe C : Série de graphiques sur la représentation de l'Allemagne dans le journal *le Matin*

% de "Une" de l'Allemagne



Les principaux sujets traités en " Une"

- élections/ réunions parlementaires
- Crise et succession à la chancellerie
- Genève et égalité des droits
- Coups de force hitlériens
- Réarmement
- Feuilleton Kessel
- Politique étrangère du reich
- défilés et célébrations
- Discours Hitlériens et pacifisme
- Violence de la société allemande
- Racisme
- Enjeux territoriaux
- Culture de guerre allemande
- Hindenburg
- Difficultés hitlériennes
- Propagande anti-française
- Ex-Kaiser et ex-Kronprinz



Graphique 3

Rajeunissement intégral à tout âge

Hommes de 40 ans qui vous plaignez souvent du ralentissement de vos facultés. Faites attention, c'est le premier symptôme de la neurasthénie et de la sénilité précoce. Le diagnostic est presque toujours : diminution et parfois arrêt de l'activité des glandes endocrines (glandes à sécrétion interne) qui produisent les Hormones. Restituez à votre organisme les Hormones des glandes interstitielles et de l'hypophyse si nécessaires à la vie et dont la présence sous une forme active est garantie pour la première fois dans les PERLES TITUS.

Les PERLES TITUS constituent une préparation scientifique reconnue absolument sans danger et qui fait appel à tous les principes médicamenteux de l'accroissement de la « puissance masculine ». Elles sont le résultat d'une dizaine d'années de recherches du savant bien connu, le docteur Magnus Hirschfeld, qui fait autorité internationale dans le domaine de l'Hormonothérapie. Les essais réalisés pendant de longs mois, à l'Université de Vienne notamment, ont été absolument concluants.



10.000 Échantillons Gratuits.



*Un essai
vous
containera*

BON POUR VOUS

Brochure scientifique n° 82
avec planches en 5 couleurs
et 1 échantillon gratuit. Envoi
franco gratis et discret par :

Lab. DUPRAZ, 6, r. des
Dames, Paris (17). Les
PERLES TITUS sont en
vente à 100 fr. la boîte
(I.C.), à Paris : Phie des

Dames, 6, r. des Dames, et Pharmacie Centrale
du Nord, 132, r. Lafayette ; Desmousseaux, 1,
r. Fontaine ; Soyer, pl. Auguste-Métivier ; Phar-
macie de la Trinité, 57, rue de Châteaudun ;
Duteil, 38, rue de Bondy.



RHUMATISMES ARTICULAIRES

« Souffrant depuis cinq ans de rhumatismes articulaires aux chevilles, à un orteil et aux reins, je suis resté trois mois sans pouvoir travailler. De tous les remèdes que j'ai pris, seul le Traitement du Chartreux Dom Marie — Potion et Baume — m'a guéri radicalement » — J. Baldy, Fondamente (Aveyron).

Le Traitement du Chartreux Dom Marie agit radicalement contre les rhumatismes, goutte, sciatique, maux de reins, etc... La Potion lave les reins, dissout l'acide urique, purge le sang de tous poisons, active la circulation et régularise la nutrition. Le Baume - appliqué en frictions - calme la douleur instantanément et complète ce traitement qui réussit là où tout a échoué.

**TRAITEMENT
DU CHARTREUX**

** Dom Marie*

Toutes pharmacies : Potion 21 frs. - Baume 11 frs 20. - Brochure gratis sur demande à M. Malavant, 6, r. des Deux-Ponts, Paris, 4^e

Annexe E : *Le Matin* et la journée du 6 février 1934



Les gardes mobiles chargent place de la Concorde.

Photo. Aratin.



UNE BAGARRE DANS L'HEMICYCLE

M. Barthe, questeur, et M. Frot, ministre de l'intérieur, et les huissiers empêchent les députés socialistes d'envahir les bancs des modérés. Croquis de séance par Berings.

Le Matin, 7 février 1934

Table des matières

Remerciements.....	3
Sommaire.....	4
Introduction.....	6
PARTIE 1	
CADRE DE COMPRÉHENSION DE L'ÉTUDE ET PANORAMA HISTORIOGRAPHIQUE.....	14
CHAPITRE 1 DÉCADENCE DE LA GRANDE PRESSE, DES DIFFICULTÉS INSURMONTABLES ?.....	15
A) Censure de guerre, la perte de confiance de l'opinion.....	15
B) Une crise amplifiée par le développement d'une concurrence nouvelle : la presse hebdomadaire et les journaux provinciaux.....	18
C) Les efforts des grands quotidiens parisiens pour reconquérir un lectorat devenu méfiant.....	20
D) Une réhabilitation impossible, la presse et les scandales politico-financiers.....	23
CHAPITRE 2 <i>LE MATIN</i> , DU POUVOIR À LA DÉCADENCE.....	26
A) Des débuts hésitants jusqu'au règne du sulfureux Maurice Bunau-Varilla.....	27
B) <i>Le Matin</i> , simple jouet du capricieux Maurice Bunau-Varilla.....	30
C) Comprendre la pensée idéologique du <i>Matin</i> , l'affaire Stavisky et l'émeute du 6 février 1934 racontées par le quotidien.....	34
D) Les relations du <i>Matin</i> avec le Reich allemand, où quand le quotidien se prend pour la divinité Janus.....	37
CHAPITRE 3 – FRANCE-ALLEMAGNE : L'ILLUSION D'UNE ENTENTE.....	41
A) Les années d'espérance : 1924-1929.....	42
B) La crise de 1929 et la montée du nazisme, les relations se tendent.....	45
C) Désarmement, réparations, égalité des droits : l'aggravation des divergences franco-allemandes 1931-1932.....	48
D) L'Allemagne hitlérienne, une conciliation impossible.....	53
PARTIE 2	
L'IMAGE DE L'ALLEMAGNE DANS LES COLONNES DU JOURNAL LE MATIN ENTRE MARS 1932 ET AOÛT 1934, UNE IMPOSSIBLE COMPRÉHENSION DE L'ALTÉRITÉ ?.....	60
CHAPITRE 4 – UN INTÉRÊT OMNIPRÉSENT DU <i>MATIN</i> POUR LE VOISIN ALLEMAND.....	61
A) Le Reich à la une.....	62
B) Deux grands reporters entrent en action, Joseph Kessel et Philippe Barrès.....	69
C) L'Allemagne fait vendre, le succès de Joseph Kessel et de son reportage « L'Allemagne des bas-fonds, des bouges de Berlin aux repaires de Hambourg ».....	76
CHAPITRE 5 – L'IMAGE DE L'ALLEMAGNE OFFERTE PAR LE MATIN : PAUVRETÉ, CRISE ÉCONOMIQUE ET VIOLENCE, UN TRYPTIQUE OSCUR FAVORISANT L'EXTRÉMISME.....	85
A) Un paysage similaire à un tableau d'Otto Dix.....	86
B) Instabilité, violence politique et dérives dictatoriales.....	92
C) Le parti national-socialiste peut-il s'emparer du pouvoir ?.....	97
D) L'attitude du peuple allemand, symbole d'un contexte maussade.....	102
E) Fritz Lang, Rainer Rilke, Paul Klee : artistes inconnus ?.....	107
CHAPITRE 6 – LA REPRÉSENTATION DE HITLER ET DE L'ALLEMAGNE NAZIE, LE RIVAL ALLEMAND EST DE RETOUR.....	110
A) La représentation du Führer, des sentiments opposés, entre crainte et admiration.....	110

B) Effroi et stupéfaction devant la démesure de la propagande nazie.....	116
C) Un parti inébranlable ?.....	120
D) France-Troisième Reich, l'entente impossible ?.....	127
CHAPITRE 7 – L'ENNEMI HÉRÉDITAIRE ALLEMAND, UNE MENACE ÉTERNELLE ?.....	134
A) Une culture de guerre qui ne s'est pas éteinte.....	135
B) L'Alsace-Lorraine et la Sarre, défendons nos droits !.....	141
Un danger imminent, le réarmement allemand.....	148
CHAPITRE 8 – COMPRENDRE L'OPINION FRANÇAISE À TRAVERS L'IMAGE OFFERTE PAR LE MATIN DE L'ALLEMAGNE.	154
A) Le rejet du communisme.....	155
B) Un pacifisme intégral ?.....	159
C) La crainte du retour de l'ex-Kaiser sur le trône allemand.....	162
PARTIE 3	
INVENTAIRE DES SOURCES UTILISÉES	168
CHAPITRE 9 – LES ARTICLES DU <i>MATIN</i>	169
CHAPITRE 10 – LES MÉMOIRES DE JOURNALISTES.....	172
Conclusion.....	174
Bibliographie.....	177
Table des illustrations (dans le texte).....	182
Table des annexes.....	183

Résumé - Summary

L'étude proposée se donne l'objectif d'analyser l'image que le journal *le Matin* offre de l'Allemagne à ses lecteurs entre mars 1932 (élections présidentielles) et août 1934 (mort du président Hindenburg). Pour analyser cette représentation il est nécessaire de se poser un certain nombre de questions. L'intérêt du quotidien pour l'évolution politique, économique et sociale du Reich allemand est-il important ou secondaire ? L'Allemagne apparaît-elle fréquemment en une de ce journal ? Si un tel intérêt se confirme, le Reich est-il présenté comme une nation avec qui une paix durable est envisageable ou, au contraire, est-ce que c'est l'image de l'ennemi héréditaire qui demeure présente ? Pour répondre à ces questions, une étude détaillée du quotidien *le Matin*, qui est la source principale, est nécessaire. Ce dernier fut l'un des titres de presse les plus vendus jusqu'à la fin de la première Guerre Mondiale. Il est en revanche en perte de vitesse à partir du début des années 1920. Les trois années qui servent de cadre à notre analyse sont charnières dans l'évolution de l'Allemagne puisqu'elles symbolisent la montée en puissance du parti nazi et d'Adolf Hitler qui arrive au pouvoir le 30 janvier 1933. Les reporters du *Matin* ont-ils perçu les dangers de l'hitlérisme ou ont-ils préféré se voiler la face comme un grand nombre de politiciens du début des années 1930 ?

The following study aims to analyze a picture of Germany from the presidential elections of March 1932 to President Hindenburg's death in 1934. That description was proposed by the newspaper *Le Matin* to its readers. Some questions must be raised to analyze that representation. Is the daily's interest in the political, economical and social evolution of the German's Reich important or secondary? Does Germany often make the headline of that newspaper? If there is the confirmation of such an interest, is the Reich described as a nation a durable peace is possible with? Or, on the contrary, is it most of the time seen as a traditional enemy? To answer all of these questions, a detailed study of the daily *Le Matin*, which is the main source, is necessary. It was one of the newspapers the most sold until the end of WWI. Yet, its influence had been decreasing since the beginning of the 20s. The three years, which are the framework of our analysis, are a turning point in Germany's evolution as they symbolize the growing influence of the Nazi Party. They symbolize as well Adolf Hitler's ascension since he came to power on 30th January 1933.

Did the *Matin*'s reporters anticipate the Hitlerism's dangers? Or did they prefer to ignore them as a great number of early 30s' politicians did?

Mots clés – Keywords

France, Allemagne, presse française, *Le Matin*, reporters, représentation, altérité, violence.

France, Germany, French press, *Le Matin*, reporters, representation, otherness, violence.